

International.....	2	Agenda.....	23
France.....	6	Abonnements.....	23
Société.....	12	Météorologie.....	23
Carnet.....	13	Mots croisés.....	23
Horizons.....	14	Culture.....	24
Entreprises.....	17	Guide culturel.....	27
Finances/marchés.....	18	Communication.....	28
Aujourd'hui.....	20	Radio-Télévision.....	29



**SUCCESSION** Un responsable du département d'Etat américain s'est déclaré, lundi 4 décembre, « optimiste » sur l'état de santé du roi Fahd d'Arabie saoudite, hospitalisé

cinq jours auparavant, officiellement pour surmenage, selon des sources diplomatiques, après une embolie cérébrale. ● LES DIRIGEANTS DE RIYAD devraient commencer à envi-

sager une transmission du relais - autorisée par le statut fondamental promulgué en 1992, à la jeune garde de la famille royale - d'autant que le pays doit faire face à des difficultés,

et ce quelle que soit l'évolution de l'état de santé du monarque, dont le successeur désigné est son demi-frère, le prince héritier Abdallah. ● LE SOMMET du conseil de coopé-

ration du Golfe, réuni, depuis lundi, à Mascate, dans le sultanat d'Oman, s'inscrit dans le développement du terrorisme et de la violence dans la région.

## L'Arabie saoudite fait face à des turbulences politiques et sociales

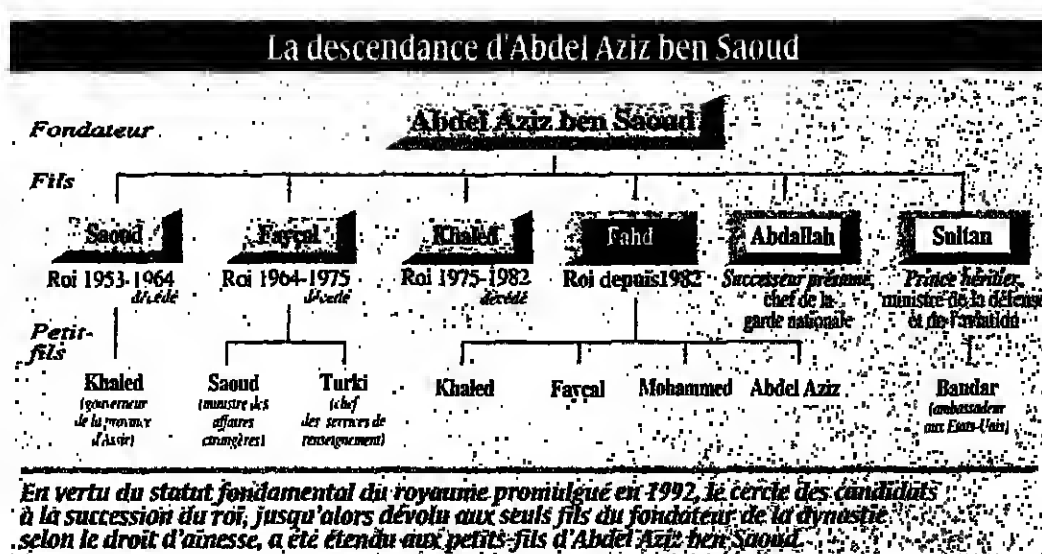
La maladie du roi Fahd, sa succession qui s'annonce, et la surenchère des intégristes musulmans devraient favoriser à terme une remise en cause de l'exercice du pouvoir

LES TEMPS sont difficiles en Arabie saoudite, premier exportateur de pétrole au monde, dont il détient plus du quart des réserves d'or noir. Victime d'une embolie cérébrale, le roi Fahd ne semble pas près de se remettre et même si sa succession est assurée, le débat est ouvert sur l'avenir. Débat qui, sous le calme apparent du royaume, intervient à un moment particulièrement délicat de l'histoire du pays, soumis à des turbulences politiques et économiques d'un genre nouveau.

Officiellement, la procédure successorale est réglée. Le prince Abdallah, demi-frère du roi Fahd et prince héritier en titre, devrait être proclamé monarque, d'autant que la famille royale est réfractaire à tout changement brutal, qui viendrait bouleverser des traditions héritées du fondateur du royaume, Abdel Aziz ben Saoud, et qui ouvrirait le pays à l'inconnu. Mais l'émir Abdallah et son ministre de la Défense, Sultan, étant tous deux septuagénaires, la famille royale devrait être amenée à réfléchir avec une relative urgence à l'avenir.

### INNOVATION

Cette réflexion devrait être facilitée par une brèche ouverte dans l'ordre de succession, en 1992, par le roi Fahd, lorsqu'il a promulgué le statut fondamental du royaume, en vertu duquel les petits-fils d'Abdel Aziz peuvent désormais aspirer à gouverner le pays, le prince héritier



désigné n'étant plus certain que d'assurer la seule transition, en attendant la désignation d'un véritable successeur. Cette innovation devrait donner des arguments à ceux qui réclament des changements rapides, pour préparer le pays à entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce n'est un secret pour personne que la lassitude d'autres membres de la famille royale, notamment la jeune garde des princes, qui sont impatients de participer au pouvoir, et dont certains réclament, depuis quelques années déjà, une monarchie constitutionnelle. Le tandem devra surtout, d'entrée de jeu, faire face à une instabilité rampante, qui, même si elle ne représente pas une

menace pour le régime, révèle une vulnérabilité dont les premiers à s'étonner sont les Saoudiens eux-mêmes.

### MÉCONTENTEMENT RAMPANT

L'explosion, le 13 novembre, à Riyad, d'une voiture piégée, qui a fait sept morts - dont cinq Américains - et soixante blessés, est l'expression la plus meurtrière d'une colère diffuse. Le choix de la cible - les bureaux des conseillers américains de la garde nationale, au centre de la capitale - portait un message, que l'on pourrait ainsi formuler : le pouvoir n'est pas plus à l'abri des coups

que ses protecteurs américains. L'intentat, dont les auteurs n'ont toujours pas été identifiés, malgré des primes offertes par les États-Unis et l'Arabie saoudite à quiconque les retrouverait, prouve que ses exécutants sont bien organisés et qu'ils disposent des moyens de leurs fins. Il est la manifestation la plus spectaculaire d'un mécontentement rampant, d'origine essentiellement islamiste, que la fin de l'État-providence, due aux difficultés financières croissantes du royaume, et l'alliance de plus en plus organique avec Washington, ont révélé.

Au sein du monde arabe, le prince héritier Abdallah passe pour être partisan d'une politique de plus grande neutralité envers les États-Unis. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il accèdera au pouvoir, l'émir Abdallah n'aura d'autre choix que de continuer la politique de son prédécesseur. L'Arabie saoudite est trop étroitement dépendante des États-Unis et leurs intérêts stratégiques trop intimement liés pour qu'un monarque puisse encore s'offrir le luxe de prendre des distances. « Nous avons besoin de leur pétrole et eux de notre protection », disait déjà un diplomate américain, Marshall Wyke, vers la fin des années 70. Cette assertion est plus vraie encore depuis l'invasion de l'Irak par le Koweït, qui a fait trembler sur ses réserves le royaume et ses protecteurs américains.

Mais ces derniers s'inquiètent. La sclérose d'un appareil d'État, au sein

duquel le roi n'a de comptes à rendre à aucune autorité exécutive, législative ou judiciaire, dans les rangs duquel règne la corruption et qui, à tort ou à raison, cristallise des rancœurs, représente un risque d'autant plus grand que la seule véritable opposition relativement organisée, et en tout cas déterminée, est islamiste. C'est sans doute à ce niveau que des changements sont non seulement souhaitables mais possibles.

L'Occident, estime un spécialiste de l'Arabie saoudite, Saïd Abouzeid, doit obliger le roi Fahd à créer un conseil consultatif, ou tout autre organisme para-parlementaire qui aurait de véritables pouvoirs législatifs. Il faut aussi, souligne l'auteur de *The Rise, Corruption and Coming Fall of The House of Saud* (L'Ascension, la Corruption et la Chute prochaine de la maison des Saoud), que soit mis fin à la monopolisation du pouvoir par la famille royale et à son immunité dans le commerce et les affaires.

Il faut que le fondamentalisme musulman soit accepté comme une donnée de la réalité saoudienne plutôt que comme un rassemblement de fanatiques qu'il faut éliminer à tout prix. Il faut enfin que le processus de la succession soit réorganisé et subordonné aux besoins pressants de réforme, en prélude à l'instauration d'un système au sein duquel la compétence l'emporterait sur toute autre considération.

Mouna Naïm

## Le prince héritier Abdallah à la confiance des tribus

TREIZIÈME FILS du roi Abdel Aziz, qui a fondé l'Arabie saoudite en 1932, le prince héritier Abdallah est un homme austère, qui a, selon des diplomates occidentaux, la confiance des tribus et des religieux. Né en 1923, il appartient, par la lignée de sa mère, à la puissante tribu bedouine des Chamars, auprès de laquelle il a reçu une formation guerrière après avoir été éduqué par les religieux. Depuis 1962, il est commandant de la garde nationale, chargée de la surveillance des endroits stratégiques, notamment les installations pétrolières.

« Personne ne remet en cause sa piété », affirme un diplomate. « Il serait le mieux accepté par les détracteurs islamistes » de la famille royale, ajoute-t-il, dans une référence à l'éclatement de quelques mouvements contestataires intégristes depuis la

fin de la guerre du Golfe. Attaché à un mode de vie traditionnel, le prince continue d'organiser, selon la tradition, des conseils réguliers avec les tribus et la population.

Souffrant d'un défaut d'élocution, il n'apparaît pas souvent en public et « ne fait pas figure d'homme d'Etat expérimenté », indique un diplomate. Face à ses demi-frères, le roi Fahd, le prince Sultan, ministre de la Défense et de l'Aviation, et le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, résolument pro-occidentaux, le prince Abdallah privilégie ses amitiés arabes. Sans s'y opposer formellement, il avait émis des réserves sur la rapidité avec laquelle le roi avait fait appel aux troupes américaines après l'invasion du Koweït par l'Irak, affirmant notamment qu'il fallait préparer les religieux à ce projet. Il jouit de la confiance des dignitaires religieux rigoristes, les oulémas, et des tribus du Nejd, le centre du royaume, berceau des El Saoud. (AFR)

## Les pays du Golfe veulent rassembler leurs moyens contre le terrorisme

### MASCATE

Mitrailé par les photographes à l'ouverture du seizième sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG), le prince héritier d'Arabie saoudite, l'émir Abdallah ben Abdel Aziz, a presque volé la vedette au sultan Qabous d'Oman, pourtant hôte de cette réunion annuelle. L'absence du roi Fahd, pour la première fois depuis la création, en 1981, du CCG qui rassemble l'Arabie saoudite, le Koweït, Oman, Qatar, Bahreïn et les Émirats arabes unis, a toutefois davantage occupé les conversations des observateurs présents à Mascate que les interventions des participants. Selon une source officielle omanaise, le roi avait prévu le sultan de son absence, dès le mercredi 29 novembre, invoquant des difficultés à se déplacer. Le coup de téléphone avait précédé l'accident de santé du monarque, hospitalisé d'urgence, dans la nuit de mercredi à jeudi, pour une embolie cérébrale.

De même source officielle omanaise, on souligne que l'absence du roi Fahd ne devrait pas peser sur le sommet. Les dirigeants des États du Golfe savent que, quoi qu'il arrive, sa succession est assurée, qu'elle n'entraînera pas de grands changements et encore moins des troubles. La présence, à Mascate, du prince héritier prouve en tout cas que la situation est normale dans le royaume wahabite.

« L'Arabie saoudite, sous la direction du roi Fahd, estime que le seul moyen de faire face aux défis d'aujourd'hui est de voir les pays du Golfe rassembler leurs potentialités humaines, militaires, politiques et économiques », a déclaré le prince Abdallah à son arrivée dans la capitale omanaise. Il faisait allusion à la lutte contre le terrorisme, qui sera l'un des sujets discutés par les dirigeants des monarchies pétrolières, dont les craintes ont été ravivées par l'attentat dirigé, le 13 novembre, contre un bâtiment abritant les bureaux des conseillers américains de la garde nationale saoudienne. Aucune décision concrète n'est toutefois attendue sur ce point, une coopération étroite existant déjà entre les services de sécurité des pays membres du CCG.

### LA QUESTION DES RELATIONS AVEC ISRAËL

Le sommet débattait aussi du processus de paix au Proche-Orient qui, a souligné le sultan Qabous, dans son discours d'ouverture, doit faire « disparaître les causes de la violence et de l'extrémisme ». Un rapport, établi par le secrétaire général du CCG, souligne aussi « la nécessité de faire de réels progrès » dans les négociations menées par la Syrie et le Liban avec Israël. Chacun des pays membres du CCG demeure néanmoins libre de décider de la nature de ses liens avec l'État juif.

Malgré les appels lancés notamment par les

Émirats arabes unis pour une levée de l'embargo imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU à l'Irak et pour une réconciliation arabe, le CCG devrait demander, une nouvelle fois, à Bagdad, d'« appliquer toutes les résolutions de l'ONU, afin de mettre fin aux souffrances du peuple irakien ». Les dirigeants des États du Golfe rejettent toutefois le projet de solution fédérale pour l'Irak suggéré par le roi Hussein de Jordanie.

La condamnation unanime de l'occupation par l'Iran des îles d'Abou Moussa, de la grande et de la petite Tomb, situées à l'entrée du Golfe, revendiquées par les Émirats arabes unis, cache mal les divergences quant à l'attitude à adopter face à Téhéran. « Comment peut-on évoquer la sécurité dans le Golfe en exhortant l'Iran ? » s'interroge un officiel omanais.

Plus que tout autre sujet, les problèmes bilatéraux qui opposent certains pays du CCG freinent le dynamisme de ce club de riches. Dans un éditorial remarqué, publié le jour de l'ouverture de ces assises, le journal gouvernemental Oman soulignait les espoirs déçus des citoyens des États du Golfe, devant les atterrissements de leurs dirigeants, qui privilégient leurs intérêts particuliers par rapport à l'intérêt général de la région.

Françoise Chipaux

## Le marché pétrolier a gardé son calme

PREMIER PRODUCTEUR et exportateur mondial d'« or noir », l'Arabie saoudite joue un rôle majeur dans la politique pétrolière internationale. Avec ses 8 millions de barils-jour, soit 12 % de la production mondiale.

Ses principaux clients sont les États-Unis (1,7 million de barils-jour), le Japon (1,2 million) et l'Europe (plus de 2 millions de barils). En France, Ryad est le premier fournisseur de pétrole du pays avec 28,3 % de l'approvisionnement.

Mais l'atout essentiel de ce pays vient de ses ressources qui représentent le quart des réserves mondiales. Régulièrement, ces données sont revues à la hausse. Au mois de juillet, la Saudi Aramco, la compagnie nationale, relevait son estimation de 1,5 milliard de barils, les portant à 261,5 milliards de barils répartis entre 70 gisements. Dans le même temps ses réserves de gaz naturel progressaient de 2,5 % passant à 5 300 milliards de mètres cubes.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pour équilibrer l'offre et la demande pétrolière mondiale, il faudra mettre en service d'ici 2010 l'équivalent de la production actuelle de l'OPEP. L'Arabie compte bien participer à ce mouvement.

Dernier en date des champs en développement, le gisement de Shaybah devrait permettre à la fin du siècle d'accroître la capacité de production du royaume de 2 millions de barils-jour pour la porter à 12 millions de barils, soit près de 17 % des approvisionnements en brut dans le monde.

EXCÉDENTS Reste à trouver des financements. Or, depuis 1986, les producteurs ne se sont jamais remis de la guerre des prix qu'ils se sont livrés pour augmenter leurs parts de marché. Les fabuleux excédents engrangés par l'OPEP se sont transformés en déficits. Après l'éphémère flambée des prix de 1990, liée à l'invasion du Koweït par l'Irak, les cours du ba-

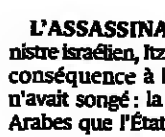
ri n'ont cessé de se déprécier pour se maintenir actuellement dans une fourchette oscillant entre 16 et 18 dollars, loin des 21 dollars espérés par les membres du cartel. Même la dégradation de la santé du roi Fahd n'a pas affaibli les marchés. A Londres, lundi 4 décembre, le baril de Brent, le pétrole de référence en mer du Nord, restait stable à 17,29 dollars/baril.

L'Arabie saoudite entend également peser de tout son poids pour retarder au maximum la levée de l'embargo des Nations unies sur l'Irak. Et pour cause. Ryad s'est nettoyé au sein de l'OPEP les quotas de Bagdad, alors deuxième producteur du cartel, faisant passer sa production de 5,3 à 8 millions de barils-jour.

Le retour de l'Irak obligerait à une redistribution difficile des cartes ou, en cas de mésentente, risque de provoquer une nouvelle chute des cours.

Dominique Gallois

## Les économies de la paix



### L'ASSASSINAT

du premier ministre israélien, Itzhak Rabin, a eu une conséquence à laquelle personne n'avait songé : la découverte par les Arabes que l'État juif n'était pas un monobloc, que de profondes lignes de fractures traversaient la société jusqu'à rendre possible un meurtre politique. Ainsi, un chef du gouvernement en Israël pouvait connaître un sort identique à celui, par exemple, du président Sadate en Égypte.

Cette ignorance est le fruit de l'histoire. « Longtemps fermés aux voisins sur lesquels il va leur falloir s'ouvrir, les Arabes d'un côté et les Israéliens de l'autre ignorent largement leur porteur de demain [...] Ils ont une représentation qui relève au mieux de la connaissance indirecte, sinon du mythe », écrit Louis Blin et Philippe Fargues, deux chercheurs spécialistes du monde arabe, en introduc-

tion d'un ouvrage qui rassemble, en deux volumes, les études d'une quarantaine d'universitaires, de démographes et d'historiens, conduites, en 1993-1994, sous l'égide du Cedej, un centre d'études dépendant du ministère des affaires étrangères, installé au Caire.

De ces contributions émergent des idées neuves, des pistes de réflexion stimulantes. Ainsi à propos des « coûts de la paix » dont les auteurs disent à juste titre qu'ils seront très élevés. « Il n'est pas garanti, écrivent-ils, que les industries d'armement soient convertibles sans déperdition en industries civiles », que l'aide civile étrangère prenne, que les aides militaires d'urgence, que les systèmes de prédation laissent un jour, la place à une économie moderne. Prenant l'exemple de la France, qui, débarrassée du fardeau de la guerre d'Algérie, a su investir son énergie dans la construction européenne, les auteurs jugent qu'un retrait israélien des territoires occupés peut redonner confiance à Israël « pour se mesurer à son environnement régional non plus seulement par les

armes, mais aussi à travers des relations pacifiques ». En toute hypothèse, si l'État juif veut s'intégrer au Proche-Orient il a intérêt à ce que l'expérience palestinienne soit un succès. Israël est condamné à en payer le prix, en particulier en favorisant l'entrée sur son marché de produits palestiniens sans pour autant prêter le flanc à des accusations de néo-colonialisme. Difficile exercice. « En méditant l'exemple franco-algérien, concluent les auteurs, on peut affirmer qu'Israël ne pourra pas fuir ses responsabilités historiques en tentant d'établir avec les Palestiniens des relations banalisées. Que les deux peuples le veulent ou non, la Palestine restera encore longtemps une affaire intérieure palestinienne, et réciproquement. »

J.-P.T.

\* L'économie de la paix au Proche-Orient. Tome 1 : Stratégies ; Tome 2 : La Palestine, entrepreneurs et entreprises. Sous la direction de Louis Blin et Philippe Fargues. Maisonneuve et Larose Cedej, 145 francs le volume.

04 71 10 15 50



## L'avenir du Cambodge est hypothéqué par la drogue et la corruption

Le gouvernement royal est de plus en plus critiqué à l'étranger. Une situation d'autant plus préoccupante que le pays a besoin, pendant encore quelques années, d'une aide internationale

BANGKOK  
de notre correspondant  
en Asie du Sud-Est

Puisque la saison sèche est revenue, les combats vont reprendre, de manière sans doute sporadique, aux alentours des dernières poches encore bien tenues par les Khmers rouges, dans le nord et l'ouest du Cambodge. Mais cette fin de guerre, qui n'en finit pas un quart de siècle après avoir commencé, devrait être réguée au second plan de l'actualité par les critiques qui pleuvent sur le royaume depuis la mi-novembre.

« Qui sera le prochain ? », titre l'économiste de Londres dans son édition du 25 novembre après l'arrestation, quatre jours auparavant, du prince Norodom Sihanouk, demi-frère du roi. « Medelin sur Mékong », avait titré, la semaine précédente, la *Far Eastern Economic Review* (FEER) de Hongkong, en expliquant que les « fragiles institutions démocratiques » mises en place par l'ONU en 1992-1993 – au coût de 3 milliards de dollars (près de 15 milliards de francs) – sont menacées par « la fortune des seigneurs de la drogue ». Depuis lors, plusieurs publications régionales et des émissions de télévision ont repris ces thèmes.

### MANQUE D'INFRASTRUCTURES

Le gouvernement royal et les individus mis en cause tentent de faire face. Décrit comme un « sugar daddy » par la FEER, Theng Bhumma, élu, le 15 octobre, premier président de la Chambre de commerce du Cambodge, et qui passe pour l'homme le plus riche du royaume, a démenté toute implication dans des trafics de drogue. Pour sa part, le prince Ranariddh, président du parlement, a déclaré avoir réclamé des enquêtes aux ministères mis en cause et promis que tout coupable serait « sévèrement » puni. « Je ne veux pas », a-t-il ajouté, « que notre Cambodge devienne une plate-forme de la drogue ».

Encore exsangue et loité de s'être relevé de ses ruines, le Cambodge se retrouve privé de cadres et des infrastructures les plus élémentaires. 60 % des enseignants, pour prendre un exemple, ont disparu sous les Khmers rouges. 70 % des 68 000 policiers actuellement en fonctions seraient illettrés, et la plupart n'ont reçu qu'une formation sommaire. Des instructeurs militaires étrangers constatent qu'il est impossible

d'imposer le parcours habituel du combattant, même sans sac au dos, à de jeunes recrues sous-alimentées quand elles n'ont pas le ventre carrément vide. Il est tout aussi difficile de constituer l'ébauche d'un appareil judiciaire quand les juges compétents se comptent à moins d'une douzaine.

### BLANCHIMENT D'ARGENT

En outre, l'Etat n'a pas les moyens de payer ses employés. Disposant d'un salaire mensuel de base de 60 francs, l'agent de police se sert donc au coin des rues et les militaires en font autant aux postes de contrôles routiers. La maîtresse d'école exige souvent le versement d'un écot avant d'accepter un enfant dans sa classe. En ville et, encore davantage, à la campagne, les petites gens souffrent de cette corruption qui empoisonne leur existence quotidienne de chômeurs déguisés, car le travail manque cruellement.

Le royaume est, tout autant, une proie tentante pour tous ceux qui y trouvent, selon l'expression d'un expert, des « pelouses qui ne sont pas interdites ». La récente découverte de 71 kilos d'héroïne lors d'une fouille faite par hasard laisse effectivement penser que la drogue en provenance du Triangle d'or commence à transiter par le territoire cambodgien, à partir du Laos frontalier, avant de gagner les marchés occidentaux. Deux douzaines de banques sont soupçonnées par les autorités de n'être que des façades derrière lesquelles se blanchit l'argent. Certaines organisations non gouvernementales sont convaincues que le Cambodge est aussi devenu un centre de recrutement ou de transit de Vietnamiens, prostituées, somnifères, produits chimiques à de pauvres familles de paysans ou, parfois, même, enrôlés.

Dans un pays complètement isolé pendant près de vingt ans, à l'exception de la présence d'un corps expéditionnaire vietnamien, de 1979 à 1989, l'impact de l'intervention, pendant dix-huit mois, de quatre mille « bérets bleus » et de sept mille fonctionnaires de l'ONU a, fatalement, été ambivalent. D'un côté, l'ONU a organisé des élections, rapatrié 400 000 réfugiés, permis une reprise de l'économie – au moins urbaine – et créé des espaces de liberté, lesquels, il est vrai, s'ameublissent au fil des mois. De l'autre, elle n'a désarmé personne et sa présence a encouragé de mau-

vaises habitudes, notamment le développement rapide de la prostitution, introduisant ainsi le sida dans un pays sans réels services sanitaires.

Ainsi, en l'absence d'un appareil judiciaire, les gens ont tendance à régler leurs comptes à coups de pistolet ou de grenades : les crimes non élucidés se comptent par centaines chaque année. Si le chaos profite à certains, aucune personnalité ne se déplace plus sans gardes du corps. Non seulement la violence demeure quotidienne, mais les ruraux doivent s'accommoder de l'existence de six à dix millions de mines. Il arrive encore que même des paysans, pour prévenir les vols, placent des mines, le soir, qu'ils retirent le matin.

Privé de cadres compétents et sachant que les trafiquants sont assez puissants pour acheter le silence ou la complicité d'administrateurs, l'Etat dispose encore de moyens trop limités pour faire face. Certes, des milliers d'officiers, dont plusieurs centaines de généraux, ont été dégradés afin de réduire une hiérarchie un moment pléthorique. Mais les intérêts en jeu deviennent plus importants au fil des mois. En outre, il apparaît pour le moins difficile d'introduire un peu d'urbanité au sein d'une élite politique qui, pendant une génération, a surtout échangé des tirs de bazooka ou d'obus de mortier.

Pour le gouvernement, la situation est d'autant plus préoccupante que le pays a besoin, pendant encore quelques années, d'une aide internationale. Les cinq grands donateurs sont le Japon, les Etats-Unis, l'Union européenne, la France et l'Australie. Le déficit budgétaire est garanti par le FMI et la Banque mondiale couvre les dépenses de développement. Or, le département d'Etat américain a déjà annoncé, le 17 novembre, « se plonger activement dans les rapports selon lesquels des éléments corrompus de l'armée et du gouvernement pourraient faciliter les trafics de drogue », selon l'édition asiatique de *Wall Street Journal*. Les partenaires du Cambodge souhaitent donc que son gouvernement prenne rapidement des mesures pour éviter d'empêcher, même avec les moyens du bord, que les filets de la drogue, de la corruption ou de la répression ne deviennent ceux de la paix.

Jean-Claude Pomonti

## M. Chirac a multiplié les promesses pour promouvoir la francophonie

Un secrétaire général sera élu lors du prochain sommet en 1997

Le sixième Sommet de la francophonie s'est achevé, le 4 décembre, à Cotonou au Bénin, avec la décision de créer un poste de secrétaire général. Il sera le porte-parole des quarante-neuf pays membres de cette organisation qui, à l'instar du Commonwealth, entendent donner une dimension politique.

LE SOMMET de Cotonou était incontestablement différent des précédents. Le club francophone est sorti du moron habituel pour affirmer dans les relations internationales une identité politique propre, du moins une volonté « offensive » de la bâtir. Au septième sommet, prévu à Hanoï en 1997, les chefs d'Etat ou de gouvernement des quarante-neuf pays « ayant le français en partage » – la Moldavie et Saint-Thomas-et-Principe (Soa Tome et Principe) ont été admis, au Bénin, au sein de la famille francophone – éliront pour quatre ans le premier « secrétaire général de la francophonie ». Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, en approuvant avec enthousiasme cette innovation politico-institutionnelle, lui a déjà donné une consistance certaine. Le Canada lui-même, longtemps hostile à une telle évolution, s'est rallié, par la bouche de son premier ministre, Jean Chrétien, à ce « progrès ».

Le climat très optimiste dans lequel s'est achevée la conférence doit beaucoup à la participation énergique de M. Chirac. Il a multiplié, sur un ton très assuré, les promesses : plus de coupes dans les crédits de l'action linguistique et culturelle française extérieure ; « campagnes » pour les 180 millions de francs récemment retirés du budget

1996 à ce titre ; probable adoption d'un amendement à la Constitution afin d'introduire la notion de participation française au mouvement francophone ; lutte contre le risque d'un « monoculturalisme mondial » aux couleurs américaines, etc.

### BUDGET DE TRADUCTION

Une résolution adoptée par le sommet demande même aux fonctionnaires de tous les pays francophones – les Français sont principalement visés – « à veiller au strict respect du statut de la langue française dans les organisations internationales, y compris dans le cadre des opérations du maintien de la paix ». Le texte va jusqu'à préciser que les budgets de ces opérations devront désormais prévoir des frais de traduction.

Adoptées parfois à l'initiative personnelle du président français, d'autres résolutions contiennent des engagements en faveur d'une entrée significative du français sur les routes ou de la prévention diplomatique des conflits au sein de la francophonie. Elles illustrent cette dynamique dont la concrétisation va dépendre essentiellement des concours français et canadiens et, surtout, de la volonté politique de Paris de maintenir le cap. Certains avaient parfois l'impression que la francophonie voudrait être, à l'ave-

nir, « l'embéeuse du monde », pour paraphraser Giraudoux, qui, en son temps, disait cela de la France.

Des observateurs craignent cependant que, loin de l'atmosphère chargée d'affectivité de ces assises francophones, les « bonnes résolutions » de M. Chirac ne s'enlisent bientôt dans les méandres d'administrations peu habituées à considérer la francophonie comme une « priorité », selon le terme employé à plusieurs reprises par le président de la République.

Il est vrai que le ministre délégué à la coopération, Jacques Godfrain, solennellement confirmé au Bénin à la tête d'un département « autonome », et le secrétaire d'Etat à la francophonie, Margie Sudre, ont témoigné, depuis qu'ils sont aux affaires, d'assez fortes convictions. Ils seraient donc susceptibles, le cas échéant, de raviver la mémoire du chef de l'Etat. Au milieu de la fête béninoise, l'un des rares à faire grise mine était Hervé de Charette. Le chef de la diplomatie française n'était, semble-t-il, guère favorable à une telle valorisation de la francophonie, désirée, en revanche, ardemment depuis longtemps, de Liège à Brazzaville, de Beyrouth à Tananarive et, depuis peu, jusqu'à Hanoï.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

## Nouvelle offre de paix des rebelles casamançais au pouvoir sénégalais

DAKAR

de notre correspondant

L'abbé Diamacoune Senghor, secrétaire général du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MDFC), a lancé le 3 décembre à la télévision nationale un nouvel appel à la paix, comme il l'avait déjà fait, le 20 juin. Mais, cette fois, la déclaration du chef historique du mouvement indépendantiste est assortie d'une proposition de calendrier pour l'ouverture de négociations avec le gouvernement : « Le 8 janvier 1996 pour le début des pourparlers et le 8 avril 1996 pour entamer des négociations en terrain neutre ». Avril 1996 marquera le premier anniversaire de la disparition des quatre touristes français. Les autorités sénégalaises et françaises semblent avoir perdu tout espoir de les retrouver vivants.

L'abbé Senghor décrie aussi « l'arrêt unilatéral de toute activité guerrière sur toute l'étendue de la Casamance », et, parlant, pour la première fois depuis plusieurs années, au nom de l'ensemble du mouvement, il demande « à toutes les forces combattantes du MDFC, tous fronts confondus, de déposer les armes à compter de ce dimanche 3 décembre ». S'il parvenait, ces six derniers mois, avoir perdu toute emprise sur les chefs de maquis, certains signes récents font penser que, cette fois, il pourrait être entendu.

En résidence surveillée à Ziguinchor, l'abbé Senghor avait reçu, juste avant de lancer cet appel, le chef d'état-major particulier du président Abdou Diouf ainsi que le président de la Commission nationale de paix, créée, en septembre, par le gouvernement. Il avait à ses côtés ses quatre lieutenants habituels : qui sont, depuis quelques semaines, en résidence surveillée à Ziguinchor, après plusieurs mois de détention à Dakar. C'est à l'issue de cet entretien élargi qu'il a, dans la même déclaration télévisée, notamment réclamé au gouvernement « la libération de tous les détenus casamançais, la cessation des arrestations, la restauration de la libre circulation des personnes et des biens et le retour des réfugiés dans leurs villages ».

L'attitude des autorités est de nature à renforcer cet espoir de paix. Le gouvernement a certes intensifié ses opérations militaires : les derniers combats se sont soldés par plusieurs centaines de morts, rebelles, militaires et civils confondus. Mais, dans le même temps, il a affirmé sa volonté de conciliation en libérant plusieurs détenus, soupçonnés de complicité avec le MDFC. Ibrahim Sanié, directeur de la radio nationale, déclarait sur les ondes le lendemain de cet appel : « Peut-être bien que cette fois, on le tient, la paix en Casamance ! »

Diane Galliot

## En visite à Pékin, Fidel Castro salue le socialisme à la chinoise

PÉKIN

de notre correspondant

A la fin des années 70 et au début de la décennie suivante, la Chine de Deng Xiaoping, cherchant à se concilier les Etats-Unis, avait deux têtes de turc de prédilection : le Vietnam, à sa porte, et, très loin, Cuba. Le premier était coupable d'avoir envahi le Cambodge, non pas tant pour la violation du principe de non-ingérence dans les affaires d'un pays étranger mais pour avoir enfreint la règle implicite voulant que Pékin pèse de son poids majeur sur une Indochine fragmentée. Fidel Castro, lui, était accusé d'avoir mis ses « mercenaires » au service de l'Union soviétique, en Afrique notamment. Il fut donc couvert d'injures par les poléistes pékinois.

Aussi y a-t-il quelque ironie à voir le « docteur Castro » reçu pour la première fois à Pékin, avec tous les honneurs d'un des grands de la planète, pour une visite officielle de plus d'une semaine (commencée le 30 novembre), sur les pas du secrétaire général du Parti communiste vietnamien, Duc Minh. Et plus encore à entendre ce qu'avait à lui dire les dirigeants chinois : le chef de l'Etat Jiang Zemin en tête : le pré-

sident cubain a été congratulé pour son « juste combat contre l'ingérence étrangère ». Pékin le félicite d'avoir su maintenir le cap, comme la Chine, face à Washington. Dans les deux cas, Cuba et la Chine ne furent-ils pas deux « pays socialistes qui ont enduré blocus économique et sanctions dont ils n'ont nullement peur » ?

### ARRIERE-PENSÉE

Le Lider maximo, qui se rendra lui-même au Vietnam du 8 au 12 décembre, ne fut pas en reste de courtoisie. Toute honte bue, il se livra à un panégyrique du « socialisme aux caractéristiques autochtones », affirmant sa détermination à inventer une version cubaine de l'idée chinoise de M. Deng. Discours non dénué d'arrière-pensée : Fidel Castro passe pour chercher une aide économique nettement accrue de la Chine, qui s'est rendue célèbre, voici quelques années, en fournissant à l'armée cubaine les véhicules lui permettant de défiler – faute de carburant pour les engins mécanisés – à sa fête nationale.

« Le vélo, c'est bien pour l'écologie », déclarèrent à l'époque des responsables chinois à des visiteurs cubains quelque peu agacés par le mépris de leurs interio-

cuteurs. En dépit des proclamations d'amitié, le commerce entre les deux pays, minutieusement comptabilisé même sous la forme du troc, n'a pas dépassé 500 millions de dollars (plus de 2,6 milliards de francs) en 1994. La Chine entendait fournir, par une visite dans ses « zones économiques spéciales », un aperçu de la « méthode Deng » de développement. Elle avait sans succès tenté cette thérapeutique auprès de son allié nord-coréen, feu Kim Il-sung, à la fin des années 80.

Comme M. Jiang – en costume-cravate occidentale, face à son bête en uniforme – se baissait sur la pointe des pieds pour embrasser à la manière fraternelle communiste le président-général barbu, un journal de la presse officielle chinoise faisait l'éloge du « révolutionnaire légendaire » qui résiste toujours à l'embargo américain. Message pour Washington : le schéma d'il y a bientôt vingt ans, quand l'Amérique avait besoin de la Chine comme carte stratégique à jouer contre l'Union soviétique, est définitivement enterré. Désormais, la Chine entend jouer son propre jeu. L'alliance imposée a vécu.

Francis Deron

Le palmarès des entreprises qui innovent

# RECHERCHE

Le monde est créé par l'homme

## LES ESSAIS NUCLEAIRES NE SONT PLUS NECESSAIRES

Une galaxie géante trouvée à notre porte

CLAUDE ALLEGRE : repenser l'enseignement des sciences

avec Claude Allegre

N° 282 - DÉCEMBRE 1995 - EN KIOSQUE - 38 F

Les techniques existent pour maintenir les bombes en état. À moins que l'on ne veuille concevoir de nouvelles armes...

« Il faut entièrement repenser l'enseignement des sciences ». Entretien avec Claude Allegre



## Les bataillons français de Sarajevo redoutent d'être engagés dans le maintien de l'ordre

Le général Bachelet estime que les armées sont mal préparées aux opérations en zone urbaine

Dans une réponse à la lettre que Jacques Chirac lui avait adressée le 29 novembre, le président Bill Clinton a convenu « qu'il était très impor-

tant d'examiner ensemble certains problèmes spécifiques concernant Sarajevo et a réaffirmé l'importance des dispositions sur Sarajevo dans

l'accord de Dayton », selon les termes du porte-parole de la Maison Blanche qui s'exprimait lundi 4 décembre.

« TOUS LES JOURS, je mesure nos lacunes, ainsi que, d'ailleurs, celles des autres contingents étrangers déployés à nos côtés, en matière d'engagement de nos forces en zone urbaine. » Le général Jean-René Bachelet, commandant du secteur de Sarajevo, s'est ainsi confié à quelques-uns de ses proches. Rappelé à Paris, il a été reçu, au ministère de la défense, lundi 4 décembre, par Charles Millon qui voulait solliciter ses explications après ses déclarations dans *Le Monde* du 2 décembre sur la Bosnie. Le général avait notamment déclaré : « L'accord de Dayton nous mène droit dans l'impasse. Pour les Serbes de ces quartiers (Uldza, Grbavica et Vogosca à Sarajevo), l'alternative sera entre la violence et le carnage. » Le sort du général Bachelet devait être scellé, disait-on, mardi 5 décembre en fin d'après-midi.

A sa façon, le sentiment exprimé par le « patron » de la Forpro dans le secteur de Sarajevo reflète un avis partagé par de nombreux officiers français sur les conditions d'exercice de leur métier quand, conformément au plan de paix, il revendra aux bataillons français – sous le couvert de l'OTAN – de faire évacuer les forces serbes du faubourg d'Uldza et de protéger le quartier serbe de Grbavica dans une agglomération qui ne sera pour autant ni réunifiée ni totalement débarrassée de ses nombreux armements.

Le général Bachelet sait de quoi il parle. Entre 1987 et 1989, il a commandé, comme colonel, à quarante-cinq ans, le 27<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins et, entre 1993 et 1995, comme général de brigade, il a été à l'origine d'une expérience-



tation tactique de combat en zone urbaine, confiée à son ancien régiment (*Le Monde* du 2 novembre). Après quoi, le général Bachelet a

été nommé en Bosnie. Concrètement, il a pu mesurer combien, depuis trois ans, les soldats d'une armée régulière – qu'ils aient revêtu

### Ce que prévoit l'accord de Dayton

L'accord conclu à Dayton le 21 novembre prévoit des dispositions militaires particulières pour les zones qui doivent être « transférées d'une entité à l'autre », ce qui est le cas des trois quartiers serbes de la capitale qui seront retirés au contrôle de l'entité serbe de Bosnie et rattachés au Sarajevo bosniaque : toutes les forces serbes devront avoir évacué ces quartiers dans les quarante-cinq jours (à compter du jour où la Forpro passera le relais à l'Ifor, sous commandement de la Fédération croato-musulmane ne pouvant pénétrer dans ces quartiers qu'au terme d'une nouvelle période de quarante-cinq jours, tout en respectant la nouvelle ligne de démarcation et les limitations en hommes et armements que l'accord prévoit à proximité de cette ligne. L'accord prévoit que l'Ifor assure la sécurité dans ces zones du 30<sup>e</sup> jusqu'au 91<sup>e</sup> jour, au-delà, selon l'avis du commandant de l'Ifor.

le bérêt bleu de l'ONU ou qu'ils aient conservé leur calot national, comme ceux de la Force de réaction rapide autour de Sarajevo – sont peu, voire mal entraînés aux engagements en zone urbaine, ce que d'aucuns appellent improprement « les combats de rue ». Et cela a été démontré sur d'autres théâtres d'opérations, à commencer par les expéditions en Somalie ou au Rwanda. « Notre organisation, nos équipements et nos savoir-faire, a-t-il récemment confié à ses proches, ne répondent qu'imparfaitement aux problèmes posés par ces opérations. Nous l'avons payé du prix du sang. »

D'où l'insistance de la France à mettre en place d'urgence, à Sarajevo, une police (châ) dont on se demande, aujourd'hui encore, comment elle peut être formée, encadrée et entraînée pour des opérations qui courent le risque de dépasser le stade du simple maintien de l'ordre et qui, en vérité, nécessitent plutôt une gendarmerie « à la française », c'est-à-dire une force militaire dont c'est la spécialité.

Sauf, donc, à faire appel à une police qui serait mieux outillée, le général Bachelet répète qu'il faut « améliorer » les capacités des armées « à la fois pour la sécurité des hommes et pour une meilleure efficacité dans ce type d'action, tout spécialement la protection des habitants ». « C'est, ajoute-t-il, une situation complexe dans laquelle la France a un rôle de premier plan. » D'autant que ce genre de crises, du type de celle qui connaît en Yougoslavie depuis trois ans, pourrait se multiplier.

Jacques Isnard

## Nouvelle flambée de violence en Tchétchénie

GROZNY. Un attentat à la voiture piégée a fait onze morts et soixante blessés, lundi 4 décembre à midi, en plein centre de Grozny, selon l'administration russe en Tchétchénie. C'est l'immeuble qui abrite cette administration qui était visé par l'explosion, mais celle-ci aurait surtout fait des victimes parmi les passants. L'attentat, non revendiqué, fut plus meurtrier que les trois autres qui ont visé, depuis septembre, les forces russes et les autorités tchétchènes installées par elles à Grozny. Lundi soir, les Russes ont lancé une attaque aérienne contre un village du sud du pays, Orekhovo, selon l'AFP. Les indépendantistes tchétchènes avaient annoncé qu'ils s'opposeraient à la tenue en Tchétchénie des élections prévues en Russie le 17 décembre. — (Corresp.)

## Une manifestation en Chine est réprimée dans le sang

PÉKIN. Deux personnes ont été tuées et une soixantaine blessées, dont dix se trouvent dans un état critique, par la police anti-émeute dans une ville du sud de la Chine, rapporte mardi 5 décembre, la presse de Hongkong. Les faits se sont déroulés, dimanche 3 décembre, à Longgang, à 25 km environ au nord de la zone économique spéciale (ZES) de Shenzhen, à proximité de Hongkong. Débordées par une manifestation de plusieurs centaines de travailleurs des provinces de Hunan et de Hubei, les forces de l'ordre avaient fait appel à la police anti-émeute qui a tiré à la mitrailleuse pour disperser la foule, selon l'*Orient Daily News*. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL : un soldat a été inculpé par une cour martiale de Haïfa, lundi 4 décembre, pour avoir fourni des armes à Yigal Amir, meurtrier d'Yitzhak Rabin, pour des attentats prévus contre des Arabes. — (AFP, Reuters)

■ L'Assemblée générale des Nations unies a, une nouvelle fois, déclaré « illégale et de ce fait nulle, non avenue et sans validité aucune », lundi 4 décembre, la Loi fondamentale votée par la Knesset en 1980 qui fait de Jérusalem la capitale unifiée d'Israël. — (Reuters)

### EUROPE

■ ITALIE : seize ex-parlementaires seront jugés en avril 1996 à Naples pour avoir touché des pots-de-vin d'entreprises qui se sont partagés les marchés d'équipements du championnat mondial de football de 1990, a-t-on appris lundi 4 décembre de source judiciaire. — (AFP)

■ TURQUIE : une tentative de faire reporter les législatives prévues pour le 24 décembre a échoué lundi 4 décembre, ses instigateurs – pour la plupart membres du Parti de la Justice Voie (DYP, droite) – n'ayant pu atteindre le quorum nécessaire à la tenue d'une session extraordinaire de l'Assemblée. — (AFP)

■ ESTONIE : la demande d'adhésion à l'UE a été officiellement présentée, lundi 4 décembre, par le gouvernement estonien. L'Estonie a signé, en juin, conjointement avec ses deux partenaires baltes, la Lituanie et la Lettonie, un accord d'association avec l'Union européenne qui ouvre la perspective de l'adhésion à l'UE. — (AFP)

### ASIE

■ CORÉE DU SUD : plus de mille religieuses catholiques ont manifesté, lundi 4 décembre, devant l'ambassade du Japon, à Séoul, pour exhorter le gouvernement nippon à reconnaître que la prostitution forcée des prisonnières coréennes, durant la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, par l'armée impériale, fut un crime de guerre. — (AFP)

### AFRIQUE

■ MAROC : un mémorandum proposant d'introduire dans les textes de loi la notion de harcèlement sexuel vient d'être adressé aux députés, aux partis et aux organisations de défense des droits de l'homme, par l'Association démocratique des femmes marocaines (ADFM). Cette initiative fait suite à la grève, observée depuis le 10 novembre, dans la banlieue de Rabat, par les ouvrières d'une usine textile. Les grévistes protestent contre le harcèlement sexuel et demandent la réintégration d'une militante syndicale, molestée (et non violée, comme nous l'avons indiqué par erreur, dans notre édition du 29 novembre) par un chef d'atelier. — (Corresp.)

■ NIGERIA : de nouvelles sanctions ont été décidées par l'Union européenne, lundi 4 décembre, contre le régime militaire nigérian. Il s'agit d'un boycottage des rencontres sportives. En outre, les quinze ont décidé de retirer tous les attachés militaires des pays de l'UE accrédités au Nigeria. — (AFP)

■ RWANDA : un nouveau massacre a été révélé, lundi 4 décembre, par les Nations unies. Vingt cadavres ont été découverts dans un camp de réfugiés près de la frontière du Burundi. Selon des survivants, ce massacre aurait été commis par des hommes portant l'uniforme de l'armée (dominée par la minorité tutsie). — (AFP)

### AMÉRIQUES

■ COLOMBIE : la désobéissance à la hiérarchie militaire et policière a été autorisée, lundi 4 décembre, par la Cour constitutionnelle si les ordres donnés violent les droits de l'homme. Le président de la Cour a précisé que le subalterne obéissant à de tels ordres sera complice au même titre que son supérieur. — (AFP)

### ÉCONOMIE

■ ALLEMAGNE : Il est impossible de parvenir à l'union économique et monétaire d'ici à 1999, vient de déclarer Gerhard Schröder dans un entretien au *Neue Osnabrücker Zeitung*. Ministre-président de Basse-Saxe et porte-parole du SPD pour les questions économiques, M. Schröder a pris la tête d'un courant de gauche sceptique sur la possibilité d'abandonner sans risque le deutschemark au profit de la monnaie unique. — (Reuters)

■ JAPON : le gouvernement s'est donné comme objectif une croissance de 2,5 % du PIB pendant l'année budgétaire 1996-1997. Le directeur général de l'Agence de planification économique (EPA), Isamu Miyazaki, estime que la demande devrait susciter une reprise au début de 1996. Le Japon a enregistré une hausse de 0,2 % de son PIB au troisième trimestre par rapport au deuxième et de 0,6 % en rythme annuel. — (AFP)

## La France se rapproche des instances militaires de l'OTAN

BRUXELLES. Lors de la réunion, mardi 5 décembre, à Bruxelles, des ministres des affaires étrangères et de la défense des pays de l'OTAN, les responsables français ont annoncé un changement dans l'attitude de la France vis-à-vis des instances militaires alliées. Ainsi, le chef d'état-major français des armées, ou son représentant au quartier général de l'OTAN, à Mons, sera autorisé à participer pleinement aux réunions du comité militaire, qui groupe les chefs d'état-major de chaque pays et qui est la plus haute autorité militaire placée sous le contrôle politique du conseil de l'Atlantique nord et du comité des plans de défense. Le chef d'état-major français, qui en était absent depuis 1966, n'y a assisté récemment que pour la crise en Bosnie.

### Qu'est-ce qu'un pneu ?

D'abord une enveloppe qui contient le ressort le plus léger qui soit : l'air. C'est aussi et surtout le seul élément de liaison entre la roue et la sol. Pour qu'un pneu assure les fonctions pour lesquelles il a été conçu : porter, guider, adhérer en toutes circonstances, résister à l'usure, pour qu'il tienne la promesse de ses performances, il faut donc qu'il circule et le bon pneu.

### Pourquoi faut-il régulièrement vérifier la pression de ses pneus ?

Aucun matériau n'est parfaitement étanche à l'air, et les composés caoutchouc n'échappent pas à cette règle. Par ailleurs, la jonction pneu/pente est quelquefois mal assemblée (oxydation des parties métalliques, déformation accidentelle de la roue, mauvais montage, etc.) et un certain nombre de fois la valve est elle-même source de fuites importantes. Sachez-vous par exemple que 50 % de l'immobilité de la valve est due par un bouchon au bon état ?

### Un automobiliste sur dix roule avec des pneumatiques dangereusement sous-gonflés !

L'ASSÉCAR (Association pour la Sécurité sur les Autoroutes) et MICHELIN ont lancé depuis plusieurs années des campagnes de sensibilisation en organisant chaque été des opérations « Vérifier le plein d'air sur autoroutes ».

Les relevés de pression effectués pendant l'été 1995 montrent clairement que les automobilistes ne sont pas conscients des risques qu'ils courent : 2 automobilistes sur 3 roulent avec des pneumatiques sous-gonflés ! 1 automobiliste sur 10 roule avec des pneumatiques dangereusement sous-gonflés !

Dès la conception du pneumatique, les équilibres de roulement sous-gonflage sont prises en compte. Cependant, le carter du véhicule, le roulement déformable, forte charge, vitesse élevée sur long trajet, forte température extérieure, peut conduire à un pneumatique sous-gonflé à la plus assurer les fonctions pour lesquelles il a été conçu. Par ailleurs, des pneumatiques sous-gonflés augmentent la consommation de carburant, ce qui n'est pas sans effet sur l'environnement.

### Que faut-il faire ?

Vérifier la pression de ses pneumatiques, sans oublier la roue de secours, au moins une fois par mois et systématiquement avant tout grand trajet impliquant vitesse ou charge importante.

La pression des pneumatiques doit être vérifiée à froid, ou après un roulement inférieur à 15 kilomètres. Lorsqu'on effectue un contrôle de pression à chaud, il convient de majorer la pression de base de 300 grammes. Pour les routes autoroutières ou sous forte charge, il est recommandé de « sous-gonfler » vos pneumatiques de 200 grammes. Ils sont conçus pour cela.

**MICHELIN**

CHAQUE MOIS, PENSEZ A REGONFLER VOS PNEUS

## Les Serbes de Sarajevo organisent un référendum

« ACCEPTEZ-VOUS le statut du Sarajevo serbe tel que prévu par l'accord de Dayton ? » Telle est la question à laquelle devront répondre, le 12 décembre, les Serbes de Sarajevo, qui ont été appelés à se prononcer par référendum sur la partie de l'accord de Dayton prévoyant le rétablissement de l'autorité bosniaque sur les quartiers sous contrôle serbe.

En annonçant, lundi 4 décembre, cette décision, le maire de la partie serbe de Sarajevo, Vojislav Maksimovic, a expliqué qu'elle avait été prise au cours d'une « assemblée de la ville serbe de Sarajevo », réunissant les élus municipaux de ces quartiers. Les États-Unis ont par ailleurs estimé, à ce sujet, que la polémique née des déclarations du commandant de la Forpro à Sarajevo, le général français Jean-René Bachelet, critiquant certains points de l'accord de paix de Dayton, est « classée », a indiqué, lundi 4 décembre, le département d'État. « Nous avons reçu toutes les assurances des Français, tant publiquement qu'en privé, qu'ils continueraient à travailler étroitement avec nous », a déclaré le porte-parole du département d'État, Glyn Davies.

D'autre part, les vols acheminant des troupes de prépositionnement pour la force de paix de l'OTAN en Bosnie vont se succéder dans les jours à venir, a indiqué, lundi, un porte-parole du corps allié de réaction rapide. Les deux tiers de cette force, soit 1.500 hommes sur les 2.600 prévus, sont composés par des soldats britanniques spécialistes en communications et logisticiens. Le secrétaire à la défense américain, William Perry, a précisé que la totalité des quelque 700 soldats américains membres de ces unités devaient tous être arrivés en Bosnie « d'ici à la fin de la semaine ». — (AFP, Reuters)



1500

## Székesfehérvár, l'ancienne ville des rois symbolise le renouveau hongrois

Depuis 1991, elle a attiré 1 milliard de dollars d'investissements étrangers

Alors que le premier ministre hongrois, Gyula Horn, devait être reçu, mardi 5 décembre à Paris, par M. Juppé et M. Chirac, la Hongrie se dé-

marque à l'est par la ville de Székesfehérvár qui est en passe de devenir la nouvelle technopole d'Europe centrale. Six ans après la chute du

communisme, la municipalité attire un nombre impressionnant de multinationales, attirées par une main-d'œuvre qualifiée.

**SZÉKESFEHÉRVÁR**  
de notre envoyé spécial

A mi-chemin entre Budapest et la frontière autrichienne, Székesfehérvár était déjà un haut lieu de l'histoire hongroise; c'est ici qu'ont été couronnés et enterrés la plupart des rois magyars. Aujourd'hui, cette ville aux couleurs pastel si typiques des contrées de l'ancien empire des Habsbourg est en train de conquérir une autre place dans la mythologie nationale en devenant le symbole du renouveau hongrois.

Un chiffre résume la situation: six ans après la chute de l'ancien régime, Székesfehérvár (120 000 habitants), largement inconnue en dehors du pays, a réussi l'exploit d'attirer 1 milliard de dollars (environ 5 milliards de francs) d'investissements étrangers depuis 1991. Un montant trois fois supérieur à celui de toute la Roumanie et qui représente presque le double des investissements en Slovaquie.

Outre l'inévitable McDonalds et les vitrines du centre-ville, l'ancienne ville royale est en passe de devenir une importante technopole, au point d'avoir déjà été surnommée « un peu bâtimement - la « silicon valley » d'Europe de l'est. Le palmarès laisse rêver: les multinationales IBM, Ford, Philips, Shell et Alcatel se sont déjà implantées dans ce chef-lieu de la plaine de Transdanubie, sans compter les quelque treize mille entreprises privées locales qui y ont vu le jour depuis cinq ans.

Un miracle? « Non, seulement beaucoup de travail », répond solement Zoltan Vancsik, conseiller municipal et député socialiste, ici, en tout cas, on est très loin du constat du sociologue György Csépe, décrivant la perception de la



transition hongroise comme le passage de « la caserne la plus gale de l'ancien bloc soviétique au supermarché le plus triste ».

Le légendaire vague à l'âme magyar a peu de prises à Székesfehérvár qui réunissait au départ pourtant tous les ingrédients du cauchemar post-communiste: deux tiers des habitants travaillaient pour trois mammoth industriels entièrement tributaires du marché soviétique et la ville abritait l'une des plus importantes bases de l'armée rouge de Hongrie. Au lendemain de l'effondrement du Comecon, le marché commun des pays socialistes, Székesfehérvár paraissait condamnée au déclin.

Mais c'était sans compter sur le dynamisme d'une nouvelle équipe municipale qui a transformé les handicaps de la ville en ses meilleurs atouts. « Faute de ressources financières, nous avons misé sur notre seule véritable richesse, la main-d'œuvre », affirme le maire, Ist-

van Nagy, un jeune homme pressé de trente et un ans. Outre le rachat du combinat de l'aluminium par le groupe américain Alcoa et la privatisation, en cours, du fabricant de bus Ikarus, la ville a bâti son développement sur les ruines de son troisième géant, Videoton, spécialisé dans l'électronique civil et militaire et véritable pépinière de techniciens hautement qualifiés.

« Nous cherchions un site qui réunisse une bonne infrastructure, une base industrielle, une main-d'œuvre formée et qui soit proche des marchés européens », explique Jan Roodenburg, de Philips. Le groupe néerlandais est même allé jusqu'à transférer son usine de Bratislava à Székesfehérvár où les coûts de fabrication « sont un dixième de ceux en France et en Allemagne ».

Idem pour IBM, le dernier venu dans la ville, qui a finalement opté pour Székesfehérvár après avoir prospecté en Russie, Bulgarie et Roumanie. « Contrairement aux pays asiatiques où les cadres sont généralement des expatriés, nous avons pu recruter tout notre personnel sur place », insiste Hilmar Heine, de IBM. De plus, dit-il, « ici, c'est l'Europe. C'est nettement plus facile de travailler dans le même environnement culturel ». Résultat: le chômage de la ville est passé de 30 % à 10 % en l'espace de cinq ans.

A cela, il faut ajouter le volontarisme peu banal de l'équipe municipale, dont la mobilisation a été « décisive », répètent les industriels. L'ensemble des investisseurs bénéficie d'une exemption d'impôts locaux pendant cinq ans, ainsi que de l'aide précieuse d'un interlocuteur à la mairie,

exclusivement chargé de démenter toutes les embûches bureaucratiques. La ville a aussi su profiter de sa position de carrefour ferroviaire et routier. « Ce qui se passe ici, c'est une véritable renaissance », s'enthousiasme l'homme d'affaires américain George Lo-ranger, qui a transformé l'ancienne base soviétique en l'un des trois parcs industriels de la municipalité. Parmi ses clients figure, notamment, Nokia, le leader finlandais des télécommunications.

**« Ce qui se passe ici, c'est une véritable renaissance », s'enthousiasme un homme d'affaires américain**

Unique par son ampleur, le développement de Székesfehérvár témoigne aussi de l'aspiration vers l'Europe de l'Ouest de la partie occidentale de la Hongrie. Historiquement toujours plus prospère, cette région commence à prendre son envol grâce, notamment, à l'implantation d'un secteur automobile: Suzuki à Esztergom, Audi à Győr et Opel à Szeged. Historiquement toujours plus prospère, cette région commence à prendre son envol grâce, notamment, à l'implantation d'un secteur automobile: Suzuki à Esztergom, Audi à Győr et Opel à Szeged.

L'achèvement, le 1<sup>er</sup> janvier 1996, de l'autoroute Budapest-Vienne (250 km) constituera un pas supplémentaire dans ce « retour à l'Europe » de la Hongrie.

Yves-Michel Riols

## Les Etats-Unis vont se retirer d'une des organisations spécialisées de l'ONU

Les Quinze exigent des mesures d'économie

DIX ANS après avoir claqué la porte de l'Unesco, les Etats-Unis ont annoncé, lundi 4 décembre à Vienne, leur intention de quitter l'Onudi, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

Cette décision, qui ne sera pas effective avant le 31 décembre 1996, « a été motivée par des raisons budgétaires, mais ce ne sont pas les seules », a indiqué le représentant permanent américain auprès de l'organisation, John Ritch, à la conférence générale de l'Onudi, qui se tient depuis lundi dans la capitale autrichienne.

La décision de Washington a été prise, selon lui, après que « plusieurs études réalisées par des experts de l'ONU sur cette organisation [...] sont arrivées à la même conclusion: l'Onudi n'est pas un élément nécessaire du système des Nations unies ».

Dirigée depuis le 1<sup>er</sup> avril 1993 par le Mexicain Mauricio de Maria y Campos, l'Onudi a pour mandat de promouvoir et d'accélérer l'industrialisation des pays en développement. Créée en 1966, elle compte 169 membres et dispose d'un budget - en baisse - qui, pour l'essentiel, sert à rémunérer les experts de l'organisation basée à Vienne. Pour la période 1996-1997, le budget initial ne devait pas dépasser 157 millions de dollars (780 millions de francs). Avec l'annonce du retrait américain, une nouvelle mouture devait être présentée mardi 5 décembre aux pays membres.

Taxée d'inefficacité et de gabegie par plusieurs pays industriels, Etats-Unis en tête, l'Onudi avait entamé une restructuration qui s'était traduite par une réduction

de son personnel, ramené de 1 500 fonctionnaires fin 1992 à 490 actuellement. Pour autant, lors d'un récent sommet du G7, la question de l'existence de l'Onudi avait été soulevée par les dirigeants des sept pays les plus riches de la planète.

**ARRIÈRES**

Le retrait des Etats-Unis, qui fournissent le quart de son budget et n'ont pas honoré tous leurs arriérés, va aggraver les difficultés de l'organisation. Il portera « un coup dévastateur à sa santé financière », avait par avance indiqué lundi son directeur général, alors que la décision américaine n'était pas encore officielle, avant d'assurer que, de toute façon, l'Onudi « poursuivrait son action avec vigueur » et qu'elle comptait « sur le soutien des autres pays membres ».

Il n'est pas acquis d'avance, l'Union européenne (UE) a assorti le maintien de son aide à la poursuite d'une réduction du personnel de l'organisation. Les Quinze ont réclamé aux responsables de l'Onudi de leur fournir des « données quantitatives » d'ici au 30 juin 1996 prouvant la réalité des réformes en cours.

Par ailleurs, certains pays industrialisés ont décidé de réduire la partie « volontaire » de leur contribution financière. C'est le cas de la France, qui versait jusqu'ici 12 millions de francs de contribution « volontaire » en sus de la contribution « obligatoire » déterminée, elle, en fonction de la richesse du pays. Il est pratiquement acquis que cette somme ne sera pas reconduite en 1996.

J.-P. T.

# 10???

## passé simple

### 6 minutes pour vous rappeler que Molotov n'était pas le barman de Staline.

Tous les jeudis à 20h35, M6 vous fait revivre les grands événements de l'histoire mondiale. Tout en images et avec des commentaires simples. Passé Simple vous réconcilie avec l'histoire et vous rappelle sans vous ennuyer que Molotov n'était pas le barman de Staline pas plus que la Guerre de Troie n'a eu lieu dans l'Aube.



Passé Simple Jeudi 20h35



**MOUVEMENTS SOCIAUX**  
M. Juppé devait s'exprimer à l'Assemblée nationale, mardi 5 décembre, en réponse à la motion de censure du PS. Il devait ouvrir la voie

à des négociations sur la réforme des régimes de retraite des fonctionnaires et des agents des services publics, principal motif des grèves qui demeuraient massives, mardi.

● CGT : le congrès réuni à Montreuil a appelé à « généraliser la grève » pour obtenir le « retrait du plan Juppé », contre lequel la CGT mobilisait mardi (page 7).

● GRÈVES : les conflits se durcissent dans le secteur public et la nouvelle journée de manifestations organisée mardi par la CGT et FO s'annonçait très suivie (pages 6 et 8).

● MARCHÉS : la Bourse et le franc se reprenaient mardi, les opérateurs espérant une fin rapide du conflit. Les PME s'inquiètent des conséquences des grèves (pages 10 et 11).

## Alain Juppé ouvre la voie à des négociations sur les retraites

Prenant la parole en réponse à la motion de censure déposée par les députés socialistes, le premier ministre devait expliquer que la réforme des régimes spéciaux d'assurance-vieillesse doit faire l'objet de discussions préalables aux propositions que fera le gouvernement

DERRIÈRE la fermeté, mâtinée d'ouverture au dialogue, il peut y avoir les interrogations sur la communication. Si pendant une semaine, Alain Juppé ne s'est pas exprimé à la télévision, contrairement à ce qu'il avait annoncé, le 27 novembre, son service de presse, ce n'est pas seulement parce que l'hôtel Matignon était dans une phase d'observation et d'évaluation de la crise. Après avoir eu la tentation d'exposer devant l'opinion le bien-fondé de sa réforme du financement de la protection sociale, le premier ministre a renoncé à un exercice que certains de ses collaborateurs et de ses proches jugeaient prématuré.

La période critique étant, selon eux, proche de s'achever, M. Juppé pouvait se préparer, mardi 5 décembre, à sortir de sa tranchée. Il devait le faire une première fois à l'Assemblée nationale, en répondant à Laurent Fabius dans le cadre du débat de censure. Le premier ministre envisageait de le faire une seconde fois, dans les heures suivantes, à la télévision.

Si la stratégie de communication du pouvoir n'a pas été abordée, lundi 4 décembre, à l'hôtel Matignon, où M. Juppé avait réuni la plupart de ses ministres pour « faire le point » de la situation, en revanche, elle avait été en débat.

la veille, lors d'une précédente réunion restreinte autour du chef du gouvernement. Plusieurs ministres, dont celui du travail, Jacques Barrot, et celui de la fonction publique, Dominique Perben, avaient plaidé alors pour que M. Juppé s'exprime pas à la télévision le soir même, alors que le ministre des transports, Bernard Pons, poussait dans l'autre sens.

### LA PRESSION DE M. GANDOIS

Les premiers l'ont finalement emporté : le chef du gouvernement devait laisser passer la journée de manifestations de mardi avant de s'exprimer sur les écrans. Le silence entretenu pendant une semaine a été mis à profit pour engager une réflexion sur la campagne d'explication qui va être lancée par le pouvoir et que vont relayer les partis de droite.

M. Juppé devait commencer ce travail, mardi, en fin de matinée, en rencontrant les députés RPR et UDF réunis en intergroupe à l'Assemblée. Auparavant, le premier ministre s'était entretenu avec le président de la République, Jacques Chirac, revenu la veille de son voyage au Bénin où il avait indiqué – bien qu'il se défende de parler des affaires intérieures françaises lorsqu'il se trouve à l'étranger – que « lorsque les Français se disputent, il faut leur parler de la

France », selon un précepte édicté par le général de Gaulle. Jugant que cette forte maxime n'est probablement pas suffisante pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve le conflit qui touche le secteur public et menace de s'étendre à la fonction publique, M. Juppé est conduit à faire preuve de plus de souplesse sur la question des régimes spéciaux de retraite.

Dans une enceinte comme l'Assemblée nationale, le premier ministre ne devait pas laisser passer l'occasion de développer une analyse tendant à dénoncer l'attitude de l'opposition politique et syndi-

cale, qui souffre sur les braises et tente de faire un « troisième tour » social pour effacer le résultat du second tour de l'élection présidentielle.

A la dénonciation de la « désinformation » de certaines confédérations syndicales et du jusqu'au-boutisme de quelques dirigeants, qui appellent une réponse ferme, M. Juppé devait ajouter la volonté de bien déconnecter les régimes spéciaux du reste de la réforme de la « Sécurité ».

Jean Gandois, le président du CNPF, en a fait clairement la demande en déclarant, lundi soir, sur

France 3 : « Je souhaite que les orientations générales qui avaient été indiquées [concernant le régime spécifique des retraites dans le plan Juppé] soient supprimées. » Après avoir explicitement fait référence, dans son discours du 15 novembre, à un alignement de la durée de cotisation de ces régimes sur celle du régime général des salariés du secteur privé (quarante années), le chef du gouvernement ne devait plus faire un préalable de ce qui a mis le feu aux poudres.

Au terme de la réunion des ministres, lundi soir à Matignon,

Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement, ministre du budget, a pointé le bout de l'oreille sur ce sujet sensible. En affirmant que la préoccupation première de M. Juppé était de voir l'ensemble des régimes spéciaux « mis à plat » par la commission Le Vert qui rendra un rapport et des propositions dans quatre mois, c'est-à-dire qu'aucune décision n'est encore prise, M. Lamassoure a laissé la porte ouverte à la négociation qui, selon lui, a bien donné des résultats positifs avec les étudiants.

### MESSAGE REÇU

Le message a été reçu « 5 sur 5 » par Marc Blondel qui, mardi matin, sur France-Inter, s'est déclaré prêt à rencontrer M. Juppé, si celui-ci entend ouvrir des négociations, « parce que c'est le rôle d'un syndicat ». De là à penser que des discussions discrètes sont déjà bien avancées entre le pouvoir et les syndicats pour l'organisation d'une telle rencontre, il n'y a qu'un pas.

Conséquence de la paralysie du système, le plan national d'intégration urbaine (PNIU), qui devait être présenté au milieu du mois par M. Juppé, est repoussé à une date ultérieure.

Olivier Biffaud

### « Il n'y a pas de motif à la grève »

APRÈS UNE RÉUNION à laquelle participait la plupart des ministres autour d'Alain Juppé, lundi 4 décembre, à l'hôtel Matignon, le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure, a rappelé la position de M. Juppé sur la Sécurité sociale et la situation des régimes spéciaux : « volonté de mener à bien ces réformes et ouverture au dialogue », qui, a-t-il dit, « a permis de déboucher, en ce qui concerne les universités, sur l'accord qui a été enregistré et, de la même manière, le gouvernement reste tout à fait ouvert au dialogue ».

VERBATIM

Sur la réforme des régimes spéciaux, M. Lamassoure a déclaré : « Si l'on ne décide pas maintenant, ces régimes vont tomber en faillite. Donc, la

seule décision prise est d'ouvrir le dossier. (...) Il faut essayer de mettre le dossier à plat et de faire le tour de régimes qui sont dans des situations extrêmement différentes. » A propos du régime général de la fonction publique, « le premier ministre a indiqué, selon M. Lamassoure, qu'il voulait y voir clair ». « A force de répéter un certain nombre de vérités simples, la plus grande partie de l'opinion française et une grande partie de ceux qui sont en grève se rendront compte qu'il n'y a pas de motif à la grève aujourd'hui ».

Interrogé mardi par RMC, il a précisé : « Que les fonctionnaires conservent exactement le même régime de retraite, non, parce qu'il faudra bien faire un effort, mais qu'ils conservent la possibilité de partir à la retraite avant soixante ans, à cinquante-cinq ans ou à cinquante ans, pourquoi pas, s'il s'agit de travaux particulièrement pénibles. »

## A droite : « La réforme est intelligente. Le seul problème est qu'elle est inintelligible »

FRISONS D'AUTOMNE : l'annonce, lundi 4 décembre, dans l'après-midi, de la réunion, mardi, de l'inter-groupe RPR-UDF de l'Assemblée nationale, n'a pas manqué d'inquiéter quelques députés « fragiles ». Ils sont une bonne centaine à n'avoir été élus, lors de la grande marée



RÉCIT

bleue de 1993, qu'avec une courte avance. Certains d'entre eux se sont imaginés que si le premier ministre venait à parler devant l'inter-groupe, ce ne pouvait être que pour annoncer une dissolution. « Bizarre, a ironisé le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin. Je n'ai pas l'impression que la majorité ait jamais menacé au gouvernement, et surtout sur ce problème-là [la protection sociale]. Ce serait bizarre que l'endroit où il

existe une volonté de soutenir le gouvernement soit celui qui prenne les coups de la part du gouvernement ou du président de la République. »

« Pourquoi dissoudre une Assemblée qui s'est levée pour applaudir le plan Juppé ? », s'étonne pareillement Pierre Mazaud, président de la commission des lois. Il n'empêche, le doute persiste. L'ancien garde des sceaux, Alain Peyrefitte, qui a pris le soin, précisément, en septembre, de passer prudemment de l'Assemblée au Sénat, juge que « le plus naturel, si l'on n'arrive pas à arrêter la grève par la négociation, ce serait une dissolution et des législatives anticipées ».

« Une dissolution est faite pour être gagnée », rappelle Jean-Yves Charnat (RPR, Vienne). Or, après trois ou quatre jours passés dans leurs circonscriptions, les députés ont pu prendre la mesure de la complexité du moment. Le mouvement de grève inquiète. Il peut être jugé illégitime, mais il n'est pas

franchement impopulaire. « Les gens n'ont pas d'emploi n'ont quand même pas tous les droits. Dans une ville comme Roubaix, où 33 % de la population active est au chômage, la priorité, c'est la lutte contre le chômage, pas les surenchères revendicatives, catégorielles et égoïstes », rapporte Michel Cbyel (RPR, Nord).

« Les efforts à faire, eux, sont vachement lisibles. Il faut se démentir pour relancer la consommation, mais tous les Français n'ont pas fait l'ENA - heureusement ! -, et le message ne passe absolument pas », constate Bernard Murat (RPR, Corréze). « Intellectuellement, le plan d'Alain Juppé était parfait, mais il n'a pas en compte ni l'affectif, ni l'irrationnel », explique Jérôme Bignon (RPR, Somme), qui veut croire, toutefois, que « cette crise est soluble ». De manière plus directe, Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique) estime que « la réforme de la Sécurité sociale est intelligente ». « Le seul problème est

qu'elle est inintelligible », ajoute-t-il. Pour sortir de la crise, il avance, le premier, cette solution : « On ne peut pas ne pas songer à Philippe Séguin comme premier ministre. »

« L'idée d'une France consensuelle n'a habité que le cerveau d'intellectuels mous qui se refusent au combat par lâcheté »

Avec d'innombrables précautions, les séguinistes préfèrent vanter les mérites du dialogue social. Peu avant que M. Séguin rende visite aux cheminots d'Épinal (Le Monde du 5 décembre), Etienne Pinte (RPR, Yvelines) racontait comment il avait

lui-même désamorcé un « conflit social » dans le réseau d'autobus de Versailles, en y consacrant tout le temps nécessaire. « Les choix faits sont justes, rappelle-t-il. Les efforts sont équilibrés, répartis, mais trop concentrés dans le temps. On demande des efforts rudes, dans des délais très courts, à des gens qui n'ont pas de vision d'avenir. Il faut peut-être jouer sur le calendrier, même si l'on doit remettre en cause les délais pour remplir les critères de convergence de Maastricht ».

Chez les plus juppéistes, on dénonce les silences « assourdissants » et la modestie du soutien apporté par certains députés au gouvernement. Frédéric de Saint-Séverin (RPR, Dordogne) comptait bien que le premier ministre adresserait un appel à l'ordre dans ce sens devant l'inter-groupe. D'autres, n'excluent pas une confrontation. « En politique, on ne peut pas refuser le conflit », affirme Bernard Carayon (RPR, Tarn).

L'idée d'une France consensuelle n'a habité que le cerveau d'intellectuels mous qui se refusent au combat par lâcheté.

L'idée d'une contre-manifestation, lancée le 30 novembre par le secrétaire général du RPR, Jean-François Mahel, n'a guère rencontré d'écho. Au cours du week-end, le comité pour la liberté du travail de Seine-Saint-Denis, présidé par Christian Demuyck, sénateur (RPR), a recueilli près de 20 000 signatures. Toutefois, des habitants ont fait remarquer que l'organisation d'une contre-manifestation, un jour de semaine, à Paris, ajoutait à la paralysie de la capitale. En Seine-et-Marne, Jean-François Coppé convient que ses concitoyens ont surtout apprécié la mise en place d'autobus de liaison avec Paris. M. Mancel lui-même a précisé que la manifestation n'était « qu'une éventualité ».

Récit du service France

## Le Parti communiste trouve dans le conflit l'occasion de débattre de ses alliances

LE PARTI COMMUNISTE n'a pas attiré le mouvement social, mais il l'accompagne et lui apporte son soutien. Très discrets au départ, à peine moins prudents que le Parti socialiste, les communistes avaient choisi de « laisser la respiration à la CGT », dans l'attente de la position arrêtée par Louis Vianet au congrès du syndicat. Cette expectative a contribué à embarrasser un parti auquel la situation politique n'offre aucune perspective gouvernementale et qui n'a pas encore tranché sur ses alliances.

Dans la mobilisation contre le plan de réforme de la Sécurité sociale, les atouts du PCF se sont révélés être aussi des handicaps. Il n'a pas eu les mêmes hésitations que le PS, au départ, pour dénoncer le plan. Le 20 novembre, avant même que la grève ne prenne forme, Robert Hue jugeait « légitime » la colère contre le plan Juppé. La veille, à Gérardmer, dans les Vosges, le secrétaire national du PCF ironisait – gentiment – sur les atouts du PS, en l'invitant à « préciser sa position ». « Dans un premier temps, un certain nombre de dirigeants ou d'anciens ministres

socialistes ont manifesté un certain accord avec le gouvernement », mais « Lionel Jospin et d'autres responsables ont tenu depuis un langage différent ».

Les communistes n'ont pas de perspective gouvernementale. Place du Colonel-Fabien, on ne parle que d'« alternative » : toute « alternance », sans « changement réel de la politique de ces quinze dernières années, est totalement vouée à l'échec », juge M. Hue. Alors que le conflit prend une dimension plus politique, le secrétaire national réaffirme ses craintes d'une fausse alternance, qui accroitrait la « désespérance » et ferait le lit du Front national. L'idée d'une grève générale, avancée par certaines organisations de la gauche critique ou certains cégétistes, n'est pas à l'ordre du jour. Les proches de M. Hue trouvent, en revanche, dans les mouvements sociaux, des arguments pour discuter avec les autres organisations de gauche, que ces discussions se fassent d'abord avec la gauche dite « alternative » ou avec le Parti socialiste. La valse-hésitation autour de la motion de censure déposée à l'Assemblée nationale par les so-

cialistes, évoquée lors des neuf rencontres dites « exploratoires » que le PCF a eues avec les forces de gauche, dont le PS (Le Monde du 30 novembre), témoigne de son embarras et des divergences qui couvent au sein du parti.

L'évolution de la CGT, qui a appelé à son tour au retrait du plan Juppé (Le Monde du 5 décembre), laisse aux communistes les coudées plus franches. Place du Colonel-Fabien, on expliquait, lundi, que les députés communistes « voteront évidemment la censure », tandis que l'humanité tire en pleine page : « Retirez le plan Juppé ! ».

C'est de ces alliances qu'il sera question, mercredi, au comité national du PCF. Celui-ci entend ouvrir le débat avec le PS « option contre option ». En revanche, l'idée d'un référendum ou d'une pétition lancée auprès des Français après la « volte-face » de Jacques Chirac devrait être enterrée. Consulter les Français sur le passage à la monnaie unique, alors que le pays est paralysé par les grèves, ne semble plus la priorité.

Ariane Chemin

## Le mouvement se durcit dans le secteur public

LA NOUVELLE JOURNÉE de grèves et de manifestations, organisée mardi 5 décembre par les syndicats, CGT et Force ouvrière en tête, s'annonçait très suivie. Outre dans les transports et dans la fonction publique, des appels à la grève ou à des débrayages ont été lancés chez les dockers, au Trésor, à Air France, Radio France, à l'ANPE, chez les pompiers professionnels, les conducteurs de taxi, dans les banques, les prisons, le commerce et les assurances, le bâtiment et les travaux publics, la métallurgie.

● SNCF : le trafic était quasiment nul, mardi, à l'exception de quelques trains à destination de Londres et de Bruxelles, selon la direction de la Société nationale. La SNCF a mis à la disposition de sa clientèle des numéros d'appel téléphonique (45-52-50-50 et 40-45-42-57), ainsi qu'un service Minitel (36 15 code SNCF).

● RATP : aucun métro, ni aucun train dans le RER, n'était au départ, mardi, en tout début de matinée, selon la direction de la Régie. Le trafic était quasi nul pour les autobus. Les usagers peuvent se renseigner en appelant au 05-15-11-11, au 36-68-77-14, ou, sur Minitel, 36 15 code RATP.

● LA POSTE : l'appel à la grève

illimitée, lancé par la CGT, FO et SUD, gagne du terrain. Selon la direction, la quasi-totalité des centres de tri (120 sur 135) enregistraient des mouvements de grève, et 82 d'entre eux étaient bloqués mardi matin.

● FRANCE TÉLÉCOM : l'entreprise publique est entrée dans la grève lundi 4 décembre, à la suite d'un appel à des mouvements reproductibles lancé par la CGT, SUD et FO, mais la mobilisation n'a pas été très forte. On comptait 19 % de grévistes chez les 155 000 salariés. Les représentants des trois syndicats estimaient, toutefois, que la journée de mardi devait probablement être marquée par une mobilisation beaucoup plus importante.

● FONCTION PUBLIQUE : selon les indications fournies, lundi 4 décembre dans la soirée, par le ministère de la fonction publique, cette journée a été marquée par des mouvements de grève limités. Seulement 2,2 % des agents de la fonction publique auraient répondu à l'appel des syndicats, dont 6,75 % à l'économie et aux finances, 1,35 % à l'éducation nationale, ou encore 10,2 % dans l'équipement. La rencontre entre les syndicats et le ministre de la fonction publique, Dominique Perben,

(lire page 30), ne semblait pas de nature à atténuer le conflit dans la journée de mardi.

● ÉDUCATION : les syndicats d'enseignants ont appelé les personnels du secteur éducatif (écoles, collèges et lycées) à des débrayages dès mardi, mais surtout, FSU et FEN en tête, entendent faire du jeudi 7 décembre une grande journée de grève.

● SANTÉ : le mouvement de grève s'étend dans de nombreux hôpitaux, à Paris et en province, où les personnels ont voté des arrêts de travail pour vingt-quatre ou quarante-huit heures reproductibles contre le plan Juppé. Selon un pointage syndical, étaient en grève, lundi soir, à Paris, les hôpitaux Pitié-Salpêtrière, Bécère, Beaujon, Avicenne.

● MÉTÉOROLOGIE : les syndicats FO et CGT de la météorologie nationale ont appelé lundi soir les personnels à s'associer à la grève pour le retrait du « plan Juppé » et la défense du service public.

● ÉNERGIE : la fédération gaz-électricité de la CFDT a appelé à un arrêt de travail pouvant aller jusqu'à 3 heures mardi, alors qu'elle avait précédemment exclu toute reconduction de la grève avant le 13 décembre. On comptait 35 % de grévistes à EDF lundi.



1550 Miss 1550



## La CFDT veut éviter de se laisser marginaliser

APRÈS QUELQUES APPELS à la démission de la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, et l'incident de la manifestation parisienne du 24 novembre, les dissensions internes à la CFDT sont aujourd'hui reléguées au second plan, derrière le durcissement du mouvement chez les agents de l'Etat. « Les militants qui, auparavant, souhaitaient que Nicole Notat s'exprime moins en public aiment aujourd'hui qu'elle monte davantage au créneau pour défendre les positions de l'organisation », explique le dirigeant d'une des principales fédérations CFDT, qui n'a pas compris pourquoi elle avait annulé sa participation au « Chib de la presse » d'Europe 1, dimanche 3 décembre.

L'analyse confédérale du plan Juppé - approbation de la plupart des mesures mais opposition sur les retraites des fonctionnaires - a été remise en question que par les opposants traditionnels : Basse-Normandie, Haute-Garonne, Auvergne, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Fédération générale des

transports et de l'équipement (FGTE), finances, banque, une partie du SGEN (enseignement), quelques sections de la métallurgie, comme Renault et la Snetma... Du côté des contestataires, cent soixante-huit militants de fédérations, de régions, d'unions départementales et de syndicats (chimistes, banques, douanes, santé-sociaux, EDF, etc.) ont lancé, lundi, une pétition en faveur de « la grève générale partout » et d'une manifestation nationale contre « les mesures négatives du plan Juppé ».

Selon la confédération, les opposants représentent de 25 % à 30 % des adhérents. Mais les principales fédérations et régions se rangent derrière M<sup>me</sup> Notat. La Bretagne et les pays de Loire, deux fiefs cédétistes parfois turbulents, envisagent d'organiser un meeting commun avec participation confédérale la semaine prochaine pour expliquer les positions de la CFDT. La fédération unifiée de la chimie (FUC), prise à partie par la secrétaire générale lors du congrès de Montpel-

lier, approuve pleinement la politique confédérale. Sur la même ligne, les fédérations du secteur public (fonctionnaires, EDF-GDF) mettent en avant leur opposition à la remise en cause du régime des retraites des fonctionnaires. Elles ne veulent pas être absentes du conflit sans pour autant paraître rejoindre Force ouvrière et la CGT.

L'UFGA-CFDT (Union des fédérations CFDT des fonctions publiques et assimilés) donnait, lundi soir, une dernière chance au gouvernement. Faute d'une annonce, mardi 5 décembre, par Alain Juppé du retrait de ses déclarations sur les régimes spéciaux, l'UFGA-CFDT « engage ses fédérations et leurs syndicats à prendre les décisions d'actions de grève ». Sous la pression des agents des services publics et des militants, certaines fédérations comme la CFDT-PTT ou la fédération gaz-électricité ont finalement décidé d'appeler à la grève, mardi 5 décembre, sur la base des positions confédérales.

Frédéric Lemaître

## Le congrès de la CGT choisit la « généralisation » de la grève

« GRÈVE GÉNÉRALE » ou « généralisation partout de la grève », le distinguo peut paraître subtil. Il a pourtant agité pendant une bonne partie de la journée, lundi 4 décembre à Montreuil, les délégués du 45<sup>e</sup> congrès de la CGT. Dernière ce débat de forme se cachait un véritable problème de fond. Au-delà de l'aspect tactique, c'est le rôle même de la CGT et sa capacité à évoluer qui étaient en jeu. Est-ce à la CGT, en tant qu'organisation des luttes ou bien aux syndicats de la CGT de décider de faire grève, là où ils sont présents sur le terrain ? Déjà, lundi matin, quelques délégués, émus par son appel à la « négociation », étaient venus protester auprès du secrétaire général pour lui demander d'exiger le retrait immédiat du plan Juppé et d'appeler à la grève générale.

Non inscrite à l'ordre du jour du congrès, cette question a donné lieu à des échanges vifs. Une moitié des intervenants ont plaidé en faveur de la grève générale, certains jugeant que l'absence de mots d'ordre clairs rend « floue » et « ambiguë » la position de la CGT.

La grève générale « est la seule voie pour créer un rapport de forces pour faire reculer le gouvernement », a estimé un cheminot. « Le congrès doit montrer la détermination de la CGT à aller jusqu'au bout », a-t-il expliqué. Plusieurs délégués ont expliqué que ce n'était pas le rôle du congrès confédéral de lancer un tel appel et ils ont mis en garde contre la tentation de « transformer le congrès en tribune d'opposition ». « On a joué pendant des années à la grève presse-bouton », a expliqué un délégué des Assedic de Nantes, ce n'est pas le moment de recommencer et de reconduire les schémas du passé. « Seuls les salariés peuvent voter sur la suite du mouvement », a souligné un rotativiste. D'autres ont mis l'accent sur la difficulté de

réussir une grève générale. « Une grève générale, ça se construit, il ne faut pas perdre de vue qu'il y a un certain décalage », entre le public, fortement touché par les grèves, et le secteur privé, où elles restent très limitées, a souligné un fonctionnaire territorial d'Ile-de-France.

En fin de compte, c'est la motion appelant à « généraliser partout la grève pour le retrait du plan Juppé et les mesures négatives déjà prises en matière de retraite, pour les salaires, l'emploi et l'ouverture de vraies négociations en prenant comme base toutes les exigences des grévistes » qui a été adoptée à une large majorité, par un vote à main levée. A la tribune, Christian Larose, secrétaire général de la fédération des textiles, bataillait ferme pour qu'« il n'y ait pas de rupture dans la construction du mouvement » et souhaitait que les salariés du secteur privé gardent l'initiative de l'extension du conflit.

### DÉMARCHE PRUDENTE

Si FO peut éventuellement appeler à la grève générale dans le privé sans que cela prête à conséquences - la grande majorité de ses effectifs se situant dans le secteur public -, il n'en va pas de même pour la CGT, pour laquelle un appel à la grève générale aurait eu un impact fort. C'est donc la démarche prudente, qui permet de construire un rapport de forces au plus près des réalités du mouvement, qui a prévalu. Soit, grosso modo, la ligne défendue, la veille, par Louis Vianet, qui était resté relativement prudent face à l'évolution du mouvement et à sa généralisation au secteur privé.

Le congrès « salue » et « soutient » donc les centaines de milliers de cheminots, agents des PTT et de la RATP, électriciens et gaziers, agents de la fonction publique, hospitaliers, salariés du secteur privé d'ores et déjà en grève. Il compte toujours

contraindre le gouvernement à abandonner son plan sur la Sécurité sociale et les régimes spéciaux de retraites : la délégation CGT qui avait rencontré, lundi soir, à son invitation, M. Perben, ministre de la fonction publique, s'est retirée avant la fin de la séance. Mais, dans l'épreuve de force, la CGT a choisi de graduer son action.

Une autre motion, lundi matin, portait sur le choix entre l'envoi d'une délégation à la manifestation nationale organisée par la CGT à Paris, mardi 5 décembre, ou la suspension des travaux du congrès afin de permettre à l'ensemble des délégués de s'y rendre. Par une majorité de 55,34 % des mandats, et conformément à la proposition du bureau du congrès, la décision d'envoyer seulement une délégation a été adoptée. Des escarmouches ont aussi porté sur la réforme des statuts et la modification de l'article 1 qui, dans sa nouvelle formulation, n'assigne plus comme but à la CGT « la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échanges ».

Enfin, Georges Séguin, ancien secrétaire général de la CGT de 1967 à 1982, a apporté sa contribution personnelle au débat. Dans un article publié par *Le Peuple*, qui paraît quotidiennement pendant le congrès, il s'étonne qu'aucune analyse du 40<sup>e</sup> congrès, en 1978, où, pour la première fois, le thème du changement avait été abordé en profondeur à la CGT, ne soit reprise. M. Séguin juge que cela pourrait « éclairer les chemins encore inexploités que le 45<sup>e</sup> congrès se propose d'ouvrir », avant de conclure à l'adresse de ses deux successeurs, Henri Krasucki et M. Vianet, que, « surtout en matière d'adaptation de notre syndicalisme aux changements, mieux vaut précéder que suivre ».

Alain Beau-Méry

## Nous aussi, le dimanche matin, on vous explique comment monter au ciel.

Du principe du téléphone à celui du vaccin et de l'hélicoptère à la brosse à dents électrique, Mac Lesgy peut tout vous expliquer. Sa classe a lieu le dimanche à 10h30 et des cours de rattrapage sont prévus en semaine. Pour les juniors, Mac Lesgy s'est adjoint les services de la charmante Caroline Avon et enseigne les sciences le mardi à 20h35 d'une manière qui risque de démoder l'école de Jules Ferry.



E = M6 Dimanche 10h30



## Police : la FASP lance le « gel des PV » sur fond de fatigue et de grogne

Les syndicats pratiquent la surenchère à l'approche des élections professionnelles

Durcissement du climat social, gel des salaires, menaces sur la retraite des fonctionnaires policiers, contraintes de travail dues au plan « Vigipirate », opérations de sécurisation de plus en plus nombreuses dans les quartiers difficiles, insatisfaction face au budget du ministère de l'Intérieur : les policiers ont le « blues ». Du 4 au 8 décembre, la FASP lance un mot d'ordre de « gel des PV ».

LE « GEL DES PV » lancé par la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) est le dernier avatar du malaise croissant qui sourd depuis quelques semaines dans les rangs policiers. Du 4 au 8 décembre, l'organisation majoritaire chez les gardiens de la paix a invité les policiers à oublier les contraventions et, en échange, à « remettre à chaque contrevenant le procès-verbal des infractions commises par le ministre de l'intérieur et le gouvernement sur la politique sociale et la politique de sécurité ». Ce document, présenté comme une classique contravention, explique les motifs de la grogne policière. Evidemment populaire, l'action de la FASP s'inscrit dans un malaise policier beaucoup plus large, qui est le fruit d'une somme de mécontentements.

Durcissement du climat social, gel des salaires et menaces sur la retraite des fonctionnaires policiers, contraintes de travail dues au plan Vigipirate, ou encore insatisfactions face au budget de la police, viennent en effet s'ajouter à un moment où l'approche des élections professionnelles - du 11 au 15 décembre dans toute la police - exacerbe les surenchères syndicales.

La colère policière s'était déjà bruyamment exprimée devant un public de quatre mille gardiens de la paix parisiens qui, réunis par le Syndicat général de la police (SGP-FASP) le 23 novembre à Paris, avaient sifflé Alain Juppé et Jean-Louis Debré, respectivement qualifiés de « Zorro de la fracture sociale » et de « David Copperfield de la police nationale ». L'ampleur prise par le mouvement de grève a depuis renforcé les ardeurs, la FASP et le SGP (qui affiche volontiers sa différence tout en restant au sein de la fédération) s'efforçant « solidaires » du mouvement de protestation. L'initiative du RPR, qui a dernièrement incité les usagers à manifester contre les grévistes, n'en inquiète pas moins la principale organisation de gardiens de la paix :

« Les policiers ne veulent pas servir de tampon entre ceux qui se réclament de la France du travail et du courage, note Jacky Viallet, secrétaire général de la FASP, et ceux qui seraient la France des nantis et des privilégiés. »

### SATURATION

Déclenché le 26 juillet après l'attentat du RER Saint-Michel, le plan Vigipirate continue, par ailleurs, de faire peser ses contraintes. « La police est arrivée à saturation, déplore Alain Billel, son homologue de la Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil). Des le début de Vigipirate, nous avons attiré l'attention du ministre sur la nécessité de prévoir des mesures accompagnant la sortie du plan, afin d'éviter que les policiers ayant travaillé en heures supplémentaires se ruent sur les récupérations et dégarment les services. Nous n'avons pas été entendus. » Totali-

sant souvent plusieurs centaines d'heures supplémentaires, les policiers craignent à la fois de ne pouvoir les récupérer prochainement, pour des raisons relevant de la bonne marche du service, et de ne pas profiter de compensations financières. « Ou Vigipirate se justifie toujours et il faut alors que le ministre de l'intérieur en fasse connaître les raisons à la population et aux policiers, explique Jacky Viallet. Ou alors il ne sert plus à rien et il faut, par conséquent, le supprimer. »

Le « blues » des policiers est encore accru par l'extension des violences urbaines. Participant depuis le début de l'année à des opérations de « sécurisation » dans les quartiers difficiles, les membres des Compagnies républicaines de sécurité (CRS) se plaignent de la surcharge de travail qui en résulte. « Depuis 1968, les CRS n'avaient jamais fait autant de déplacements, totalisant cette année 280 jours hors de leur

Sécu, tout est mélangé. » Pour Estelle, étudiante en DEUG de mathématiques, ce sont « les grévistes [qui] ne savent plus pourquoi ils manifestent. Ils sont manipulés par les syndicats. »

5 h 10 : le chauffeur ouvre son car aux passagers transis. Il ne demarrera qu'à l'heure dite - 5 h 30 - avec à bord les cinquante-trois passagers réglementaires, pas un de plus. Les refoules, agglutinés devant la gare d'Aulnay, sont déjà plus d'une cinquantaine. Ils veulent s'assurer qu'ils ne resteront pas sur le pavé, mais le chauffeur ne peut renseigner personne sur le nombre de cars affectés et les heures de passage. La mise en place des transports de substitution ne fait l'objet d'aucun affichage.

Le car trouve tranquillement sa voie vers Paris. Les routes commencent à être encombrées, mais la coule sur le périphérique n'est pas encore figée. 6 h 20 : les voyageurs sont à bon port. Ce soir, Claudine dort à l'hôtel, Gérard s'est trouvé une chambre sur le chantier, Estelle repartira en voiture avec une amie. Pour les autres, des cars devaient attendre au même endroit à partir de 16 heures.

Aude Dassonville

« En fin de compte, ce ne sont pas les plus malheureux qui font grève, estime Gérard, peintre en bâtiment. Moi j'aimerais bien avoir la retraite à 50 ans. Et puis, on ne sait plus pourquoi ils font grève. Avec la

fait un chiffre : sur 2 063 sociétés, il seulement passent la barre de 50 millions et restent dans le droit commun, explique une déléguée CGT. Il y a bien deux poids et deux mesures. Et en plus on vient d'alléger les pénalités pour les entreprises en infraction sur le paiement des cotisations. C'est de l'incitation à payer en retard ! »

Ce qui les heurte aussi, en bons techniciens, c'est le flou entourant les décisions du gouvernement, ses contradictions. « On a l'impression générale d'être trahis, note un jeune homme. Barrot nous dit : "Vous êtes des imbéciles, quand je vous aurai expliqué, vous comprendrez !" »

Des calculs, ils en ont tous fait. La CGT, le SNUI et FO rivalisent de tracts bourrés de tableaux hermétiques. L'un illustre l'iniquité sociale de « M. Juppé » : la facture fiscale totale d'un smicard gonflera en 1996 de 9,03 % par an, alors que celui qui gagne 100 000 F par mois ne la verra augmenter que de 1,97 %, explique le SNUI. L'autre mesure l'impact du nouveau mode de calcul de la retraite dans la fonction publique : un professeur certifié verra en 2014 sa pension réduite de 12 600 F à 10 861 F

ou telle route nationale dans les faubourgs de Mans. Ils appellent cela « des barrages filants ». Les premiers à en faire les frais sont les collègues étrangers et les non-grévistes. Les rebelles laissent juste passer les automobilistes, et encore au compte-gouttes. Au jeu du gen-

tion au projet du premier ministre. A l'encontre, la situation serait même « plus grave » qu'en 1992, à l'époque du mouvement contre le permis à points, qui avait pourtant paralysé le pays : « Le ras-le-bol est général, les gens en ont marre, la concurrence est si forte entre les patrons qu'ils cassent

les prix du transport. Résultat : ils se rattrapent sur les salaires et c'est nous qui trinquons ! Il y a deux ans, je gagnais 1 000 francs de plus ! Ce n'est pas une vie, vous savez... »

Cette vie, il en parle volontiers. Les voyages en Belgique, en Italie,

en Allemagne, avec des chargements de papier, 110 000 kilomètres par an, sans poste de CB, dix heures par jour au volant à écouter France Inter ou des chansons de mardis, parce qu'il est d'origine bretonne et qu'il aime « la mer et les bateaux ». Quand arrive l'heure de la pause, de jour comme de nuit, il bouquine un moment, puis essaie de dormir dans la cabine du bûcher, manière de respecter les neuf heures de repos obligatoire quotidiennes. Avec une indemnité journalière plafonnée à 272,85 francs, il n'a pas les moyens de s'offrir l'hôtel. Pour les repas, il délasse tout de même les cafétérias et s'accorde un plaisir gourmand : « Je n'aime pas bouffer sur un plateau... Alors, je sors de l'autoroute, j'ai mes adresses ! » Le retour à la maison, auprès de sa femme et de ses deux enfants ? « Dans ce métier, on ne sait jamais quand on rentre. Dis

que tu arrives quelque part et que tu téléphones à ton cher patron, il peut décider de t'envoyer ailleurs. »

On l'aura compris : Jean-Claude n'aime guère les patrons, et c'est à eux qu'il s'en prend à travers Alain Juppé. Il n'aime pas non plus certains clients, ceux qui le laissent se débrouiller seul au moment de décharger les marchandises. « On est souvent accueillis comme des chiens dans un jeu de quilles », assure-t-il en exigeant « davantage de respect ». L'autre jour, il a traité de « coq en pâte » et de « gosse de riches » un client qu'il jugeait mal aimable. Celui-ci s'en est plaint auprès de l'employeur. « JC », mis à pied pendant une journée, a porté l'affaire devant les prud'hommes. « Vous voyez, conclut l'un de ses amis, on n'est pas du genre à se laisser faire. »

Philippe Broussard

## Situation très contrastée en province

Plusieurs préavis de grève ont été déposés pour les jours à venir dans les transports en commun des grandes agglomérations

LA SITUATION dans les grandes villes de province semblait très contrastée, mardi 5 décembre en fin de matinée. De façon générale, les transports en commun dans les agglomérations ne connaissent pas la même thrombose qu'en Île-de-France, et des services de ville à ville par autocars se sont progressivement mis en place, sans attendre la journée de mardi.

A Toulouse, le conseil régional de Midi-Pyrénées, en liaison avec la SNCF, a mis en place un service public minimum par cars pour desservir les principales villes de la région, initiative vivement condamnée par la CGT, majoritaire à la SNCF. Les institutions consulaires ont créé, comme en 1986, un service de collecte et d'acheminement du courrier. Dans l'agglomération, les bus fonctionnaient à raison de un sur trois mardi matin et la situation devait redevenir normale dans la journée. A Besançon, les organisations patronales de Franche-Comté organisent des transports collectifs par taxis et avion privé (un bimoteur de six places) vers Paris.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, où sept lignes d'autocars interurbains tentent de remédier à l'absence de trains, les transports en commun à l'intérieur des principales agglomérations n'étaient guère perturbés, même si divers mouvements étaient envisagés. A Marseille, aucun préavis de grève n'avait été déposé lundi soir à la Régie des transports marseillais (dont les 2 700 salariés ont un statut privé). La CGT, majoritaire, a cependant déposé un préavis pour jeudi 7 décembre. Les marins CGT de la SNCM, qui assure les liaisons avec la Corse, ne devaient pas participer à la journée d'action du 5 décembre. A Toulon, les bus devaient fonctionner normalement mardi, ainsi que les huit vedettes qui traversent la rade. Même situation à Nice, où aucun préavis de grève n'avait été déposé à la STND,

concessionnaire du réseau urbain : mais les organisations CGT, FO, CFTD et CFTC ont déposé un mot d'ordre d'arrêt de travail pour vendredi 8 décembre.

A Metz, aucune perturbation n'était enregistrée, en dépit d'un préavis déposé par la fédération CGT des transports de Moselle. A l'inverse, dans la métropole voisine, Nancy, les habitants étaient privés, depuis treize jours, de bus et de trolley, à la suite d'une grève lancée par la CGT et FO, pour des raisons salariales. Mais lundi soir, les syndicats ont appelé à la reprise du travail. Mulhouse était aussi affectée depuis quelques jours par un mouvement de grève spécifique des transports urbains. Mais les employés y ont mis fin lundi.

Caen, comme toutes les autres grandes villes (Rennes, Montpellier, Limoges), a essayé de lancer des lignes de bus vers Paris, Cherbourg Lisieux ou Bayeux. Nantes bénéficie d'un certain répit. Bus et tramways de la Semitan roulaient normalement mardi. La CGT, cependant, a déposé un préavis reconductible à compter de jeudi. La CGT est la deuxième organisation derrière la CFTD, devant FO et la CFTC. A Brest également, la CFTD est majoritaire parmi le personnel des transports en commun. Conséquence : les bus roulaient mardi.

### 30 % DES BUS A LYON

A Limoges, en revanche, la CGT domine le paysage social, et plusieurs entreprises du secteur privé (MDV, porcelaine, Valco, salaisons Madrange, l'entreprise de travaux publics Colas) se sont jointes au mouvement. La CFTD de Haute-Vienne participait à la manifestation de mardi. Les transports urbains de Limoges devraient se mettre en grève mercredi, avec occupation des dépôts des trolleybus.

A Lyon, si le métro fonctionne normalement, 30 % seulement des bus roulent. Les syndicats des Transports en commun lyonnais (TCL) ont appelé les salariés, qui ont un statut privé, à étendre le mouvement. Ce dernier avait commencé modestement la veille, avec le blocage de quatre dépôts sur neuf, action qui avait reçu le renfort des cheminots. A Saint-Etienne, les employés communaux sont en grève depuis le 30 novembre.

En dépit de tout, l'appel du RPR pour former des comités d'usagers et préparer des contre-manifestations ne semble rencontrer que des échos très fragmentaires. Ici ou là, des tracts sont distribués et des conversations engagées sur les marchés pour recueillir les signatures, mais les démarches restent isolées et inefficaces. Plusieurs responsables locaux du parti écologiste se déclarent même hostiles à l'initiative, comme dans l'Isère, le Rhône, le Bas-Rhin. D'autres sont dans l'expectative : « On attend les instructions de Paris », souligne Jean-François Delamarre, secrétaire de la fédération du Calvados.

Véronique Maurus

Avec nos correspondants

## Aux impôts : « L'argent placé en capital, il n'y en a jamais eu autant »

Les employés parisiens ne rejettent pas en bloc le plan Juppé. Ils protestent plutôt contre les inégalités fiscales

ON A COMPTÉ, recompté, re-calculé... La démocratie, c'est parfois la complication. Puis on s'est décidé. Lundi à midi, le centre des impôts du 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris s'est enfin déclaré en grève. Labodeusement, à une courte majorité. Comme, trois heures plus tard, le petit centre de recettes Saint-Ambroise, dans le 11<sup>e</sup>. En ce 4 décembre, le mouvement est lancé aux impôts. Attention, « pas pour faire comme tout le monde ». La solidarité, ici, serait presque un repoussoir. « Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Si on y va parce que ça marche, c'est plutôt politique ! », proteste un agent. « On n'a pas les mêmes revendications que la SNCF », ajoute un autre. Les syndicats ont beau dire : « Ne pas se lancer serait laisser dépérir un mouvement qui peut devenir général », les employés du fisc, rationnels, ne se laissent pas aisément griser par les mots d'ordre.

Ce qu'ils veulent, ce sont de solides raisons pour se lancer. « Qu'a-t-on à défendre ? Qu'a-t-on à gagner ? » Les délégués syndicaux se gardent bien de condamner en bloc le plan Juppé. « Il faut une réforme, admet le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), le problème ce sont les modalités d'application. Avec un gouvernement qui ne parle que rapport de force, il faut que ce soit massif dans un premier temps, pour dire non, puis discuter. Si le plan Juppé passe, c'est la porte ouverte à beaucoup de choses : la modernisation de l'Etat, la réforme fiscale... »

### LE SCANDALE DE L'AIDE AUX PME

On discute sur le fond, et les arguments ne sont pas tous les mêmes qu'ailleurs. Ce qui les choque, plus que les attaques contre le statut, c'est l'injustice. Et d'abord les cadeaux faits aux entreprises, « totalement exonérées de nouvelles charges, et dont la dette vis-à-vis de la Sécurité sociale », rappelle la CGT. « Si on se laisse faire, on va payer à leur place. » « Scandale », passe inaperçu : le plan d'aide aux PME, qui ramène le taux d'imposition de 33 % à 19 % pour les sociétés faisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires. « Dans notre service, qui couvre le quart de l'arrondissement, nous avons

fait un chiffre : sur 2 063 sociétés, il seulement passent la barre de 50 millions et restent dans le droit commun, explique une déléguée CGT. Il y a bien deux poids et deux mesures. Et en plus on vient d'alléger les pénalités pour les entreprises en infraction sur le paiement des cotisations. C'est de l'incitation à payer en retard ! »

Ce qui les heurte aussi, en bons techniciens, c'est le flou entourant les décisions du gouvernement, ses contradictions. « On a l'impression générale d'être trahis, note un jeune homme. Barrot nous dit : "Vous êtes des imbéciles, quand je vous aurai expliqué, vous comprendrez !" »

Des calculs, ils en ont tous fait. La CGT, le SNUI et FO rivalisent de tracts bourrés de tableaux hermétiques. L'un illustre l'iniquité sociale de « M. Juppé » : la facture fiscale totale d'un smicard gonflera en 1996 de 9,03 % par an, alors que celui qui gagne 100 000 F par mois ne la verra augmenter que de 1,97 %, explique le SNUI. L'autre mesure l'impact du nouveau mode de calcul de la retraite dans la fonction publique : un professeur certifié verra en 2014 sa pension réduite de 12 600 F à 10 861 F

ou telle route nationale dans les faubourgs de Mans. Ils appellent cela « des barrages filants ». Les premiers à en faire les frais sont les collègues étrangers et les non-grévistes. Les rebelles laissent juste passer les automobilistes, et encore au compte-gouttes. Au jeu du gen-

tion au projet du premier ministre. A l'encontre, la situation serait même « plus grave » qu'en 1992, à l'époque du mouvement contre le permis à points, qui avait pourtant paralysé le pays : « Le ras-le-bol est général, les gens en ont marre, la concurrence est si forte entre les patrons qu'ils cassent

les prix du transport. Résultat : ils se rattrapent sur les salaires et c'est nous qui trinquons ! Il y a deux ans, je gagnais 1 000 francs de plus ! Ce n'est pas une vie, vous savez... »

Cette vie, il en parle volontiers. Les voyages en Belgique, en Italie,

en Allemagne, avec des chargements de papier, 110 000 kilomètres par an, sans poste de CB, dix heures par jour au volant à écouter France Inter ou des chansons de mardis, parce qu'il est d'origine bretonne et qu'il aime « la mer et les bateaux ». Quand arrive l'heure de la pause, de jour comme de nuit, il bouquine un moment, puis essaie de dormir dans la cabine du bûcher, manière de respecter les neuf heures de repos obligatoire quotidiennes. Avec une indemnité journalière plafonnée à 272,85 francs, il n'a pas les moyens de s'offrir l'hôtel. Pour les repas, il délasse tout de même les cafétérias et s'accorde un plaisir gourmand : « Je n'aime pas bouffer sur un plateau... Alors, je sors de l'autoroute, j'ai mes adresses ! » Le retour à la maison, auprès de sa femme et de ses deux enfants ? « Dans ce métier, on ne sait jamais quand on rentre. Dis

que tu arrives quelque part et que tu téléphones à ton cher patron, il peut décider de t'envoyer ailleurs. »

On l'aura compris : Jean-Claude n'aime guère les patrons, et c'est à eux qu'il s'en prend à travers Alain Juppé. Il n'aime pas non plus certains clients, ceux qui le laissent se débrouiller seul au moment de décharger les marchandises. « On est souvent accueillis comme des chiens dans un jeu de quilles », assure-t-il en exigeant « davantage de respect ». L'autre jour, il a traité de « coq en pâte » et de « gosse de riches » un client qu'il jugeait mal aimable. Celui-ci s'en est plaint auprès de l'employeur. « JC », mis à pied pendant une journée, a porté l'affaire devant les prud'hommes. « Vous voyez, conclut l'un de ses amis, on n'est pas du genre à se laisser faire. »

Philippe Broussard

## Chauffeurs routiers : « On n'est pas du genre à se laisser faire »

### LE MANS

de notre envoyé spécial Ses copains le surnomment « JC ». J pour Jean, C pour Claude. « JC » donc. Dans un état de rière, il rappelle que ses pieuses initiales auront bientôt deux mille ans d'âge : « Un autre y a pensé avant moi, mais lui, au moins, il avait de grands pouvoirs. Ah ! si je pouvais... » Oui, s'il pouvait faire des miracles, il changerait bien des choses, ce routier à la moustache de cosaque. D'abord, il annulerait « aussi sec » le plan Juppé. Dans la foulée, il porterait son salaire et ceux des copains de 7 542 francs à 10 000 francs mensuels. Il baisserait, ensuite, de soixante à cinquante-cinq ans l'âge de la retraite des chauffeurs. Respecterait alors à examiner les conditions de travail, les heures supplémentaires, la vie de famille qui « se barre de plus en plus ». Sans oublier, « mais ce n'est

pas une priorité », la cabine de son 40 tonnes, si esquisse qu'il doit se plier en deux pour enlever son pantalon s'il ne veut pas « rouillir tout habillé ».

Jean-Claude, « quarante-cinq ans, dont dix-sept sur la route », est délégué CFTD de l'entreprise sarthoise Bourbon, qui compte une centaine de chauffeurs. Emmisoté dans sa parka grise, il rejoint d'autres grévistes devant les entrepôts manchois de la société de transport Calberson. Depuis le début du mouvement national des routiers, dimanche 3 décembre, la lutte a pris forme. Les militants ont sorti les banderoles, distribué des tracts, saisi quelques palettes de bois pour nourrir le feu de la contestation. Ils sont maintenant une cinquantaine, des costauds au verbe cru, à attendre les instructions des délégués syndicaux avant d'aller bloquer telle

ou telle route nationale dans les faubourgs de Mans. Ils appellent cela « des barrages filants ». Les premiers à en faire les frais sont les collègues étrangers et les non-grévistes. Les rebelles laissent juste passer les automobilistes, et encore au compte-gouttes. Au jeu du gen-

tion au projet du premier ministre. A l'encontre, la situation serait même « plus grave » qu'en 1992, à l'époque du mouvement contre le permis à points, qui avait pourtant paralysé le pays : « Le ras-le-bol est général, les gens en ont marre, la concurrence est si forte entre les patrons qu'ils cassent

les prix du transport. Résultat : ils se rattrapent sur les salaires et c'est nous qui trinquons ! Il y a deux ans, je gagnais 1 000 francs de plus ! Ce n'est pas une vie, vous savez... »

Cette vie, il en parle volontiers. Les voyages en Belgique, en Italie,

en Allemagne, avec des chargements de papier, 110 000 kilomètres par an, sans poste de CB, dix heures par jour au volant à écouter France Inter ou des chansons de mardis, parce qu'il est d'origine bretonne et qu'il aime « la mer et les bateaux ». Quand arrive l'heure de la pause, de jour comme de nuit, il bouquine un moment, puis essaie de dormir dans la cabine du bûcher, manière de respecter les neuf heures de repos obligatoire quotidiennes. Avec une indemnité journalière plafonnée à 272,85 francs, il n'a pas les moyens de s'offrir l'hôtel. Pour les repas, il délasse tout de même les cafétérias et s'accorde un plaisir gourmand : « Je n'aime pas bouffer sur un plateau... Alors, je sors de l'autoroute, j'ai mes adresses ! » Le retour à la maison, auprès de sa femme et de ses deux enfants ? « Dans ce métier, on ne sait jamais quand on rentre. Dis

que tu arrives quelque part et que tu téléphones à ton cher patron, il peut décider de t'envoyer ailleurs. »

On l'aura compris : Jean-Claude n'aime guère les patrons, et c'est à eux qu'il s'en prend à travers Alain Juppé. Il n'aime pas non plus certains clients, ceux qui le laissent se débrouiller seul au moment de décharger les marchandises. « On est souvent accueillis comme des chiens dans un jeu de quilles », assure-t-il en exigeant « davantage de respect ». L'autre jour, il a traité de « coq en pâte » et de « gosse de riches » un client qu'il jugeait mal aimable. Celui-ci s'en est plaint auprès de l'employeur. « JC », mis à pied pendant une journée, a porté l'affaire devant les prud'hommes. « Vous voyez, conclut l'un de ses amis, on n'est pas du genre à se laisser faire. »

Philippe Broussard

en Allemagne, avec des chargements de papier, 110 000 kilomètres par an, sans poste de CB, dix heures par jour au volant à écouter France Inter ou des chansons de mardis, parce qu'il est d'origine bretonne et qu'il aime « la mer et les bateaux ». Quand arrive l'heure de la pause, de jour comme de nuit, il bouquine un moment, puis essaie de dormir dans la cabine du bûcher, manière de respecter les neuf heures de repos obligatoire quotidiennes. Avec une indemnité journalière plafonnée à 272,85 francs, il n'a pas les moyens de s'offrir l'hôtel. Pour les repas, il délasse tout de même les cafétérias et s'accorde un plaisir gourmand : « Je n'aime pas bouffer sur un plateau... Alors, je sors de l'autoroute, j'ai mes adresses ! » Le retour à la maison, auprès de sa femme et de ses deux enfants ? « Dans ce métier, on ne sait jamais quand on rentre. Dis

que tu arrives quelque part et que tu téléphones à ton cher patron, il peut décider de t'envoyer ailleurs. »

On l'aura compris : Jean-Claude n'aime guère les patrons, et c'est à eux qu'il s'en prend à travers Alain Juppé. Il n'aime pas non plus certains clients, ceux qui le laissent se débrouiller seul au moment de décharger les marchandises. « On est souvent accueillis comme des chiens dans un jeu de quilles », assure-t-il en exigeant « davantage de respect ». L'autre jour, il a traité de « coq en pâte » et de « gosse de riches » un client qu'il jugeait mal aimable. Celui-ci s'en est plaint auprès de l'employeur. « JC », mis à pied pendant une journée, a porté l'affaire devant les prud'hommes. « Vous voyez, conclut l'un de ses amis, on n'est pas du genre à se laisser faire. »

Philippe Broussard

Avec nos correspondants

Véronique Maurus



## Les étudiants jugent insuffisantes les propositions de M. Bayrou

La plupart des universités ont décidé de poursuivre le mouvement, au moins jusqu'à mercredi. L'annonce par le ministre de crédits supplémentaires, de la création de 2 000 postes et d'une loi de programmation a été vivement critiquée dans les assemblées générales tenues lundi 4 décembre

Les mesures proposées par François Bayrou, dimanche 3 décembre, à l'issue de ses rencontres avec la coordination des étudiants et les syndicats d'enseignants, ont été accueillies sans enthousiasme. Pour

une majorité d'étudiants, elles restent « notoirement insuffisantes » et la promesse d'une loi de programmation budgétaire est jugée trop « floue ». La mobilisation reste forte dans un grand nombre

d'universités, où la grève a été maintenue au moins pour la journée de mardi, en association avec les organisations d'enseignants et de personnels. Si dans la région parisienne les difficultés de transport ré-

duisent l'affluence aux réunions, les assemblées générales ont été plus massives à Toulouse et Tours (lire nos reportages ci-dessous), mais aussi à Brest, Lyon, La Rochelle, Bordeaux, Angers, Caen... A Pau

comme à Perpignan et à Rouen, les cours qui avaient repris ont de nouveau été suspendus. Une nouvelle réunion de la coordination nationale étudiante devrait se tenir mercredi après-midi, à Paris.

### TOULOUSE

Des gens au gouvernement sont en train de nous pourrir notre année. Lundi 4 décembre à midi, à l'image de Dorian, en DEUG de mathématiques et membre de la coordination toulousaine, les étudiants en grève de l'université Paul-Sabatier de Toulouse ont reconduit le mouvement de grève à la quasi-unanimité. Trois cents

jeunes s'étaient déjà réunis, dimanche 3 décembre puis lundi matin, pour examiner la « faisabilité du plan Bayrou ». A l'heure du déjeuner, l'immense auditorium est de nouveau plein à craquer. Plus de deux mille étudiants viennent écouter « leur » coordination.

Car Toulouse n'a pas aimé juste et les violences de la semaine dernière. « Il faudrait ne pas confondre mouvement étudiant et casseurs », lance Daniel, qui vient de Paris. « Il faudrait décentraliser la prochaine réunion de la coordination nationale à Toulouse, lance un responsable à la tribune, on est leader du mouvement. » La salle est conquise. Du coup, les étudiants se sentent investis de responsabilités supplémentaires et s'efforcent d'organiser les débats, ce qui n'est pas une mince affaire dans une assemblée générale qui

se déroule dans un amphithéâtre plein à craquer.

### « DE LA POUDRE AUX YEUX »

« Ce plan, c'est encore de la poudre aux yeux, des miettes, explique Dorian, à la tribune. On essaie d'avoir des précisions mais tout reste flou. » Karine, qui est allée négocier à Paris, résume : « Comment être satisfait des propositions Bayrou alors qu'on demande 4 milliards de

crédits justifiés et la création de six mille postes ? »

Juché sur l'estrade, un professeur, responsable du SNESup, vient à la rescousse des intervenants précédents et avance quelques chiffres : « Les interlocuteurs du ministère nous répondent un peu au hasard parce que eux-mêmes ne savent pas vraiment où ils vont. Ce plan a été conçu pour désamorcer le mouvement. » Les enseignants ma-

nifesteront également mardi, conclut-il sous les applaudissements. « Les profs nous soutiennent et on les soutient, comme un responsable étudiant. Le fait qu'ils aient suspendu les cours nous a beaucoup aidés. »

### CLIVAGES

Mais après, comment poursuivre le mouvement ? Bruno s'est levé dans la salle : « J'en suis à ma sixième semaine de grève et, au risque d'être impopulaire, je commence à me démobiliser. » Ce sentiment semble gagner une bonne partie des étudiants, même si les propositions de Bruno - « il faut durcir le mouvement pour en sortir » - suscitent un véritable tonnerre d'applaudissements. Un autre clivage surgit : « Faut-il élargir le mouvement, faire cause commune avec les salariés en lutte contre le plan luppé ? »

Les interventions se font plus tranchées. « Attention à ne pas dévier de nos revendications étudiantes », plaide Dorian au nom de l'efficacité du mouvement. « Je ne vois pas pourquoi j'irais manifester avec des cheminots qui hlaquent tout, au avec FO qui soigne ses privilégiés », lance Sylvain, en licence d'informatique. Céline, en DEUG de biologie, n'en croit pas ses oreilles : « La réforme de la Sécu nous concerne tous. Avant d'être étudiants, on est des citoyens. » Il est finalement décidé de participer, mardi matin, à la grande manifestation toulousaine. Aux côtés des salariés... ou presque. « On sera dans le même cortège, précise une déléguée, mais on fera banderole à part. »

### Adoption au Sénat de mesures d'urgence

La discussion du projet de budget 1996 de l'enseignement supérieur, lundi 4 décembre au Sénat, a permis à François Bayrou de confirmer les mesures d'urgence annoncées la veille. Le ministre a fait adopter une majoration de 300 millions de francs des crédits de fonctionnement, correspondant aux 369 millions annoncés, dont 69 millions d'économies par la transformation d'heures complémentaires en emplois. L'essentiel des créations d'emplois résultera du transfert d'enveloppes budgétaires (82 millions de francs) du secondaire vers le supérieur. Aux 738 emplois d'enseignants initialement prévus s'ajoutent 1 000 emplois de professeurs agrégés en « sur-nombre » et 262 emplois de maîtres de conférence financés par la transformation de congés de mobilité. De même, 1 000 des 1 500 emplois supplémentaires de personnels non enseignants proviennent du transfert de crédits de vacation (25 millions de francs).

## Tours reconduit la grève et tempête contre les réunions parisiennes

### TOURS

de notre envoyée spéciale

S'ils pouvaient, ils prendraient le pouls de la grève par Internet. Le fax, le téléphone, les journaux et autres médias y suffisent à peine. Les étudiants de Tours restent sur le pied de guerre. « C'est Toulouse ? Lequel ? Ah, le Mirail, salut. Je te faxe un truc : on veut faire la prochaine coordination nationale à Tours. » Les Tourangeaux ont décidé de clamer que la province existait. « On en a marre que ça dégénère chaque fois à Paris. Comme les négociations se font là-bas, on est toujours obligé de suivre, mais le mouvement est porté par la province », estime une étudiante en géographie. Les contacts sont pris, le maire, Jean Germain (PS), ancien président de l'université, a même promis un soutien logistique.

Echaudés par les événements violents de Jussieu, jeudi dernier, les cinq délégués de Tours ne sont pas allés au grand happening de la coordination de Censier, le lendemain. « Impossible de travailler dans ces conditions. » Mercredi, que la coordination ait lieu à Tours, à Paris ou ailleurs, les représentants de l'université François-Rabelais veulent être entendus. C'est bien le moins, quand on représente « l'AG souveraine » qui vient, ce lundi, de réunir près de 1 000 personnes dans l'amphithéâtre Théâtre, en sciences humaines, et plus de 800 en sciences.

Au lendemain des annonces de François Bayrou, la mobilisation reste très forte, teintée d'attente et de détermination. Les étudiants écoutent attentivement l'exposé que leur a préparé la coordination locale. A l'aide d'un transparent qui récapitule les revendications de la coordination nationale, les demandes des étudiants de Tours et les propositions du ministre, Erwan dresse l'état des lieux. On reconnaît quelques avancées mais la méfiance domine.

Le financement, pour 2 milliards de francs, de travaux d'urgence, principalement à la charge des universités et des régions, provoque des huées. « Qui finance les régions ? C'est nous avec la taxe d'habitation ! Il y en a marre de ce gouvernement qui n'arrête pas de nous taxer ! », crie un étudiant dans la salle. « Enfin, on nous propose une loi de programmation concertée mais je ne peux pas vous en dire plus », conclut David. Un murmure sceptique parcourt la salle.

### « CONTINUER À PENSER »

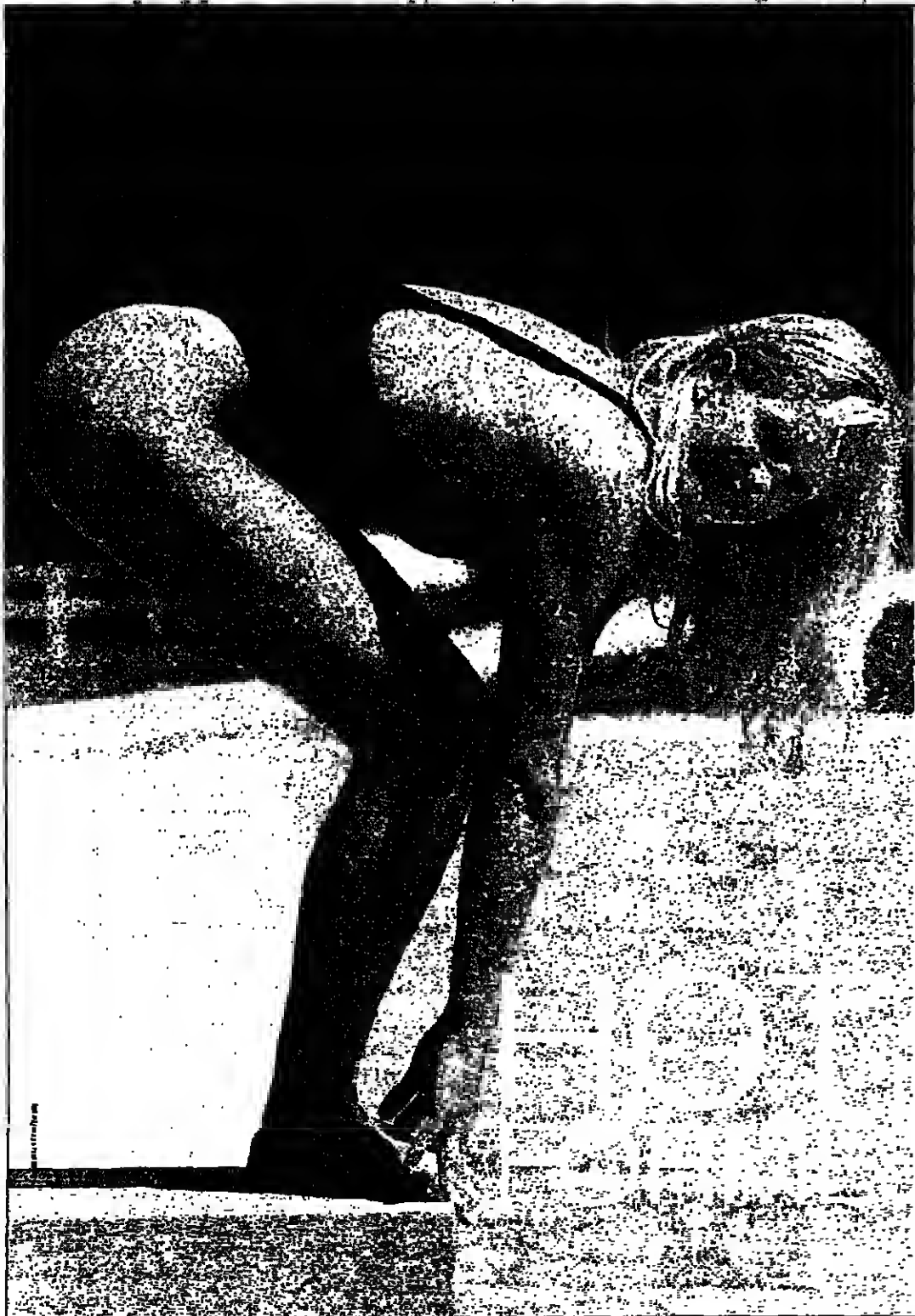
« Avant que tout cela soit bouclé, voté, on n'est sûr de rien ! », s'exclame un étudiant. « On a déjà obtenu quelque chose mais, si on continue avec les cheminots et la fonction publique, notre mouvement ne sera que plus fort », poursuit un autre. Un vote massif décide de la participation à la manifestation du

5 décembre. Et la grève est reconduite par acclamations. On fait un triomphe au professeur qui vient annoncer que les enseignants et les IATOS ont voté la poursuite du mouvement jusqu'à mercredi. Pour Pierre, étudiant en chimie et membre de la coordination, « la mobilisation va être très intense dans les jours qui viennent. Personne ne veut se contenter de poudre aux yeux, tout va se jouer cette semaine. »

En petits groupes, on songe à la sortie de la crise. Alors que la coordination travaille sur le principe d'une « commission permanente de réflexion », un étudiant commente : « Lundi, si les profs reprennent les cours, on va se retrouver comme des blaireaux, les examens approchent. » « Raison de plus pour créer une cellule de réflexion ; on va quand même continuer à penser après la grève », rétorque un autre. Déjà, au « technopole », un bâtiment tout neuf pour les étudiants de droit et de sciences économiques, où la mobilisation a été médiocre, certains parlent de trouver un autre imprimeur pour reproduire les photocopies et cherchent à remplacer la bibliothèque en grève. « Ce n'est rien, on était 10 000 dans les rues le 30 novembre et je suis sûr que l'on sera autant, sinon plus, le 5 décembre ou soir », espère Pierre.

Béatrice Gurrey

Daniel Hourquebie



**Ne vous méprenez pas.  
"Forme Chaude"  
est un magazine santé  
et bien-être.**

"Forme Chaude", prononcez "Hot Fome", est le premier magazine santé de M6. Tous les samedis à 20h35, Olivia Adriaco aborde toutes les méthodes (diététique, exercices...) pour conserver ou retrouver la santé. Méthodes auxquelles on peut faire confiance quand on voit ce qu'elles donnent sur notre présentatrice.



Hot Fome Samedi 20h35



## M. Barrot tente de faire accepter aux médecins l'encadrement des dépenses de santé

La principale organisation professionnelle demande le retrait du plan

Le gouvernement est à la peine sur tous les fronts ouverts par le plan Juppé pour la Sécurité sociale. Jacques Barrot, ministre du travail et des

affaires sociales, s'est employé, lundi 4 décembre, à faire accepter par les médecins le projet d'encadrement des dépenses de santé, pièce

maîtresse d'une réforme destinée à rétablir durablement l'équilibre des comptes du principal système déficitaire, l'assurance-maladie.

JACQUES BARROT tient, depuis quelques jours, un rôle difficile : il doit jouer l'apaisement sans s'écarter du scénario du plan Juppé. Le ministre du travail et des affaires sociales s'est encore livré à cet exercice, lundi 4 décembre, en recevant le Syndicat des médecins libéraux (SML), puis la Fédération des médecins de France (FMF), deux des trois organisations qui, avec la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), ont appelé les professionnels de la santé et les assurés sociaux à défiler le 17 décembre contre le « rationnement des soins ».

Cependant, à trop vouloir « déminer », le gouvernement risque de créer des malentendus ou de vider son plan de réforme du système de santé de tout contenu. C'est l'inquiétude que Nicole Notat exprime dans la lettre qu'elle a adressée lundi à Alain Juppé. « Nous attendons du gouvernement que le cap soit maintenu », prévient la secrétaire générale de la CFTD, qu'il s'agisse d'un « régime universel » d'assurance-ma-

ladie, d'une extension de son financement à l'ensemble des revenus « par l'intermédiaire d'une CSG élargie et renouée » ou d'une maîtrise des dépenses de santé impliquant vraiment les médecins.

### « LE SPECTRE DU RATIONNEMENT »

MG-France, qui revendique 65 % des généralistes, partage cette inquiétude et réclame « l'ouverture immédiate d'un dialogue » avec le premier ministre. Après son assemblée générale du week-end, il a confirmé qu'il ne s'associera pas à la Journée d'action du 17 décembre, jugeant « indigne d'agiter le spectre du rationnement des soins ». Son président, Richard Bouton, s'en est également pris à FO, qui préside la Caisse nationale d'assurance-maladie depuis 1967. Il est, selon lui, « intolérable de voir [celle-ci] appeler à sa rescousse les assurés sociaux, alors qu'elle a cautionné pendant des années la diminution des remboursements de soins et la mise en place d'une médecine à deux vitesses ». MG-France ne

donne pas, pour autant, carte blanche au gouvernement. Le syndicat demande au premier ministre d'« ouvrir un dialogue clair et immédiat » avec les médecins, notamment sur la création de filières de soins où des patients accepteraient, sur la base du volontariat et moyennant un meilleur remboursement, de passer par un généraliste avant de consulter un spécialiste.

En attendant, M. Bouton a obtenu « l'assurance » qu'il n'est « plus question d'instaurer une taxe de 1 franc par feuille de soins » pour l'informatisation des cabinets médicaux.

### « GARANTIES ÉCRITES »

De son côté, le président de la FMF, Jean Gras, a reçu de M. Barrot « l'assurance que les médecins seront associés à l'élaboration des réformes structurelles » de la médecine de ville. « Des signes que nous recevrons dans les jours à venir dépendra notre position sur l'appel du 17 décembre », a-t-il précisé. Dinorino Cabrera, président du SML, croit « pos-

sible » de trouver un « terrain d'entente » avec les pouvoirs publics, même s'il attend « des garanties écrites » sur le retrait de certaines mesures. Quant à la CSMF, elle a fait du « retrait des points inacceptables » un préalable à toute négociation, mais il est exclu que M. Juppé renonce à l'encadrement des dépenses de médecine de ville prévu en 1996 (plus 2,1 %).

Les divisions sont aussi grandes chez les praticiens des établissements hospitaliers, qui ont pris connaissance du rapport du Haut Conseil de la réforme hospitalière (Le Monde du 2 décembre). La Coordination médicale hospitalière (CMH) et la Confédération des hôpitaux généraux (CHG) ont demandé « le retrait des propositions présentées par le professeur Devulder ».

En revanche, le SNAM-HP et l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) sont prêts à discuter des recommandations du Haut Conseil.

Jean-Michel Bezat

## Les investisseurs étrangers boudent le franc

La Banque de France joue l'apaisement

LA CRISE sociale s'est transformée, lundi 4 décembre, en crise monétaire. Pour la troisième fois de l'année, le franc a été victime d'attaques sur le marché des changes. Il est tombé, lundi, à 3,4850 francs pour 1 deutschemark, soit une baisse de six centimes en quatre jours. Mardi matin, il se repréait légèrement, à 3,4680 francs pour un mark.

Le mouvement a été d'autant plus brutal qu'il a pris les investisseurs à contrepiéd. Ces derniers

sue politique à la crise, à travers l'organisation d'un référendum ou d'une dissolution de l'Assemblée nationale. Confrontés à une incertitude sociale et politique qui les expose à un risque qu'ils ne peuvent supporter, les gérants internationaux préfèrent transférer leurs capitaux vers des pays où la paix sociale et la stabilité politique sont assurées, comme l'Allemagne. Ce mouvement se traduit par une augmentation de l'écart de rendement entre les emprunts d'Etat à dix ans français et allemands. Cet écart, qui était retombé à 0,60 %, est remonté à 0,90 %.

Par-dessus tout, les opérateurs s'inquiètent d'un éventuel retrait du projet de réforme de la Sécurité sociale qui, selon eux, compromettrait définitivement l'assainissement des finances publiques et le respect par la France des critères de convergence imposés par le traité de Maastricht. A cet égard, les 2 milliards de francs de crédits accordés aux étudiants ont renforcé leurs craintes d'une « recrudescence » du gouvernement.

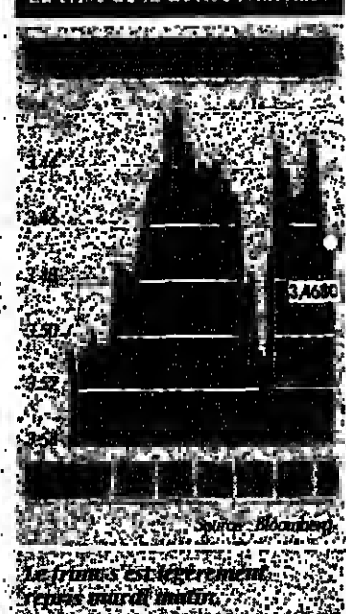
La Banque de France se retrouve aujourd'hui dans une position difficile. Elle a officiellement approuvé la restructuration du système de protection sociale et fait donc figure d'alliée du gouvernement. Parallèlement, elle cherche à maintenir la stabilité du franc vis-à-vis du deutschemark.

La Banque de France sait qu'une hausse de ses taux directeurs, dans le contexte actuel, aurait pour effet de fragiliser davantage le gouvernement. Une telle décision accèderait l'idée que la crise est durable et qu'elle-même s'interroge sur la détermination du premier ministre à résister aux revendications. Elle joue pour l'instant la carte de l'apaisement, en maintenant inchangé le taux de l'argent au jour le jour. Elle utilise en revanche abondamment, avec l'accord du gouvernement, l'arme des interventions pour tenter de freiner la chute du franc.

Cette attitude a permis pour l'instant de limiter l'envolée des taux d'intérêt de marché. Les analystes n'excluent pas que la Banque de France soit contrainte de mettre en place un dispositif d'urgence. L'instabilité d'émission ne voudrait pas donner l'impression qu'il laisse filer le franc sous prétexte qu'il soutient les réformes du gouvernement.

Pierre-Antoine Delhommais

### La crise de la devise française



avaient parlé sur une poursuite de la détente monétaire observée depuis la fin du mois d'octobre, à la suite de l'entretien télévisé de Jacques Chirac, du remaniement ministériel et du projet de réforme de la Sécurité sociale : les taux d'intérêt à trois mois avaient reculé de plus de 2 %, passant de 7,3 % à 5,2 %. Cet environnement les avait incités à procéder à des achats massifs d'emprunts d'Etat français. L'ampleur de la crise sociale, dont ils ont pris conscience avec retard, les a conduits à se débarrasser, en toute hâte, des titres qu'ils venaient d'acquiescer.

« Les investisseurs étrangers sont comme tout le monde. Ils ne savent pas comment la situation va évoluer », résume un analyste. La possibilité d'extension des conflits sociaux au secteur privé les inquiète, tout comme l'éventualité d'une is-

## Les PME demandent un plan de sauvegarde

« LES 50 000 DÉPÔTS de bilan que nous devons probablement enregistrer dans les douze prochains mois risquent, compte tenu des grèves actuelles, d'avoir lieu dans les prochaines semaines », estime René Ricot, président de l'Ordre national des experts comptables. Les mouvements de la SNCF empêchent les livraisons. Avec l'arrêt de travail de La Poste, les chèques ne parviennent plus aux entreprises. Certaines sociétés, déjà fragilisées, pourraient se trouver rapidement en état de cessation de paiement. « Le rôle des banques sera déterminant pendant cette période », conclut René Ricot.

Les activités saisonnières sont les premières concernées. Le Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras (Cifog) est très inquiet : 83 % des achats de foie gras se font de novembre à fin janvier. Selon le syndicat des agences de voyages, les annulations en chaîne leur auraient fait perdre, la semaine dernière, 1,5 milliard de francs. Seuls s'en sortent les hôtels où certaines entreprises ont décidé de loger leurs employés.

Moins dépendantes des fêtes de Noël, les Grandes Minoteries dijonnaises (GMD) n'en devront pas moins mettre leurs 110 salariés au chômage technique : incapable d'acheminer sa production de farine par le rail, l'entreprise a stocké plus de 3 000 tonnes de farine. Chaque journée de chômage tech-

nique lui coûtera 90 000 francs. Un recours au transport routier n'est pas envisageable. « Il faudrait une cinquantaine d'attaches routières de 25 tonnes chacune pour acheminer l'équivalent d'un train », explique-t-on aux GMD.

Les industries du textile sont aussi fortement pénalisées par l'absence de train. Selon Jean-Philippe Lecas, délégué général de l'Union française de l'habillement, 80 % des produits des confectionneurs passent par le rail. Hommes politiques et organisations professionnelles multiplient les avertissements depuis une semaine. Franck Borotra, ministre de l'Industrie, indiquait samedi 2 décembre que 50 % de l'activité des PME et des PMI d'Île-de-France est bloquée à cause de la grève actuelle.

Incien Rebuffet, le président de la Confédération générale des PME, demande au gouvernement de rétablir d'urgence la circulation par camions de l'armée. Trois organisations patronales de PME ont réclamé au gouvernement, lundi 4 décembre, la mise en place immédiate d'un plan de sauvegarde - notamment le report de l'échéance de la taxe professionnelle, du paiement des charges sociales patronales et de l'échéance de la TVA - pour les PME-PMI, afin qu'elles puissent surmonter les conséquences du conflit social.

V. Ma.

# JOYEUX NOÛRAUTO!

**Chez Norauto, les téléphones mobiles vont plus loin avec Itineris.**

**OFFRE D'ABONNEMENT AVEC ITINERIS**

**159 FTTC<sup>(1)</sup> par mois**

**+ 300 FTTC<sup>(2)</sup> de communications gratuites.**

**36 15 NORAUTO**

**Norauto**

LA QUALITÉ DE VIE EN

**Motorola Fiare**  
Batterie puissante.  
Accès aux fonctions rapide et simple.  
Autonomie en veille : 12h.  
en communication : 65mn.  
5 couleurs.

(3) Subordonné à la souscription auprès de Norauto d'un abonnement CHG Itineris de 1 an avec prélèvement automatique, et à la perception d'avance d'une somme de 1.000,98F. Pour l'achat d'un GSM sans abonnement, rajouter 2050F au prix du produit.

Avec Itineris, on peut vous joindre aux 4 coins de l'Hexagone.

On se retrouve plus loin avec Itineris.

MONTAGE DANS TOUS NOS CENTRES

Sauvegarde et garantie Advertising, 3C, Normand 12/1995 RC, Lila B470 500, 545. Document non contractuel.

(1) Tarif valable 6 mois avec prélèvement automatique souscrit avant le 30/12/95.

(2) Voir conditions précisées en magasin.

36 15 NORAUTO

Adresses et horaires des agences, heures d'offices, conseils, services, pour information professionnelle... 4,12F l'unité et 2,23F/jan

Jusqu'au 30 décembre 95

La Bourse à nouveau

Pour de l'





150

## La Bourse de Paris s'enfonce à nouveau dans le marasme

L'indice CAC 40 approche de ses plus bas niveaux de l'année

Les marchés financiers français sont touchés de plein fouet par les conséquences de la crise sociale. Le franc et la Bourse de Paris étaient en

baisse lundi 4 et mardi 5 décembre alors que les taux d'intérêt repartaient à la hausse. Les investisseurs, notamment les étrangers, qui réalisent

la moitié des transactions de la Bourse de Paris, craignent que le gouvernement ne soit contraint de céder à la pression grandissante de la rue.

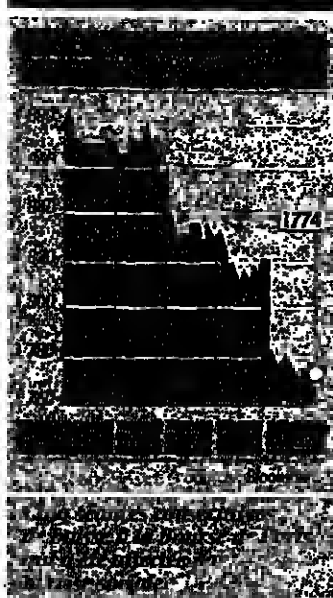
SE REPRENANT légèrement mardi 5 décembre dans la matinée, la Bourse de Paris gagnait 0,5 %. Elle a néanmoins perdu 6 % depuis un peu plus d'une semaine. L'indice CAC 40 se retrouve aujourd'hui à 3 % au-dessus de son plus bas niveau de l'année, atteint le 23 octobre. Le choc a été particulièrement violent lundi 4 décembre. L'indice a alors perdu jusqu'à 3 % avant de finalement céder, en clôture, 2,5 %.

Les investisseurs, qui avaient superbement ignoré, à leur début, les grèves dans les entreprises publiques, s'inquiètent cette fois des conséquences imprévisibles du durcissement du conflit. Ils redoutent que le gouvernement lâche face à la pression de la rue. Les ventes de précaution se sont multipliées, trouvant difficilement des contreparties, faute d'acheteurs.

### FRAGILES ACTIONS

Ainsi la rémission de la Bourse de Paris aura-t-elle été de courte durée. Après avoir perdu près de 14 % entre la mi-août et la fin du mois d'octobre, les valeurs françaises s'étaient ensuite assez nettement reprises. Elles avaient regagné 10 %, dans la foulée de la baisse des taux, de la priorité ac-

Plongeon du CAC 40



montée de la Bourse guidée par la baisse du loyer de l'argent appartenant au passé.

Le marché des actions a d'autant plus de raisons d'être fragile que les signes d'affaiblissement et de ralentissement de l'économie française se multiplient. Les immatriculations automobiles sont en chute libre, le moral des patrons au plus bas et le nombre de chômeurs a augmenté de 0,3 % en octobre.

« Rendez-vous compte : la consommation est en panne, les bénéfices des entreprises sont sans cesse révisés en baisse, la croissance s'annonce faible l'année prochaine, les recettes budgétaires seront inférieures aux prévisions, les taux d'intérêt sont repartis à la hausse et, pour finir, l'issue du conflit social semble chaque jour plus incertaine », explique Bruno Desgardins, de la banque ABN Amro. « Le plus étonnant, c'est finalement que la Bourse n'ait pas chuté plus tôt et plus fort », ajoute-t-il.

### LES AMÉRICAINS VENDENT

Pour les investisseurs étrangers, pour les Américains en particulier, le contraste est saisissant entre les records de Wall Street - qui en a encore battu un nouveau lundi soir - et le plongeon des ac-

tions françaises. Or les étrangers font la pluie et le beau temps à la Bourse de Paris. Ils détiennent environ un tiers des titres et réalisent au moins la moitié des transactions. Ce sont eux qui vendent des actions françaises depuis une semaine.

« L'analyse qui commence à se faire jour au-delà des frontières, c'est que la France subit des contraintes trop fortes, notamment en matière de politique monétaire et budgétaire, et qu'elle n'est pas capable, dans une conjoncture chaque jour plus défavorable, de supporter des réformes douloureuses », explique Lionel Di Lanno, du cabinet d'analyse De-troyat. « Le temps perdu au cours des dernières années ne se rattrape pas », ajoute-t-il.

Voilà qui ne va pas faciliter la privatisation de Pechiney, lancée lundi soir par le gouvernement envers et contre tout (lire page 17). « Ils auraient mieux fait, estime un analyste, de la retirer plutôt que de proposer un prix minimum qui ne changera rien et de forcer une opération qui va encore rendre plus difficile la poursuite du programme l'année prochaine et décevoir définitivement les investisseurs institutionnels. »

Eric Leser

## Les grévistes d'EDF mettent les particuliers au tarif de nuit

L'EXEMPLE des grévistes de Brest, qui ont fait profiter les usagers domestiques dans la journée du tarif de nuit, de moitié inférieur au tarif normal, a fait tache d'huile dans la journée du lundi 4 décembre dans plusieurs centres comme Grenoble, Charleville-Mézières, Clermont-Ferrand, Carcassonne et Mulhouse. Selon la direction d'EDF-GDF, la grève a été suivie, lundi, par 85 % du personnel et la baisse de charge atteignait 20 000 mégawatts, soit « un quart de la puissance disponible ». Selon la CGT, les gaziers et électriciens étaient en grève dans 80 centres de distribution sur 100. Mardi 5 décembre dans la matinée, la capacité de production était réduite de 21 000 mégawatts. Vingt-quatre tranches nucléaires sur les cinquante-quatre réparties enregistraient une baisse de charge, et seule la centrale de Belleville (Cher) était à l'arrêt. Six des dix-sept centres de production thermique connaissaient une baisse de charge. Des coupures d'électricité étaient enregistrées à Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

### DÉPÊCHES

■ **PROTECTION SOCIALE** : Radical et Bernard Kouchner souhaitent une « Constitution sociale », qui devrait être « intégrée à la Constitution de la République, le cas échéant par voie de référendum ». Dans un communiqué diffusé le 5 décembre, Radical et Réunis - le mouvement fondé par l'ancien ministre de l'action humanitaire - proposent des « *droits généraux de la protection sociale et du service public* » afin de « définir les modalités de la solidarité républicaine ». Cette initiative intervient à deux mois du congrès de refondation de Radical, les 27 et 28 janvier, qui doit officialiser un rapprochement avec M. Kouchner (Le Monde du 23 novembre).

■ **VERTS** : le mouvement écologiste de Dominique Voynet s'est déclaré, lundi 4 décembre, « *solidaire des mouvements sociaux pour la défense de la protection sociale* » et « *des services publics* ». Dans un communiqué, les Verts, qui annoncent qu'ils « *participeront à l'ensemble des manifestations* » prévues, rappellent que la priorité demeure à leurs yeux « *la réduction du temps de travail pour créer 2 millions d'emplois* ».

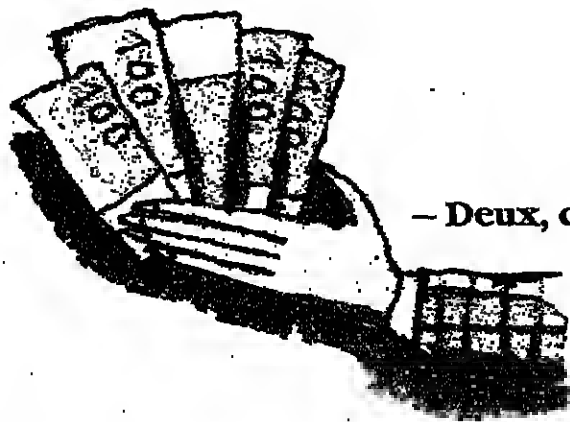
■ **ILE-DE-FRANCE** : les groupes PS et Front national du conseil régional s'opposent à une hausse des impôts régionaux pour 1996 prévue dans le « *scénario de rigueur* » que Michel Giraud, président RPR de l'Assemblée régionale, présentera jeudi 7 décembre au conseil régional lors d'un débat sans vote. Les économies prévues n'évitent pas un relèvement de « *15 à 16 %* » des impôts, ont-ils annoncé le 4 décembre lors de conférences de presse. « *Au moment où les Français subissent un véritable matraquage fiscal, l'augmentation des prélèvements régionaux apparaît comme une provocation* », a déclaré le président du groupe PS, Yannick Bodin.

■ **FRANC-MACONNERIE** : Claude Charbonnaud a été réélu à l'unanimité grand maître de la Grande Loge nationale française (GLNF) par le « *Souverain Grand Comité* » de cette obédience réuni le 2 décembre. Ancien préfet et directeur de cabinet de Jacques Chaban-Delmas en 1991, alors premier ministre, M. Charbonnaud avait été élu pour la première fois en 1992. La GLNF annonce vingt et un mille membres.

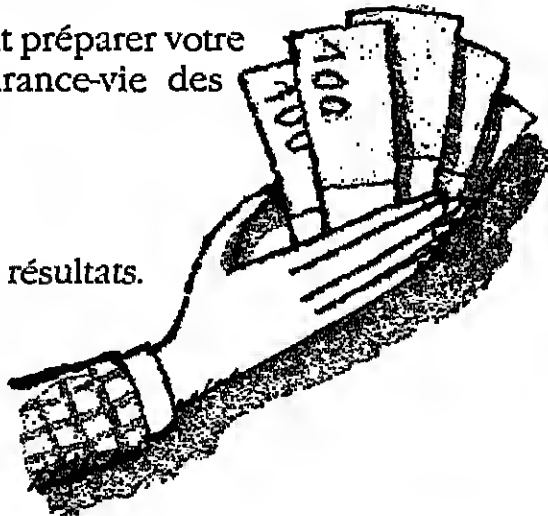
## Pour l'assurance-vie, c'est notre logique de l'épargne qui s'impose aujourd'hui.

Demain vous inquiète, vous voulez placer au mieux votre argent préparer votre retraite, et vous ne savez que faire. Heureusement, l'assurance-vie des Mutuelles du Mans Assurances est une valeur sûre.

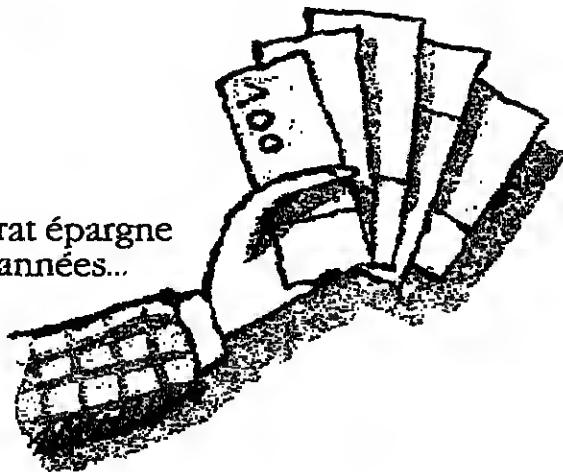
— Un, c'est solide : 75 ans d'expérience et de résultats.



— Deux, c'est souple : vous versez à votre rythme.



— Trois, c'est rentable : le capital investi sur un contrat épargne retraite actif général a plus que doublé ces huit dernières années... sans impôts, ni droits de succession !



Appelez vite votre conseiller Mutuelles du Mans Assurances ou consultez 3615 MDM (0,12F puis 1,29F la minute).



les mutuelles du mans  
assurances

L'autre logique de l'assurance



**JUSTICE** Le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, a confirmé, samedi 1<sup>er</sup> décembre, que le gouvernement présenterait, dans le cadre du plan national d'intégration ur-

baine, des mesures destinées à lutter contre la délinquance des mineurs. Ce texte devrait notamment accélérer leurs comparutions devant la justice et créer des « unités d'édu-

cation renforcée » à petits effectifs pour les mineurs « les plus durs ». **● AU COURS** des dix dernières années, la part des mineurs dans la délinquance est restée globalement

stable. En revanche, les chercheurs notent le développement massif des « incivilités » : insultes, graffitis, carreaux cassés, dégradations des boîtes aux lettres. Ces comporte-

ments auxquels il est difficile de répondre - la plupart ne sont pas des infractions pénales - nourrissent le « sentiment d'insécurité » invoqué par certains élus de banlieue.

## Les actes d'« incivilité » des jeunes accroissent le sentiment d'insécurité

Le gouvernement va créer des centres d'éducation renforcée pour les jeunes les plus « durs » : en effet, la délinquance juvénile, stable en volume, se fait plus violente. Mais beaucoup de « comportements incivils », en banlieue notamment, échappent à toute qualification pénale

**DU MINISTRE** de l'intérieur aux élus de banlieue, des commerçants implantés dans les quartiers difficiles aux syndicats de policiers, de nombreux responsables dénoncent aujourd'hui l'« impunité » dont bénéficient les mineurs délinquants. « Le gouvernement proposera bientôt des mesures pour faire face à cette délinquance inquiétante », a déclaré Jean-Louis Debré au Sénat, samedi 1<sup>er</sup> décembre. La place Beauvau souhaitait instaurer des comparutions immédiates - interdites par l'ordonnance de 1945 afin de permettre aux juges d'examiner la personnalité du mineur - et revenir aux « centres fermés » supprimés en 1977 par Alain Peyrefitte, mais la chancellerie a légèrement atténué cette tonalité répressive : la comparution immédiate devrait être remplacée par une comparution « à bref délai » - deux ou trois mois - et les mineurs « les plus durs » devraient être regroupés dans de petites unités où les éducateurs seraient plus nombreux.

Ces mesures, qui figureront dans le plan national d'intégration urbaine (PNIU) présenté avant la fin de l'année, tentent de répondre

à l'inquiétude des élus de banlieue. Au regard des statistiques, la délinquance des mineurs a pourtant peu augmenté au cours des dix dernières années. « Lorsque l'on neutralise l'effet des chèques sans provision, qui faussent totalement les calculs, la part des mineurs interpellés parmi l'ensemble des personnes mises en cause par la police reste globalement stable durant la dernière décennie », note Bruno Aubusson de Carvalay, ingénieur de recherche au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Depuis 1984, les mineurs représentent un peu plus de 14 % des personnes mises en cause par la police. D'une année à l'autre, les variations sont très faibles : 14,48 % en 1985, 14,04 % en 1988, 14,69 % en 1991, 14,18 % en 1994.

**SÉVÉRITÉ ACCRUE** Au cours de cette période, la délinquance des jeunes semble toutefois avoir changé de visage. Les agressions contre les biens ont légèrement cédé le pas : de 1984 à 1994, la part des mineurs mis en cause pour des vols de véhicules,

et notamment de deux-roues, a ainsi nettement régressé, passant de 40 à 34 %. L'évolution est semblable pour les cambriolages : la part des moins de dix-huit ans est passée de 29 à 27 %. En revanche, les jeunes semblent de plus en plus souvent mêlés à des affaires de violence : en dix ans, leur part est ainsi passée de 8,3 à 11,2 % dans les dossiers de coups et blessures volontaires et de 23,5 à 27 % dans les vols avec violence.

Face à cette délinquance, la justice se montre de plus en plus sévère. Au cours des dernières années, les sanctions pénales - travail d'intérêt général, amendes, sursis, voire emprisonnement - n'ont cessé d'augmenter au détriment des mesures éducatives : les sanctions, qui représentaient 40 % des décisions en 1989, sont ainsi passées à près de 50 % trois ans plus tard. Seule l'incarcération semble échapper à ce mouvement : grâce aux lois adoptées en 1987 et 1989 - suppression de la détention provisoire des mineurs de moins de treize ans, limitation de celle des moins de seize et dix-huit ans -, les jeunes se retrouvent de moins en moins souvent der-

rière les barreaux. La France, qui a compté jusqu'à 934 mineurs incarcérés en 1981, n'en compte plus qu'environ la moitié.

Dans ce paysage finalement relativement stable, l'idée que les mineurs bénéficient d'une véritable impunité a pourtant fini par s'imposer. Ce sentiment est sans doute lié au développement massif des « incivilités », un terme qui recouvre les petites agressions répétées qui exaspèrent les résidents des quartiers difficiles : insultes, crachats, dégradations de boîtes aux lettres, tags, épages, carreaux cassés ou nuisances sonores.

**DE L'INCIVILITÉ À L'INSÉCURITÉ**

« Il s'agit d'une gamme de désordres généralement considérés comme mineurs, d'autant qu'ils ne font souvent pas de victimes nominales », note Sébastien Roché, chargé de recherche au CNRS, dans une étude consacrée aux incivilités dans le Val-d'Oise. Les dégradations diverses touchent les bâtiments, le bruit dérange, les jeunes « raillent », en bas des cages d'escalier peuvent faire peur.

Au terme d'une recherche menée durant l'été dans quatre villes

du Val-d'Oise - Villiers-le-Bel, Cergy-Pontoise, Arnouville et Eragny -, Sébastien Roché souligne que ces incivilités se manifestent par des « signes flous ». « D'une certaine manière, rien ne se passe ou si peu, écrit-il. C'est plutôt un climat qui règne, un marquage de territoire qui fait dire : ici, il se passe quelque chose de bizarre ou de désagréable, sans que l'on sache précisément quoi. » Ce peut être des jeunes désemparés qui se regroupent autour de la gare en faisant des réflexions aux passants, ou des mineurs qui fraudent en groupe dans les transports. Parfois, ces « incivilités » posent de réels problèmes de sécurité : certains adolescents violent les extinc-teurs des parkings ou tirent les signaux d'alarme dans les trains pour s'amuser.

Ces comportements échappent la plupart du temps à toute qualification pénale, ce qui rend la réponse judiciaire malaisée : en raison de leur lourdeur, les procédures traditionnelles - défèrement au parquet et sanction - sont très difficiles à engager. Pour éviter le développement d'un sentiment d'impunité, l'institution ju-

diciaire a créé des maisons de justice : au lieu de classer les agressions verbales ou les carreaux cassés, le parquet convoque l'auteur pour un « rappel à la loi » et lui demande de réparer le préjudice subi. Mais la tâche est immense. « Les circuits de traitement des incivilités sont aujourd'hui assez embryonnaires et reposent sur la volonté de quelques hommes », constate Sébastien Roché.

### Une justice à part

La justice des mineurs est régie par l'ordonnance du 2 février 1945, texte qui affirme la priorité de l'éducation sur la sanction pénale et pose le principe d'une justice spécialisée pour les mineurs. Il a conduit à la naissance des juges pour enfants, qui interviennent aussi bien auprès des jeunes en danger que des jeunes délinquants.

Les mineurs de moins de treize ans ne peuvent pas se voir infliger de sanction pénale. Au-delà, les juridictions pour mineurs ont le choix entre l'admonestation, la mesure de réparation, la remise aux parents, le placement, la liberté surveillée, le sursis avec mise à l'épreuve, le travail d'intérêt général et l'emprisonnement. L'incarcération obéit à des règles particulières : les mineurs de treize à seize ans ne peuvent pas être placés en détention provisoire, sauf pour un crime. Les mineurs de seize à dix-huit ans ne peuvent pas y rester plus d'un an en cas de délit grave, deux en cas de crime.

Ces désordres auxquels il n'est pas facile de répondre par des voies classiques nourrissent sans doute jour après jour le fameux « sentiment d'impunité » dénoncé par les élus. Les comportements de ces jeunes sont cependant si complexes que la justice ne saurait en venir à bout toute seule. « Ces jeunes semblent ne plus avoir de repères pour pouvoir mener un minimum de relations hors du champ très réduit de leurs connaissances ou des jeunes de leur âge », souligne M. Roché. « Ils ne connaissent plus la politesse élémentaire et, au-delà de l'appréciation qu'on peut porter sur cette évolution, ne semblent plus capables d'établir un contact avec l'extérieur autrement qu'en terme de conflit. Tout se passe comme s'ils avaient réappris une série de règles qui n'ont pas l'obstruction des lois générales et qui les concernent directement. »

**Arne Chemin**  
★ Sébastien Roché, Catherine Blatier et Pierre-Alain Four, *Incivilités et désordres dans le Val-d'Oise*. Centre de recherche sur la politique, l'administration et le territoire (CNRS), Grenoble. Septembre 1995.

A. C.

## Au foyer d'Épernay, des mineurs en manque de repères et d'emplois

**ÉPERNAY**  
de notre envoyée spéciale

Il y a encore quelques années, sur le plan du calendrier de La Poste d'Épernay, le foyer de la protection judiciaire de la jeunesse était un simple rectangle barré du mot « prison ». « La confusion vient du fait que le centre a été construit à l'emplacement d'un ancien établissement pénitentiaire, sourit l'un des éducateurs, Francis Chapier. Quand je suis arrivé, en 1982, il y avait encore des barreaux aux fenêtres. Un jour, nous les avons sciés un à un ! » Les vestiges de la pénitencière n'ont pas disparu pour autant : pendant cinq ans, les barreaux sont restés entassés aux pieds des anciens murs de ronde. « Je les ai fait enlever à mon arrivée, en 1987, raconte le directeur, Guy Bezat. Il y a des symboles dans ce ne se défont pas aisément... »

Adossé au tribunal, le foyer est aujourd'hui un immeuble neuf que l'on prendrait aisément pour un bâtiment administratif. Le rez-de-chaussée comprend un restaurant pédagogique, un salon-école de couture, un atelier de mécanique et des salles de cours. Au premier étage, un long couloir sépare les deux espaces d'hébergement : six chambres roses qui donnent sur les vignes pour les filles, six bleues avec vue sur le tribunal pour les garçons. « Certains jeunes sont placés ici parce que le juge veut les protéger d'un milieu familial dangereux, les autres sont des délinquants, explique M. Bezat. En réalité, il y a peu de différences entre ceux qui multiplient les tentatives de suicide et ceux qui sont passés à l'acte en volant des autoradios. Ils sont tous sans repères, totalement désespérés. »

Pour Johann, qui vient d'avoir dix-huit ans, le foyer d'Épernay est « un peu une maison ». Tassé sur sa chaise, il se souvient de son premier placement, à l'âge de neuf ans. « Ma mère était déçue et, avec mon

père, je ne m'entendais pas. » Il y a un an et demi, il a été placé à Épernay par un juge des enfants. « J'ai connu des moments durs, je buvais souvent. Quand on me parlait, je m'énervais vite, je me battais, quelquefois, je m'automutilais. Après, je ne me souvenais de rien, j'avais l'impression d'être un autre. Finalement, je me suis un peu calmé et j'ai bossé. » Il relève la tête et sourit pour la première fois. « En juin, j'ai eu mon diplôme de taille viticole. »

**DES GAMINS TRÈS ABIMÉS**

Durant ses années d'adolescence, Johann a accumulé les condamnations : deux mois de prison avec sursis pour le vol d'un booster, un mois avec sursis pour un vol dans un hôtel et six mois avec sursis pour des autoradios. « J'ai manqué d'aller en prison », souffle-t-il. Aujourd'hui, il dit avoir arrêté « tout ça », mais ses relevés de compte lui rappellent tous les mois ses errances passées : sur les 2 200 francs qu'il touche au titre de la formation, la justice prélève 500 francs afin d'indemniser les victimes. « Au mois de juin, j'ai eu dix-huit ans et j'ai dû quitter le centre à cause de ma majorité. Maintenant, je suis au foyer de jeunes travailleurs d'Épernay et il faut que je me débrouille tout seul. »

Le directeur du foyer, Guy Bezat, affirme que les jeunes accueillis dans les foyers sont de plus en plus difficiles. « J'ai commencé il y a vingt-deux ans dans un établissement fermé où ils étaient plus révoltés, mais plus structurés, raconte-t-il. Aujourd'hui, ils viennent de familles éclatées, ils sont décalés, sans formation, et ils ont des problèmes psychologiques complexes. » « Ce ne sont plus les bons voyous d'autrefois, mais des gamins très abimés, renchérit Francis Chapier. C'est le fouillis dans leur tête. » A Épernay comme ailleurs, le suivi psychologique est primor-

dial : une psychologue travaille à plein temps, assistée une fois par semaine par une vacataire qui travaille au centre de jour.

Face à ces jeunes désorientés, les éducateurs tentent de réintroduire quelques règles de vie. Se lever le matin, prendre sa douche, nettoyer la table après le déjeuner, amorcer des programmes de rattrapage scolaire, commencer une formation, éviter les réactions violentes, apprendre à laisser les autres s'exprimer. « Donner des repères à des gamins qui n'en ont plus », résume une éducatrice. « Les mettre dans une dynamique », ajoute un autre. « Nous faisons un travail d'éducation de base, y compris des choses qui peuvent paraître anodines, comme la politesse, note le directeur. Ici, on dit bonjour, on dit merci et on ne mange pas avec une cuillère sur la tête. Après l'agression d'un éducateur, la semaine dernière, j'ai réuni tout le monde et j'ai expliqué aux jeunes que je ne tolérerais pas que l'un d'entre eux lève la main sur un collègue. »

**LA GÉNÉRATION DU CHÔMAGE**

Ce travail se fait à tâtons, avec ses moments d'euphorie et ses moments difficiles. Le soir, lorsque les demi-pensionnaires quittent le centre de jour, les internes du foyer se retrouvent seuls, sans famille, dans des chambres dotées d'un simple lit, d'un bureau, d'un placard et d'un lavabo. « Il faut gérer le noir », note un éducateur, Alexandre Martin. Les jeunes goûtent, jouent au ping-pong, regardent la télé, discutent avec les éducateurs. Le temps est parfois long. Certains s'ennuient, prêts à en découdre avec le premier venu, d'autres s'enferment en silence dans leur chambre. « Ils ne savent pas s'occuper eux-mêmes, souligne une éducatrice, Marie-Geneviève Paris. Du coup, on essaye de faire un programme en début de

semaine avec eux. Ça leur apprend à discuter, à respecter une décision, à ne pas essayer en permanence de faire la loi. »

Tous ces jeunes nés au début des années 80 sont les premiers adolescents de la génération du chômage. Certains n'ont jamais vu leurs parents travailler, d'autres sont les seuls de la maison à se lever le matin, pour venir au centre. Il y a quelques mois, une adolescente du foyer est allée voir le directeur pour lui prouver, chiffres à l'appui, qu'il valait mieux toucher l'allocation parent isolé que d'accepter un contrat emploi-solidarité à 2 200 francs par mois. « Elle me sortait des aides sociales que je ne connaissais même pas !, raconte-t-elle. J'ai essayé de lui faire comprendre que, dans le travail, il se jouait autre chose que de l'argent - une place dans la société, une satisfaction personnelle, des liens sociaux -, mais elle vient d'un milieu et d'une génération qui n'ont connu que la débrouille. »

Pour ces jeunes déstabilisés qui n'ont ni acquis scolaires ni formation professionnelle, le travail est devenu une denrée extrêmement rare. Le foyer a mis en place des formations dans les domaines de la restauration, de la coiffure et du travail de la vigne, mais les débouchés sont minces. « Cela fait quinze ans que je n'ai pas vu un emploi rémunéré ou SMIC, même à durée déterminée, pour un jeune de chez nous », souligne M. Bezat. Les mineurs savent qu'ils trouveront au mieux des CES et des contrats de qualification qui ne se transformeront pas en emploi stable. « Nous n'en ferons pas des ingénieurs, soupire Francis Chapier, mais nous sommes là pour leur faire comprendre qu'il faut passer tous les jours à l'agence d'interim et qu'il ne faut pas baisser les bras. Qu'il faut, en fait, apprendre à se débrouiller. »

## En Isère, une brusque crue fait trois morts et quatre disparus parmi un groupe d'enfants

**GRENOBLE**

de notre bureau régional

Deux écoliers ainsi qu'une accompagnatrice ont trouvé la mort mardi 5 décembre - alors que quatre autres enfants étaient toujours portés disparus dans la matinée - après avoir été surpris, la veille, par une brutale montée des eaux du Drac, qui serait consécutive à un lâcher d'eau opéré sur deux barrages.

Le drame s'est produit vers 16 h 15 près de Saint-Georges-de-Commiers (Isère), aux abords du site de La Rivière, un plan d'eau formé dans le lit du Drac, au milieu d'une végétation sauvage et à une vingtaine de kilomètres de Grenoble. Vingt-deux enfants âgés de huit à dix ans d'une classe primaire de l'externat Notre-Dame, un établissement scolaire privé de Grenoble, étaient venus observer

les castors en compagnie d'une institutrice et d'une accompagnatrice.

Après qu'un promeneur a donné l'alerte, une soixantaine de sapeurs-pompiers ainsi qu'un peloton de gendarmes mobiles, parmi lesquels des plongeurs équipés de canots pneumatiques, sont arrivés sur les lieux. Deux élèves et l'accompagnatrice du groupe ont été retirés des eaux et, après de vaines tentatives de réanimation sur place, ont été évacués vers Grenoble. Seize autres élèves ainsi que leur institutrice, choqués mais sains et saufs, ont été acheminés vers la salle communale de Saint-Georges-de-Commiers ou l'hôpital de Grenoble. Ils n'ont rejoint leur foyer que dans la nuit. Pendant ce temps, des recherches étaient entreprises pour retrouver les quatre enfants manquant à l'appel. Inter-

rompus par la nuit, les secours ont repris mardi matin, mais l'espoir de retrouver vivants les quatre disparus était faible.

**POUR SOULAGER DEUX BARRAGES**

Lundi soir, le procureur de la République de Grenoble, Jean-François Lorenz, a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire afin de déterminer les circonstances de ce drame et d'établir les responsabilités. De son côté, Franck Borotra, ministre de l'Industrie, a demandé l'ouverture d'une enquête administrative. La sonde montée des eaux du Drac aurait été provoquée, d'après les explications données par Jean-René Garnier, préfet de l'Isère, par des lâchers d'eau au niveau de deux barrages hydro-électriques situés en amont : celui de Monteynard, à gros débit, et celui de Notre-Dame-de-Commiers,

qui sert de déversoir au premier. Selon les responsables d'EDF, cette manœuvre est « habituelle » pour répondre à une surconsommation d'électricité, particulièrement en période de froid. Une telle opération doit cependant être précédée d'un « coup de semonce » consistant à libérer les eaux pendant une heure et demie à un débit de 25 mètres-cubes par seconde, afin d'éviter que des personnes soient surprises par une montée rapide du niveau de la rivière. EDF souligne d'ailleurs que des panneaux « Accès interdit, danger » informent le public contre les risques encourus.

Les lâchers d'eau n'ont-ils été cette fois plus importants et plus brusques qu'à l'accoutumée ? Le maire de Saint-Georges-de-Commiers, Jacques Gasqui, assure qu'il n'avait pas été averti de cette

intervention, selon lui assez peu fréquente, alors qu'il l'avait été avant le précédent lâcher, le 30 novembre. L'absence de surveillance du site - ou, du moins, de clôture - paraît en tout état de cause difficilement compréhensible. Déjà, par le passé, plusieurs personnes emportées par le courant avaient été repêchées de justesse dans cette même rivière.

Un syndicat mixte associant les communes de Grenoble, Vif et Saint-Georges-de-Commiers ainsi qu'EDF projette depuis longtemps de transformer en espace naturel et de loisirs ce site de huit hectares, classé en zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique. L'été, malgré les interdictions, il attire de très nombreux baigneurs.

Pierre Le Hir

**PRISE D'OTAGES** : vingt-trois élèves d'une classe de CE2 de l'école Louis-Aragon, à Cliché-la-Croix (Hauts-de-Seine), ont été retenus en otage pendant plus de deux heures, lundi 4 décembre, par un homme d'une trentaine d'années qui, semble-t-il, ne jouissait pas de toutes ses facultés mentales. Peu après 18 h 30, les policiers du RAID ont réussi à le maîtriser sans violence. Nicolas Gaillard s'est introduit dans l'établissement peu avant 16 h 30. Armé d'un pistolet à grenaille, l'homme a, dans un premier temps, relâché huit enfants, dont l'un était porteur d'un message. Il demandait à entrer en contact avec une infirmière de l'établissement psychiatrique de Saint-Denis, où il aurait été hospitalisé. Un commissaire - assisté d'un psychiatre et d'un psychologue - a réussi à dialoguer avec le preneur d'otages, qui a finalement relâché l'ensemble des élèves.

1550



150

DISPARITIONS

# Jules Monnerot

Un itinéraire original et marginal

LE SOCIOLOGUE Jules Monnerot est mort, lundi 3 décembre, des suites d'une longue maladie, à l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Fils d'un avocat socialiste devenu communiste après le congrès de Tours, en 1920, né le 28 novembre 1909 à Fort-de-France dans une famille métissée installée aux Antilles depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Jules Monnerot était lui-même, dans les années 30, sympathisant communiste « du genre critique ».

Le genre devait rapidement l'emporter sur les sympathies et le conduire de l'extrême gauche révolutionnaire à l'extrême droite nationaliste, suivant un itinéraire original, marginal, qu'on ne saurait assimiler à d'autres célèbres dérives droitières de l'époque.

Proche des surréalistes avant la guerre, et notamment de Georges Bataille au moment où celui-ci fondait le Collège de sociologie, il se porte volontaire dans l'infanterie pour encadrer les tirailleurs algériens, en 1939, et s'engage ensuite dans la Résistance au sein du réseau Ceux de la libération.

Gaulliste, il siège au conseil national du RPF, le mouvement que le général de Gaulle avait créé après son premier départ du pouvoir. Jules Monnerot, qui avait commencé à publier avant la guerre (*Il y a toujours eu des directeurs de conscience* en 1945, *La Poésie moderne et le sacré* en 1946, *Les faits sociaux ne sont pas des choses* et *On meurt les yeux ouverts*, en 1949 son ouvrage le plus

connu, réédité en 1979 (Éditions libres Halier), *Sociologie du communisme*, qui lui vaudra une grande notoriété mais contribuera à sa marginalisation.

Au-delà des inclinations personnelles de l'essayiste, l'analyse du communisme comme un phénomène mêlant le politique et le religieux et comparable en cela à ce qu'il s'affirme aussi contre les valeurs du libéralisme occidental – à l'islam, ne pouvait être que mal reçue dans un environnement culturel et idéologique largement dominé par la fascination qu'inspirait le marxisme, même chez ceux qui prenaient leurs distances avec ses versions leninistes ou stalinien.

Plus tard, Jules Monnerot a eu l'occasion de dénoncer le paradoxe de la société française développant « dans un contexte libéral un terrorisme intellectuel appuyé sur une censure ».

## ENGAGEMENT POLITIQUE

Bien d'autres ouvrages suivront. En 1951, *La Guerre en question* lui ouvre les portes de l'École de guerre où il enseignera jusqu'en 1958; cette année-là sort *Pour un gouvernement en toute connaissance de cause, quelques idées politiques et constitutionnelles*, en 1969, *Sociologie de la révolution*, en 1970, *Démocratiser l'université*, en 1975, *Inquisitions*, en 1977, *Intelligence de la politique* (deux tomes) et, en 1987, *Désintox. Au secours de la France déshébrée*.

Jules Monnerot a collaboré à plusieurs revues – *Critique*, *Liberté de l'esprit*, *Défense*, *Esprit* public – en même temps qu'il conti-

nua de s'engager politiquement. Se définissant comme Français d'outre-mer, il s'était rangé parmi les partisans de l'Algérie française et dans la mouvance de la droite nationaliste, jusqu'à son adhésion au Front national, dont il fut membre du bureau politique et président du conseil scientifique.

Il avait rompu avec ce mouvement en août 1990 au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, parce qu'il était en désaccord avec le soutien que Jean-Marie Le Pen apportait alors au président Saddam Hussein.

André Laurens

■ PIERRE KNEIP est mort des suites du sida, vendredi 2 décembre, à l'hôpital Saint-Antoine à Paris. Directeur et fondateur de Sida Info Service, il signait ainsi le bilan de ses cinq années à la tête d'une association qui aura reçu, au total, près de deux millions d'appels : « Évaluer l'utilité de Sida Info Service, c'est d'abord reconnaître que, dans l'isolement du téléphone, chaque voix arrachée à l'indifférence du vacuum side-médias est une voix qui compte, une voix unique, précieuse. » Il avait cinquante ans.

Né le 14 décembre 1944 à Paris, après une enfance et une adolescence passées en province, Pierre Kneip devient, en 1968, professeur de français dans la capitale. En 1985, peu après avoir appris qu'il était infecté par le VIH, il rejoint l'association Aides. Il devient alors écoutant à la permanence téléphonique de Aides, volontaire pen-

# Hugo Demarco

Le mouvement, la lumière et la couleur

L'UN DES REPRÉSENTANTS de l'art lumino-cinétique, Hugo Demarco, est mort à Paris le 28 novembre. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né le 13 juillet 1932 à Buenos Aires, Hugo Demarco était venu s'installer à Paris en 1959, juste après Julio Le Parc, juste avant Carlos Cruz-Diez. Comme ceux-ci et bien d'autres artistes originaires d'Argentine et du Venezuela, il allait rejoindre l'écure de la galerie Denise René et compter parmi ces nouveaux expérimentateurs du mouvement dans l'art qui, tout au long des années 60, ont été particulièrement actifs à Paris.

Peintre de formation, Demarco a

accordé d'emblée une place prépondérante à la couleur. Jouant sur l'incidence de la lumière pour modifier la perception des couleurs, comptant sur le déplacement du spectateur pour en assurer la mobilité, se servant de matériaux tels que l'acier inoxydable et les miroirs, il a tracé des tableaux à reflets lumineux. Ou, se servant de moteurs, il a orchestré des ballets de formes et de couleurs et, dans les années 70, réalisé des sculptures en tiges d'acier qui, elles aussi, étaient mues par des moteurs. Après des années de recherche sur le mouvement, la lumière et la couleur, l'artiste est revenu, dans les années 80, à des

données plastiques plus traditionnelles, tout en restant fidèle à ses options premières : évoluer entre le matériel et l'immatériel, le concret et l'abstrait.

Demarco, que la galerie Denise René a toujours suivi, a participé dans les années 60 à d'importantes expositions de références comme « The Responsive Eye », au Musée d'art moderne de New York ou « Lumière et mouvement » au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Depuis, il a figuré dans la plupart des manifestations consacrées à l'art cinétique, auquel son itinéraire et sa fortune critique sont liés.

Geneviève Breerette

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 30 novembre sont publiés :

- **Crédit lyonnais** : une loi relative à l'action de l'Etat dans les plans de redressement du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs (Le Monde du 18 novembre).
- **Travail clandestin** : une circulaire relative au renforcement de la lutte contre le travail clandestin.
- **Gouvernement** : un arrêté portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat à la recherche, François d'Aubert.

Au Journal officiel du vendredi 1<sup>er</sup> décembre est publiée :

- **Lois et décrets** : une circulaire du premier ministre relative à l'expérimentation d'une étude d'impact accompagnant les projets de loi et de décret en Conseil d'Etat.

Au Journal officiel du samedi 2 décembre sont publiés :

- **Légion d'honneur** : deux dé-

crets sur le rétablissement d'un traitement pour les militaires titulaires de la Légion d'honneur et de la médaille militaire.

- **Gouvernement** : un arrêté portant nomination au cabinet du ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, Dominique Perben.
- **Conseil constitutionnel** : une décision du Conseil constitutionnel déclarant conforme à la Constitution la loi organique instituant une session parlementaire ordinaire unique.

Au Journal officiel du dimanche 3 décembre sont publiés :

- **Journaux officiels** : trois décrets fixant les tarifs des abonnements et des prix de vente au numéro des publications éditées par la direction des journaux officiels, les tarifs de certaines annonces et insertions au Journal officiel et le tarif des insertions au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

Après un vol de neuf mois,

#### Clémente

a touché Terre, le mardi 28 novembre 1995, pour la plus grande joie de sa maman et de son papa.

Isabelle et Christophe RAFENBERG.

#### Valérie Miché

Début Martin, Martin,

ont la joie d'annoncer la naissance de

#### Josue

le 24 octobre 1995, à Châtigny-Malsbry.

3, résidence Bel-Air, 91140 Villebon-sur-Yvette.

### Anniversaires de naissance

– Bon sixantenaire,

#### ATOUS.

– Marion, Adrien,

Et la famille, souhaitent un joyeux anniversaire à

#### Jean-Luc TEFFO,

pour son demi-siècle.

### Décès

– On nous prie d'annoncer le décès du

Vazken ANDREASSIAN,

ingénieur A & M, 44-24,

survenu brutalement dans sa famille, le 1<sup>er</sup> décembre 1995, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mardi 5 décembre en l'église arménienne de Chaville.

– M<sup>me</sup> Gilbert Caben d'Anvers,

M. Jean-Louis Caben d'Anvers et ses enfants,

M<sup>me</sup> Monica Caben d'Anvers et ses enfants,

La direction, le personnel et les jeunes des Forêts de France,

Sa famille,

Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès du

comte Gilbert CABEN D'ANVERS,

survenu à Buenos-Aires, Argentine, le 20 novembre 1995.

Une messe sera célébrée le mardi 12 décembre, à 11 h 30, en l'église de Champs-sur-Marne, 52, rue de Paris.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

– Le Conseil national du sida

– L'immense peine d'annoncer le décès de

#### Pierre KNEIP,

directeur fondateur de Sida Info Service, membre du Conseil national du sida, chevalier de l'Ordre national du Mérite, mort du sida, le 2 décembre 1995, en sa cinquante et unième année.

Pierre, par la densité de sa réflexion, le dynamisme de son action, son exigence éthique, était un artisan exemplaire de la lutte contre le sida. Un des plus grands d'entre eux. Nous garderons toujours le souvenir de sa noblesse, de sa générosité et de sa simplicité.

Une cérémonie d'adieu aura lieu jeudi 7 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Eustache, à Paris.

L'inhumation aura lieu en province, dans la plus stricte intimité.

– Denise René

et ses collaborateurs ont appris avec la plus grande tristesse la disparition de

#### HUGO DEMARCO,

qui a toujours exposé à la galerie depuis 1961, date de son arrivée en France.

Il s'exprime à M<sup>me</sup> Amalia Demarco et à ses enfants leur sentiment de profonde affection.

(Lire ci-dessus.)

– M. François Parisot,

M. et M<sup>me</sup> Georges Ivan Parisot,

M. et M<sup>me</sup> Paul Tan,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Parisot,

ses enfants,

Béatrice, Véronique, Marie-Caroline,

Vincent, Gabriel, Philippe,

Marie-Dominique, Marie-Sophie

et Pauline, ses petits-enfants,

Léa, Maxime, Baptiste et Thomas,

ses arrière-petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Rellier,

leurs enfants et petits-enfants,

Les enfants et petits-enfants de M. Jean Parisot,

M<sup>me</sup> Milka Poljanec

et ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Janec Ocepcek,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Frances Malgaj

et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges Louis PARISOT,

ancien élève de l'École polytechnique,

ingénieur au corps des Mines,

directeur honoraire des Mines,

officier de la Légion d'honneur,

commandeur du Mérite commercial,

survenu le 3 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 décembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. Marcel Landowski,

chancelier de l'Institut de France,

M. Bernard Zehruss,

secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts,

Les membres du conseil d'administration et le personnel de l'Association des amis du royaume de la musique, fondation de l'Académie des beaux-arts,

Les éditions Aug. Zuercher,

Les familles Fréchaud, Morel, Menne et Payard,

M<sup>me</sup> Marie-Louise Sardinha,

sa gouvernante,

Les gardes-malades de l'association Atmosphère,

Tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Sylvie RAYNAUD-ZURFLUH,

officier de la Légion d'honneur,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, médaille de bronze Jeunesse et sports,

présidente fondatrice de l'Association des amis du royaume de la musique, administrateur des éditions Aug. Zuercher,

survenu en son domicile, le 2 décembre 1995, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 5 décembre, à 9 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6<sup>e</sup>.

L'inhumation a eu lieu le même jour, dans le caveau de famille, à Balbec (Hauts-Vosges).

16, rue d'Assas, 75006 Paris.

## Services religieux

– La cérémonie religieuse annoncée pour le 3 décembre à l'occasion de la fin de l'année de deuil du grand rabbin

Jacob KAPLAN

est reportée à une date ultérieure du fait des circonstances actuelles dans Paris.

## Anniversaires de décès

– Il y a huit ans, et parce qu'on l'avait transféré pour le guérir,

Jean KAUFFMANN

nous quitte.

« Des années passent... »

Cherches intimes des atomes du monde.

Imagination infinie de la réflexion, de l'explication.

Des années passent... »

## Conférences

– Cycle de conférences « Les droits et les devoirs de l'homme », par le professeur Bahram Elahi, 12 décembre 1995, à 19 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Liard, 17, place de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>.

– « La défense de l'Empire romain », par le professeur Maurice Sartre, lundi 11 décembre, à 18 heures, Palais abbatial, 5, rue de l'abbaye, Paris-8<sup>e</sup>.

Conférence publique organisée par le Centre d'études d'histoire de la défense (49-57-33-78), dans le cadre du cycle de conférences « La défense de l'Europe, une perspective historique ».

## Colloques

– Le colloque « L'administration des finances sous l'Ancien Régime », organisé par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France, qui devait se tenir les 7 et 8 décembre 1995 au ministère de l'Économie et des Finances, est reporté à une date ultérieure.

## Communications diverses

– Maison de l'hébreu, Paris-15<sup>e</sup>, 20-47-97-30-22. Professeur Jacques BÉNAUDIS. Stages express individuels (moderne/biblique). L'hébreu biblique lu en une séance. Préparation bac-hébreu et soutien universitaire. Formation Bar-Mitsva à domicile.

– Au CBL, 10, rue Saint-Clément, Paris-3<sup>e</sup>, le jeudi 7 décembre 1995, à 20 h 30, M<sup>me</sup> HILÉL raconte l'histoire extraordinaire de Tel-Aviv : La Maison du juifité. Perle.

## Expositions

### HANNIG GERMAIN

expose ses œuvres du 5 au 26 décembre 1995, à la galerie

La Rhumerie,

166, bd Saint-Germain,

Paris-6<sup>e</sup>,

Tél. : 43-54-28-94.

#### Collection privée

Peintures à l'huile.

Tél. : 42-63-41-47

## THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.



## VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS

TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01

92 Vente sur Saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE

JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995 à 14h - EN QUATRE LOTS -

à NEUILLY-SUR-SEINE (92)

1<sup>er</sup> lot - APPARTEMENT de 2 Pièces Principales

2<sup>ème</sup> lot - APPARTEMENT de 3 Pièces Principales

dans le bâtiment H d'un ensemble immobilier sis

185 à 189 Av. Charles de Gaulle et 3 à 9, Villa Houssay

3<sup>ème</sup> lot - APPARTEMENT de 3 Pièces Principales

bâtiment A, dans un immeuble

148, Avenue Charles de Gaulle

4<sup>ème</sup> lot - APPARTEMENT à us. de Bureau de 2 Pièces P.

150 bis, Avenue Charles de Gaulle

MISES A PRIX : 1<sup>er</sup> lot : 900.000 Frs - 2<sup>ème</sup> lot : 990.000 Frs

3<sup>ème</sup> lot : 500.000 Frs - 4<sup>ème</sup> lot : 700.000 Frs

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>me</sup> DENNERY-HALPHEN, Avt à

BOULOGNE (92) 12, Rue de Paris - Me HERAN, Avt, 95 Bd

Raspail PARIS 6<sup>ème</sup> - Tél. : 45.44.99.14

Au Greffe du TGI de NANTERRE où le cahier

des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter le 6 Décembre

1995 de 17h15 à 19h15 pour le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>ème</sup> lots

et de 15h15 à 16h15 pour le 3<sup>ème</sup> lot

et de 15h15 à 16h15 pour le 4<sup>ème</sup> lot

92 Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE

Le JEUDI 21 DÉCEMBRE 1995 à 14h - EN UN LOT -

APPARTEMENT de 5 P.P. à NEUILLY SUR SEINE (92)

4 CAVES, UNE BUANDERIE et CHAUFFERIE.

105, Avenue du Général-de-Gaulle

MISE A PRIX : 3.000.000 de Frs

S'adresser : Me Catherine JAUNEAU, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,

2, Rue de la Porte de Trivaux - 92 CLAMART - Tél. : 46.30.50.44

Me Bernard de SARIAC, Avocat au Barreau de Paris, Membre de la SCP

Bernard de SARIAC, Alain JAUNEAU, 42, Avenue Georges V à PARIS (8<sup>e</sup>)

Tél. : 47.20.92.28 uniquement de 10h à 12h - 3616 AVOCAT VENTES

Sur les lieux pour visiter le mercredi 6 décembre 1995 de 14h à 15h.







## La société salariale en crise par Henri Nadel

**E**N France, la situation actuelle échappe à toute analyse simpliste et n'autorise aucune perspective claire. Elle révèle la crise de la société salariale française affrontée dans les domaines du politique et de l'institutionnel aux enjeux de réformes profondes. Sous les contraintes de la globalisation et d'un régime international financier et monétaire particulier, cette crise montre l'impératif d'une nouvelle configuration des institutions qui lient le social à l'économie, alors même qu'elles pèsent lourdement sur les marges des politiques nationales.

Des décisions gouvernementales prises dans un contexte national spécifique annoncent un programme de réduction des déficits publics fondé sur un ensemble de prélèvements fiscaux et parafiscaux. Pour engager une inversion des déficits sociaux est prévue dans le même mouvement la mise à parité des régimes dits « spéciaux ». Cette dernière annonce implique une remise en cause des contrats liant les salariés du service public à l'Etat.

Les experts s'accordent pour penser que le plan Juppé englobe les principaux facteurs actuels et prévisibles des déficits et couvre un champ significatif de mesures à court et moyen terme. La crédibilité technique de ce projet risque cependant de soulever des problèmes d'équité de court et moyen terme que la faiblesse structurelle du dialogue social rend périlleux.

La crise révèle une dichotomie forte entre les experts et l'administration d'une part, et la société de l'autre.

Dans l'ordre économique, le projet gouvernemental est clair. Il engage la France dans l'Union monétaire et confirme la volonté de mettre en œuvre les critères de Maastricht, quelles qu'en soient les conséquences immédiates. La priorité donnée à l'emploi est mise de côté et l'on attend des marchés que leur confiance autorise une baisse des taux d'intérêt. Une relance de la croissance viendrait à moyen

terme compenser les conséquences récessionnistes d'un prélèvement sur la consommation des ménages.

Ce plan révèle les limites drastiques posées par le régime international actuel aux marges de manœuvre des politiques économiques dont dispose aujourd'hui un Etat comme la France. Une relance autonome de la demande nationale est interdite même si c'est de son atonie que relève la situation actuelle. Les firmes ont des fonds largement suffisants et ont profondément modernisé leurs techniques et leurs modèles d'organisation, les exportations sont « confortables », l'inflation inexistant... Quant au chômage élevé, sa réduction n'est pas incluse dans les critères de convergence ni dans les calculs des marchés. Elle est attendue comme un résultat de la capacité de se conformer au modèle libéral et monétariste qui domine le régime international. Le marché du travail et, plus généralement, l'ensemble des mécanismes institutionnels de régulation salariale sont donc ici visés. C'est ce que dévoile la crise actuelle confusément.

Les marchés considèrent les salaires comme des coûts, et la rigidité des principes de leur formation

ses normes keynésiennes, une déréglementation et une privatisation du secteur public soient la panacée ; l'expérience britannique illustre le contraire.

La pression internationale impose une déréglementation des marchés du travail et une flexibilité des salaires. Cette dernière condition est supposée ramener le chômage à sa seule dimension frictionnelle ou structurelle (comme aux Etats-Unis). Si apparaissent des problèmes de répartition, de fragmentation sociale et de paupérisation, leur traitement ressortit alors à la seule politique nationale (ou régionale), sous réserve expresse qu'elle n'influe pas sur les critères définissant la compétitivité. Il ne faut pas que les mesures nationales de protection sociale affectent les « fondamentaux », c'est-à-dire les éléments qui déterminent les décisions financières sur la politique monétaire et plus généralement sur la crédibilité des politiques publiques.

De sorte que ce ne sont pas les déficits sociaux en eux-mêmes qui déterminent le comportement des marchés, mais le lien national et institutionnel établi entre les déficits publics et sociaux. C'est dire

aujourd'hui en France. La diversité et la profondeur des réactions sont à la mesure, non de la seule mauvaise méthode de gouvernement, mais de la menace que représente cette crise de la société salariale française.

Dans cette crise du lien entre le social, l'économique et le politique, le salaire direct n'est pas seul en cause. C'est l'ensemble du revenu salarial dont le mode de formation et la stabilité sont fondamentalement menacés. L'angoisse, la détermination et l'apollitisme du mouvement déclenché par le plan Juppé sont, au-delà de la diversité, à la mesure de l'enjeu.

Le mouvement actuel met clairement en lumière l'impératif d'une profonde réflexion collective sur le modèle social et économique français. Un plan gouvernemental imposé contre vents et marées, et au risque de conflits incertains et irrémédiables, ne peut tenir lieu d'une telle réflexion.

Réfléchir à la construction de ce lien institutionnel entre l'économique et le social, à la réforme du système national (et européen) de protection sociale et à sa maîtrise, nécessite un travail et un dialogue de fond. Penser la construction d'un nouveau lien et les modalités démocratiques de sa gestion ne peut se faire ni par décret ni par des arrangements partiels. Il faut réformer le rapport salarial et l'Etat social. Il faut déconnecter la compétitivité et ce qui appartient au social. Il faut réguler les marchés internationaux.

La profondeur et la généralité de la contestation, typique de la tradition du mouvement social français qui voit des conflits ouverts généralisés et souvent violents précéder des compromis institutionnels originaux et fructueux, imposent d'aller au fond. C'est d'un nouveau contrat social qu'il est question et non de déficits.

Henri Nadel est maître de conférences en sciences économiques à l'université Paris VII-Denis-Diderot.

## Vive le mouvement social ! par Stéphane Israël

**L**E peuple, soudain, est dans la rue. On ne parlait plus que de franc fort, monnaie unique, compétitivité, équilibre des comptes. La société vient de nous rappeler que la politique ne saurait se résumer au bilan annuel d'une entreprise : combien de temps encore devons-nous accepter d'être rangés dans deux colonnes - pertes et profits - surtout quand le plus grand nombre ne trouve plus sa place, selon nos gouvernants, que dans la première ?

**La colère de la rue exprime davantage que l'addition de tous les mécontentements**

Une fois de plus, il aurait fallu raison garder : « le trou de la Sécurité » ne justifiait-il pas une nouvelle politique d'austérité, l'énigme que connaît la France depuis le premier plan Barre ? Les jeunes devaient comprendre qu'ils avaient le choix entre des amphis pourris, le contrat initiative emploi et le chômage. Les fonctionnaires étaient priés de renoncer aux « avantages acquis » : privilège insupportable, sans doute, que le droit pour un conducteur de métro - qui passe la moitié de sa vie sous terre et ne jouit de la lumière du jour que la nuit venue - de cesser de travailler dès cinquante ans ?

Il est vrai qu'un ministre transporté par les bons soins de son chauffeur ignore tout, non pas du travail, mais de la pénibilité de ce dernier, ce facteur décisif qui fait qu'un ouvrier vivra quinze années de moins qu'un professeur d'université ou un haut fonctionnaire.

Les adeptes de l'équité contre l'égalité ne nous avaient-ils pas

expliqué que les avantages de la petite classe moyenne étaient responsables de la misère des exclus ? La réalité montre à présent que non seulement le chômage continue de progresser, privant les exclus de toute perspective sérieuse d'intégration, mais que la prolétarianisation menace ceux dont la seule fortune est d'avoir un emploi. La nouvelle rhétorique réactionnaire des élites les plus nanties rappelle trop la charité d'Ancien Régime pour mériter notre respect.

La colère de la rue exprime bien davantage que l'addition de tous les mécontentements. La France de « Vigipirate », guettée par tous les maux, vient de placer l'ensemble de la classe politique devant ses responsabilités. Elle demande que les véritables enjeux d'aujourd'hui et de demain fassent l'objet de débats contradictoires. La construction européenne et la concurrence internationale justifient-elles toutes les régressions sociales ? Veut-on transformer notre pays en un nouveau dragon ? Pourquoi, alors, ne pas reconduire les enfants dans les ateliers textiles et au fond des mines ?

Les socialistes, bien discrets ces derniers jours, ont-ils une autre réponse à apporter que celle du RPR ? Ce sont les choix sociaux et économiques qui devront séparer, à l'avenir, la droite de la gauche, sauf à laisser les insatisfactions se pervertir dans le national-populisme.

Car il faut reconnaître une dernière vertu au mouvement social qui anime le pays : l'électoral populaire qui avait rejoint Le Pen aux dernières présidentielles vient peut-être de se rendre compte que la CGT défend mieux ses intérêts que le président du Front national. En clair, il faut parler salaires plutôt qu'immigration.

Stéphane Israël est agrégé d'histoire.

**Le mouvement actuel met clairement en lumière l'impératif d'une profonde réflexion collective sur le modèle social et économique français**

comme le signe des limites structurelles de la compétitivité des économies qui leur sont soumises. On peut contester le pouvoir accordé à la puissance des marchés et à leur influence décisive. Au fond, ces marchés ne tombent pas du ciel et leur organisation découle aussi de décisions des Etats. Mais nous ferons aujourd'hui l'hypothèse qu'ils sont là et leur domination incontournable sinon irréversible. On peut surtout contester qu'un marché du travail débarrassé de

que derrière le seul aspect comptable du déficit global se trouvent les compromis institués entre le social et l'économique dans la société salariale française. D'où le défi de donner une nouvelle configuration aux institutions qui lient la reproduction sociale du salariat aux modalités de la compétitivité.

Ce sont bien les menaces sur ce lien qui semblent former le point commun entre tous les mouvements sociaux qui se déploient an-

## LA VIE AUCHAN. TOUT POUR LA VIE

1990 F. TTC\*



A ce prix là,  
un téléphone mobile pour Noël,  
c'est cadeau !...

**NOUS VOUS OFFRONS  
1 MOIS DE COMMUNICATIONS  
pour tout abonnement à  
i tineris  
du 27 novembre au 31 décembre 1995\*\***

\*Prix des terminaux sans abonnement : Sony CM-DX 1000 = 3 990 Ftc./Matra MC 2020 = 2 490 Ftc. Offre subordonnée à la souscription d'un contrat d'abonnement i tineris / Cellway pour une durée minimale d'un an sous réserve d'acceptation du dossier par la SCS MDTE.  
\*\*255 Ftc. soit 307,53 Ftc. déduits de votre première facture. Moyenne de communications mensuelles nationales du panel des abonnés i tineris. Offre valide jusqu'au 31/12/95.

**Sony CM-DX 1000**  
livré avec 1 batterie lithium ion soit  
50 heures d'autonomie en veille

**Matra MC 2020**  
livré avec 2 batteries soit  
40 heures d'autonomie en veille

490 F. TTC\*



**i** Notre réseau couvre les 4 coins de l'Hexagone.  
On en profite plus fort avec i tineris

commercialisé par

**Cellway**  
THE EUROPEAN MOBILE PHONE SERVICE

**Auchan**



**Le Monde** est édité par la SA Le Monde.  
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani.  
Directeur adjoint : Dominique Lévy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction.  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel.  
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferrand, Hubert Bouchard, Luc Rousset.  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Pierre Lhormeau, Manuel Lucet, Luc Rousset.  
Directeur adjoint : Dominique Lévy.  
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi.  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment.  
Directeur de la gestion : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chaussebourg.  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet.  
Médiateur : André Laurens.  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président.  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaur (1991-1994).  
Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, La Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil.  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15.  
Tél : (1) 40-45-25-26 Télécopier : (1) 40-45-25-27 Telex : 206 806.  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert Beuve-Méry 94831 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél : (1) 40-45-25-25 Télécopier : (1) 40-45-30-30 Telex : 206 311F.

## Alléger le fardeau de l'Etat

Suite de la première page

D'où l'ampleur des pouvoirs confiés au président de la République, d'où son élection au suffrage universel, d'où la guerre déclarée au « régime des partis ». D'où aussi les nationalisations de la Libération et la création à la même époque de ce formidable instrument de centralisation et de domination étatique qu'est l'Ecole nationale d'administration.

Deux de ses anciens élèves se trouvent aujourd'hui à la tête de la République et de son gouvernement. Pour la première fois depuis vingt ans, ils se réclament tous deux de la filiation gaulliste. Ils sont entourés de ministres qui, quand ils n'appartiennent pas au RPR, ont généralement soutenu la candidature Chirac bien avant le premier tour de la présidentielle. A l'Assemblée, présidée par un autre légittimiste, la droite dispose d'une énorme majorité, et la fronde balladurienne a été provisoirement réduite.

On comprend que, l'optimisme, dont il se vante dans un récent entretien à *Time*, aidant, l'actuel président de la République ait commencé son septennat dans l'euphorie, en consacrant le plus clair de son temps, avec un inégal bonheur, à ces affaires internationales que la campagne électorale avait si délibérément ignorées, mais auxquelles il donne clairement, dans ce document, la priorité. Faut-il attribuer à ce même optimisme la tranquillité d'âme avec laquelle il avait pris, sur les affaires économiques et sociales, lorsqu'il était candidat, le contrepied de l'austérité préconisée par son ex-ami de trente ans ?

C'était de sa part perdre de vue cette évidence, abondamment soulignée aujourd'hui par lui-même et par ses ministres, que faute d'avoir taillé assez, et suffisamment à temps, dans ses dépenses, l'Etat et avec lui, notamment, la Sécurité sociale et la SNCF ont atteint un niveau d'endettement intolérable, dont le service constitue désormais le principal poste de dépenses et donc la raison principale d'un déficit budgétaire qui atteint quelque 5 % du PIB, soit deux points de plus que ce qui est prévu par les fameux « critères de convergence », exigés pour passer à la monnaie unique.

Certains, aujourd'hui, dénoncent ces critères que Jacques Chirac paraît désormais déterminé à atteindre. Ils nous rendent pourtant service, en nous obligeant à nous fixer des objectifs que, le laxisme habituel aidant, nous aurions sans doute renvoyés à plus tard, en négligeant cette évidence que plus on met de temps à se dé-sendetter, plus cela coûte cher. Dès à présent le prix à payer est très élevé, et les gouvernements qui se sont succédés depuis vingt ans, de droite comme de gauche, y compris celui qui dirigeait l'actuel

### RECTIFICATIF

**CAMBODGE**  
Le prince Norodom Sirivudh n'a pas été accusé par les autorités de Phnom-Penh d'avoir trépané dans une tentative d'assassinat de son neveu, le prince Ranariddh, co-premier ministre, contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans notre édition du 22 novembre. Le chef d'accusation ne portait que sur une tentative d'assassinat contre l'autre co-premier ministre, Hun Sen.

chef de l'Etat, partagent la responsabilité de n'avoir pas su, ou osé, expliquer au pays l'ampleur du problème et donc de l'effort à fournir.

La tâche n'est certes pas aisée. Quand ce ne serait que parce que la crédibilité de la classe politique a été lourdement affectée par trop de scandales, de basses intrigues, de promesses oubliées. Trop de ses membres donnent l'impression que le service de l'Etat consiste d'abord, pour eux, à s'en servir. Il creve en tout cas les yeux, à regarder la télévision, que les grévistes ne croient pas un traître mot de ce que leur racontent les responsables.

Il faut dire que ces derniers n'ont rien arrangé en laissant traîner les choses pendant l'été, sauf à reprendre des essais nucléaires à l'urgence douteuse. Dire aussi qu'en matière de communication il était sans doute difficile de faire si peu et si mal. Jacques Chirac est lui-même un homme de contact, à l'occasion la gentillesse et la simplicité mêmes. Mais à trop changer d'avis dans le passé, il a de la peine aujourd'hui à faire passer un véritable message.

« Pour tout dire, voilà, je ne veux pas qu'on me dédaigne »

Quant à son premier ministre, il souffre de son comportement naturellement distant. Il devrait bien méditer la phrase que Malraux, dans *L'Esprit*, met dans la bouche d'un vieux paysan : « Pour tout dire, voilà, je ne veux pas qu'on me dédaigne ». Il donne l'impression de juger de tout et de tous selon le seul critère du QI, et donc de la rationalité. Compte pourtant tout autant, dans une crise comme celle que nous traversons, ce que deux universitaires américains dont *Time* vient de se faire l'écho appellent QE, l'intelligence émotionnelle. C'est à elle d'abord qu'il faudrait aujourd'hui pouvoir s'adresser si l'on veut avoir une chance d'ébranler la conviction de grévistes persuadés que ce que cherche essentiellement le pouvoir, c'est à leur faire payer les dettes des autres.

La crise présente ne se résoudra pas comme celle de mai 1968. Les protestataires d'alors voulaient détruire une société, ceux d'aujourd'hui veulent préserver leurs droits. Tout ou tard ils devront bien admettre que, du fait notamment de l'allongement de la durée de la vie, l'environnement s'est transformé et qu'on ne peut pas ne pas en tenir compte. C'est dans leur intérêt même que le fardeau de l'Etat doit impérativement être allégé, puisque c'est seulement à ce prix que l'on pourra réduire la pression fiscale et donc relancer la consommation, la production et l'emploi.

Le pouvoir a là un rôle essentiel à jouer, mais il ne peut exercer seul cette responsabilité, car il s'exposerait une fois de plus à n'être pas cru. Le diagnostic ne peut résulter que d'un examen contradictoire des comptes de l'Etat, de la Sécurité, des entreprises publiques, des moyens d'alléger leurs dettes et leurs déficits, comme de répartir le plus équitablement possible la contribution à leur financement des différentes couches sociales. Si l'on entend de plus en plus souvent avancer l'idée d'Etat généraux, c'est qu'elle rend bien compte de l'ampleur de la tâche et du besoin que, confusément, on ressent de la voir accomplie. L'avenir du pays en dépend au moins autant que de la fiabilité de son arsenal nucléaire.

André Fontaine

## Le Monde

EDITORIAL

## La tentation de l'extrême droite

COMME premier ministre, Alain Juppé vit une semaine pour le moins délicate : comme président du RPR, il est en train de se créer quelques difficultés supplémentaires. Voilà un des inconvénients du cumul des fonctions. Car si, dimanche 10 décembre, un militant du Front national fait son entrée à l'Assemblée nationale, les dirigeants du principal parti de la majorité en seront en partie responsables : Jean-François Mancel, son secrétaire général, se refuse en effet à choisir entre l'extrême droite et la gauche qui serait seules en lice au second tour de la législative partielle de Meurthe-et-Moselle.

Ses alliés de l'UDF sont, pour l'heure, fort hésitants. Il leur faut arbitrer entre une rupture au sein de la majorité sur un dossier sensible, à un moment où celle-ci traverse une très grave crise, et le respect de valeurs auxquelles nombre d'entre eux sont attachés.

Si le PR de François Léotard est sensible au poids du FN dans le Midi méditerranéen, le nouveau parti de François Bayrou va devoir montrer si sa « laïcisation » implique aussi l'abandon d'une des principales vertus de la démocratie chrétienne. Les socia-

listes, en appelant clairement à faire barrage au candidat de Jean-Marie Le Pen dans une autre circonscription de Seine-et-Marne où il est opposé à un RPR, retirent tout prétexte à la droite.

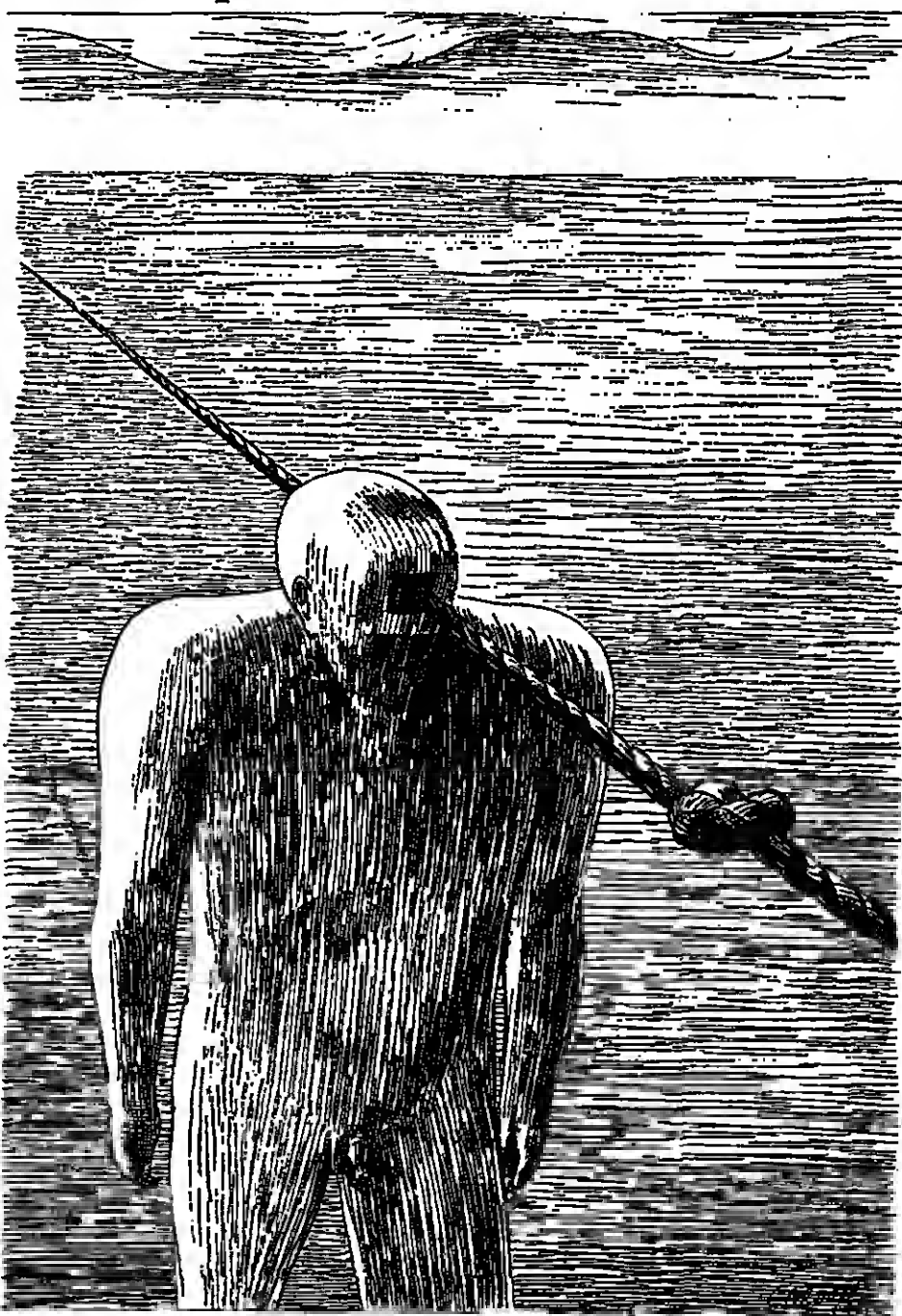
L'attitude à adopter à l'égard du Front national est depuis longtemps un véritable casse-tête pour la droite républicaine. Longtemps elle a laissé ses instances locales régler elles-mêmes le problème, ce qui a notamment permis à Jean-Claude Gaudin de négocier presque ouvertement avec le FN lors des législatives de 1983. Alain Carignon avait, en juin 1990, appelé à voter pour une candidate socialiste lors d'une cantonale partielle à Villeurbanne, ce qui lui avait valu d'être exclu du RPR. Il avait fallu attendre les cantonales de 1992 pour qu'Alain Juppé, alors secrétaire général du parti néogaulliste, prenne clairement

position contre toute compromission électorale avec l'extrême droite. Mais, lors des municipales de 1995, son successeur avait récusé toute idée de « front républicain » pour faire barrage aux amis de M. Le Pen, estimant, comme aujourd'hui, que son mouvement devait se battre autant contre les « sociaux-communistes » que contre l'extrême droite.

Se battre sur deux fronts n'est jamais aisé. Surtout lorsqu'on est en situation de faiblesse. Or, c'est bien le cas, ces jours-ci, de la majorité, et tout particulièrement de son chef. La position de M. Mancel, dont il est difficile d'imaginer qu'il l'ait prise sans l'aval de M. Juppé, marque-t-elle un infléchissement de l'attitude adoptée il y a trois ans par le président du RPR ?

Les erreurs du président de la République ont déjà créé une explosion sociale, dont le candidat Jacques Chirac avait pourtant, par avance, décrit les symptômes. Le comportement du premier ministre risque de tuer toute idée de réformes, même quand elles sont en partie justifiées. A ce lourd défit, il ne faudrait pas qu'ils ajoutent la faute d'une compromission, nuverte ou cachée, avec un mouvement porteur d'une idéologie qui n'a rien à voir avec la République.

## Problème par Cardon



### REVUE DE PRESSE

#### THE WASHINGTON POST

■ L'opposition à de sérieuses réductions des déficits est puissante, et on peut le comprendre, mais le gouvernement l'emportera probablement, pour une raison qui est rarement évoquée d'une manière explicite. La France - c'est-à-dire une écrasante majorité du peuple français - est décidée à ne pas se laisser distancer par l'Allemagne dans la course pour le pouvoir économique (...). Voilà pourquoi la plupart des Français finiront par accepter ou au moins par tolérer les réductions budgétaires en dépit du tort que ceux-ci font subir à leurs chers avantages sociaux. Les grèves et les manifestations contre ces réductions sont spectaculaires mais rien ne permet de penser qu'elles représentent plus qu'une minorité des électeurs français.

#### LE FIGARO

André Glucksmann

■ Il y a deux manières de percevoir le tumulte : 1) On peut l'envisager comme l'une des grèves les plus réactionnaires de l'histoire de France, lancée par des appareils syndicaux - FO rejoint par la CGT - défendant, bec et ongles, leur clientélisme et des frais de fonctionnement souvent abusifs (...). 2) On bien, vision davantage généreuse, les fonctionnaires et les travailleurs du secteur public représentent plus qu'eux-mêmes. Puisqu'ils jouissent de la sécurité de l'emploi, ils font la grève « à la place » des autres (...). Entre ces deux interprétations, dont aucune n'est dépourvue d'arguments, le public a choisi. L'extension du mouvement, l'absence d'admission et de haine montrent à l'évidence que le gouvernement devra sacrifier beaucoup de temps et toute son énergie s'il entend retourner l'opinion (...). On conçoit qu'un gouvernement légitime et démocratique s'épouvante d'une capitulation en rase campagne. Qu'il organise donc sa retraite, en analysant froidement et lucidement le piège dans lequel il s'est fourré.

#### EUROPE 1

Alain Duhamel

■ On attend d'Alain Juppé deux traits contradictoires. Il doit se montrer à la fois déterminé et cohérent mais ouvert au dialogue et sensible aux anxiétés des Français (...). S'il donne le sentiment de capituler, il ajoute une crise monétaire à la crise sociale. S'il refuse la discussion, il ajoute une crise politique à la crise sociale.

## My dinner with Louis par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LE CERCUEIL a la couleur et les contours orgueilleux d'une boîte de chocolats. Des faveurs tricolores l'enrubannent. Le *Libre* résonne sous les voûtes de Saint-Sulpice. L'homme réduit la mort à un fondeu-enchaîné vers la Lumière éternelle, et à un secret de scénariste les relations du disparu avec Dieu. Un ministre béni la dépouille mortelle, devant le nombre d'anciennes femmes qui sied désormais aux grandes familles. Louis Malle a eu ce qui s'appelle un bel enterrement.

« Scandaleuse récupération ! », a buginné devant moi une comédienne, après s'être ingéniée à tracer dans l'air, avec le goupillon, un signe qui ne fut pas « de croix », quelque chose comme un adieu de gare. On ne se définit jamais si bien que par les gestes qu'on évite.

Quel rituel aurait préféré cette gardienne d'ann ne sait quelles hérésies (c'est devenu un « emploi ») ? Du catimini laïque dans un crématoire aux falaises de la vauvry ? Jean Cau, le prolo rebelle, eût bien droit aux mêmes fastes

sulpiciens, avec ministre modéré - lui aussi. Les morts-dans-un-bû ne veulent rien dire ; les ob-sèques, encore moins. Pour les mécènes, après tout, le Faure de la cérémonie était compensé par la trompette post-conciliaire de Miles Davis. Bourgeois, Malle ne s'est jamais défendu d'en être un, de naissance et au-delà. Il aurait eu du mal ; et se montrer comme on ne l'attend pas, c'est tout lui.

Nous nous faisons face chez Lipp, au printemps 1993. En trente-cinq ans, nous nous sommes souvent croisés, Louis et moi ; en pensée, ce qui est mieux que tout. Enfant, nous avons eu la même preuve, atrocement inoubliable, que la France « savait » la suite, pour les juifs rafles (cf. *Au revoir les enfants*). Nous voyons dans le jazz la plus allègre, donc la plus sûre, des communications (cf. le sourire des deux amis, au piano, dans ce même film). Il me parle d'un documentaire jamais monté, sur l'Algérie, d'un projet sur l'après-guerre, de Dieu, dont *Le Feu follet* l'a délivré du désespoir et réconcilié avec l'enfance,

lumineusement présente dans tous ses films à venir.

La conversation vient sur la tare des héritiers que nous sommes - à la grosseur de l'héritage près. Ce sera ce que, pour paraphraser son film le plus narquois, j'appellerai *My dinner with Louis*.

Anti-bourgeois, Malle l'est, à la façon de Renoir dans *La Règle du Jeu*. Parce que les siens tiennent d'abord à la respectabilité, il s'engage de les compromettre sur ce terrain. Il se moque de leur hypocrisie, de leur pessimisme, vieillit alibi des conservateurs, de leur prétention à la singularité, au grandiose, à l'universel. Il est révolutionnaire pour autant que, ébréchant les apparences de sa classe, il l'atteint dans son être même, et qu'il sabote ses hantises de considération.

Ainsi doit se comprendre la remontrance, très « conseil de famille », de l'oncle Alfred (Fabrice Luchini) devant l'atteinte au tabou suprême qu'aurait représentée l'inceste mère-fils du *Souffle au cœur*. Maman Malle, elle, n'a rien

trouvé à redire au film, toute catholique qu'elle fut, et fervente de *Monsieur Vincent* !

La morale bourgeoise n'est pas « morte », comme l'annonçait Emmanuel Beal en 1929 ; pour la bonne raison qu'elle n'a jamais existé. Quant à l'art bourgeois, il vieillit mieux que l'art militant. Démontrer aplaît le style, alors que le regret des ordres passés donne du ton. La classe de Malle s'est toujours distinguée par l'infidélité aux règles, dans ses œuvres comme dans ses amours, et elle s'en est bien trouvée. Une fatalité bienveillante veut que les critiques de ses rejets, au lieu de l'affaiblir, confortent son règne.

Morale, si l'on peut dire : le jour où le peuple demandera des comptes à la bourgeoisie, celle-ci pourra toujours dire qu'elle a été la première à penser le pire d'elle-même, que bibliothèques et filmothèques sont remplies de ses autodéflagrations.

Dans les miroirs sans fin de chez Lipp, c'était à qui rirait le plus.



## ENTREPRISES

LE MONDE/MERCREDI 6 DÉCEMBRE 1995

**ALUMINIUM** En dépit d'un marché boursier en plein marasme, de la crise sociale, de l'opposition des investisseurs institutionnels, le ministère de l'économie et des fi-

nances a décidé de lancer la privatisation de Pechiney. ● L'OPÉRATION, qui commence mardi 5 décembre, a été revue à la baisse. Le groupe d'aluminium sera vendu

au prix minimum de 187 francs par action. La part des investisseurs institutionnels a été réduite de 40 %. Enfin, l'Etat accepte de porter de façon transitoire 9,4 % du

capital, si les acheteurs ne sont pas assez nombreux. ● LA VENTE de Pechiney rapportera au mieux 4,7 milliards, au pire 4 milliards de francs à l'Etat. Le groupe voit son

augmentation de capital limitée à 2,4 milliards de francs, au lieu des 3,5 à 4 milliards prévus. Il va devoir se montrer très sélectif sur ses investissements.

# La privatisation de Pechiney est engagée dans un contexte défavorable

Avec un prix minimum de 187 francs par action, la vente du groupe d'aluminium ne devrait rapporter au mieux que 4,7 milliards de francs à l'Etat. L'augmentation de capital est fortement réduite, à 2,4 milliards de francs

UN MARCHÉ BOURSIER en plein marasme, une crise sociale qui se prolonge, des investisseurs réticents, un titre au plus bas de l'année... le gouvernement a décidé tout de même de lancer l'offre publique de vente (OPV) de Pechiney. Commencant le mardi 5 décembre, elle devrait s'achever le 12 décembre. Le gouvernement a tenu, toutefois, à redimensionner l'ampleur de l'opération afin que celle-ci ne tourne pas au cauchemar. Le groupe d'aluminium sera vendu au prix minimum. Les investisseurs institutionnels, ga-

d'un prix en deça de la fourchette annoncée (187 francs-215 francs). « Pour la première fois, nous n'avons pas rempli nos objectifs de placement », confiait un intervenant chargé de vendre des titres auprès des investisseurs institutionnels. Mais Bercy a refusé de se soumettre à ce qui s'apparentait, à ses yeux, à une dictature des marchés.

Tous les avertissements des professionnels, cependant, n'ont pas été négligés. Pour rendre attractive une opération bien difficile, le gouvernement a choisi de vendre les actions à 187 francs. Ce prix, qui correspond à l'estimation basse de la commission de privatisation, représente (en tenant compte de la parité d'échange) une décote de près de 45 % par rapport au cours le plus élevé de l'année du certificat d'investissement. Bercy a accepté aussi de prendre en compte la grogne des institutionnels. Garanties du succès de l'opération, les banques françaises ont fait savoir qu'elles ne voulaient pas se retrouver avec une surcharge de titres Pechiney dans leur portefeuille, comme lors de la privatisation d'Usinor Sacilor. Leur part a donc été réduite de 40 % et ramenée à 13,3 millions

d'actions. Mais cette réduction a un prix : Pechiney, qui espérait obtenir une augmentation de capital de 3,5 à 4 milliards de francs pour réduire son endettement, n'aura que 2,4 milliards de capitaux propres supplémentaires.

A défaut des institutionnels, c'est l'Etat qui va se porter garant de la privatisation du groupe d'aluminium. En plus des 2,9 % qu'il devait conserver pour pou-

voir attribuer des actions gratuites, il s'engage à prendre à sa charge provisoirement 9,4 % des actions, si celles-ci ne trouvent pas preneur sur le marché. En cas d'insuccès de l'OPV, il va se trouver, au moins pour un moment, le premier actionnaire de Pechiney aux côtés des AGF (16 %), de la BNP (5 %), d'EDF (3 %), de la Caisse des dépôts (13 %) et du Crédit suisse (2 %). Dès lors, l'intérêt de cette

privatisation s'amoindrit. L'Etat, qui espérait dans les plus beaux jours retirer entre 7 à 10 milliards de francs de la vente du groupe d'aluminium, n'obtiendra au mieux que 4,7 milliards et, au pire, à peine 4 milliards.

Cette reconfiguration peut-elle au moins séduire le marché ? « Nous avons entendu le message des actionnaires qui nous repro-

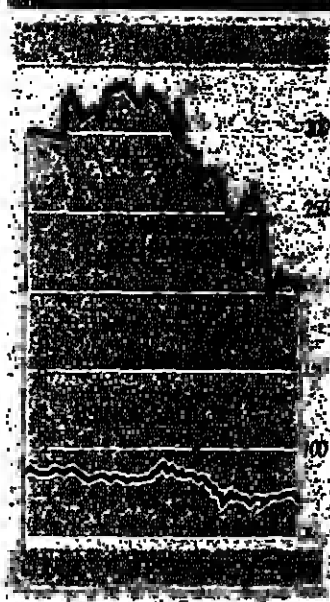
chaient l'effet "dilution" de l'opération. Compte tenu des changements, les banques sont confortées. Elles ont le sentiment que l'OPV sera largement souscrite », souligne Jean-Pierre Rodier, président du groupe. Les conditions dans lesquelles est privatisé Pechiney, risquent, néanmoins, de peser durablement sur le groupe d'aluminium.

La réduction du montant de l'augmentation de capital ne va pas lui permettre de réduire son endettement autant qu'il l'espérait. Alors qu'il comptait ramener ses dettes à hauteur de 13 milliards, elles s'élèveront à 14,1 milliards, soit 79 % de ses fonds propres.

Face à de lourdes échéances à partir de 1997, Pechiney pense pouvoir économiser 300 à 400 millions de francs par an afin de retrouver le niveau d'endettement qu'il escomptait dès sa privatisation. Le succès de ce redressement dépend de ses efforts internes, mais aussi du prix de l'aluminium. Si les cours du métal baissent en dessous de 1 600 dollars la tonne, Pechiney pourrait à nouveau s'enfoncer dans la spirale des pertes et de l'endettement.

Martine Orange

La référence Usinor-Sacilor



Depuis son introduction en 1991, en Bourse, le titre Usinor-Sacilor a connu une chute vertigineuse. Le graphique ci-dessous illustre la baisse du cours de l'action Usinor-Sacilor, qui a perdu plus de 80 % de sa valeur depuis son introduction en Bourse.

rants du succès de la privatisation, seront moins sollicités que prévu. En dépit de cette révision à la baisse, le gouvernement prend un risque énorme : le succès ou l'échec de la vente de Pechiney va constituer un test pour toutes les privatisations à venir. Conscient de l'enjeu, le ministère de l'économie et des finances a hésité jusqu'au bout à entreprendre cette privatisation. D'autant que parmi les banques chargées du placement, de nombreuses voix s'élevaient pour recommander un report de la vente ou, au moins, la fixation

### COMMENTAIRE SANS PRIX

Lancer la privatisation de Pechiney en pleine tourmente sociale et sur fond de marasme boursier est une décision politique. Le gouvernement d'Alain Juppé a réaffirmé lundi 4 décembre qu'il restait déterminé à mener à bien son programme de réformes. Le retour au privé de Pechiney en fait partie.

A cette aune-là, le prix de vente de l'action Pechiney n'a plus de signification économique. En choisissant la valeur minimale fixée par la commission de privatisation, le gouvernement récupérera

au mieux 4,7 milliards de francs. L'acquisition par Pechiney de l'emballage d'American National Can en novembre 1988 avait coûté 7 milliards de francs. Investissement dans l'usine ultramoderne de Dunkerque, 5 milliards. Sans compter les milliards de francs injectés par l'Etat actionnaire dans la restructuration du groupe d'aluminium nationalisé en 1982.

Peut-on encore parler de bradage ou de pré-damé ? On n'en est plus là. Même à cette valeur, les investisseurs, notamment étrangers, n'espèrent aucune valorisation du titre. L'expérience des dernières opérations vient les conforter dans cette conviction :

sur huit entreprises privatisées depuis 1993, deux seulement - le Crédit local de France et la Seita - ont un cours actuel supérieur à celui de leur introduction. Et la dernière en date, Usinor Sacilor, sert de référence négative.

Cela augure mal des futures opérations qui porteront sur des entreprises de plus en plus mal en point. L'enjeu pour le gouvernement n'est plus de réussir le retour au privé des entreprises nationalisées. Mais de s'en débarrasser, coûte que coûte. Pour prouver aux « marchés », que l'ère de l'interventionnisme étatique français est bien révolue.

Claire Blandin

## Cor Boonstra devra consolider l'héritage de Jan Timmer à la tête de Philips

AMSTERDAM de notre correspondant

Le 1<sup>er</sup> octobre 1996, Jan Timmer cédera les commandes du groupe d'électronique, néerlandais Philips à Cor Boonstra. A ce dernier, entré dans l'entreprise en mai 1994 au poste de vice-président, après avoir fait une bonne partie de sa carrière chez Unilever et Sara Lee, reviendra la tâche de « transformer l'esprit » de son prédécesseur : aller au-delà des seules restructurations, donner à la firme d'Eindhoven de nouvelles perspectives de croissance, gagner des parts de marché.

A soixante-deux ans, Jan Timmer aura accompli toute sa carrière chez Philips. Autour de ses excellents états de services chez Polygram, puis à la tête de la division électronique grand public, crédité du succès du disque compact, qu'il a porté sur les fonts baptismaux, il a été appelé à la tête du groupe au cours de l'été 1990. Mission : empêcher de couler un navire pris dans la tempête - lourdes pertes, dettes, erreurs d'investissements, choix stratégiques financièrement dramatiques.

Dès qu'il prend les commandes, Jan Timmer applique la méthode qui lui a valu ses surnoms de « boucher » ou « d'ouragan ». Il

tranche dans les effectifs : 45 000 départs sont annoncés en quelques semaines. Le groupe comptait alors 310 000 salariés. Ce géant, à la carrure de boxeur et au regard d'un bleu « aussi chaleureux que celui d'un micro-processeur », se débarrasse parallèlement des activités peu ou pas assez rentables, comme la micro-informatique ou les produits blancs, et abandonne des programmes de recherche. Il s'emploie ensuite à changer la mentalité de l'entreprise, caractérisée par un mélange d'arrogance, de baronnies multiples et de bureaucratie. Ces réformes, pompeusement baptisées « Opération Centurion » ont-elles porté leurs fruits ? Les chiffres plaident en faveur d'une réponse positive. En 1994, le groupe a enregistré un bénéfice record de 2,1 milliards de florins (plus de 6 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 61 milliards de florins. Grâce à Dudley Eustace, un Britannique débauché à British Airways, les finances sont assainies : le ratio dettes sur fonds propres a été inversé de 60/40 en 1992 à environ 40/60 en 1994.

La nouvelle du prochain départ de Jan Timmer n'a pas surpris les spécialistes de Philips. Le changement semble aller de soi : « Timmer

était l'homme du redressement, le seul capable d'élaguer et de remettre de l'ordre dans la maison. Il a mené sa tâche à bien et remis Philips sur les rails de la rentabilité. Il faut maintenant à sa tête un homme de marketing capable de gagner des parts de marchés. Cor Boonstra, lui-même, a été nommé à la tête de Philips.

LE DÉFI DU MULTIMÉDIA

Cor Boonstra aura cinquante-huit ans lorsqu'il accèdera - en octobre prochain - aux commandes de Philips, tandis que Jan Timmer prendra place au conseil de surveillance. Au physique, tout oppose les deux hommes : M. Timmer a le visage ovale, le cheveu et le sourire rare. M. Boonstra affiche une chevelure poivre et sel, des lunettes de couleur et une allure de publicitaire aux dents longues. Tous deux ont une forte ambition et sont des travailleurs infatigables. Ces caractéristiques seront indispensables au prochain président de Philips. Le groupe souffre encore de plusieurs maux. Au contraire de ses concurrents, son chiffre d'affaires augmente peu. Sa stratégie d'expansion pêche par manque de clarté. Philips vise trois grands marchés : les composants électroniques, le matériel grand

public et les produits dérivés (films, vidéo, CD...). Comment, sur quel produit attaquer, avec quelles armes ? La question reste sans réponse satisfaisante.

Cor Boonstra devra également nouer les alliances indispensables pour se développer dans le multimédia, « le » marché d'avenir pour le grand public. « Le savoir-faire de Philips dans ce domaine ne manque pas. Mais une coopération renforcée avec d'autres permettrait d'accélérer le mouvement vers une situation profitable », remarque Jan Timmer il y a quelques mois (Le Monde du 24 février 1995). « Boonstra devra aussi renforcer l'image du groupe en Asie et sur le continent américain. Ce sont ces régions qui vont tirer les ventes dans les cinq prochaines années ». Indique un analyste. Ce n'est pas par hasard si le futur PDG a aujourd'hui dans son portefeuille, outre la responsabilité de la division éclairage, celle du marketing de Philips, et le développement de la multinationale dans la région Asie-Pacifique. La tâche de Cor Boonstra ne sera pas facile. Il est plus aisé de remettre une entreprise à flot que de la faire voguer en tête d'une armada.

Alain Franco

## Le groupe hôtelier Forte tente de repousser l'offensive de Granada

C'est la plus grande bataille boursière britannique depuis dix ans

LONDRES

de notre correspondant à la City Cible d'une OPA (Offre publique d'achat) hostile de 3,4 milliards de livres (26 milliards de francs) du groupe de services Granada, le numéro deux britannique de l'hôtellerie, Forte - qui possède notamment l'enseigne Meridien -, est passé à la contre-offensive. Son président, Sir Rocco Forte, espère repousser l'attaque du puissant conglomérat du nord de l'Angleterre grâce aux décisions annoncées le 4 décembre : création d'une société distincte, cotée en Bourse, regroupant les restaurants, mise en vente de sa participation de 68 % dans l'hôtel Savoy, cession du magasin de sport Lillywhite, valorisation du parc hôtelier confié à la célèbre salle des ventes Christie's.

La plus grande bataille boursière en Grande-Bretagne depuis une décennie, lancée le 22 novembre, soulève les passions, mobilise le grain de la finance et des conseils en communication ainsi que le Parti conservateur. Une vraie guerre financière qui tourne au duel féroce entre Jerry Robinson, fongueux prédateur qui n'a peur de rien ni de personne, et Sir Rocco, collectionneur d'hôtels de prestige de par le monde et important bailleur de

fonds de la droite au pouvoir. Sur le papier, M. Robinson, fils de charpentier irlandais, ex-séminariste devenu expert comptable, a de bonnes chances de réussir son opération surprise. Peu endetté, disposant d'une formidable capacité d'emprunt et de liens robustes avec les grands investisseurs institutionnels, Granada est considéré comme l'une des perles du capitalisme d'Albion. Une réussite exceptionnelle que cette société créée en 1934 par un impresario de théâtre de Manchester, qui regroupe à la fois le multimédia (télévision, ordinateurs...) et la restauration rapide. De l'autre côté, Forte, géré trop

longtemps par une équipe assoupie sous la boulette de son créateur, Lord Forte, traîne comme un boulet un endettement élevé. Ses faibles bénéfices rendent la société dirigée depuis trois ans par le fils du fondateur particulièrement vulnérable.

SURENCHÈRE

Granada souffre de la mauvaise image de marque des conglomérats industriels attrapés-tout, comme l'atteste sa déroute boursière par rapport à la valeur réelle de ses actifs. Le manque d'expérience hôtelière de Granada, la complexité de son montage financier, les hésita-

tions de ses principaux actionnaires, des fonds de pension anglosaxons, naviguant entre l'opportunisme et la peur de l'après-OPA, sont autant de points noirs pour le « nain ». « La stratégie de Granada et le mode de financement de cette OPA manquent de clarté. Nous réservons notre jugement », affirme l'Agence de notation britannique IBCA.

Des experts envisagent toutefois la possibilité d'un accord de dernière minute entre « Jerry » et « Rocco ». La vente à Granada des avoirs « bon marché » de Forte comme Little Chef, Travelodge ou Crest, permettrait à la victime de retrouver une nouvelle rentabilité grâce aux quatre et cinq étoiles et de verrouiller ainsi son capital. Sir Rocco pourrait également suivre l'exemple de l'américain Marriott, du japonais Saison (Inter-Continental) ou du britannique Ladbroke (Hilton) et vendre une partie de ses immeubles pour se concentrer sur la gestion hôtelière. Pour l'instant, l'heure est aux surenchères. Le quotidien britannique The Guardian affirmait mardi matin que Granada relèverait son offre de 600 millions de livres, la portant à 4 milliards de livres.

Marc Roche

### Une politique d'enseignes

● Granada. A réalisé en 1994 un profit de 351 millions de livres (environ 2,7 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 2,38 milliards et emploie 42 000 employés. Ses principales marques sont : Pavilion, Suncliff Catering, Granada Television, London Weekend Television, Granada UK Rental and Retail, Granada Computer Service.

● Forte. Bénéficie de 127 millions de livres en 1994 pour un chiffre d'affaires de 1,753 milliard, 41 000 employés. Ses principales enseignes sont : pour les hôtels, Exclusive, Grand Meridien, Posthouse, Heritage, Crest, Travelodge, White Hart, Savoy (68 %) ; pour les restaurants, Welcome Break, Happy Eater, Little Chef, Corte France, Café Royal, Wheelers.











## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**BOTANIQUE** Les spécialistes de l'arbre se retrouvent tous les cinq ans pour échanger leurs découvertes. Ils ont passé récemment une semaine à Montpellier pour

confronter leurs travaux sur la croissance et l'architecture de leur végétal favori. ● LA CROISSANCE de l'arbre s'arrête avec l'hiver. Cet état de dormance correspond à une

vie végétative invisible mais active, qui reste sensible au moindre écart de température. ● VÉRITABLE POMPE aspirante et refoulante, l'arbre développe des systèmes de

défense contre les agressions physiques et le stress. Ce processus conditionne son développement et sa structure. ● À LA DIFFÉRENCE des plantes annuelles, l'arbre se

construit pour durer. Une espérance de vie théoriquement indéfinie, que seules des contraintes génétiques et mécaniques peuvent limiter.

## L'architecture de l'arbre à travers les vicissitudes de son existence

Les chercheurs découvrent tous les jours de nouveaux mystères dans sa physiologie, notamment les processus de croissance, où se mêlent la physique, la chimie et la mécanique des fluides

**MONTPELLIER** de notre envoyé spécial. Avec les premières gelées, la montée de sève s'est arrêtée dans la plupart des arbres de nos climats tempérés. Qu'ils conservent ou non leur feuillage, ces arbres sont entrés en dormance - période privilégiée pour les plantations. Ce sommeil est cependant tout relatif, car une vie secrète se

pompes et ses régulateurs », résume Pierre Cruiziat (Institut national de recherches agronomiques (INRA) de Clermont-Ferrand). En l'occurrence, les tuyaux sont le système vasculaire qui distribue la sève. Mais ils sont compartimentés, de sorte que le liquide nourricier ne s'écoule pas en continu mais d'un compartiment à l'autre,

par embolie permet de maintenir le flux alimentaire dans tout le circuit malgré, par exemple, la perte d'une partie des racines ou la cassure d'une branche. Car l'arbre, tout en étant compartimenté, est un système intégré.

Les réservoirs sont les tissus qui peuvent stocker ou larguer de l'eau en fonction des besoins de l'arbre ; les pompes sont le feuillage qui, en transpirant, crée une différence de tension et aspire la sève en bout de branche. Enfin, les régulateurs du système sont les stomates des feuilles (ou des algues), ces minuscules « bouches » qui s'ouvrent et se ferment au gré de la lumière, de la température et des conditions climatiques ambiantes.

## 400 LITRES D'EAU PAR JOUR

Dans une étude menée sur le noyer, Thierry Améglio (INRA Clermont-Ferrand) a observé que l'exsudation de la sève se produit surtout la nuit ou lorsqu'il gèle - comme au Canada pour l'ébène à sucre. Car « la conductance hydraulique est maximale l'hiver, lorsque sont libérés les sucres solubles stockés dans le liber par hydrolyse de l'amidon ». Autrement dit, la concentration en sucres est maximale pendant le gel et, paradoxalement, c'est lorsque le rameau se dessèche qu'il produit le plus de sève. Thierry Améglio constate même que la dormance n'est inscrite que dans le bourgeon. « Tout le reste de l'arbre vit intensément pendant l'hiver, des ra-

ches confères des arbres beaucoup plus résistants au froid que les feuillus. En pleine saison végétative, la transpiration du boupplier dépasse les capacités d'alimentation des racines.

Comme l'a observé Jean-Christophe Domec (INRA Bordeaux) sur le pin maritime adulte, il peut s'écouler entre trente minutes et deux heures avant que la sève monte dans le tronc pour compenser la transpiration des aiguilles. L'intervalle est comblé par les réserves hydriques stockées dans les aiguilles. En moyenne, durant le jour, « le flux entrant est égal au flux sortant », soit environ 50 litres d'eau. Ce qui est modeste en comparaison de l'eucalyptus, qui, dans la province indienne du Kérala, peut absorber jusqu'à 400 litres d'eau par jour !

Dans une étude menée sur le noyer, Thierry Améglio (INRA Clermont-Ferrand) a observé que l'exsudation de la sève se produit surtout la nuit ou lorsqu'il gèle - comme au Canada pour l'ébène à sucre. Car « la conductance hydraulique est maximale l'hiver, lorsque sont libérés les sucres solubles stockés dans le liber par hydrolyse de l'amidon ». Autrement dit, la concentration en sucres est maximale pendant le gel et, paradoxalement, c'est lorsque le rameau se dessèche qu'il produit le plus de sève. Thierry Améglio constate même que la dormance n'est inscrite que dans le bourgeon. « Tout le reste de l'arbre vit intensément pendant l'hiver, des ra-

ches confères des arbres beaucoup plus résistants au froid que les feuillus. En pleine saison végétative, la transpiration du boupplier dépasse les capacités d'alimentation des racines.

## COMME UNE BACTÉRIE

La capacité des arbres à résister aux écarts de température peut aller très loin. Ainsi, dans les montagnes qui, sous l'équateur, dépassent 4 000 mètres d'altitude (mont Kenya ou Andes, par exemple), des palmiers nains qu'on appelle « arbres-choux » survivent à des différences de température qui, en une heure, peuvent aller de -5°C à +10°C. « Ces arbres passent de l'hiver à l'été chaque jour », note le professeur Olof Hedberg (université suédoise d'Uppsala). Ils ne survivent que grâce à l'épaisse couche de feuilles mortes qui entoure leur tronc. Du coup, leur croissance ne dépasse pas 3 centimètres par an.

Inversement, le chêne qu'on dit de croissance lente peut, dans certaines conditions, accomplir des prodiges. A l'INRA d'Angers, François Beaujard a obtenu d'un gland de chêne pédonculé une pousse de... 3,70 mètres en seulement huit mois, grâce à un arrosage et à une fertilisation nourris sur simple lit de sable. « Une preuve de plus que les capacités génétiques du chêne sont bien supérieures à celles qu'il réalise normalement. » Souvent aussi d'une très

ancienne origine tropicale, qui ne demande qu'à s'épanouir.

« Un arbre se comporte comme une bactérie, qui effectue sa croissance par division cellulaire », observe Edward Klekowski (université américaine du Massachusetts). Simplement, le taux de mutation est plus élevé que chez les autres plantes, ce qui explique une croissance plus longue. Et même une croissance indéfinie, seulement stoppée par des raisons à la fois mécaniques et biologiques. « La taille réelle d'un arbre est très inférieure à sa hauteur théorique », souligne Meriem Fournier (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), qui a étudié la croissance de l'arbre à travers les vicissitudes de son existence (cassures, redressement et production de « bois de réaction »).

C'est que l'architecture de l'arbre « suit une logique floue », selon Roelf Oldeman, de l'Institut néerlandais de Wageningen, inventeur en 1972 du principe de « rétroaction », qui veut que l'arbre grandisse par accumulation successive de reproductions à l'identique. Sa croissance s'effectue « selon une organisation souple, adaptative », qui déconcerte même les spécialistes. « Les arbres nous surprennent toujours », a conclu Francis Hallé, bête du colloque et admirateur inconditionnel de la stratégie de survie des arbres tropicaux.

Roger Cans

## Le stress du marronnier parisien

L'arbre d'alignement subtil, en ville, toutes sortes d'agressions spécifiques comme les pare-chocs automobiles, la dent des pelleteuses ou l'affichage sauvage. Danièle Clair-Maccolajays (université Paris-Jussieu) a étudié les effets d'une agression plus saisonnière : le sel de déneigement sur les marronniers parisiens.

Les arbres « salés » roussissent dès mai ou juin et perdent leurs feuilles en juillet, bien avant la dormance hivernale. Du coup, ils font une deuxième pousse d'automne tardive, qui épuise l'arbre. Car les feuilles de cette seconde pousse ont une activité photosynthétique réduite et produisent peu d'amidon, étant donné que le sel bloque l'amyloglucose. On obtient des feuilles à haute teneur en chlorophylle et à faible taux de chlorophylle, « qui consomment plus qu'elles ne produisent ». Le marronnier, déjà victime des effets de réverbération de la rue, se dessèche et subit l'assaut des acariens. Une deuxième saison de déneigement peut lui être fatale.

poursuit sous l'écorce, de la pointe des racines à l'extrémité des branches. Réunis récemment à l'Institut botanique de Montpellier, des chercheurs se sont penchés sur ce métabolisme caché, qui détermine la croissance et l'architecture de l'arbre.

« On peut considérer l'arbre comme un système hydraulique, avec ses tuyaux, ses réservoirs, ses

grâce à des parois poreuses où la circulation s'opère par différence de pression. L'arbre subit de multiples agressions - choc thermique, sécheresse, blessure de l'aubier -, qui se traduisent par des embolies localisées. Le flux de sève est alors ou complètement stoppé (froid hivernal) ou détourné par les canaux encore disponibles. La fermeture des vaisseaux

grâce à des parois poreuses où la circulation s'opère par différence de pression. L'arbre subit de multiples agressions - choc thermique, sécheresse, blessure de l'aubier -, qui se traduisent par des embolies localisées. Le flux de sève est alors ou complètement stoppé (froid hivernal) ou détourné par les canaux encore disponibles. La fermeture des vaisseaux

## Le satellite européen Soho va observer les feux du Soleil

PAR UN HEUREUX concours de circonstance, dû notamment au retard de certains programmes, l'Agence spatiale européenne (ESA) voit pour la deuxième fois en quinze jours l'un de ses plus ambitieux satellites scientifiques prendre le chemin de l'espace.

Vendredi 17 novembre, Ariane mettait sur orbite, depuis Kourou (Guyane), une gigantesque bouteille Thermos, le satellite Iso, chargé d'observer l'Univers dans l'infrarouge (Le Monde du 18 novembre). Samedi 2 décembre, c'est le satellite d'observation du Soleil, Soho (Solar and Heliospheric Observatory), que les Américains lançaient de Cap Kennedy (Floride) à l'aide d'une fusée Atlas-II AS. Cet observatoire de 1 850 kilos, qui a été construit sous la maîtrise d'œuvre de Matra Marconi Space, est organisé autour de douze expériences dont les instruments ont, pour neuf d'entre eux, été réalisés par les Européens et, pour le reste, par les Américains. Le rôle de ce satellite qui ne connaîtra pas de repos, même nocturne, est de plonger vingt-quatre heures sur vingt-quatre son regard au cœur du Soleil.

## ZONE ÉTRANGE

Pour « faire la lumière » sur les profondeurs invisibles de notre étoile, Soho enregistrera des oscillations visibles à sa surface, comme les géologues étudient les séismes pour connaître la structure interne du globe terrestre. De l'étude fine de ces phénomènes, on peut déduire des informations importantes sur la température du centre du Soleil, le comportement étonnant de « particules fantômes » que l'on appelle les neutrinos, la vitesse de rotation de cette boule de gaz, ainsi que sur des mécanismes paradoxaux qui font que la température de certaines couches externes de cet astre sont considérablement plus chaudes que d'autres pourtant plus proches de son centre.

Mais Soho n'arrêtera pas là ses observations. Il aura aussi la charge d'étudier pendant sa durée de vie, au moins deux ans, le vent solaire, ce flux continu de matière électrisée composée de minuscules particules produites par le

Soleil et qui baigne l'espace interplanétaire. Quelles sont exactement les sources de ce « vent » ? Quelles sont les forces qui le propulsent ? Comment interfère-t-il avec la Terre, qui est une de premières planètes à y être exposées et sur laquelle il se manifeste parfois de manière spectaculaire par des aurores boréales et de puissantes perturbations des ondes radio et du réseau électrique ? Premières réponses dans quelques mois peut-être, le temps que ce satellite européen dont le programme a coûté 5 milliards de francs (2 milliards pour l'ESA et 3 milliards pour la NASA) rejoigne son poste.

Cette opération ne sera pas des plus simples, car pour étudier en continu notre étoile, Soho doit être placé en un point situé dans la direction du Soleil, à 1,5 million de kilomètres de la Terre. Cette zone étrange, connue sous le nom de Lagrange 1, du nom du mathématicien français Joseph Louis Lagrange, qui, le premier, calcula ses coordonnées à la fin du

XVIII<sup>e</sup> siècle, est, pour les satellites, une sorte de région d'équilibre où les forces d'attraction du Soleil et de la Terre se compensent. C'est donc vers cette oasis de tranquillité que la NASA doit conduire Soho, qui, au terme d'un difficile jeu de piste de quatre mois pour l'amener à bon port, décrira là, des années durant, de vastes ellipses de plusieurs centaines de milliers de kilomètres.

Jean-François Augereau

■ ESPACE : un satellite espion chinois en perdition risque de retomber sur terre dans les premiers mois de 1996, « en un point non prévisible, entre 56,5 degrés de latitude nord et sud ». Cet engin de plus de 2 tonnes est muni d'un bouclier thermique et devrait donc résister à la rentrée dans l'atmosphère. Si son système de récupération par parachutes est resté en état, l'atterrissage pourrait cependant se produire en douceur. — (Aviation week and space technology)

## APPEL DE CANDIDATURE 1996

## PRIX SCIENTIFIQUE

Philip Morris

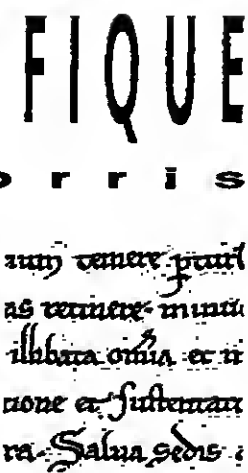
L'Association pour le Prix Scientifique Philip Morris décernera, pour la huitième année consécutive, trois prix et une mention spéciale à des chercheurs français ou établis en France qui auront fait aboutir un projet de recherche appliquée. Les prix, d'une dotation globale de 700 000 francs, seront remis en 1996 dans les disciplines suivantes :

## PHYSIQUE • ÉCONOMIE • ÉTHOLOGIE

Le jury, composé de scientifiques spécialistes de ces matières, attribuera les prix après examen des dossiers qui lui seront soumis.

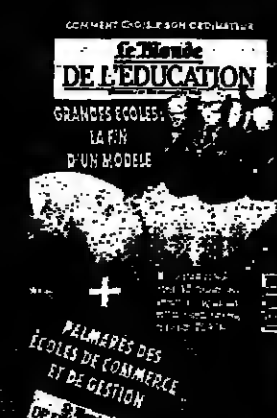
Association pour le Prix Scientifique Philip Morris  
105 boulevard Haussmann - 75008 Paris - Tél. 11 47 42 53 00

DÉPÔT DES DOSSIERS AVANT LE 31 JANVIER 1996



## Le Monde DE L'ÉDUCATION

- Grandes écoles : la fin d'un modèle. Sauront-elles s'adapter à la nouvelle donne européenne et mondiale ?
- Comment choisir son ordinateur ?
- Rôle : quelques idées pour des cadeaux éducatifs.



DÉCEMBRE 1995 - 35 F



# De grands clubs européens de football apportent leur soutien à Jean-Marc Bosman dans son action contre l'UEFA

Les équipes les plus riches ont tout à gagner à une libéralisation du système des transferts

Outre les difficultés d'organisation du tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde, le 12 décembre à Paris, en raison des

grèves, l'Union européenne de football (UEFA) redoute une autre échéance : le prochain jugement de la Cour de justice des commu-

nautés européennes dans l'affaire Bosman. Ce footballeur belge, qui conteste la validité de certains règlements de l'UEFA, notam-

ment dans le domaine des transferts de joueurs, a reçu le soutien de plusieurs dirigeants de grands clubs européens.

DANS SON COMBAT contre la toute-puissante Union européenne de football (UEFA), Jean-Marc Bosman n'est désormais plus seul. Le modeste joueur belge vient de recevoir le soutien tacite ou affiché de clubs prestigieux. Newcastle United, les Glasgow Rangers, et d'autres clubs où il n'a jamais espéré jouer, lui ont témoigné un soutien pas forcément désintéressé. Dans l'affaire plaidée auprès de la Cour de justice des communautés européennes (Le Monde du 22 juin 1995), ils voient surtout l'occasion d'écarter le pouvoir joggant de leur instance dirigeante. Ils sont nombreux à penser tout bas que dit tout haut Sir John Hall, le président de Newcastle : les grands clubs ne se sentent pas représentés par l'UEFA. L'occasion est donc belle.

Parce que son club légitime avait sciemment brisé sa carrière, Jean-Marc Bosman a attaqué l'UEFA, l'organisation tutélaire, devant le tribunal de Luxembourg. Il conteste la conformité de certaines règles de l'UEFA en matière de transferts avec les dispositions du traité de Rome. Le litige porte, d'une part, sur l'obligation de verser au club qui le possède des indemnités de transfert pour libérer un joueur en fin de contrat. Est critiquée, d'autre part, la limitation du nombre d'étrangers, même ressortissants communautaires, autorisés à jouer dans les équipes professionnelles. Selon lui, ces deux contraintes sont en contradiction avec le principe de la libre circulation des travailleurs (article 48) et avec celui de la libre concurrence (article 85). L'avocat général, dans un avis public rendu le 20 sep-

tembre (Le Monde du 22 septembre), lui a donné raison. Les avocats du plaignant, M<sup>rs</sup> Jean-Louis Dupont et Luc Misson, ont bon espoir que le verdict des juges, comme il est de coutume dans cette juridiction, aillent dans le même sens. Le délibéré serait pratiquement achevé. La décision devrait être rendue à la fin du mois de décembre ou au début de 1996. Avant l'échéance, l'UEFA aurait proposé à Jean-Marc Bosman une transaction de 7 à 8 millions de francs français pour qu'il retire sa plainte. La somme est importante, tentante pour un homme qui, à trente ans et après cinq années de procédure, sait sa carrière sportive compromise. Seul le syndicat des joueurs français (UNFP) lui a fourni une aide d'un montant bien moindre afin qu'il mène la procédure à son terme. Un soutien financier plus important devrait être annoncé dans la semaine par la Fédération internationale des syndicats de joueurs (Fifpro).

Mais certains employeurs s'intéressent également au sort de Jean-Marc Bosman, ou plutôt à l'issue de son procès. Le soutien le plus explicite est venu de Sir John Hall, le président du FC Newcastle, actuellement en tête du championnat d'Angleterre. Une des plus grosses fortunes du royaume, propriétaire d'un stade, d'une équipe de football, mais aussi de rugby et de hockey, Sir John était présent à Luxembourg, le 20 juin, lors des plaidoiries, discrètement assisté dans la salle.

Lundi 27 octobre, lors d'une audition à Bruxelles devant les parlementaires européens, portant notamment sur le procès en cours, alors que les représentants de l'UEFA revendiquaient le soutien unanime du monde du football à leur cause, l'homme d'affaires anglais a affiché ouvertement sa différence et pris fait et cause pour la

partie adverse. A Newcastle, on insiste pour dire que Sir John Hall a agi « à titre purement personnel », avant d'ajouter qu'il « reflétait sans doute l'opinion d'autres présidents ». David Murray, le patron des Glasgow Rangers, a confirmé qu'il partageait la position de son homologue anglais.

Alors que l'UEFA tente de créer l'union sacrée à coup de pétitions, le silence des grands clubs est assourdissant. Seul Louis Nu-

libre concurrence n'a jamais été pour leur déplaire à tous.

En Italie, inspiré par les comptes-rendus de l'affaire Bosman, un sénateur de la Ligue du Nord a provoqué l'émotion, mardi 28 novembre. Francesco Speroni a fait adopter par ses pairs un amendement supprimant la limitation du nombre des étrangers ressortissants de la communauté européenne ayant le droit de jouer dans les clubs professionnels. La

position. Voilà pour les déclarations ou les mutismes officiels sur l'affaire Bosman. Mais, dans la coulisse, règne une grande effervescence. L'UEFA ne reste pas bras ballants même si elle semble avoir fait son deuil de la décision de justice. Par les fédérations nationales interposées, elle a entrepris un intense lobbying dans les milieux politiques des quinze. Elle souhaite obtenir l'introduction dans le traité de Maastricht d'un point admettant le sport professionnel comme une activité extra-économique, en vertu d'une sorte d'exception culturelle. Simultanément, des clubs renommés avaient récemment prévu une réunion secrète de concertation. Ayant eu vent de la manœuvre, l'Union avait fait avorter la rencontre. Elle aurait organisé un autre rendez-vous sur le sujet, en sa présence cette fois, en février 1996.

Les grandes équipes européennes auraient beaucoup à gagner à ce que la plainte aboutisse. Elles sont concurrencées au premier chef par les deux règles de l'UEFA contestées par Jean-Marc Bosman. D'une part, ils déboursent chaque année les plus grosses indemnités de transfert et ont toujours regret à enrichir la concurrence. D'autre part, ils sont bridés dans leur quête de l'équipe la plus talentueuse par le fait qu'ils ne peuvent aligner sur le terrain que trois étrangers.

L'abolition – même le simple assouplissement – de ces deux contraintes permettrait aux clubs les plus fortunés, ceux qui investissent le plus lourdement, d'asseoir plus facilement leur suprématie sportive. Une plus libre concurrence sur le marché des transferts permettrait de limiter – légalement – l'incertitude du sport.

Benoît Hopquin

## Le dernier pas de Nantes vers la qualification

Le FC Nantes joue, mercredi 6 décembre au stade de la Beaujoire, sa qualification pour les quarts de finale de la Ligue des champions face au Panathinaïkos Athènes. Les circonstances sont plutôt favorables. Une défaite des joueurs de Loire-Atlantique les condamnerait à la seule condition que le FC Porto l'emporte dans le même temps à Aalborg. Un match nul des Français apporterait à coup sûr le point qui leur manque : ils termineraient deuxième du groupe A et rencontreraient le premier du groupe B, c'est-à-dire le Spartak Moscou, qui a gagné tous ses matches jusque-là. Une victoire face aux Grecs permettrait aux Canaris de terminer premier du groupe A : l'adversaire des Français serait alors le Legia Varsovie (Pologne) ou Rosenborg Trondheim (Norvège). Les dirigeants nantais espèrent enfin remplir le stade mercredi. Le public de la Beaujoire boude en effet la Ligue des champions. La moyenne n'a pas dépassé 18 000 spectateurs, alors qu'elle atteint 24 000 en championnat de France.

Le président du FC Barcelone, s'est exprimé ouvertement en faveur de l'association européenne. En France, les responsables du Paris Saint-Germain préfèrent ne pas s'exprimer.

## ÉMOI EN ITALIE

En Allemagne, le Bayern Munich n'est guère plus local. Le club compte au sein de son conseil de surveillance Robert-Louis Dreyfus, le repreneur d'Adidas. L'homme d'affaires suit avec assiduité les péripéties judiciaires du dossier C-415/93. Comme tous les grands bailleurs de fonds du football, la soupçonne actuellement les implications de la décision de justice. La

levée de boucliers a été immédiate, la fédération, la presse, les joueurs et les tifosi imaginant avec horreur le scénario envahi par des mercenaires. La Chambre des députés, qui doit l'examiner prochainement, devrait retirer l'amendement voté par les sénateurs, dont ceux de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi. Devant l'effervescence provoquée dans le pays, les députés ont promis de se prononcer contre l'amendement. Mais M. Berlusconi, patron du Milan AC, a préféré ne pas s'exprimer sur une affaire devenue d'État. Seul parmi les grands présidents de clubs italiens, Franco Sensi, de l'AS Roma, a osé approuver la po-

## La Nouvelle-Zélande s'organise pour la défense de la Coupe de l'America

Peter Blake s'apprête à affronter un nombre record de challengers

AUCKLAND correspondance

Sir Peter vit en Angleterre. Peter Blake, le plus célèbre des Néo-Zélandais, a été amobilisé depuis qu'il a rapporté la Coupe de l'America dans son pays. Au cours d'un récent voyage dans son pays natal, le héros aux chaussettes rouges a dévoilé les grandes lignes du programme

de son pays pour tenter de garder le plus vieux trophée sportif du monde à l'occasion du prochain défi qui aura lieu sur le plan d'eau d'Auckland entre la fin février et le début mars de l'an 2000.

Pour éviter la confrontation fratricide des « defenders », il ne devrait y avoir qu'une seule équipe – on parle de « syndicat » – pour défendre les couleurs de la Nouvelle-Zélande. Cette volonté de réduire le nombre de participants a également été prise en raison du grand nombre

de pays étrangers désireux de se lancer dans la plus grande compétition mondiale de voile. Trente-cinq concurrents se sont déjà fait connaître. Ils viennent des États-Unis, du Japon, d'Australie, de Singapour, du Canada et d'Afrique du Sud. L'Europe pourrait être représentée par la France, l'Italie, l'Espagne, la Russie, l'Angleterre, la Suède et les Pays-Bas.

« Nous ne pensons pas qu'ils vont tous donner suite, mais il semble que nous allons accueillir un nombre record de challengers, peut-être entre 14 et 18 », a déclaré Peter Blake au cours d'une conférence de presse à Auckland, le 23 novembre. Si nous voulons réussir notre défense de la course, nous allons devoir être encore plus molins et plus déterminés que pour la campagne de 1995. La décision de ne présenter qu'un seul syndicat pour défendre la Coupe a été prise par Peter Blake en accord avec le Royal New Zealand Yacht Squadron.

UN PLAN D'EAU SURNIVIS C'est le club de voile, le plus chic de Nouvelle-Zélande, appelé le « Royal Squadron » par les ha-

bitants d'Auckland, qui garde la prestigieuse algèbre d'argent. Au premier étage d'un modeste bâtiment, la coupe trône au centre d'un salon qui domine une grande partie du golfe d'Hauraki. Les membres du club aiment à penser qu'elle est là pour longtemps. Le choix d'un syndicat unique risque toutefois de faire passer à la concurrence d'émérites marins kiwis, qui ne sauraient se satisfaire d'un second rôle à bord du bateau néo-zélandais.

Les « yachtes » d'Auckland et de Wellington ont déjà leur réputation sur le marché de l'emploi des équipiers de course. Lors du championnat du monde de match-racing, qui a eu lieu à Auckland à la fin du mois de novembre, huit des dix bateaux en course avaient fait appel à des équipiers néo-zélandais. Outre la bonne réputation de ces marins, c'est leur connaissance du « terrain » qui est convoitée. « Ce plan d'eau est terriblement surnivis, avec des coefficients de morée énormes, des conditions de vent extrêmes. On peut passer dans la même journée d'une mer d'huile à 40 nœuds de vent.

L'orientation du vent est modifiée par le relief des côtes et des îles avoisinantes », explique l'Américain Ed Baird, champion du monde de match-racing.

« Pour que nous soyons prêts à temps pour recevoir les premiers syndicats fin 1997, il n'y a pas une minute à perdre », affirme Peter Blake. Chaque syndicat devrait en effet se rendre à Auckland avec au moins deux voiliers, ou deux bateaux accompagnateurs, et plusieurs embarcations légères rapides. L'annonce du budget nécessaire (environ 160 millions de francs) pour la construction des seules infrastructures portuaires a semblé refroidir momentanément les plus fervents supporters du projet néo-zélandais. « L'organisation de cet événement va demander un effort majeur pour un si petit pays. Mais il faut que cela se fasse, et que cela se fasse bien, si nous voulons montrer au monde entier que nous ne sommes pas qu'un pays de moutons et de beaux paysages », a conclu Sir Peter, avant de se retourner dans son Angleterre d'adoption.

Florence de Changy

## LE MONDE diplomatique

Décembre 1995

- **PROCHE-ORIENT** : Paix piégée, par Alain Gresh. – Israël, maître de la Cisjordanie, par Jan de Jong. – Au nom du Grand Israël, par Joseph Algriz. – Attention, ghetto ! par Dominique Vidal.
- **HISTOIRE** : L'antisémitisme du III<sup>e</sup> Reich : un Vatican lucide et timoré, par Henri Madelin. – L'autre face du génocide, par Philippe Burin. – Pourquoi Staline liquida le Comité antifasciste juif, par Laurent Rucker.
- **RUSSIE** : Sous la pression de l'Occident, par Paul-Marie de La Gorce. – Tchernobyl, une petite ville face aux réformes, par Jean Radvanyi.
- **POLOGNE** : Réformer par la ruine, par Ignacio Ramonet.
- **ASIE** : Le viol permanent du peuple birman, par Renaldo Gassi.
- **BRESIL** : La droite conservatrice se renforce, par Catherine Hilly. – L'ambre médecine du docteur Cardoso, par Jean Ziegler. – Aux normes de la mondialisation, par Pinto Arruda Sampaio.
- **PACIFIQUE** : Introuvable Papouasie - Nouvelle-Guinée, par Jean-Pierre Clerc.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Jo Maso devient manager de l'équipe de France de rugby

JO MASO devrait être le prochain manager du XV de France. Il remplacera André Herrero qui avait démissionné, le 9 novembre, après le mouvement de protestation des joueurs de l'équipe de France (Le Monde du 11 novembre). Cette décision devra être entérinée par le bureau fédéral de la Fédération française de rugby vendredi 8 décembre (FFR).

Jo Maso, âgé de cinquante et un ans, était l'adjoint de André Herrero, plus particulièrement chargé de la communication, auprès des joueurs. Ce choix a été rendu possible par un accord entre la FFR et les représentants de la société Adidas dont l'ancien trois-quarts de Perpignan, vingt-cinq fois sélectionné en équipe de France, est directeur régional pour le grand Sud-Est.

■ **PHILIPPE BENETTON** sera indisponible pendant deux mois. Le troisième ligne international de l'équipe d'Agen a été victime, dimanche 3 décembre, d'une fracture au bras droit à l'occasion du match de championnat de France contre Nice. Philippe Benetton ne devrait donc pas faire partie de l'équipe de France pour le début du Tournoi des cinq nations 1996.

■ **FOOTBALL** : les travaux du stade de Furiani seront financés à 37 % par l'Etat. Le montage financier des travaux de construction de la nouvelle tribune nord est désormais bouclé grâce à un apport supplémentaire de l'Etat qui s'était engagé initialement à hauteur de 34,6 %. Cet effort est identique à celui fourni aux villes qui accueilleront la Coupe du monde de football de 1998. Le reste du financement (au total 48,5 millions) sera assuré à parts égales par le district de Bastia, le conseil général de Haute-Corse et la collectivité territoriale de Corse. L'effondrement d'une tribune provisoire du stade de Furiani, le 5 mai 1992, avait fait dix-sept morts et deux mille blessés.

■ **STADE DE FRANCE** : Guy Druet, ministre délégué à la jeunesse et aux sports, a annoncé, lundi 4 décembre à Paris, que le stade, actuellement en construction à Saint-Denis, pour accueillir plusieurs matches de la phase finale de la Coupe du monde 1998, s'appellera le Stade de France. Ce nom figurait au milieu d'une liste, comprenant également Ellipse, Stade de la liberté et Alliance, proposée par un jury présidé par Bernard Pivot. « C'était le nom le plus cité parmi les votants. Dans ce nom, il y a à la fois la symbolique du pays et la référence à un équipement sportif », devait commenter Guy Druet. En exprimant sa satisfaction, Patrick Braouezec, le maire (PC) de Saint-Denis, a rappelé que « la plaine de France débutait précisément à Saint-Denis ». Pour Michel Platini (coprésident du comité d'organisation de la coupe du monde), « c'est un beau nom. D'une belle banalité ».

■ **AUTOMOBILISME** : l'écurie Pacific a annoncé son retrait du championnat du monde de formule 1, lundi 4 décembre. Depuis sa création, il y a deux ans, l'écurie britannique n'avait jamais marqué de point à l'issue d'un Grand Prix. Le retrait de Pacific, qui avait racheté l'écurie Lotus il y a un an, ramène à onze le nombre d'équipes en lice pour le championnat du monde 1996. – (Reuter.)

## ÉTVDDES

Après les essais nucléaires

Dominique DAVID

Le doute au XX<sup>e</sup> siècle

Bertrand SAINT-SERNIN

décembre 1995

Le numéro : 55 F

44 rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. (1) 41 39 48 48  
Ou taper sur minitel : 36 15 ST-ETUDES



## La peur de trancher

Les Japonais préparent le poisson cru selon un cérémonial qui reste largement confidentiel. Il faut entre quatre et cinq ans aux apprentis cuisiniers nippons pour avoir le droit d'exercer leur art. Les Français amateurs de ces pratiques culinaires sont encore rares

LES BEAUX-ARTS de la table sont nés sous le pieu et la bache. Aux tueries primitives, annonciatrices de festins, succéderont des rituels plus policés, mais le goût du sang ne quitterait plus la pratique gastronomique. La strangulation, l'étranglement, l'attaque à l'arme blanche, tout serait bon pour servir à la cause. L'animal trépassait au nom de la succulence. C'était son honneur. Aujourd'hui, les grandes gestuelles sacrificielles se pratiquent toujours, mais dans l'ombre. À l'abri du regard, il n'y a guère que le bœuf breton que la famille imole encore en direct, laissant au plus courageux le soin de le découper vivant par le milieu. L'acte est inadmissible, mais c'est très bon, une fois occis, le homard.

Truicteurs avec façons, les fils de Carême se sont toujours étonnés que l'on puisse aller au-delà de ce que permettaient les bonnes manières. Jeter une truite encore frémissante dans une eau déjà bouillonnante paraissait une limite acceptable pour la préparer « au bleu ». Plat instantané : fumet-minute et trépas rapide ; un beurre fondu par là-dessus et le tour était joué. Autre chose est de ces agonies lentes à rituel avec effort, durant lesquelles l'objet du délice sert à la fois de plat de résistance et de divertissement tragique.

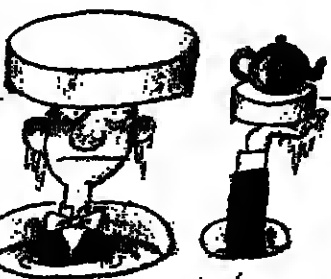
Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût, se rappelle avec un vilain frisson dans l'échine le cadeau que lui avait administré ces Japonais en lui priant de déguster le cru du cru d'un poisson découpé en pleine santé, l'œil de l'animal rivé sur celui de son interlocuteur durant une longue partie du cérémonial. « Encore une bouchée pour moi », murmurait de temps en temps l'animal, pour encourager le gastronome-voyageur. « Ne colle pas mon vieux, un petit effort, quand je



serai tout à fait à point, tu pourras te débarrasser avec mon foie, tout polissant, encore très frais. » Ensuite le potage, avec ma tête courtoisement, flanquée de mes arêtes et nageoires et la friture, plus tard, où seront plongés mes derniers et peu présentables reliefs. Adaptée à la cuisine, une variante du supplice des « cent morceaux », comme l'avaient mis au point les Chinois. Moments intenses.

On rencontre à Paris des Japonais qui resteront toujours prudents avec certaines coutumes locales à l'exportation. Il fallait déjà faire passer le poisson cru, le poisson cru vivant viendrait après. « Cuisine décentrée », comme disait Barthes, pas encore tout à fait excentrée.

Fade et serotine, la table nipponne plait ou attriste les Français. Ils n'y retrouvent rien de ce qui leur convient, ou, à l'inverse, se proposent de comprendre les gammes courtes des mariages marteaux qu'elle leur offre. C'est sincère et plutôt flatteur pour la diaspora des cuisiniers japonais par nature peu enclins à accorder leur confiance à des Occidentaux munis d'un bagage gastronomique qui les dépasse et ne les trouble pas. Leur cérémonial reste confidentiel et les rites qui l'entourent largement hors de portée du petit cercle d'amateurs éclairés



### Le thé au frigo

Le thé est la boisson la plus consommée dans le monde après l'eau. La duchesse de Bedford, qui lança en 1830 dans son salon les premiers « five o'clock tea », serait horrifiée de savoir que celui-ci est aujourd'hui servi froid, sans petits fours, et qu'il s'achète tout prêt au supermarché du coin. En France, l'engouement est récent, mais féroce. Cette année, pas moins de cinq nouvelles marques de thé glacé ont fait leur apparition, et le marché a triplé en volume, passant de 10 à 30 millions de litres. Tous les grands groupes s'y mettent : Schweppes, sous sa marque Oasis, McCain avec Colorado, Nestlé et Coca-Cola associés pour Nestea, on le suisse Héro, qui conditionne du thé en briques sous la marque Réa. Dernier en date à débarquer dans les rayons, Pepsi a lancé en novembre ses thés glacés aux fruits, Lemon

Tea Satisfaction et Peach Tea Persuasion. Pour ne pas perdre de terrain, le pionnier des boissons au thé, Lipton, a décidé de traquer les consommateurs à peine sortis du biberon avec son Ice Tea. L'an passé, plus de 800 000 échantillons de sa marque ont été distribués dans les écoles aux enfants de six à dix ans. Doit-on s'en inquiéter pour la santé de ces chers bambins ? Non, la composition de ce breuvage industriel est à mille lieux de celle que l'on trouve dans les ouvrages culinaires qui fagotent presque toujours d'une bonne rasade de rhum. De l'eau, quelques extraits de thé, un peu d'arôme ou de jus de fruit : voilà la recette, peu compliquée, de ce qui pourrait bien devenir la boisson phénomène du troisième millénaire. Les

qui s'extasiaient avec prudence sur l'austère simplicité des plats qui nourrissent leurs rendez-vous extrême-orientaux. Ceux où entre le poisson cru, le poisson nu, par exemple.

Puissance et symbolique de l'acier. De son premier voyage au Japon, Bocuse, fasciné, rapporta l'un de ces couteaux à faire peur qu'il venait de voir à l'ouvrage sur les planches à trancher de ses confrères. Il faut entre quatre et cinq ans à ces toques armées pour avoir le droit de se saisir du poisson et de le mettre en pièces – ils sont, chez nous, l'équivalent du saucier. Des personnages importants dans l'organisation des agapes.

### PROTÉGER LA CHAIR

En voilà un qui se prépare à passer à l'ouvrage. C'est un membre de l'équipage de cette brigade de cuisiniers de Kyoto, en escale au Kinugawa, rue du Mont-Thabor. Sur le billot, offerte, ronde et dodue, une daurade royale attend les premiers coups. L'homme se met en position, assure son stance, comme disent les Anglais qui jouent encore au golf. Dans la main, un couteau à manche de bois et à la lame bisseauté. Instrument presque démesuré pour la victime, qui semblait reprendre espoir, au moment où l'artiste s'empare du motif. Découpe en force et en souplesse pour les amateurs du poisson qui a été débarrassé avec d'infinies précautions de ses entrailles. Eau vive. Tranchoir

toujours tenu immaculé. Protéger la chair, à petite s'en approcher. Sur un plat sont déposées les parures dans un ordonnancement mystique, comme si l'on rendait un ultime hommage à l'animal, qui, maintenant mis à vif, va donner le meilleur de lui-même. Tout se passe au ralenti, dans un tempo pourtant rythmé. La lame glisse sous la peau en prenant garde d'épargner la fine pellicule de graisse. Copeaux de peau. Le filet est levé, intouché presque. Tranchage au plus juste fil de la viande, dans des murmures de soie. Le sashimi est prêt.

Il était donc là le mystère. L'appréhension qui disparaît sitôt la première bouchée, sitôt le palais conforté, réconforté. C'était ça. Il fallait toute l'aveugle prudence et le communisme propos avec le poisson dans sa préparation pour le rendre à ce point acceptable, si docilement domestiqué. La haute sobriété de cette culture de table japonaise, son intimité et ses jalouses discrétions sont des remparts à sa divulgation. On dira qu'un pays qui expatrie ses propos gourmands pourrait les offrir avec plus de clarté. Ce ne semble pas être le « genre de la maison ». C'est à celui qui passe, de comprendre, d'aimer ou de ne jamais revenir.

Jean-Pierre Quélin

★ Kinugawa, 9, rue du Mont-Thabor, 75001 Paris. Tél. : 42-60-45-21. Menu (déjeuner) 150 F, carte de 300 à 450 F. Tous les jours.

enfants peuvent en ingurgiter jusqu'à plus soif : les extraits de thé, jamais dosés à plus de 1 %, ne risquent pas de les secouer. En revanche, inutile de chercher à retrouver ce léger parfum de laque que gardent certains thés de Chine.

La boisson est rafraîchissante et peu sucrée, ce sont là ses principales qualités. Pour le goût, les fabricants y rajoutent à doses homéopathiques, au mieux des jus de fruit, au pis des arômes. Citron, menthe ou pêche le plus souvent.

Preuve de succès, après les industriels, c'est au tour des distributeurs de se mettre à l'heure du thé glacé. Monoprix devrait lancer le sien en janvier. Il est vrai que le consommateur français n'est pas encore arrivé à saturation : l'an dernier, il n'achetait encore qu'un litre de boisson au thé par habitant, tandis que nos voisins suisses en sont déjà à trente-sept.

Guillaume Crouzet

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

#### LE POQUELIN

■ Saluons dans cette ancienne « barrière » – c'était le nom des bistrots qui se signaient de cuisine moderne dans les années 70 – les efforts de Michel Guillaumin, natif de Vichy, en faveur de la cuisine du Bourbonnais. Le « menu de Molière » offre le classique et robotisé pâté de pommes de terre, dont le nom ancien est « truffat », et aussi la canette à la Duchambais. C'est une réduction d'échalotes déglacée au vinaigre, mouillée de bouillon ou de vin et crémée à l'instant. Une recette rustique, adaptée ici avec une liaison de foie gras, qui assure une heureuse transition entre le magret, servi rosé et les cuisses, en civet. Bonne tarte fine aux pommes. Saint-pourçain ou pissotte des fiéfs vendéens. Menu de Molière, 189 F. Foie gras à emporter. Réveillon 680 F.

★ Paris, 17, rue Molière (75001). Tél. : 42-96-22-19. Fermé le samedi midi et le dimanche.

#### LE PETIT NAVIRE

■ Le patron est fier, depuis vingt-six ans, de n'avoir pas changé sa façon de faire la tapenade – à base d'olives noires, de câpres, d'anchovies et d'huile d'olive – ni de monter l'ailoli ou la rouille. La soupe de poissons, rustique et goûteuse, est servie avec les croûtons, les deux sauces et le fromage. Ajoutée à la boudroite, elle sert aussi de bouillon à la bourride (115 F) ; il en est de plus raffinées, mais aussi de moins savoureuses. Les calamars à la tomate et au riz, la dorade à la friture parfois, les rougets et le homard (180 F) composent une carte poissonnière de bon aloi, dans un décor pour le Cigalon de Pagnol. Accueil ensoleillé. Menu 150 F. A la carte, 220 F.

★ Paris, 14, rue des Fossés-Saint-Bernard (75005). Tél. : 43-54-22-52. Fermé dimanche et lundi.

### Brasseries

#### LE CARDINAL

■ A l'ancienne barrière de l'octroi, face aux fontaines arts déco, M. Marty, imposant patron aveyronnais, gère Le Cardinal, brasserie sans histoires, depuis vingt-cinq ans. L'on ne sait si le cardinal archevêque de Paris, au bon accent rocaillieux, y vint manger le tripoux du pays (69 F les deux pièces) et autres confits qui figurent sur une carte classique de brasserie. Au bar, les chausseurs de taxi perpétuent une tradition : manger « sur le pouce » le plat du jour soit une solide portion de gigot aux haricots, servie par Maryse, une « payse » au franc-parler. Au restaurant, la sage bourgeoisie du bas-seizième vient goûter au banc d'huîtres (132 F) et huîtres à volonté ces jours-ci et à tous les bonheurs de la carte : grillades, plats mijonnés, poissons dignes des « guides », dont aucun, pourtant, ne mentionne ce monument connu des supporters de Manchester United ou de Glasgow Rangers. A éviter les jours de match. C'est alors le folklore, comensé compris.

★ Paris, 5, place de la Porte-de-Saint-Cloud (75016). Tél. : 45-27-02-60. Tous les jours.

#### LA BUTTE CHAILLOT

■ Si le terme brasserie désigne un restaurant muni d'un bar où l'on prend les commandes jusqu'à minuit, la Butte Chaillot répond à la définition. Avec quelque chose en plus, une cuisine tout simplement raffinée et un service attentif. La poêle d'escargots et pommes grenailles au beurre d'herbes, la marinade de jarret de veau braisé aux olives et gratin de macarons et le coulant au chocolat amer, voilà les trois plats vedettes de la carte d'automne. Mais aussi, la crème légère aux champignons des bois et moules ou, toujours, la volaille de Bresse rôtie, pommes purées. En décembre, on visite la Bourgogne : escargots vigneronne, filet de sandre au lard et à la moutarde, pain perdu à la confiture de « vieux garçon ». Une région chaque mois différente ; en janvier, le Dauphiné, et, en février, la lade en Savoie. Quelques vins à moins de 100 F, en pot et au verre (18 F à 25 F). Menu à 210 F. A la carte, compter environ 250 F.

★ Paris, 110 bis, avenue Kléber (75016). Tél. : 47-27-88-88. Tous les jours.

### Gastronomie

#### PAVILLON LEDOYEN

■ Saccagé par les cosaques qui bivouaquaient sur les Champs-Élysées en 1814, puis par les Parisiens pour n'avoir pas fermé ses portes pendant le défilé des troupes prussiennes en 1870, Ledoyen commença la frairie des jours heureux – Gide et Cocteau y fondent la NRF – et la sanie des temps de guerre : au déjeuner du 6 juin 1944, apprenant la nouvelle du débarquement de Normandie, Pierre Benoit s'écria : « La route du beurre est coupée ! » C'est la grâce de Paris qu'il nous soit donné de pénétrer encore ce monde enfui du XIX<sup>e</sup> siècle où la table est la compagne des arts.

Ledoyen reste interdit aux bourses plates, mais pas aux tournures provinciales. Depuis trois ans, on y célèbre la cuisine du Nord, et les gourmets – ravis – sont revenus. Aujourd'hui, la truffe en feuilletage prend ses cantonnements d'hiver nappée d'une réduction de vieux madère liée d'une glace de volaille. Le turbot rôti fait beureux ménage avec le parfum d'oignon d'un beurre blanc à la bière. Le râble de lièvre au genièvre, découpé sur le guéridon, et ses beignets de sautis, recevront l'ultime hommage d'une côte-rôtie. La cuisine de Ghislaine Arabian, énergique et suave comme un poème de Verlaine, mérite les trois étoiles, une distinction accordée une seule fois à une femme – Eugénie Brazier, en 1933 ! Menu au déjeuner 290 F. A la carte, de 350 à 700 F.

★ Paris, Carré des Champs-Élysées (75008). Tél. : 47-42-23-23. Fermé samedi et dimanche.

Jean-Claude Ribaut

## GASTRONOMIE...

### PARIS 6e

**ALSACE A PARIS**  
T.I.J.  
43.26.89.36  
9, pl. St-André-des-Arts, 6e - SALONS  
REVEILLONS - NOEL, carte normale  
SAINT SYLVESTRE - 460 F - 550 F  
Musique, Dances, Cotillions,  
Jusqu'à l'aube.

### PARIS 8e

**Ristorante GABRIELE**  
- Produits frais - Cuisine familiale  
- Anti-Pasti - Pâtes fraîches maison  
Entre place de la Concorde et la Madeleine  
7, rue Richemont - 75008 PARIS - FIDM.  
Tél. : 42.60.10.27

### PARIS 7e

**La meilleure formule**  
"LE BISTROT DE BRETEUIL"  
Le restaurant que l'on aimerait  
trouver souvent. Qualité-prix, pas  
de pièges, c'est clair et net,  
sûrement une des meilleures  
formules à ce prix-là : 175 F.  
Apéritif, vrai vin de propriétés  
(1 bout. pour 2 pers.), café.  
Excellente sélection de produits  
parmi les plus chers. Foie gras,  
lardon de Parme, esparges sauce  
mousseline, canard d'agneau.  
Nouveau : homard frais (sup. 15 F).  
Carte des desserts.  
Repas d'affaires. 177.  
3, pl. de Breteuil - 7e  
Tél. : 46.87.07.27 - Fax : 42.73.11.08.

### PARIS 18e

**Pathy's**  
白天餐館  
222, rue Championnet - 18e  
42.28.96.68  
**SPECIALITES CHINOISES  
et THAILANDAISES**  
cous les jours sauf le mardi  
M. Guy-Moquet

### Sur nos plateaux, c'est elle la star !



**LA CHAMPAGNE**  
GRANDE BRASSERIE DE LA MER  
10 bis, place Cligny - 75009 Paris  
Tél. 48 74 44 78 - Fax 42 80 63 11

**PROMOTION**  
FRUITS DE MER  
6 PLATEAUX  
79' à 240'

**CHEZ HANSI**  
GRANDE BRASSERIE ALSACIENNE  
3, place du 18-Juin-1940 - 75008 Paris  
Tél. 48 48 96 42 - Fax 45 44 55 46

### LA GASTRONOMIE

dans "LE MONDE"

c'est chaque Mardi

daté Mercredi

Pour vos annonces

publicitaires contactez

le 44.43.77.36

(Fax : 44.43.77.30)

Je m'inscris







**MUSIQUE** Le compositeur allemand Paul Hindemith (1895-1963) aurait dû, cette année, voir son œuvre être l'objet de grandes rétrospectives. Si la Grande-Bretagne, l'Alle-

magne et les États-Unis ont réexaminé sa musique, la France s'est tenue à l'écart de ce centenaire, à de rares exceptions près. ● APRÈS LE NEW YORK CITY OPERA, qui lui consacrait

ses soirées d'ouverture en septembre 1995, l'Opéra royal de Covent Garden a présenté une nouvelle production de *Mathis le peintre*, mise en scène par Peter Sel-

lars et dirigée par le chef finlandais Esa Pekka Salonen. ● SE REPLONGER dans les quarante-cinq années de la production de Paul Hindemith permet de découvrir ou de réévaluer

des œuvres qu'il avait lui-même écartées ou réécrites afin de les rendre moins subversives. Cela n'empêche pas les nazis de la classer parmi les « compositeurs dégénérés ».

## Paul Hindemith ou le portrait d'un vieux sage en jeune fou

Le compositeur allemand fut hâtivement classé parmi les partisans d'un retour à Bach et d'un néoclassicisme confortable. Le centenaire de sa naissance est l'occasion de relire une œuvre si abondante qu'elle intimide les interprètes

POUR BEAUCOUP de musiciens, Paul Hindemith est un homme placide, à la musique aussi lisse que son crâne était chauve. Classé rapidement dans les partisans du retour à Bach et d'un néoclassicisme confortable, le compositeur allemand mérite d'être reconsidéré en cette année commémorative.

Néoclassique, il ne l'a pas toujours été. Entre 1919 et 1921 – ses premières années de maturité musicale –, il ne se laisse influencer ni par Schoenberg, ni par Stravinsky. Hindemith emprunte la voie tonale et expressionniste illustrée à la même époque par Franz Schreker. Comme l'auteur des *Stigmatisés*, il se passionne pour des sujets morbides illustrés par une expression musicale tendue. Ses premiers opéras en un acte en témoignent : *Mörder, Hoffnung der Frauen* (Meurtre, espoir de la femme, 1919), sur un texte extrême du peintre et écrivain expressionniste Oskar Kokoschka, ou *Sonata Susanna* (1921), qui raconte les délires érotiques et onanistes d'une nonne (*Le Monde* du 20 juillet 1994).

Ceci établit d'emblée la réputation sulfureuse de Hindemith, bien oubliée aujourd'hui, et que l'auteur, durant son existence, tentera d'occultier en révisant ses premières pièces « édulcorées » de *Das Marienleben* ou en refusant de les voir jouer – c'est le cas de *Sonata Susanna*, un véritable chef-d'œuvre. Au début des années 20, Hindemith, excellent violoniste – il est *Konzertmeister* de l'Opéra de Francfort – et non moins excellent altiste (au sein du Quatuor Amar), développe un catalogue de musique de chambre de première qualité, où l'on retrouve l'alto, son instrument de prédilection, dans des sonates pour l'instrument seul, pour alto et piano, ou associé à la voix (les rares *Des Todes Tod* op. 23a – *La Mort de la mort*, pour voix, deux altos et deux violoncelles).

Parallèlement à la composition de *Das junge Magd* (*La jeune servante*, 1922), pour voix, flûte, clarinette et quatuor à cordes, un cycle austère et touchant, Hindemith écrit *Das Marienleben* (*La Vie de Marie*), pour voix et piano, qui est, selon le pianiste Glenn Gould, qui l'affectonnait et devait l'enregistrer en 1977, « dans sa forme ori-

ginale, le plus grand cycle de *Lieder* jamais écrit ». On y découvre les prémices de ce style lisse et dépoli qui constituera le credo artistique de Hindemith.

Cette simplicité de ligne se retrouve bien vite dans la production instrumentale, notamment dans la série des *Kammermusik* (« Musiques de chambre »), à la manière des *Concertos brandebourgeois* de Bach. Dès la première *Kammermusik* (1921), Hindemith développe une écriture virtuose, ultra-précise, voire humoristique. Dès avant l'heure du « retour à Bach », Hindemith dispose donc d'un langage clair et dynamique, parfois lyrique et profond (l'extraordinaire mouvement lent de la *Kammermusik* n° 4) mais qui perdra de sa vitalité au fil d'un immense catalogue de sonates pour tous les instruments ou de multiples concertos.



Peter Sellars habille Mathis en tagueur

Le metteur en scène provocateur alourdit un ouvrage déjà peu digeste

**MATHIS DER MALER**, de Paul Hindemith. Alan Titus (Mathis), Thomas Young (Schwalm), Stig Andersen (le Cardinal), Christiane Oelze (Regina), Inga Nielsen (Ursula), Chœur et Orchestre de l'Opéra royal de Covent Garden, Esa Pekka Salonen (direction). Peter Sellars (mise en scène). George Tsypin (décors). Danyia Ramirova (costumes). James F. Ingalls (lumière).

**LONDRES** de notre envoyé spécial  
Le New York City Opera avait créé la surprise en programmant, pour l'ouverture de sa saison 1995-1996, *Mathis der Maler* (Mathis le peintre), dans une production – correcte musicalement, très laide scéniquement – que nous avions pu voir le 26 septembre. Faisant lui aussi Hindemith, l'Opéra royal de Covent Garden de Londres vient de représenter l'ouvrage, le jour même de la naissance du compositeur – le 16 novembre. Avec Peter Sellars à la mise en scène et Esa Pekka Salonen au pupitre, on pouvait attendre de ces deux jeunes loups qu'ils se contentent quelque peu l'ordonnancement néoclassique de cet opéra.

On a aimé de Sellars ses *Noches de Figaro*, de Mozart, fêtes au sommet de la Trump Tower, Don Giovanni hanté Harlem, le *Saint-François d'Assise* de Messiaen en environnement de téléviseurs... Mais découvrir désormais tout nouvel ouvrage dans un contexte visuel américain finit par las-

ser. Dans *Mathis der Maler*, de Hindemith, monté par Covent Garden à Londres, il est certes question de bandes adverses, de rivalités, de trahisons et d'opportunismes, toutes choses que les banlieues de Paris ou de Manhattan connaissent au quotidien. Mais faut-il pour autant faire de ce peintre confronté aux pouvoirs politiques et religieux un artiste de rue new-yorkais entouré d'un ange gardien noir en pleine extase narcoïtique, s'attaquant à la construction d'une tour de verre, entouré de *hamelets* (nos SDF) de tous âges et de toutes conditions d'origine ? Pourtelles et échafaudages (comme dans la mise en scène de *Pelléas et Mélisande* pour l'Opéra d'Amsterdam), riches où l'on cache, par peur d'un autodafé, des livres... de poche : tout cet espace caricaturallement « fin de (ce) siècle » était-il nécessaire ?

**REDOUTABLE PLACIDITÉ NÉOCLASSIQUE**  
Passé l'inconvénient visuel, c'est bien le jeu des acteurs qui en souffre : le ruban qu'une Regina aux cheveux courts demande à Mathis pour nouer sa chevelure quand elle le rencontre, au début de l'ouvrage, l'incapacité à distinguer la fantasmagorie de Mathis de ce qu'il vit « au réel », au sixième tableau, les moulinets de bras typiques de Sellars, acceptables lorsqu'il s'agit du jeune homme noir dans son délire intolérable, mais ridiculement décoratifs quand il est effectué par Mathis, Regina ou Ursula. On reconnaît sans hésitation le désir du

chef d'orchestre Esa Pekka Salonen de sortir cette partition de sa grisaille. Il soutient ses chanteurs sans faillir. Mais cet enthousiasme ne suffit pas à sortir cette musique de sa redoutable placidité néoclassique, à l'exception de quelques moments où l'écriture laisse filtrer quelque émotion (airs de Regina et Ursula, le tout dernier monologue de Mathis : brèves plages où l'on respire, où le souvenir du grand Hindemith, musicien doué entre tous, pointe). Le Mathis d'Alan Titus est simple et aussi touchant qu'il est possible, et son allemand est remarquablement projeté et prononcé. Si le Hans Schwalm de Thomas Young manque de présence, les facettes du cardinal Albrecht von Brandenburg sont sensiblement chantées par Stig Andersen. Christiane Oelze est une exquise Regina, au timbre fruité et à l'émission parfaite : voix plus lourde, Inga Nielsen chante avec vaillance le rôle d'Ursula, et ménage, quand la partition l'y autorise, de beaux moments où l'on s'émeut.

On s'étonnait, notamment dans le dernier tiers de l'ouvrage, des dérapages d'intonation de la part des pupitres de cordes (notamment les altos et les violoncelles). L'après-midi précédent le spectacle, les musiciens avaient répété, pendant trois heures, Aldo de Verdi, le prochain spectacle de Covent Garden... A ce rythme, mêmes les exemplaires orchestres londoniens croulent sous la tâche.

R. Ma.

### A écouter

- *Mathis le peintre*, par Dietrich Fischer-Dieskau, l'Orchestre et les Chœurs de la Radio bavaroise, Rafael Kubelík (direction) : un coffret de 3 CD EMI 7243 5 55237-2-3.
- *Sancta Susanna*, par Helen Donath, l'Orchestre symphonique de la Radio de Berlin, Gerd Albrecht (direction) : 1 CD Wergo-Harmonia Mundi WER 60 106-50.
- *Die junge Magd-Der Todes Tod* : 1 CD Wergo-Harmonia Mundi WE 60 10650.
- *Das Marienleben*, par Roxana Roslak (soprano), Glenn Gould (piano) : un coffret de 2 CD Sony « Classical » SM2 K 52674.
- *Sonates pour alto* : Kim Kashkashian (alto), Robert Levin (piano) : un coffret de 2 CD ECM 1330-32.
- *Kammermusik* : par des solistes de l'Orchestre royal du Concertgebouw d'Amsterdam, Riccardo Chailly (direction) : un coffret de 2 CD Decca 443 816-2.
- *Trio n° 2-Quatuor à cordes op. 22-Symphonie Mathis der Maler*, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, Paul Hindemith (direction) et le Quatuor Amar : 1 CD Koch Schwan 3-1134-2. Distribué par Concord.
- Concord et Media 7 distribuent de nombreux enregistrements consacrés à Hindemith, dont l'intégrale de sa musique d'orchestre, publiée par CPO.

Propos recueillis par Renaud Machart

## Esa Pekka Salonen, compositeur et chef d'orchestre « C'est un opéra auquel je crois et je tiens »

« La décision de diriger *Mathis le peintre*, de Paul Hindemith, vous est-elle personnelle ?  
– J'ai découvert cet ouvrage en 1982, et j'ai alors eu le désir de défendre cette partition qui mérite d'être vraiment connue. Je l'ai fait savoir au cours des dernières années, et, lorsque la possibilité de monter l'ouvrage en compagnie de

Peter Sellars s'est présentée à Covent Garden, j'ai évidemment accepté. J'adore travailler avec Peter ; nous avons le même âge, les mêmes préoccupations sur la place de l'art dans la société – c'est d'ailleurs le sujet de *Mathis der Maler*. L'expérience vécue lors du *Saint-François d'Assise* de Messiaen à Salzbourg m'a ravi. Après *Mathis*, nous monterons le *Rake's Progress* de Stravinsky au Châtelet, en début de saison prochaine.

– Cet opéra est le plus connu d'Hindemith. Ne pensez-vous pas que sa qualité d'invention est plus faible que celle des premiers ouvrages lyriques en un acte ou de *Cardillac* ?

– Je ne connais pas ses premiers opéras mais je pense que cette partition est plus significative que celle de *Cardillac*. Si curieux que cela puisse paraître, je pense qu'au XX<sup>e</sup> siècle l'opéra procède essentiellement de Wagner, mais deux groupes d'opposition dès lors qu'ils découlent de *Parsifal* ou de *Tristan et Isolde* : dans la lignée de *Tristan*, je placerais les premiers opéras de Strauss ou les ouvrages expressionnistes de Schoenberg jusqu'aux *Soldats* de Zimmermann ; dans celle de *Parsifal*, je compte aussi bien *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, que *Ma-*

– Dans *Mathis*, Hindemith a tenté de circonscire l'expression d'une langue musicale qui menaçait d'exploser. C'est une écriture très linéaire, mais, si l'on regarde de près, on peut relever des détails, pas très spectaculaires, mais subtils. La partition semble très simple à lire, mais *Mathis le peintre* est un opéra auquel je crois et je tiens. D'ailleurs, je l'enregistrerai en 1998.

– Au chapitre des enregistrements, votre édition, Sony Classical, vient d'annoncer une édition intégrale de la musique de Georg Ligeti, comme CBS avait naguère offert une intégrale à Igor Stravinsky.

– Ligeti est un génie, une sorte de Stravinsky lui aussi : il entend tout ; il sait exactement comment sa musique doit sonner. Je suis très heureux de diriger ses pièces en concert et d'enregistrer la nouvelle version remaniée de son opéra, *Le Grand Macabre*. La musique de Ligeti fonctionne devant tous les publics. Je m'efforce, à Los Angeles, de présenter des œuvres contemporaines ; je peux vous assurer que le public le moins averti réagit toujours avec enthousiasme à sa musique.

– Est-il difficile de proposer des œuvres nouvelles au public américain ?

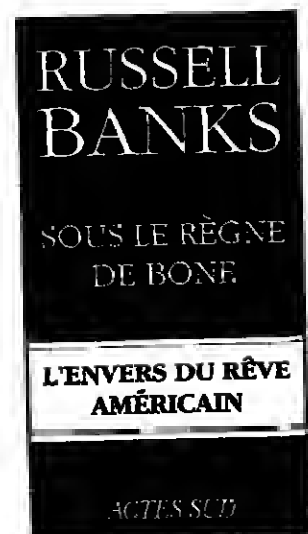
– La difficulté de la musique

contemporaine aux États-Unis est qu'elle est soit du côté d'Elliott Carter et de Milton Babbitt, soit du côté du minimalisme et du néo-tonal. C'est pour cela que j'aime programmer des œuvres d'un « troisième type », comme cette nouvelle pièce d'orchestre du français Gérard Grisey, en janvier prochain, dans la saison du Philharmonique de Los Angeles.

– On oublie parfois que vous êtes compositeur. Pouvez-vous, comme le fait Pierre Boulez, vous isoler le jour même d'un concert, et composer jusqu'à deux heures avant de monter au pupitre ?

– J'aimerais avoir ce talent, mais hélas, je dois absolument m'abstenir de toute autre musique lorsque je compose. Etant donné ma vie de chef d'orchestre, cela m'est très difficile. Je suis un peu triste d'avoir moins de temps à consacrer à la composition, car, pour moi, écrire, c'est vraiment le paradis.

– Cependant, l'avantage de cette situation est que je ne vis pas de ma musique et que je peux donc prendre le temps qu'il faut pour arriver au meilleur résultat artistique. Ce n'est donc pas tout à fait un paradis perdu.



Davidie l'autre

AC VOUS

FIAT PUNTO 46 900F

JUSQU'A



Chapman 150

## Robertson Davies, un œil vers la comédie, l'autre vers la tragédie

Mort à l'âge de quatre-vingt-deux ans, l'écrivain canadien laisse onze romans et dix-sept pièces de théâtre

L'écrivain canadien Robertson Davies est mort des suites d'une attaque cardiaque, samedi 2 décembre à Orangeville (Ontario) (Le Monde du

5 décembre). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Il laisse derrière lui une œuvre originale empreinte d'un humour distingué et marquée par l'influence

de Freud et de Jung. Homme de théâtre puis journaliste, il a abordé tard l'écriture de romans frottés à l'inconscient de tous les temps.

COMMENT peut-on être Canadien ? En donnant au pays l'identité romanesque qui lui fait défaut, aurait répondu Robertson Davies. Auteur de onze romans nourris des conflits du journalisme, de l'enseignement et du théâtre, il laisse des centaines d'articles, des essais, dix-sept pièces de théâtre (rarement jouées hors du pays). Traduite en dix-sept langues, son œuvre n'a bénéficié en France que d'une reconnaissance tardive. Sept de ses titres ont été traduits et son ultime roman, *The Cunning Man* (L'Homme avisé), publié au début de l'année 1995, y reste inédit.

Après une enfance dans les petites villes de l'Ontario qui servi-

ront de cadre à ses romans, Robertson Davies va poursuivre ses études à Oxford où il découvre à vingt-deux ans Freud et Groddeck et rompt avec les rigueurs de l'Eglise presbytérienne pour adopter la souplesse anglicane, qui lui léguera plus aimablement le cortège d'anges et de démons témoins de l'œuvre future. Engagé à l'Old Vic, à Londres, il entreprend une carrière théâtrale où il joue tous les rôles (acteur, professeur et metteur en scène).

Son père, devenu président de la presse canadienne, le rappelle à son côté en 1940. Il sera Canadien et journaliste. Durant vingt-trois ans, il se donne pleinement à *Petersborough Examiner*. Ses éditoriaux sont repérés par de nombreux autres titres. Dans le même temps, il n'abandonne rien de sa passion pour le théâtre.

Metteur en scène, pédagogue, donnant un *Shakespeare élémentaire* pour jeunes acteurs, il écrit ses premières comédies, mêlant mythes éternels et intrigues légères en des titres comme *Eros at Breakfast*. Mais l'homme, contrairement à sa réputation, a la tête politique. Il situera les pièces à venir au Canada. Il entend faire sortir son pays de son provincialisme, l'inciter à élaborer sa propre culture.

Grand débutant aguerri par l'écriture journalistique, Robertson Davies est au mi-temps de sa vie lorsqu'il saute le pas du roman avec la Trilogie de Salterton (1951-1958), satire de la vie à *Petersborough* soumise à une *Tempête* shakespearienne. « Je pense et j'espère que je pourrais obtenir la place qui me revient dans les lettres canadiennes, celle de leur plus sérieux

écrivain », proclame-t-il de sa voix si distinguée. Jamais *aa* d'aura mis autant d'humour dans la course au sérieux. En 1961, il est nommé recteur du Massey College, de l'université de Toronto (où il enseigne le théâtre). Il y reste vingt ans. Il a découvert Jung. Maintenant, il le pratique. Il conçoit la vie comme une succession d'échecs à franchir. Il se sait dans l'ultime, celle où la conquête du pouvoir fait place à la recherche de la sagesse, qu'il investit dans le roman.

### LE DRAGON DE L'INCONSCIENT

Avec le succès, il pense tenir les preuves que la haute conscience qu'il a de lui-même n'est pas vaine. Il fait dessiner son blason, où le dragon de l'inconscient veille sur une devise empruntée à la langue grand-paternelle : « *Ym-wr-dawed dyn a'i galan* » (« Un homme doit écouter les suggestions de son cœur »).

### Sept titres en français

Les deux dernières trilogies de Robertson Davies ont été traduites en français : celle dite « de *Deftford* », composée de *L'Objet du scandale* (1970), *Le Manticore* (1972) et *Le Monde des merveilles* (1975) et celle dite « de *Corinth* », avec *Les Anges rebelles* (1981), *Un homme remarquable* (1985) et *La Lyre d'Orphée* (1988). Les cinq premiers volumes sont disponibles en format poche, dans la collection « Points Roman » au Seuil. Le sixième a été publié aux Éditions de l'Olivier, comme *Fantômes et Cie* (1991), avant-dernier roman de Robertson Davies, sorti en octobre en France.

Jean-Louis Perrier



### La science en débat

Dans le cadre de l'exposition  
"Les ingénieurs de la Renaissance"  
Conférence  
Mercredi 13 décembre 1995 à 17h

### Léonard de Vinci et l'architecture

Jean Guillaume, Centre d'études supérieures de la Renaissance, Tours.  
Animation : Daniel Elouard, revue *Ulysse*.

accès libre

cités des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

REPRISE DU 8 DEC AU 7 JANV  
**UBU COLONIAL**  
SPECTACLE, REPAS ET MISE EN EXAMEN  
20h tous les jours sauf lundi - Location 54 41 25 34 - 194C  
**THEATRE VOLLARD**  
ILE DE LA REUNION  
**ECOUTEZ VOUS**



JUSQU'AU 31 DECEMBRE

# ACHETEZ UNE FIAT, VOUS SEREZ PLUS RICHE DE 19 000F\*

**FIAT PUNTO**  
à partir de  
**46 900F\*\***



### FIAT PUNTO ELUE VOITURE DE L'ANNEE 95

#### Si votre voiture a plus de 8 ans

\*En ce moment chez Fiat, vous pouvez économiser jusqu'à 19 000F (aide gouvernementale comprise) selon les modèles de la gamme Fiat, sans oublier l'offre Punto pouvant atteindre 15 000F (aide gouvernementale comprise).

Offres réservées aux particuliers pour tout achat d'une Fiat neuve dans la limite des stocks disponibles et non cumulables avec d'autres offres en vigueur. \*\*Prix au 01.09.95. AM.96 de la Punto 55 S 3p. offres Fiat et gouvernementale déduites. Prix de la version présentée : Punto 75 ELX DA 3p. 63 400F (offres déduites).

#### Si votre voiture a moins de 8 ans

Selon les modèles de la gamme, Fiat vous offre jusqu'à 12 000F au-dessus des conditions générales de l'argus et jusqu'à 10 000F sur la Punto. (Conditions générales de l'argus, diminuées des frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard).

#### Si vous n'avez pas de voiture à reprendre

Pour ne pas faire de jaloux, même si vous n'avez pas de voiture à reprendre, les concessionnaires Fiat participant à l'opération vous réservent des offres à couper le souffle. Jusqu'au 31 décembre chez Fiat c'est Noël.

JUSQU'À 19 000F D'ECONOMIE SUR LA GAMME FIAT **FIAT**



## Le souvenir de Jaco Pastorius plane sur le Festival Jazz à la Martinique

Les meilleurs noms se retrouvent dans l'île des Antilles pour la neuvième édition du rendez-vous le plus magique de l'année, hanté par le souvenir d'un concert mémorable du « meilleur bassiste du monde »

Pour sa neuvième édition, le Festival Jazz à la Martinique, qui alterne avec le Carrefour de la guitare, aligne les meilleurs noms (Jacky Terrasson, Nguyen Lê, Shirley Horn, Eddie Daniels, Jean-Jacques Milteau, sous

la houlette d'un maître, Ron Carter). Point cardinal, le retour de l'enfant prodige, Mino Cinelu en duo avec Kenny Barron et Branford Marsalis. Dans un lieu fort, les Antilles, qui n'offre pas que des facilités,

une femme, Fanny Auguiac, a réussi, contre vents et cydones, à imposer un des meilleurs festivals de la planète du jazz. Avec une importante représentation de la Caraïbe : Mario Cannonge, le trio TMG,

Chyco Jehelman, etc. Son jeune festival est déjà plein de souvenirs inoubliables, notamment celui de Jaco Pastorius, autoproclamé « meilleur bassiste du monde », et qui le fut effectivement. Le percussionniste

Mino Cinelu, le musicien le plus prestigieux de la Martinique, est de retour pour l'occasion au pays. Son concert en duo avec Branford Marsalis et Kenny Barron sera l'un des points forts du Festival.

### FORT-DE-FRANCE

D'abord il y a l'île, la Martinique, grande pourvoyeuse de réveries humaines, de musiciens et de poètes, pays contrarié, miné par son économie, complexe, toujours un peu divisé en deux (voir le débat sur la créolité, la négritude et son vieux lion, Aimé Césaire...). Ensuite, il y a le soleil et la mer qui terrassent, à moins qu'on ne soit venu les payer en leasing. Enfin il y a Schoelcher, une commune à l'entrée de Fort-de-France, un nom, le nom méconnu des néobourgeois qui le trouvent trop peu « doué » : le nom de celui qui a aboli l'esclavage. C'est ce site que, depuis 1978, Fanny Auguiac change en pôle de rencontre dix jours par an. Toutes les Amériques sont à deux pas, l'île est département français, sa propre culture est forte. Le CMAC (Centre martiniquais d'action culturelle) qu'elle dirige a d'autres activités. Le

Carrefour de la guitare et le Festival de jazz sont ses points forts. Les musiciens viennent en voisins. L'hiver est calme en Europe, froid aux États-Unis, c'est le temps des tropiques. La proximité, les tensions, la chaleur, la beauté vénéneuse des fleurs, tout concourt à l'étrange. C'est ici qu'on a vu Joao Bosco en 1978. Ce sont des rencontres que le génie du lieu font définitives. L'exiguïté du site force à se dévotier. Dave Valentin ou Rubalcaba y ont essayé leurs premiers feux, l'île est un tremplin, une avant-première.

Le Festival pouvait d'abord compter sur ses acteurs locaux : Bibi Monville, pionnier d'un jazz biguine splendidement dégagé ; Marius Cultier, prince des claviers, passant sans la voir à côté d'une belle carrière ; Eugène Mona, le plus authentique, le plus philosophe, il savait parler aux oiseaux et jouait de la flûte comme on n'a jamais vu un

homme le faire ; Paulo Rosine, meneur de musiciens, meneur savant et courtis. Bibi ne joue plus, les autres ont disparu. Falfret, Malavoi, les groupes d'après mai avaient un son, une démarche. La Martinique réinventait ses tambours. L'époque était plus forte, l'argent moins insistant, le pays plus timide. En vingt ans, toute l'évolution du monde tient dans sa musique, raconte ce qu'on n'a pas vu, les rapports sociaux, la diffusion, l'argent... Jazz à la Martinique est un poste d'observation parfait.

### FILS PRODIGES

On a entendu ici des steel bands de la Barbade, des géants d'Haïti, des rastas de forêt, quelques Cubains à l'aise, trois Guadeloupéens sérieux, le tout frotté à l'aristocratie du jazz. Qui n'a pas vu, sur la même scène en décembre, Stanley Jordan (ce Glen Gould de l'électroacoustique, mais en in-

trovert) et Chet Atkins (country en santiags) n'a pas vécu. Petrucci et Rubalcaba à quatre mains, dans un salon d'antan sous le regard des dames, c'est une scène. Solal, les frères Ferré éberlués, Bireli Lagrene, Kenny Burrell, Larry Coryell expliquant la guitare à son fils en mangeant des accras, Max Roach, Branford Marsalis, tous ont servi de vedettes américaines.

En face, le retour des fils prodiges, sur qui pèse, lorsqu'ils paraissent, une énorme pression : Sarda, Claude Sommier, Alain Jean-Marie, Sixun, l'immense Eddy Louiss... On a trouvé des phénomènes, Chyco Jehelman, à côté de qui Modiano eût eu l'air d'un gai luron, ou Menino Garay, percussionniste aux mains atomiques, doué d'assez d'ubiquité et de finasserie pour changer une belote familiale en apocalypse. Un souvenir s'accroche au lieu. Il

date de 1984. Fanny Auguiac programme en duo Jaco Pastorius, le Copernic de la basse électrique, et Rashied Ali, dernier batteur de Coltrane. En un mot, soirée très cartésienne. John Francis, dit Jaco, était fou. On l'aima tout de suite. C'était un ange. Pas un musicien à n'avoir cherché à jouer avec lui. La hargne de petits médiocres sans corps, qui ne purent jamais supporter sa danse animale en scène - une danse entre Artaud et James Brown, il bougeait comme pas un -, le rend inoubliable.

Son père était batteur, sa mère traînait les fêtes où l'on joue. Quand les Temptations ou les Supremes passaient par sa ville natale, (Fort Lauderdale, Floride), on l'engageait. A bord des steamers qui font les Caraïbes, il se frotte au reggae. A Miami, il professe à l'université. Et régulièrement, comme on revient auprès d'un sage, il vient voir Ira Sullivan. Il

entre à Weather Report comme on signe à l'Ajax. Il fait carrière seul. Il quitte insidieusement les colonnes (enfervées ou très cul-de-poule) des magazines de jazz, pour atterrir, via les journaux de rock, dans les faits divers. Il ne supporte pas les flûtes. Se met à tripoter toutes les drogues, la banane séchée et principalement l'alcool. Jaco Pastorius était le plus grand bassiste du monde. Après trois jours d'attente, il déboude dans le petit aéroport de Fort-de-France et fait une entrée d'outant plus remarquée sur la terrasse de l'hôtel qu'il n'est pas noir. Sinon, pour les touristes craintifs, ça cadrerait. Ils piquent du nez pour ne pas être vus par l'énigmatisme de trente-quatre ans qui fut très beau, et rajale les corn-flakes comme un pelotari, en hurlant d'une voix de caverne : « Hi ! I'm Jaco Pastorius, I'm the best bass-player in the world ! »

### MUSIQUE ÉNORME

La suite n'est qu'un film à épisodes de scandales drôlistes et frayeurs étouffées. La nuit, à la plage, on improvise de libres variations assez post-modernes sur fond de *Falstaff* et de *Rigoletto*. Le 14-décembre, cette année-là, il donne avec Rashied Ali son unique concert. C'est le dernier concert free, tendance free, sous-section free, catégorie free, style plutôt free, de l'histoire. Sublime. Un des orages les plus poignants et les plus drôles qu'on ait jamais entendus. On l'a encore entièrement en tête plus de dix ans plus tard. Énormement de musique, une musique énorme et une liberté totale.

Dans la nuit, plus personne n'a le contrôle. On l'assiste. On dîne en ville pour veiller au grain. Un étrange débat s'engage sur le sionisme. Les stagiaires de la master-class dirigée par Pastorius sont venus à grand frais du bout du monde pour apprendre les secrets de l'idole. Lui, il pourrait, sans qu'ils s'en aperçoivent, se changer en Martien. C'est exactement ce qu'il fait. On a beau dire : les glaçons dans le beaujolais chapitalisé, ça n'a pas que de bons résultats. Le meilleur bassiste du monde rate trois avions successifs. On le croit parti, il est à la piscine (une algarade, un commandant de bord chichiteux, il fut vénéreux maître de l'algarade). Les musiciens conduits par Ichiro Suzuki lui organisent une fête cependant que, avec une patience de mère, il enseigne le billard aux enfants de l'hôtel.

Trois ans plus tard, en sortant de prison à Miami, il est battu à mort par des vigiles qui l'avaient pris pour un clochard. Il nous manque. Au foyer Bellevue, que deux guitaristes jouent *Jesu Interdit* en canon, ou qu'un Citan décline *Nuages* sur le tintamarre de la nuit tropicale, crapauds criards, grillons chanteurs, inlassables cigales des îles, on entend toujours la voix de roccaille joyeuse de Jaco Pastorius qui clame : « Hi ! I'm the best bass-player in the world ! ». C'était vrai.

### Le jazz comme langue universelle

Noblesse et carrière oblige, Ron Carter règne sur Jazz à la Martinique. Sous son autorité (il est un des bassistes historiques du jazz), deux bassistes d'origine africaine, c'est un signe (Essiet Okon et Richard Bona, tous deux installés à New York), plus un jeune Allemand (Dieter Ilg), les trois moins de trente ans, offrent une autre idée de l'instrument. Les concerts d'ouverture ont cette signification. La langue du jazz est universelle. Jacky Terrasson est franco-américain. Il capte en finesse le public le plus réservé du monde : beaucoup d'écoute, une forte culture musicale, mais pas mal de froideur et jamais de rappel. Cela change de l'hystérie générale. Ce qui permet d'entendre Terrasson à sa juste place, avec cette pointe de sophistication qui plaît ; Mario Cannonge, à son bon rythme, avec une rythmique de feu ; et le trio de Nguyen Lê, comme il faut : on sera amené à parler de son « projet Vietnam ». Tout festival est un filtre. On entend les musiciens d'une autre oreille : les oreilles de l'autre. Sinon, les disques suffiraient.

LE MUSICIEN le plus prestigieux de l'île, le meilleur percussionniste du monde, une carte de visite de luxe à trente-huit ans - jazz, rock, ou musique du monde, Dizzy Gillespie, Herbie Hancock, Weather Report, Sting, Peter Gabriel, Todd Amos et, bien entendu, Miles Davis -, est de retour au

### Mino Cinelu, percussionniste

« Comme les Gitans, je crois à la profondeur de la note jouée »

pays presque natal. Il dit sa conception de la musique et sa vie de musicien aux États-Unis.

« Il est surprenant qu'à près votre carrière et vos références, la logique des grandes maisons de disque ne vous conduise pas à en rejoindre une. Est-ce le prix à payer pour être autonome à New York ? »

« Sans doute. Le fait que j'écrive pour le cinéma, pour des musiciens connus, le fait que je ne pratique pas qu'un instrument mais plusieurs, que je sois né en France, d'origine très mélangée, plutôt Martiniquaise, le fait que l'on commence à me reconnaître comme compositeur et producteur, que je ne transige pas, tout cela joue pour moi, mais tout peut se retourner contre moi. C'est le prix à payer. Je le connais. Tous les directeurs artistiques adorent mes morceaux qui ont eu du succès, mais personne ne me fait de propositions sérieuses. C'est normal. »

« Peut-être n'entrez-vous pas clairement dans le moule ? »

« Avant Miles, je travaillais comme bassiste et comme batteur. Dans les clubs, à New York, on ne connaissait pas cette casquette. Du coup, mon engagement comme percussionniste a brouillé les cartes. Je suis plus connu au Japon qu'en Europe. Sans album sous mon nom, je parviens à réaliser ce que je veux, c'est une exception, c'est essentiel. »

« C'est dur de vivre aux États-Unis pour un musicien venu d'ailleurs ? »

« Exact, mais je pourrais dire que j'ai quitté la France giscardienne pour des raisons analogues. J'en avais marre de me faire arrêter dans le métro, j'ai toujours cherché à me créer des situations difficiles, recommencer à zéro. Ce n'est pas très intelligent en termes de plan de carrière. Aux États-Unis, la situation est dure, c'est vrai. Aujourd'hui, la violence est accrue en raison des changements d'échelle. Les nouveautés ne concernent que la surface. La seule chose qui compte en profondeur, ce sont les changements d'échelle dans la diffusion, la médiatisation, l'argent, le volume - et même le volume sonore. »

« Avec vous, on a l'impression d'une grande faculté d'adaptation aux règles modernes, ne serait-ce que par l'expatriation, qui n'est pas

fréquente en France, et en même temps, d'un travail traditionnel, profond, proche de l'expérience intérieure. »

« Ce que je sais, c'est que j'ai besoin d'une pratique physique, la salle de musculation ou les arts martiaux, et de lectures, de méditation. La musique n'est pas un aboutissement : c'est une façon de poursuivre l'apprentissage. Ma passion pour les instruments n'a rien de technique, c'est une passion pour les formes et pour les sons que produisent ces formes. Je crois à la profondeur de la note jouée, comme les Gitans. Le plus souvent, les types n'y vont pas. »

« Et le retour en Martinique, il aide ou il rend les choses plus nerveuses ? »

« Ce n'est pas à proprement parler un retour. J'ai connu la Martinique de ma grand-mère à sept ans. Je trouve ici des apaisements extraordinaires. Mais cela ne va pas sans contradictions. Mon créole est mélangé d'haïtien, de guadeloupéen et d'américain. Les gens aiment que vous réussissiez, mais pas que vous partiez. Ils ont peur de ce qu'on devient, de l'image que l'on donne. Comme je n'ai pas l'idée de me balader avec un tee-shirt à cocotiers, ça peut plaire ou décevoir. Le manque de repères entre mes convictions, mes instruments, cette chance de pouvoir choisir, le chant, la composition, tout cela laisse les major companies assez hésitantes et mes compatriotes parfois un peu réservés. Pour être totalement honnête, je crois que je ne déteste pas cela. »

Propos recueillis par Francis Marmande

F.M.

DERNIÈRE LE 30 DÉCEMBRE

**LES COUFONTAINE**

L'Otage - Le Pain dur - Le Père humilié

de Paul Claudel

mise en scène Marcel Maréchal

**R21**

AGENCE Z

COOPI

RES

DANSE

THEATRE

PARIS

5, 6, 8 ET 9 DEC. 20H30

**RUI HORTA**

SOAP DANCE THEATRE FRANKFURT

OBJECT CONSTANT

pour 8 danseurs

2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

Maison des Arts de Créteil

le Festival d'Automne à Paris

présentent

du 6 au 10 décembre

**Martha Graham**

Dance Company

Snow on the Mesa

chorégraphie

Robert Wilson

création européenne

Sketches from Chronicle (1996)

Embattled Garden (1998)

chorégraphie

Martha Graham

42 96 96 94

50



**En Savoie,  
Alain Françon  
crée « La Mouette »**

**L'équipe  
des « Pièces de guerre »  
est une nouvelle fois réunie**



**ALAIN FRANÇON**, directeur du Centre dramatique national de Savoie, qui prendra à l'automne 1996 la succession de Jorge Lavelli au Théâtre national de la Colline à Paris, a rassemblé autour de lui la plupart des artisans du succès des *Pièces de guerre*, d'Edward Bond, pour créer cette nouvelle mise en scène du chef-d'œuvre de Tchekhov : le décorateur Jacques Gabel, les éclairagistes Joël Hourbeigt et Christian Pinaud, le costumier Patrice Cauchetier, la chorégraphe Caroline Marcadé. On retrouve aussi plusieurs des comédiens qui illuminèrent les nuits d'Avignon en

## UNE SOIRÉE À PARIS

**Martha Graham Dance Company**  
Un programme radical dédié à la guerre de 1914, à la Grande Dépression américaine, à la guerre civile espagnole : *Sketches from Chronicles* l'œuvre de Martha Graham, excessive, extrême, garde toute sa force d'actualité. La chorégraphie réagissait aux événements de l'Histoire non seulement en femme mais aussi en citoyenne, opposant toujours l'individu au groupe, les émotions personnelles aux structures sociales. Le programme comprend aussi une création très attendue de Bob Wilson : *Snow on the Mesa* !  
Créteil (94). Maison des arts, place Salvador-Allende. 20 h 30, les 6, 7, 8 et 9 décembre ; 15 h 30, le 10 décembre. Tél. : 45-13-19-19. De 70 F à 100 F.

**« 3 Images du désert »**  
**d'Alain Blesing**  
Une heure et quart d'images du désert, de l'Andalousie au Maroc, « chant du vent, danse lente des dunes », illustré par des musiciens issus du jazz et une chanteuse

1994, tels Valérie Dréville (dans le rôle de Nina), Carl Brandt (Trigoline) et Clovis Cornillac (Dreplev), rejoints ici par Dominique Valadié (Irina). Tous serviront la traduction remarquable de Françoise Morvan et André Markowicz. Bref, ce spectacle qui sera repris au Théâtre de la Ville en janvier, est l'un des plus attendus de la saison 1995-1996.

★ **Chambéry** : Espace Malraux.  
20 h 30, le 5 ; 19 h 30, les 6, 7 et 8.  
Tél. : 79-85-55-43. **Anancy** : Bonlieu.  
1, rue Jean-Jaurès. 20 h 30, 14 et  
15 ; 19 h 30, le 16. Tél. : 50-33-44-11.

d'origine turque, Senem Diyici.  
**New Morning**, 7-9, rue des Pêches-  
 Escures, Paris 10; M. **Chidiou** d'En-  
 20 h 30, le 5. Tél. : 45-23-51-41.  
**Tewfik**, Yilmaz Zandi,  
 10, rue de Valenciennes.  
 Quand le plus néo-réactionnaire des  
 folk singers américains rencontre le  
 plus malincolique des rockers fran-  
 çais, sans doute se racontent-ils des  
 histoires tristes et belles.  
**Errotika**, 62, boulevard de Clichy, Pa-  
 ris 18; M. **Timin**, 19 h 30; le 5. Tél. :  
 42-59-100. 100 F.  
**Popeck**  
 Le clown aux éternels redingote et  
 melon noir fait sa rentrée au Casino  
 de Paris avec un répertoire  
 caustique et grinçant. Mal luné,  
 soupe au lait, il menace et tance.  
 Popeck reprend quelques-uns de  
 ses classiques (*Chic; Madin's*,  
*The Goff; Lo Gare du Nord...*), parodie  
 Michael Jackson, fait une  
 démonstration de rap...  
**Casino de Paris**, 16, rue de Clichy,  
 Paris 9; M. **Timin**, 20 h 30, du mardi  
 au samedi; 17 heures, dimanche.  
 Jusqu'au 17 décembre. Tél. : 36-68-  
 01-40. 100 F. à 220 F.

## THÉÂTRE

## Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

## NOUVEAUTÉS

**Le Bal indifférent**  
de Jean Cocteau, mise en scène de Patrick Gaudart, avec Sophie Guille des Buttes et Pierre Guillemin.  
19 h 30. Tél. : 04 38-74-62. Durée : 1h 30. 50 F et 100 F. Jusqu'au 21 février.

**Brillances**  
de Jean Racine, mise en scène de Tola Koukouli, avec Lisette Malloir, Jacques Tavernier, Maza Ganga, Alphonse Atalacouloufou, Muzio Fodopou, Akala Kiki et Tola Koukouli.  
21 h 30. Tél. : 04 38-74-62. Durée : 1h 30. 50 F et 100 F. Jusqu'au 22 décembre.

**Châtelet-Théâtre musical de Paris, 1<sup>re</sup> place du Châtelet, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>re</sup> Châtelet. A partir du 7 décembre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 40-28-28-40. Durée : 1 h 35. De 50 F à 270 F. Jusqu'au 14 janvier.**

**Candide ou l'Optimisme**  
de Voltaire, mise en scène de Vincent Colijn, avec Pascal Beuker, Gérard Chailion, Jean-François Fillion, Jean-Louis Lloiseux, Corinne Marchalier, Alexis Maslou, Jean-François Maurier et William Mingau-Darlin.  
Cartouche-Théâtre de la Tempête, 120 rue de Valenciennes, 75019 Paris.  
12. **Château-de-Vincennes, puis navette Cartouche ou bus 112.** A partir du 8 décembre. Les mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; les jeudi et mardi, à 20 h 30 et 21 h 30 ; les dimanche, à 14 h 30-20 h 30. Durée : 1 h 45. De 50 € à 110 € (France 21) **Paris**.

**Les Génériques**  
de Claude-Michel Amalvi.  
Maison de la Culture, mise en scène de Jean-Yves Lazzarini, avec Ed Ahmed Agouzi, Louis Boyler, Sylvie Fédoussin, Mohamed Hamedou, Sonla et Charlie Nelson.  
13. **Le Grand-Pont, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup>.** M. Franklin-Roosevelt. Champs-Élysées-Candide, Les mardi 12, mercredi 13, jeudi 14, vendredi 15, à 21 heures ; le samedi 16, à 20 h 30 ; le dimanche 17, à 15 h 30, 17 h, 14 h 45-19 h 10. De 80 € à 150 € (France 29, décembre). **Paris**.

**Non d'un chien**  
de Jean-Claude Amalvi, mise en scène de Benoît Brudel, avec Euse Brumme, Pierre-Henri Puente, Tormén Vergès et Tomasz Zarachynski.  
14. **Le Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 75011 Paris.** M. Bastille. A partir du 6 décembre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30 et 20 h 30. De 10 € à 20 € (France 29, décembre). **Paris**.

19 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. :  
43-57-42-14. Durée : 1 heure. 70 F et  
100 F. Jusqu'au 22 décembre.

Le Retour au désert.  
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Jacques Nichet, avec Émile Abossolo-M'Bo, Sid Ahmed Agouil, Myriam Boyer, Christine Brühder, François Chatot, Jenny Clève, Jacques Échardillon, Lok Houvé, Vanessa Larré, Gérard Loria, Louis Paus et Arthur Naudyziel.  
100, boulevard de l'avenue Georges-Clemenceau, 92 Scéalud. Du mercredi 6 au samedi 9, à 20 h 45. Tél. : 46-61-36-67.  
Durée : 2 heures. 170 € et 140 €

Cité internationale (Théâtre), 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. RER Cité-Universitaire. Du jeudi 7 au samedi 9, les lundi 11, mardi 12, jeudi 14, vendredi 15, samedi 16, lundi 18, mardi 19, à 20 h 30 ; les dimanche 10 et dimanche 17, à 15 heures. Tél. : 45-89-38-69. Ouverte : 1 h 20. De 55 F à 110 F. Jusqu'au 19 décembre.

## SELECTION

**Barnum**  
de Michaël Stewart, Cy Coleman et Marc Bramble, mise en scène de Jean-Paul Lucet, avec Jean-Paul Lucet, Isabelle Georges, Vincent Vittor, Bo Ekstrand, Yolanda Graves, Vittorio Mascia, Frédéric Noël, Marc Formo, Caroline Roelands, Nurf Helleu, Frédérique Laro, Isabelle Davan, Eric Nicolas, Simon Porter, Pierre Rousselle et Julien Silvérano.

**La Mutualité**, 24, rue Saint-Victor, Paris 5. M<sup>me</sup> Maubert-Mutualité. Les mercredis 6, jeudis 7, mardis 13, à 20 h 30. Tél. : 40-46-14-80. Ouverte : 2 h 30. De 100 F à 250 F. Jusqu'au 31 décembre.

de Jean Genet, mise en scène de Philippe Adrien, avec Catherine Hiegel, Dominique Constanza et Jeanne Balibar.  
Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6. M. Saint-Sulpice. Les mardis, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30; le jeudi, à 19 h; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 44-39-87-00. Durée: 1 h 30. De 60 F\* à 150 F. Jusqu'au 23 décembre.

**Chimère**  
de Barabtes, mise en scène de l'auteur,  
avec Barabtes, Manouel Bigarnet, Ghil-  
bert Breikers, François Bedet, Arnaud Gil-  
let, Claire Lecoq, Claire Leroy, Eléon-  
ore Marty, Pierrick Moreau, Jocelyne  
Potto, Bernard Quental, Etienne Ren-  
gier, Eva Schalkmuns, Shantalla Shi-  
vavagappa et Max Soullignac.

**Le grand chemin**, Jean-Louis, 94 Au-  
servilliers, Les mardis, mercredi, vendre-  
di, samedi, à 20 h 30; le dimanche, à  
17 h 30. Tel : 53-41-10-10. Ouvre à  
2 heures. 126 f - 210 f. Jusqu'au 20 fé-  
vrier.

Dans la solitude  
des champs de coton  
de Bernard-Marie Koltes, mise en scène  
de Patrice Chéreau, avec Patrice Ché-  
reau, Jean-Claude Guillemin, Jacques  
Mancini, Dominique Dailly, 25 rue Ras-  
pail, 94 hyvs-sur-Seine. Du mardi au sa-

medi. à 20 h 30; la dimanche, à 17 heures. Tél. : 44-41-36-36. Durée : 1 h 15. 150 F. Jusqu'au 14 janvier.

Diverses blessures d'Enzo Cormann et Jean-Marc Padovani, mise en scène de Philippe Adrien, avec Magali Dieux, Olivier Angele, Enzo Cormann et Jean-Claude Jory. Jean-Marc Padovani, Gérard Pansanel et Olivier Sorel (musiciens).

**Cartoucherie-Théâtre de la Tempête,**  
route du Champ-de-Manœuvre, Paris  
12<sup>e</sup>. Au Château-de-Vincennes, puis na-  
vette Cartoucherie ou bus 112. Les mar-  
credi 6, vendredi 8, samedi 9, mercredi  
13, vendredi 15, samedi 16, à 21 heures;  
les jeudi 7, mardi 12, jeudi 14, à  
20 heures; les dimanche 10 à di-  
manche 17, à 16 h 30. Tél.: 43-28-36-36.  
Durée: 1 h 30. De 50 F à 110 F. Jusqu'au  
17 décembre.

**L'Echange**  
de Paul Claudel, mise en scène de Jean  
Dautremay, avec Claire Vernet, Muriel  
Mayette, Eric Ruf et Bruno Raffaelli.  
Comédie-Française Salle Richelieu,  
place Colette, Paris 1<sup>re</sup>. MF Palais-Royal.  
Le samedi 9, à 14 h 30 ; les lundi 11, ven-  
dredi 15, lundi 18, à 20 h 30. Tél. : 40-15-  
00-51. Jours : 7-20-26-35-41-47-51.

du-15. Durée: 2 h 30. De 23° à 17° E. Jusqu'au 20 janvier.  
Le Femme changée en renard de David Garnett, mise en scène de Didier Bezace, avec Christophe Grundmann, Serpentine Teyssier et Benoît Muracciole.  
Carroucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12. 12. M<sup>e</sup> Château-de-Vincennes, puis navette Carroucherie ou bus 112. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 21 heures; le jeudi, à 20 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél.: 43-74-99-61. Durée: 1 h 30. De 50° à 110° E. Jusqu'au 31 décembre.

Gabiers au temps  
de Didier-Georges Gabilly, mise en scène  
de l'auteur, avec Catherine Baugue, Ulla  
Baugue, Nicolas Bouchaud, Hélène Cor-  
si, Vincent Dessis, Elisabeth Doll, Frédé-  
ric Duchêne, Bernard Ferreira, Virginia  
Lacroix, Denis Lebert, Christelle  
Legroux, Gilles Masson, Nathalie Nam-  
brot, Xavier Tavera et Nanette Trarac.  
Théâtre, 41, avenue des Grésillons,  
92 Gennervilliers. Ou mercredi 6 au ven-  
dredi 8, les mardi 12, mercredi 13, jeudi  
14, vendredi 15, 20 heures; les samedi  
9 et samedi 16, à 14 heures. Tél. : 41-32-  
26-26. 95 F\* et 140 F. Jusqu'au 16 de-  
cembre.

Grande Ecole  
de Jean-Marie Besset, mise en scène de  
Patrice Kerbrat, avec Ophélie Koening,  
Hélène Médigue, Christophe Bouleau,  
Jean-Louis Barthe, Gilbert Deveaux et  
Robert Plagnol.

**Théâtre 14-Jean-Marie Sarrour, 20, avenue  
Marc-Sanguinier, Paris 14<sup>e</sup>. MP. Porte-  
de-Mars. Les mardi, mercredi, vendredi-  
soir, de 20 h 30 à 21 h 30 ; le samedi,  
19 heures ; le dimanche, à 17 heures.  
Tél. : 45-45-49-77. Ouverte : à 5 h. De  
60 F à 120 F. Jusqu'au 31 décembre.**

**L'Idiot**  
de Fiodor Dostoïevski, mise en scène de  
Joël Jouanneau, avec Philippe Demare,  
Hélène Alexandridis, Virginie Michard,  
Océane Mozas, Véronique Reymond,  
Yvette Theraud, Bruno Abraham-Kre-  
vitz, Jean-Claude Castel, Gilles Dar-  
vid et Jérôme Kircher.

**Théâtre, place Jacques-Brel, 78 Sarrour-  
ville.**

ville. Les mercredi 6, vendredi 8, samedi 9, à 20 h 30. Tél. : 39-14-23-77. Durée : 2 h 50. De 60 F à 122 F. Dernières.

**Mardi**  
d'Edward Bond, mise en scène de Claudia Stavisky, avec Odja Llorca, Antoine Régent, Bernard-Pierre Donnadiou, Christophe Dellocque, Pierre-Yves Desmonceaux, Monique Stalens, Michael Hoiland, Yann Gouss, Vincent Beaumard.

Monique, Jean Guéri, Vincent Dossard et en alternance Pierrick Lemaire, Paul Nivet et Antonin Rey.

**Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. MF Gambetta. Le mercredi, à 12 h 30 et 21 heures; les mardi, jeudi, vendredi, samedi, à 21 heures; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 44-61-52-52. Durée : 1 h 40, 110 Fr et 160 F. Jusqu'au 24 décembre.**

**Richard III**  
de Shakespeare, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Hugues Boucher, Stéphane Comby, Marcial Di Fonzo Bo, Marie Lauverjat, Maxime Lefrançois, Frédérique Lohée, Philippe Marteau, Jean-Michel Portal, Sandrine Spielmann, Pascal Tokatlan, Nathalie Bastat, Michel Coquet, Vincent Delmond, Thomas Doucet, Manu Lacroix, Dyssia Lou-

Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 heures; le samedi, à 17 heures; le dimanche, à 15 heures. Tél.: 48-13-70-00. Durée: 4 h 20. Oe 50 F à 110 F. Jusqu'au 18 décembre.

Scènes de la vie conjugale d'Ingmar Bergman, mise en scène de Rita Russek et Stephan Meldegg, avec Nicole Garcia et André Dussollier.

Théâtre de la Madeleine, 19, rue de Suède, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Madeleine. Du mardi au vendredi, à 21 heures; le samedi, à 19 heures; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 42-68-11-45. Durée: 1 h 45.

**De 10h F à 250 F. Jusqu'à 30 janvier.**  
**Le Songe d'une nuit d'été**  
 de William Shakespeare, mise en scène de Stasios Nordey, avec Gérard Belliard, Marc Bodnar, Olivier Bossard, Cécile Bruner, Didier Dupuy, Hélène Fabre, Frédéric Gascard, Guillaume Gateau, Eric Lagugnie, Valérie Lang, Pierre Marello, Stasios Nordey, Myrto Procopiou, Christophe Raymond, Richard Sammut, José Schuller et Virginie Volmann.

ré: 2 h 45. De 80 F à 130 F. Dernières. Le Taruffe  
 de Mollière, mise en scène d'Ariane  
 Mnouchkine, par le troupe du Théâtre du  
 Cartoucherie-Théâtre du Soleil, troupe  
 du Champ-de-Manœuvre, Paris 12°. MF  
 Château-de-Vincennes, plus navette  
 Cartoucherie de bois n° 112. Du mercredi  
 15 h 30. Téli.: 43-74-24 08. Durée: 2  
 h 30, 150 F. Jusqu'au 31 décembre.  
 Valérie Lemercier  
 de Valérie Lemercier, mise en scène de  
 Valérie Benoit.  
 Théâtre de Paris, 15 rue Blanche, Paris 9°. MF  
 Trinité. Du mardi au vendredi, à  
 20 h 30: le samedi, à 18 heures et  
 20 h 30. Téli.: 48-74-22 37. Durée: 2  
 h 30. De 100 F à 220 F. Jusqu'au  
 31 mai.  
 (\*) Tarifs réduits.

## CINÉMA

## NOUVEAUX FILMS

**L'AMOUR MEURT**  
Film italien de Mario Martone, avec Anna Bonaiuto, Angela Luca, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajaja, Anna Calato (1 h 44).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 (36-68-70-14); UGC Normandie, dolby, 3 (36-68-70-14); Gaumont Afa, faufile, dolby, 3 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Gaumont Ambassade, dolby, 6 (43-59-19-08; 36-68-75-15; réservation : 40-30-20-10); 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Afa, dolby, 4 (36-68-70-14); réservation : 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, dolby, 15 (45-75-79-19; 36-68-69-24).

**AMOUR ET MEMOINES**  
Film américain de Lasse Hallström, avec Julia Roberts, Dennis Quaid, Robert Duvall, Genea Rowlands (1 h 46).  
VO : UGC Ciné-city les Halles, (36-68-68-70-14); UGC Normandie, 3 (36-68-68-70-14); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08; 36-68-75-15; rés. : 40-30-20-10); UGC Normandie, 6 (36-68-49-56).

**VE** : Rex, 2 (36-68-70-23); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14); 14-Juillet Beaubourg, 14 (36-68-70-14); UGC Normandie, 6 (43-57-90-81; 36-68-87-09; rés. : 40-30-20-10); Les Nation, 12 (43-43-04-67; 36-68-70-14); UGC Normandie, 6 (36-68-70-14); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); UGC Gobelins, 13 (36-68-62-27); Mistral, 14 (36-65-70-41; rés. : 40-30-20-10); Gaumont Convention, 10 (40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, 14 (45-75-79-19; 36-68-69-24); Parthé Wapler, 18 (36-68-70-22).

**AU BEAU MILIEU DE L'HIVER**  
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Parsons, Gerard Horan, John Sessions (1 h 35).  
VO : UGC Ciné-city les Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); UGC Odéon, dolby, 3 (36-68-67-52); UGC Champs-Élysées, dolby, 3 (36-68-70-14); UGC Normandie, 6 (36-68-70-14); Majestic Bastille, dolby, 11 (36-68-48-56; réservation : 40-30-20-10); UGC Gobelins, 13 (36-68-62-27); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-19; 36-68-69-24); Parthé Wapler, dolby, 18 (36-68-70-22).

**AURORA**  
Film français de Christophe d'Halliville, avec Emmanuelle Hébraud, Patrick Fontana, Véronique Ruggia, Damien Ephraïm, Chloé Decoust-Jarsky (1 h 20).  
VO : UGC Normandie, 6 (45-43-41-63).

**LA CHANTIERE DE PANOSIRI**  
Film coréen d'Im Kwon-taek, avec Kim Myung-gon, Og Jung-hae, Kim Kyu-chul (1 h 53).  
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15 (45-75-79-19; 36-68-69-24); Parthé Wapler, 18 (36-68-70-22).

**FILM AMÉRICAIN** de Spike Lee, avec  
Alfre Woodard, Delroy Lindo, Spike  
Lee, Zelda Harris, Carlton Williams,  
Sharrif Rashid (1 h 53).

**VO :** UGC Ciné-club les Halles, dolyb,  
14\* (36-68-69-58) ; le Saint-Germain  
des Prés, dolyb, 14\* (36-68-12) ;  
(42-22-87-32) ; Elysées Lincoln, 8\* (43-  
59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10.

**LA FILLE SEULE**

Film français de Benoît Jacquot, avec  
Virginie Ledoyen, Benoit Magimel,  
Dominique Vidalie, Alain Rebel,  
Jean-Louis Beaulieu, 30\* (36-68-69-  
32) ; Saint-André des Arts, 6\* (43-  
26-48-18) ; Publicis Campus-Elysées,  
8\* (47-20-76-23) ; 36-68-75-55 ; réser-  
vation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opé-  
ra Français, dolyb, 9\* (36-68-75-55) ;  
réservation : 40-30-20-10 ; La Bas-  
tille, 11\* (43-07-48-60) ; Gaumont Go-  
belins Fauvette, dolyb, 13\* (36-68-75-  
55) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept  
Paranissaris, 14\* (43-03-30-22) ; réser-  
vation : 40-30-20-10.

**JADE (P)**

Film américain de William Friedkin,  
avec David Caruso, Uno Fiorentino,  
Chazz Palminteri, Michael Biehn, Rich-  
ard Crenna (1 h 37).

**VO :** UGC Ciné-club les Halles, dolyb,  
14\* (36-68-69-58) ; 14-Juillet Odéon,  
dolyb, 8\* (43-25-25-83) ; 36-68-12) ;  
réservation : 40-30-20-10 ; La Bas-  
tille, 11\* (43-07-48-60) ; 36-68-75-  
55 ; réservation : 40-30-20-10 ;  
George-V, THX, dolyb, 8\* (36-68-43-  
47) ; 14-Juillet Bastille, 11\* (43-57-90-  
81) ; 36-68-69-27.

**VF :** Rex, dolyb, 12\* (36-68-70-23) ;  
réservation : 40-30-20-10 ; 8\* (43-  
87-35-43) ; 36-65-71-88 ; réservation :  
40-30-20-10 ; Paramount Opéra, dolyb,  
9\* (47-42-56-31) ; 36-68-81-09 ; réser-  
vation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon,  
dolyb, 13\* (36-68-68-52-33) ;  
Gaumont Opéra Français, dolyb, 13\*  
36-68-75-55 ; 12\* (36-68-70-23) ;  
20-10) ; Miramar, dolyb, 14\* (36-65-  
70-33) ; réservation : 40-30-20-10 ;  
Mistral, dolyb, 14\* (36-65-70-41) ; réser-  
vation : 40-30-20-10 ; Gaumont  
Convention, dolyb, 13\* (36-68-75-55) ;  
réservation : 40-30-20-10 ; Rich-  
ard Wepler, dolyb, 18\* (36-68-22-52) ;  
La Gambetta, dolyb, 20\* (46-36-10-96) ;  
36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10.

**FILM FRANÇAIS** de Pascal Párennès,  
avec Jean-Paul Roussillon, Michel Oté-  
ro, Cécile Sanz De Alba, Maurice Ba-  
quet, Ginette Gagnon (46).

**L'Entreup, 14\* (45-43-41-63).**

**RAMPO**

Film japonais de Kazuhyshi Okuyama,  
avec Masahiro Motoki, Naoto  
Takanaka, Michiko Hada, Teruyuki  
Takana (1 h 40).

**VO :** UGC Ciné-club les Halles, dolyb,  
14\* (36-68-69-58) ; La Pagoda, 7\* (36-  
68-69-58) ; réservation : 40-30-20-10.

**FILM FRANÇAIS** de Jean-Luc Ravaud.

**C.3.3.**  
de Robert Badinter  
mis en scène Jorge Lavelli  
en raison du succès  
**prolongation exceptionnelle**  
42 62 52 52 jusqu'au 24 décembre 1995

avec Marion Laine, Valérie Meynadier, Stéphane Rideau, Jean-Marc Saevan (1 h 05).

L'Entreup, 14<sup>e</sup> (43-43-47-63).

**VIDA, PAROLES DE FAMILLES**

Film français de Paule Muxel, Bertrand de Solliers, (1 h 35).

Studio des Ursulines, 5<sup>e</sup> (43-26-19-09; réservation : 40-30-20-70).

**CORRIDOR**

de Sharunas Bartas, avec Katerina Golubeva, Viacheslav Amiranian, Sharunas Bartas, Eimuntas Nekrochius.

Lituanien, noir et blanc (1 h 20).

VO : Images d'ailleurs, 5<sup>e</sup> 145-87-18-09).

**LA CROISADE D'ANNE BURIDAN**

**SÉLECTION**  
**A LA VIE. A LA MORT |**

avec Hakim Sahraoui, Frédéric Dieffenhal, Fadila Belkheila, Sélima Hamse, Salda Bekkouche, Fettuoua Bouamar.

Francqis (1 h 40).

14-Juillet Haute-Feuille, doiby, ♀ (36-68-69-70); Gaumont Opéra Impérial, doiby, ♀ (36-68-70-72); Sépt Parrassiel, 14<sup>e</sup> (43-30-20-20); Vespération: 40-30-20-10.

LE GARÇU

de Maurice Pialat,

avec Gérard Oepardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pilat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depassio.

Francqis (1 h 45).

14-Juillet Haute-Feuille, doiby, ♀ (46-33-79-38); 36-68-68-12).

HISTOIRES POUR PRENDRE L'AIR

dessin animé Canadien (A5).

Le République, 11<sup>e</sup> (44-05-51-33).

LE MONDIALE MONDIC (h 2)

de Robert Longo,

avec Keanu Reeves, Dolph Lundgren, Takashi, Ice-T, Barbara Sukowa.

Américain (1 h 38).

VO: UGC Ciné-city les Halles, doiby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58); UGC Danton, ♀ (36-68-68-58); George-V, doiby, ♀ (36-68-43-67).

LAND AND FREEDOM

de Ken Loach,

avec Ian Hart, Rosana Pastor, Icar Bollain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frédéric Pierrot.

Américain (1 h 45).

VO: UGC Ciné-city les Halles, doiby, 1<sup>er</sup> (36-68-68-58); Gaumont Opéra Impérial, doiby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5<sup>e</sup> (43-30-20-20); UGC Bekouche, ♀ (36-65-70-73); 36-68-68-10; La Balaz, doiby, ♀ (45-67-10-60); La aestille, doiby, 11<sup>e</sup> (43-07-48-60); Escorial, doiby, 13<sup>e</sup> (36-68-47-24; réservation: 40-30-20-10).

LA FEFENSTAL LE POUVOIR DES IMAGES

de Ray Muller,

Allemand-belge (3 h 02).

VO: Le Querlar Latin, 5<sup>e</sup> (43-26-84-65); L'Entrepôt, 14<sup>e</sup> (45-43-41-63).

MAOANE BUTTERFLY

de Frédéric Mitterrand,

avec Ying Huang, Richard Troxell, Ning Lieng, Richard Cowan, Jing Ma, l'Orchestre de Paris.

Francqis (2 h 15).

15-30: Gaumont les Halles, doiby, 1<sup>er</sup> (30-30-30-30); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Opéra Impérial, doiby, 2<sup>e</sup> (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-20); L'Arlequin, doiby, ♀ (36-68-48-24); Arlequin, 40-30-20-10; La Magde, doiby, 1<sup>er</sup> (40-30-20-10); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Champs-Elysees, doiby, ♀ (43-59-04-67; réservation: 40-30-20-10); Max-Linder Panorama, THX, doiby, 9<sup>e</sup> (48-24-88-88; réservation: 40-30-20-10); Les Nation, doiby, 12<sup>e</sup> (43-43-04-67; réservation: 40-30-20-10); 40-30-20-10; Escorial, doiby, 13<sup>e</sup> (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet

**Baugrenelle, dolby,** 1<sup>re</sup> [45-75-79-79-79; 36-68-68-68-24]; **UGC Malliot,** 17<sup>e</sup> [36-68-31-34].

L'OPÉRA DE QUATROUSOUS de Georg-Wilhelm Pabst, avec Albert Préjahn, Margo Lion, Jeanne Herry (version française), R. Förster, Lotte Leyna, Reinhold Schünzel (version allemande). VO: Le Quartier Latin, 5 [43-26-84-65]; VF: Le Quartier Latin, 5 [43-26-84-65].

**MONTAS, UNE LÉGENDE INDIDIENNE** de Mike Gabriel, Eric Goldberg, dessin animé Américain 1 h 22. VO : UGC Ciné-Six; les Halles, dolby, [36-68-68-68-58]; UGC Odéon, 6 [36-68-68-68-58]; Le Grand Magasin, dolby, 10; B, [36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10]; UGC Normandie, dolby, 8 [36-68-69-49]; Geumont Kinopanorama, dolby, 15 [43-05-50-50-50; 36-88-75-15; réservation : 40-30-20-10]; Majestic Paris, dolby, 16 [36-68-68-48-50-50-50-50-20-10].

LE REGARD D'ULYSSE de Theo Angelopoulos, avec Harvey Keitel, Maia Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalakopoulos, Greta Volanaki. VO : Les Trois Luxemburg, 6 [46-33-97-77; 36-65-70-43]; Lucernaire, 6 [45-44-57-34]; Studio 28, 18 [46-06-36-07].

**TROIS JOURS** de Sionwe Bartau, avec Katerina Golubeva, Rima Latypova, Audrius Stonys, Arunas Sakalauskas. Lituanien 1 h 20.

VO : images d'ailleurs, 5 [45-87-18-09].

UNDERGROUND de Emir Kusturica, avec Miki Manojlovic, Lazar Ristovski, Mirjana Jokovic, Slavko Stimac, Ernest Stötzner. Croate 1 h 47.

VO : Forum Orient Express, 7<sup>e</sup> [36-65-70-67]; Saint-André-des-Arts 16, dolby, 6 [43-26-80-25]; Publicis Champ-Elysees, dolby, 8 [47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10]; Geumont Gobelins Rodin, 10 [36-68-75-55; réservation : 40-30-20-10]; Sept Paronnaises, dolby, 14<sup>e</sup> [43-20-32-20; réservation : 40-30-20-10].

**VANYA, 42 RUE** de Louis Malle, avec John Lawton, André Gregory, Brooke Smith, Larry Pine, Julianne Moore, Phoebe erand. Américain 1 h 55.

VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 [36-68-69-23].

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans  
(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans



## Jean Cluzel reproche à l'Etat de « désorganiser » le marché de l'audiovisuel

A L'OCCASION de la présentation du traditionnel rapport sur le budget de la presse et de l'audiovisuel, le sénateur Jean Cluzel (Union centriste, Allier) devait dresser, mardi 5 décembre, un sombre tableau de l'audiovisuel français. Estimant la politique de ce secteur « mal adaptée à la révolution technologique qui s'annonce », le vice-président de la commission des finances devait pointer les « erreurs calamiteuses qui s'accumulent depuis des années », accusant l'Etat de « désorganiser le marché ».

Le sénateur devait profiter de cette rencontre avec des journalistes pour renouveler ses critiques contre les exonérations de la redevance (qui coûtent aux chaînes publiques 2,5 milliards de francs). Il propose au gouvernement de cesser de rembourser les dites exonérations aux chaînes de taxer tous les foyers, sous les « cas sociaux ». Selon lui, l'Etat ferait ainsi des économies, au total 1,5 milliard de francs, et les chaînes publiques, qui toucheraient intégralement la redevance, persévereraient moins sur le marché publicitaire. Il estime que cette mesure permettrait à France 2, actuellement « en lutte contre TF1 et M6 », de « retrouver ses missions de service public ».

Arte et La Cinquième ne trouvent guère grâce aux yeux du sénateur. « Les lignes éditoriales [des deux chaînes] ne semblent pas correspondre aux intentions fondatrices », estime-t-il. La Cinquième est même accusée de

« détournement d'objet public ». La chaîne du savoir se voit épinglée pour la manière dont elle calcule son audience, « un thermomètre sur mesure qui reviendrait à attribuer à TF1 ou à France Télévision des centaines de millions de téléspectateurs ».

S'agissant d'Arte, Jean Cluzel suggère d'opérer un rapprochement entre La Sept et France Télévision « en adaptant la structure d'Arte-Deutschland », ce qui permettrait de diffuser « à des horaires décentés » des émissions culturelles de France 2 ou France 3, et inversement donnerait une plus large audience aux programmes de La Sept-Arte. Les économies dégagées en transformant La Sept en filiale de France Télévision d'une part, en « ajustant le budget de La Cinquième aux seules émissions qui répondent à son cahier des charges » d'autre part, enfin en « unifiant » les deux sociétés « au profit d'un Groupe éducatif et culturel » conduirait, selon le rapporteur, à « diviser par deux » le coût de ces diffuseurs publics. Estimant enfin que l'Etat « n'a plus les moyens de développer une filière satellitaire », la commission suggère que la France « renforce sa présence dans Eutelsat ». Jugant « exemplaire » le récent accord entre TF1 et France Télévision, Jean Cluzel prône un développement des coopérations entre chaînes publiques et privées.

S. Ke.

## Le CSA s'intéresse au numérique hertzien

En dépit de l'opposition des câblo-opérateurs les premiers tests pourraient débuter à l'automne 1996

CHAINES HERTZIENNES, réseaux câblés, satellite, les téléspécateurs français déjà désorientés par la multiplication des modes de diffusion des images devront peut-être se familiariser aussi avec la diffusion numérique hertzienne. C'est le souhait de Philippe-Olivier Rousseau, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui a réuni, vendredi 1er décembre, industriels (Philips, Sagem), télévisions hertziennes (TF1, France Télévision, Canal Plus, M6, La Cinquième-Arte), câblo-opérateurs ainsi que TDF, La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) et Havas, pour expérimenter cette nouvelle technologie. Seuls Europe 1 et Thomson, pour cause de grève, n'ont pu y participer.

Les premiers tests « grandeur nature » pourraient avoir lieu à Poitiers, à Nantes et dans le département de la Vienne dès l'automne 1996. Ce délai est nécessaire pour que les futurs bouquets numériques hertziens trouvent les décors numériques qui leur soient compatibles. Pour Philippe-Olivier Rousseau, le numérique hertzien permettrait de lancer « quatre bouquets de cinq chaînes de télévision sur chacun des grands bassins de population » en complément des télévisions hertziennes déjà diffusées (TF1, E2, F3, Canal Plus, La Cinquième-Arte et M6).

Selon M. Rousseau, cette technique n'oblige à aucune modification des matériels de réception: l'antenne réseau traditionnelle et le téléviseur restent opérationnels.

Toutefois, la diffusion de chaque bouquet numérique hertzien exigera la mise en place d'un réseau spécifique d'émetteurs et de récepteurs vendus 6 à 7 millions de francs pièce. Un investissement compétitif, pour le CSA, en comparaison d'un répéteur-satellite loué 30 millions de francs par an.

S'il recherchait l'effet d'annonce, Philippe-Olivier Rousseau n'a pas manqué son but. Déjà en butte à la concurrence du satellite, les acteurs du câble ont vivement réagi. Pour l'Association des villes câblées (AVICA), le numérique hertzien serait « une erreur injustifiable ». L'AVICA « rappelle son désaccord avec tout nouveau développement de la télévision hertzienne » et prévient qu'elle « plaidera pour un moratoire de l'utilisation des fréquences hertziennes terrestres en matière de télévision ». Jean-Michel Le Guennec, délégué général de l'AVICA, exige même des autorités « un choc entre le câble, le satellite et l'hertzien ».

### UNE BÊTISE

Lyonnaise Communications, premier câblo-opérateur français, dénonce de son côté « l'incohérence » du CSA. Son président, Cyrille Du Peloux, se dit « d'accord pour des essais techniques qui permettraient de voir à quel point fonctionne cette nouvelle technologie », mais refuse qu'ils aient lieu dans les zones câblées. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) enfin a déclaré que le numérique hertzien a été une « bêtise en

Allemagne, une bêtise en Angleterre, ce sera donc aussi une bêtise en France ».

Pour apaiser les esprits, le CSA souhaite offrir aux câblo-opérateurs une priorité d'exploitation sur chaque site. Lors d'une réunion de concertation, les participants se sont mis d'accord pour « considérer que les services de télévision numérique terrestre ne devaient déstabiliser ni les chaînes terrestres existantes ni les autres supports ». TF1 et M6 ont déjà manifesté leur intérêt pour exploiter des bouquets numériques hertziens. Gilles Maugard, directeur technique de la Une, prévoit que, « avec deux fréquences, soit environ six programmes numériques sur Paris, on peut tester un simulcast (diffusion simultanée de programmes numériques et analogiques) sur une même fréquence » des six chaînes nationales et ajouter un contenu à valeur ajoutée autour de TF1.

Toutefois, précise Philippe-Olivier Rousseau, « il est impensable que toutes les capacités numériques hertziennes soient allouées aux seuls opérateurs existants ». Enfin, outre la constitution, au printemps 96, d'un groupe de travail technique chargé d'évaluer les expérimentations, une réflexion autour d'un nouveau cadre légal sera engagée. Aujourd'hui, TF1 ou M6 sont « bloqués par la loi qui empêche le titulaire d'une autorisation d'émettre d'en posséder une seconde, fut-elle régionale ».

Guy Dutheil

## Grève à la rédaction de « La Dépêche du Midi »

### TOULOUSE

De mémoire de journaliste, il y a longtemps que la rédaction de La Dépêche du Midi, vénérable et radical quotidien de Toulouse dont le patron est l'ancien ministre Jean-Michel Baylet, n'avait manifesté sa grogne de manière aussi nette. Dans cette entreprise un brin paternaliste, seuls les adhérents du Livre CGT se rappellent au bon souvenir de la direction. Souvent, d'ailleurs, pour répondre à des mots d'ordre nationaux.

Cette fois, ce sont les journalistes qui, à l'appel du Syndicat national des journalistes (SNJ), le seul syndicat qui ait réussi à se maintenir dans l'entreprise, ont décidé un arrêt de travail de vingt-quatre heures, non reconductible, mardi 5 décembre. Objet du mécontentement : les salaires. Mais au-delà, les journalistes réclament la reconnaissance des importants efforts accomplis lors du passage au « tout-informatique ».

Pour enrayer l'érosion de la diffusion sur la zone urbaine de Toulouse, le quotidien avait lancé, il y a quelques mois, une formule plus aérée, plus « lisible », qui a stabilisé les ventes et inversé légèrement la courbe. Ce mouvement de grève, voté par cent vingt-six des cent cinquante et un journalistes ayant participé à la consultation ne devrait pas affecter, selon la direction, la parution de l'édition datée mercredi 6 décembre.

Gérard Vallès

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine: A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.30 Magazine: Femmes. 13.40 Les Feux de l'Amour. 14.25 Feuilles: Dallas. 15.25 Série: Cannon. 16.15 Jeu: Une famille en or. 16.45 Club Docteur. 17.20 La Philo selon Philippe. 17.55 Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 La Mirade de l'Amour. 19.00 Série: Alerte à Malibu. 20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.	12.20 Jeu: Les 2 Amours. 12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. 13.45 Série: Derrick. 14.50 Série: Placé en garde à vue. 15.50 Variétés: La Chance aux chansons (et 5.20) La Grande Affiche. 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 Série: Quoi de neuf, docteur? 17.45 Série: Cooper et nous. 18.15 Série: Le Prince de Bel-Air. 18.40 Que le meilleur gagne (et 3.55). 19.15 Bonne nuit les petits. Non, non, non et re-non. 19.20 Studio Gabriel (et 2.00). 19.59 Journal, Météo. 20.50 Téléfilm: La Marche de Radetzky. [22] D'Axel Cort d'après Joseph Roth, avec Max von Sydow, Charlotte Rampling. 22.50 Magazine: Ça se discute. Présenté par Jean-Louis Delarue. L'intégration. 0.25 Les Films Lumière. 0.30 Journal, Météo. 0.45 La Cérémonie de minuit. Emission consacrée à Bernard-Marie Koltès, écrivain de théâtre. Avec Patrice Chéreau et Pascal Gregory, Jacques Nègre, Jean-Louis Martini, Michel Piccoli, bailli de Ban-ko. 2.35 Programmes de nuit. Tardifs (rediff.): 4.20, 24 heures d'infos: 4.32, Jeu: Pyramide: 5.00, Accélération verticale.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu: Tout en musique. 13.40 Magazine: Si vous parliez. 14.48 La Magazine du Sénat. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Série: Brigade criminelle. 16.35 Les Minikéums. Le Cahier de Taz: Molierissimo; Bal-moi; et attendant Noël. 17.45 Divertissement: Je passe à la télé. Présenté par Valérie Mairesse et Georges Bellier. 18.20 Questions pour un champion. Non, non, non et re-non. 18.50 Un livre, un jour. Le Général Salade, d'Eric Faye. 18.55 Le 19-20 de l'Information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu: Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno. 20.50 Spectacle: Cirque du Bolchoï. Présenté par Sergio. Les grands moments. 22.25 Météo, Journal. 22.55 Décochage régional: Couleur pays. Programme des treize télévisions régionales. 0.25 Sagesse (rediff.). 0.50 Eldorado (rediff.). 1.10 Feuilles: Dynastie. 1.55 Magazine: Symphonie n° 41, 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>es</sup> mouvements, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Riccardo Muti (20 min).	12.25 Série: La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm: Rock Hudson, la double vie d'une star. De John Nicolella, avec Thomas Ian Griffith, Daphne Ashbrook. La vie de Roy Fitzgerald, plus connu sous le nom de Rock Hudson. 17.00 Variétés: Hit Machine. 17.30 Dessin animé: Tintin. [22] Cote en stock. 18.00 Série: Highlander. 19.00 Série: Lois et Clark, Les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'Informations, Météo. 20.00 Jeu: Le Grand Zap. 20.35 Magazine: E-M 6 Junior. Le Planeur et les Acrobates aériennes. 20.50 Série: Docteur Quinn, femme médecin. [12] et [22] Pour le meilleur et pour le pire. Avec Jane Seymour. A quelques jours de la cérémonie de remise de la médaille d'or n°1 toujours pas donnée de nouvelles. Elizabeth Quinn, elle, a décidé de prendre en main les préparatifs. 22.45 Magazine: Flashback. Le Meilleur des années 60. Les télé-spectateurs choisissent la chanson, le style de vie, le film, l'actualité, l'émission télévisée et le sketch des années 60. Invités: Yves Lecoq, Véronique Genest, Dave, Elie et Dieudonné, Ophélie Winter (rediff.). 0.45 Magazine: Zone interdite (rediff.). 2.35 Rediffusions. Culture pub: 3.00, Starnews: 3.25, Jazz: 4.20, Fréquentstar (Vanessa Demouy).	En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.45 Cinéma: Trois couleurs: Rouge. Film franco-helvético-polonois de Krzysztof Kieslowski (1993). 15.20 Documentaire: Fémmin masculin. De Brigitte Comand. 16.15 Cinéma: L'Ange noir. Film français de Jean-Claude Bris-seau (1994). 18.00 Dessin animé: Les Multoches. Quand le commissaire s'enrhume. 18.05 Le Dessin animé. Rebout. En clair jusqu'à 20.35 18.28 Série: Les Zinzins. 18.30 Cyberflash. 18.40 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi. 19.10, par Philippe Gilas, Bruno Gaccio et Valérie Payet. 19.30 Flash d'Informations (et 22.20). 19.40 Zéronama, le contre-journal. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.35 Cinéma: Trois de cœur. Film américain de Yurek Bogayevicz (1993). 22.25 Cinéma: Grosse Fatigue. Film français de Michel Blanc (1993). 23.45 Documentaire: Les Coraux de la pleine Lune. 0.35 Le Journal du hard. 0.40 Cinéma: Club privé aux Seychelles. Film français, classé X de Michel Ricard (1994). 1.55 Documentaire: La Fillette des fiancées russes. De Nick Lord.	13.27 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Le Sens de l'Histoire. Nuremberg, le jusque des vain-queurs. 14.30 Défi. La Prose. 15.30 Qui vive? [12] et [22] Être médecin aujourd'hui [1/3]. 15.45 Allô! la Terre. Le Gout [1/4]. 16.00 La Preuve par cinq. Le XX <sup>e</sup> siècle [1/4]. 16.30 Va savoir. Laval Québec. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Eco et compagnie. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.
CÂBLE	RADIO	FRANCE-CULTURE	FRANCE-MUSIQUE	FRANCE-CLASSIQUE	FRANCE-JAZZ
TV 519.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Envoyé spécial. 21.30 Perfecto 20.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Bouillon de culture. 23.50 Vwa. 0.30 Journal de France 3. Edition Sor. 3.10 Journal de la RTBF. En direct (30 min). PLANÈTE 19.00 Ou chantent les accor-déons, la route du valenato. De Lizette Lemonne. 20.00 Tant que le monde sera [1/6]. Les Maîtres maçons d'Agmas. De Sutha Ann. 20.35 Terminus Brest. De Gerd Kroske. 22.05 Les Dessous d'Aniane. De Jean-Paul Mudy et Gaspard Lamu-nere. 22.35 Zoo: Etat des lieux [3/4]. Zoon en peril. De Viate Broome. 23.25 Rugby: Cent ans de finales. De Jacques Alain Ray-naud. 0.35 Nodine. Hodjaou pays du busi-ness. De Jean-Patrick Lebel (120 min). PARIS PREMIERE 19.00 Table ouverte. 19.30 Stars en stock. 20.00 20 h Paris. Première 21.00 Jean-Edern's Club. 21.55 Premières loges. 22.25 Le Par-teur de senne. Film franco-italien de Danielle Luchetti (1991, v.o.) 23.55 Total-ment cinéma 0.25 Concert. Arnold Scra-m. Enregistré au festival de Reading (Angle-terre), en 1994 (50 min).	MTV 19.30 MTV Sports. 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cine-Matic. 23.30 Feuilles. The Real World. London. 0.00 The End? (90 min). EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Motors. 22.00 Football. Coupe de l'UEFA: numéros de finale retour. 0.00 Snooker. Ligue européenne. 1995. 19 <sup>re</sup> match: Stephen Hendry-Jimmy White (60 min). CINÉ CINÉFIL 18.45 Marche ou crève. Film franco-belge de Georges Lauther (1959, N). 20.30 L'Amour à la chaîne. Film français de Claude de Givray (1964, N). Avec Perrine Pradier. 21.55 Police maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 19 novembre au Théâtre du Cha-telot, par Emmanuel Ax, Michel Dalbert, pianos. Variations sur un thème de Haydn pour deux pianos op. 56b, de Brahms; Symphonie de chambre n°2 pour deux pianos op. 38b, de Schoenberg; Sonata pour deux pianos op. 34b, de Brahms. 22.00	20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Chantier-parler: Musique ancienne et poésie contem-poraine. 2. Entre jeunesse et tradition. Œuvres de Couperin, de Machaut, Caccini, Kasse-m, Daniel. 20.30 Archipel science. Patrick Gensidoffier. La Vie dans les abysses. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (21.32). Quel avenir pour les musées. Débat enregis-tré à l'auditorium du Musée Guimet le 28 novembre. Avec Françoise Cachin, Cucco, Emmanuel Fassy, Michel Ladoite, Serge Lemoine. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).	20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Chantier-parler: Musique ancienne et poésie contem-poraine. 2. Entre jeunesse et tradition. Œuvres de Couperin, de Machaut, Caccini, Kasse-m, Daniel. 20.30 Archipel science. Patrick Gensidoffier. La Vie dans les abysses. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (21.32). Quel avenir pour les musées. Débat enregis-tré à l'auditorium du Musée Guimet le 28 novembre. Avec Françoise Cachin, Cucco, Emmanuel Fassy, Michel Ladoite, Serge Lemoine. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).	20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Chantier-parler: Musique ancienne et poésie contem-poraine. 2. Entre jeunesse et tradition. Œuvres de Couperin, de Machaut, Caccini, Kasse-m, Daniel. 20.30 Archipel science. Patrick Gensidoffier. La Vie dans les abysses. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (21.32). Quel avenir pour les musées. Débat enregis-tré à l'auditorium du Musée Guimet le 28 novembre. Avec Françoise Cachin, Cucco, Emmanuel Fassy, Michel Ladoite, Serge Lemoine. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).	20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Chantier-parler: Musique ancienne et poésie contem-poraine. 2. Entre jeunesse et tradition. Œuvres de Couperin, de Machaut, Caccini, Kasse-m, Daniel. 20.30 Archipel science. Patrick Gensidoffier. La Vie dans les abysses. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (21.32). Quel avenir pour les musées. Débat enregis-tré à l'auditorium du Musée Guimet le 28 novembre. Avec Françoise Cachin, Cucco, Emmanuel Fassy, Michel Ladoite, Serge Lemoine. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

20.00 Musique: Le Rythme et la Raison. Chantier-parler: Musique ancienne et poésie contem-poraine. 2. Entre jeunesse et tradition. Œuvres de Couperin, de Machaut, Caccini, Kasse-m, Daniel. 20.30 Archipel science. Patrick Gensidoffier. La Vie dans les abysses. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (21.32). Quel avenir pour les musées. Débat enregis-tré à l'auditorium du Musée Guimet le 28 novembre. Avec Françoise Cachin, Cucco, Emmanuel Fassy, Michel Ladoite, Serge Lemoine. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 1. Maisons racines. 0.05 Du jour au lendemain. Maurice Fré-chet (L'Évolée, l'Enlèvement). 0.50 Musique: Coda. Polyphonie: Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 2. Scat Locusts. Et de l'endormi. 3. Bercuse. De Warila. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).



# Les belles histoires de la nuit

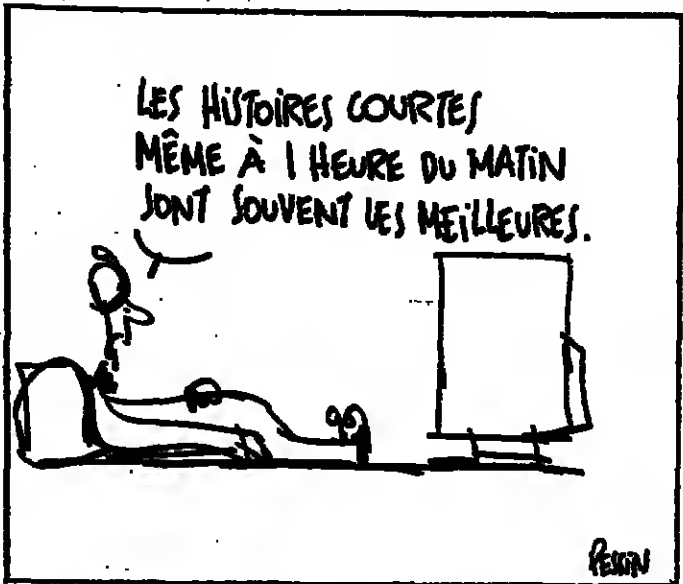
Pour les couche-tard de France 2, Florence Mialhe a réalisé un petit film d'animation où dessins et musique s'accordent pour rythmer le récit de Schéhérazade

ON TROUVE DES MERVEILLES parfois vers 1 heure du matin. Ainsi, mercredi 6 décembre, dans « Histoires courtes », sur France 2, Schéhérazade, un petit film de seize minutes, fait palpitier le cœur plus vite qu'à l'habitude. On ne saurait trop conseiller à ceux qui dorment déjà sur leurs deux oreilles d'enregistrer cette histoire qui file à toute allure, comme une gamine sur un vélo. Florence Mialhe a peint et réalisé ce bijou où l'on ne sait plus qui mène le jeu : l'histoire, les images, les voix, le rythme, ou la musique.

« Je m'appelle Dinarzade. La petite Dinarzade, fille cadette du vizir. Aujourd'hui c'est moi qui raconte l'histoire de mon grand frère... » Voilà, c'est parti. Dans le secret des palais, se jouent les drames du sexe, de la jalousie et de la mort, et Dinarzade qui a le ton des petites filles qui en savent un peu trop pour leur âge à force de regarder derrière les portes, nous emmène — la félonne — dans ses chuchotés dé-lurés.

On ne racontera pas ici comment le roi Shâhryâr, trompé par sa femme avec un esclave noir, est devenu fou, comment le malheur est entré dans le pays, et comment Schéhérazade a réussi à le calmer avec ses récits. C'est le sujet du conte, le tout premier des Mille et Une Nuits, ce monument de la littérature orientale dont les multiples traductions ont donné autant de visions différentes.

Ce qui compte, avec le Schéhérazade de Florence Mialhe, c'est l'espace de vertige qui naît du mouve-



ment incessant des formes et des couleurs qui explosent et se transforment en grenades, de la musique jazzy, rapide, de Denis Colin, où le violoncelle et le zarb mettent de l'ivresse.

## RECHERCHE PLASTIQUE

Sur ce conte rouge d'une sensualité et même d'un érotisme cru, les personnages évoluent entre bu-nour et poésie. On pense à Ma-tisse, à Picasso, à Chagall ou à Braque. Le texte de Marie Desplechin (dit par Agathe Chouchan), lui, est libre, inspiré des deux grandes traductions de Galland et de Khaw-nas. Un important travail de « réécriture » au niveau des mots et du

rythme a été effectué. Peintre avant d'être cinéaste d'animation, Florence Mialhe se souvient d'avoir très tôt aimé les films de McLaren (« un des premiers à gratter sur pellicule »). Pour elle, le mouvement est un élément supplémentaire dans la recherche plastique, un espace à ajouter à la peinture, mais elle aime aussi raconter des histoires. En 1991, elle réalise son premier film d'animation, *Homomom*, diffusé par Canal Plus et Arte, acheté par plusieurs télévisions étrangères (on pourra revoir ce court métrage samedi 9 décembre sur Ciné Cinéma, à 22 h 05, dans le magazine « Ciné Cinéma »).

Même technique que pour Sché-

hérazade, même si elle range ce film plutôt dans la catégorie reportage... Florence Mialhe peint directement sous la caméra qu'elle déplace sur le dessin. Elle transforme chaque dessin en le recouvrant au fur et à mesure avec du pastel. Elle filme entre huit et douze images par seconde, d'où le léger saccadé des mouvements et cette sensation de vertige.

« Je ne fais pas de l'animation traditionnelle, mais je n'ai pas inventé la méthode, dit-elle. Je me sens proche d'un certain nombre de gens comme l'italien Gianluigi Toccafondo (Le Criminel, La Pista), le Suisse Georges Schwizgebel ou le Canadien Caroline Leas. » Le travail d'animation, qui demande beaucoup de concentration, est à la fois très artisanal, très minutieux et très long. Deux ans pour réaliser ce film (9 600 dessins) qu'elle a tourné en 35 millimètres.

L'animation pour elle est « un champ libre ouvert, mais les débouchés sont difficiles aussi bien au cinéma qu'à la télévision ». Schéhérazade est une production cinéma, distribution télévision. Produit par Paris Plage Productions, Schéhérazade a reçu le soutien de France 2, de France Superséjour et de Canal Four. Ce film envoloûtant qui a été sélectionné au Festival d'Annecy 1995 commence à faire le tour du monde.

Catherine Humblot

★ « Histoires courtes : Schéhérazade », France 2, mercredi 6 décembre à 1 h 05.

# Immobile en marchant

par Luc Rosenzweig

QUAND une situation est bloquée, elle est bloquée. On a beau chercher de tous côtés ce qui bouge, le moindre signe d'évolution, le petit rien qui fait qu'aujourd'hui est différent d'hier, la mer des événements reste inexorablement étale. Cela ne fait pas l'affaire de l'information télévisée qui ne hait rien tant que la répétition. Il n'y a bientôt plus que la météo qui symbolisera la vision héraldienne du monde, où, comme chacun sait, personne ne se baigne jamais dans le même fleuve.

A propos de fleuve, la Seine était en vedette lundi pour s'être offerte comme boulevard de substitution aux Parisiens lassés de marcher pour rejoindre leur travail ou leur domicile. Le retour du coche d'eau, pour spectaculaire qu'il ait été, ne semble avoir eu qu'une efficacité modérée. Un bateau fluvial se prête plutôt au plaisir nonchalant d'une lente glissade romantique au milieu des lumières de la ville qu'à l'acheminement massif et rapide des salariés vers leur poste de travail. Alain Juppé, qui avoua un jour avoir eu la « tentation de Venise », n'a pas encore appelé à la rescousse les gondoliers de la cité des doges. Domage, car cela aurait pu rendre le moral à cette jeune femme qui reconnaissait qu'en dépit, ou à cause de leur lenteur, les bateaux-mouches gratuits « permettaient de fuir des rencontres ».

Mais qu'on ne se y trompe pas, l'immobilité de ce jour n'est pas

celle de l'éternité. Elle ressemble plutôt à ce moment bref où deux packs d'avants d'une équipe de rugby attendent sans bouger l'autorisation de rentrer en mêlée. Le premier ministre avait réuni son équipe à Matignon avant la castagne, ce dont on vit des images, mais où le son fut réduit au minimum syndical, c'est-à-dire au point de presse quotidien d'Alain Lamassoure affirmant qu'il n'y avait « pas de motif à la grève de midi ». S'il le dit...

Il y eut tout de même un grand moment de télévision lundi soir : le premier épisode de la somptueuse adaptation cinématographique du roman de Joseph Roth, *La Marche de Radetzky*, réalisée par Axel Corti, l'auteur de *Welcome in Vienna*. On pouvait suivre les tribulations du jeune officier Carl Josef von Trotta, petit-fils d'un héros de la bataille de Solferino qui traîne son spleen dans une garnison de uhlans au fin fond de l'empire des Habsbourg. Son seul ami et confident est Max Demant, le médecin-major juif du régiment, petit-fils de cabaretier de Galicie. Ils sont chacun le produit réussi du désir de leurs aïeux, qui voulaient les voir servir brillamment l'empereur. Mais le désir d'empire s'était éteint après deux générations et, comme l'écrit Joseph Roth : « Aucun d'entre eux n'avait l'âme assez fine pour entendre les rouages charnels des moulins secrets qui commencent déjà à moudre la Grande Guerre. » A quel pensent nos petits-enfants ?

## MERCREDI 6 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire.</p> <p>13.00 Journal, Météo.</p> <p>13.38 Magazine : Femmes.</p> <p>13.40 Série : Les Fous de l'amour.</p> <p>14.30 Série : Mac Gyver.</p> <p>15.30 Club Dorothée.</p> <p>17.20 « Série : Les Années fac.</p> <p>17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté.</p> <p>18.25 Le Miraculé de l'amour.</p> <p>19.00 Série : Alerta à Malibu.</p> <p>20.00 Journal, La Minute hippique.</p> <p>20.20 Sport : Football. En direct. 9<sup>e</sup> journée de la Ligue des champions : FC Nantes-Panathinaïkos FC (Grèce), du stade de la Beaujoire à Nantes ; 21.15, Mi-temps, Météo ; 21.30, 2<sup>e</sup> période ; 22.25, Extraits, analyses et résultats des sept autres rencontres.</p> <p>En cas de victoire, le FC Nantes occuperait la première place de sa poule et en cas de match nul, la deuxième place, qualificative elle aussi. En cas de défaite, les Nantes ne seraient plus maîtres de leur destin... et devraient compter alors avec le résultat du FC Porto au Danemark.</p> <p>0.05 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot : Vietnam. La traversée mouvementée. Espace vital : Escalade sur un mont précaire : l'Australie ; Les cascades d'émeraude.</p> <p>1.05 Journal, Météo.</p> <p>1.15 Programmes de nuit. Histoires naturelles : 2.05, Histoire de la vie (6/8) ; 2.10, TF 1 nuit (et 3.15, 3.55, 4.25) ; 3.05, Histoires naturelles (et 4.00, 5.00) ; 3.35, Côté cœur ; 4.55, Musique.</p>	<p>12.15 Jeu : Les 2<sup>e</sup> Amours (et 14.05).</p> <p>12.55 Météo (et 13.35).</p> <p>12.59 Journal.</p> <p>13.45 Téléfilm : Pas une seconde à perdre. De Jean-Claude Sussfeld, « Vivez Michel Leeb, Jean-Luc Bideau, Michel Leeb, Jean-Luc Bideau, Michel Leeb, Jean-Luc Bideau ».</p> <p>15.05 Tiroir. En direct d'Auteuil.</p> <p>15.15 Couleur Maureen (et 16.10, 16.50).</p> <p>15.20 Série : Mission casse-cou.</p> <p>16.15 Série : Secondé B.</p> <p>17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ?</p> <p>17.45 Série : Cooper et nous.</p> <p>18.10 Série : Le Prince de Bel-Air.</p> <p>18.40 Que le meilleur gagne (et 13.00).</p> <p>19.15 Bonne nuit les petits.</p> <p>19.20 Studio Gabriel (et 1.30).</p> <p>19.55 Loto (et 20.45).</p> <p>19.59 Journal, Météo.</p> <p>20.50 Téléfilm : Une nouou pas comme les autres. D'Eric Chavany, avec Minnie Mathy.</p> <p>22.20 Magazine : Bas les masques. J'ai été torturé.</p> <p>23.30 Les Films Lumière.</p> <p>23.35 Journal, Météo.</p> <p>23.50 Le Cercle de minuit. Le Maréchal Pétain.</p> <p>1.05 Programmes de nuit. Histoires courtes : Schéhérazade, de Florence Mialhe, texte de Marie Desplechin dit par Agathe Chouchan ; Sang d'encre, de Laurent de Barlatier ; 2.00, Emissions religieuses (rediff.) ; 3.35, 24 heures d'infos ; 3.40, Jeu : Pyramide ; 4.35, Uni ; 5.00, Outremers (rediff.) ; 5.55, Dessin animé.</p>	<p>12.00 Télévision régionale.</p> <p>12.55 Journal.</p> <p>13.05 Jeu : Tout en musique.</p> <p>13.40 Série : Brigade criminelle.</p> <p>14.10 Série : Magnum.</p> <p>15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.</p> <p>16.05 Dessin animé : Woolf.</p> <p>16.35 Les Minikéums.</p> <p>17.45 Divertissement : Je passe à la télé. Présenté par Valérie Mairesse et Georges Bellet.</p> <p>18.20 Questions pour un champion.</p> <p>18.50 Un livre, un jour. Gédéon, de Benjamin Rabier.</p> <p>18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional.</p> <p>20.05 Jeu : Fa si la chanter.</p> <p>20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Crises de dertes. Enquête de Carole Weatcroft, Jean-Philippe Desbordes, Jean-Marie Gox, Hervé Ghesquière.</p> <p>22.10 Météo, Journal.</p> <p>22.45 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Fernando Pessoa, le voyageur immobile, d'Isabel Calpe. Il y a soixante ans, mourait dans un hôpital de Lisbonne un écrivain qui laissait derrière lui une malle pleine de manuscrits inédits. Fernando Pessoa était certain qu'il mourrait d'être posthume cette notoriété dont il n'avait jamais bénéficié de son vivant.</p> <p>23.40 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Sang (diff.).</p> <p>0.35 Feuilleton : Dynastie.</p> <p>1.20 Musique Graffiti.</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie.</p> <p>13.25 Magazine : M 6 Kid. Si indur à Reilly ; Kidmit ; 13.30, Crypte Show ; 14.00, Mol, Renart ; 14.30, Gadget Boy ; 15.00, Oraculo ; 15.30, Ciespy Claviers ; 16.00, Mighty Max.</p> <p>16.30 Variétés : Hit Machine.</p> <p>17.00 Fantazie (et 0.45).</p> <p>17.30 Dessin animé : Tintin. [1/2] Tintin au Tibet.</p> <p>18.00 Série : Highlander.</p> <p>19.00 Les Nouvelles Aventures de Superman.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</p> <p>20.00 Jeu : Le Grand Zap.</p> <p>20.35 Magazine : Ecolo 6. La Terre s'use.</p> <p>20.45 Téléfilm : Cosu Caralibes. [1/4]. De Paolo Barzman, avec Vanessa Demouy. C'est à Madrina, « l'île aux fleurs » que débute un beau matin Linda (Vanessa Demouy) de « Classe mannequin ». Top-model très en vue, elle vient d'y hériter d'un petit hôtel géré par un trio d'individus plutôt louche.</p> <p>22.30 Téléfilm : Le Crime dans la sang. De Richard T. Heffron, avec Robert Mitchum, James Spader.</p> <p>0.15 Magazine : Secrets de femmes.</p> <p>1.10 Boulevard des clips (et 5.10).</p> <p>2.30 Rediffusions.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45</p> <p>12.30 La Grande Famille.</p> <p>13.40 Le Journal de l'emploi.</p> <p>13.45 Décoder pas Bunny.</p> <p>14.00 Sport : Les Superstars du catch. Les Survivors.</p> <p>17.05 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL : Miami Dolphins-Atlanta Falcons.</p> <p>17.25 Sport : Football. En direct. Beis. Seville-Gironde Bordeaux. Match de 8<sup>e</sup> de finale retour de la coupe de l'UEFA ; 17.30, coup d'envoi.</p> <p>En clair jusqu'à 21.00</p> <p>19.30 Nulle part ailleurs. Focus réserve de prolongation du match de football. Présenté par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet.</p> <p>19.40 Le J.T. De Jules-Edouard Moustic. (sous réserve de prolongation du match de football).</p> <p>19.55 Les Guignols. (sous réserve de prolongation du match de football).</p> <p>20.00 Surprises.</p> <p>20.30 Le Journal du cinéma.</p> <p>21.00 Cinéma : Les Faussaires. Film français de Frédéric Blum (1994).</p> <p>22.30 Flash d'informations.</p> <p>22.35 Cinéma : L'Impasse. Film américain de Brian De Palma (1993, v.o.).</p> <p>0.55 Cinéma : Le Mangeur de lune. Film français de Olaf Sjöle (1994).</p> <p>2.10 Documentaire : Féminin masculin. De Brigitte Comand (52 min).</p>	<p>12.30 Atout savoir. La Mémoire et la Réussite.</p> <p>13.00 Documentaire : L'Avenir de l'Arctique.</p> <p>13.25 Le Journal du temps (et 18.57).</p> <p>13.30 L'Esprit du sport. Avec Arno Klarsfeld.</p> <p>14.30 A tous vents. Face au vent.</p> <p>15.30 Qui vive ! [2/3].</p> <p>15.45 Allô la Terre [2/4].</p> <p>16.00 La Preuve par cinq [2/4].</p> <p>16.30 Les Yeux de la découverte.</p> <p>17.00 Cellulo.</p> <p>17.30 Les Enfants de John.</p> <p>18.00 Affaires publiques. La Cour des comptes.</p> <p>18.15 L'Esprit de Colomb.</p> <p>18.30 Le Monde des animaux.</p> <p>19.00 Série : L'Homme invisible [18/25] Coup double.</p> <p>19.30 Les Briseurs d'Jus des Pyrénées. De Richard et Julia Kemp. Le gypéte, un rapace qui se nourrit de cadavres d'agneaux.</p> <p>20.20 Le Dessous des cartes. Francophonie (rediff.).</p> <p>20.30 B 1/2 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Images de la Résistance, fin de guerre aux Pays-Bas, de Paul Moody.</p> <p>La résistance civile hollandaise, depuis l'invasion des Pays-Bas par la Wehrmacht, en mai 1941, jusqu'à la capitulation allemande, quatre ans plus tard. Images inédites tournées clandestinement.</p> <p>21.45 Musica-Journal.</p> <p>22.20 Opéra : Diderot et Enée. De Henry Purcell, livret de Nahum Tate, d'après « L'Enéide » de Virgile, mise en scène de Peter Manura. Avec Maria Ewing, Karl Daymond, Rebecca Evans et le Muscum Collegium 90, dir. Richard Hickock. En commémoration du tricentenaire de la mort du compositeur anglais Henry Purcell.</p> <p>23.15 Musicarchive. Arthur Rubinstein.</p> <p>23.50 Entretien. Nagisa Oshima Europe-Japon, le cinéma et le siècle.</p> <p>0.25 Série : Les Cinq Dernières Minutes. La Rose de fer, de Jean-Pierre Marchand, (rediff.).</p> <p>2.05 Magazine : Snark. Spécial Tour Eiffel. Sabotage ! ; A bicyclette (rediff., 28 min).</p>

## CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Métro des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Invité : David Douillet, judoka. 21.00 L'Hebdo. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Huit dans tous nos rêves. De Jean-Daniel Lafond. 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min).

PLANÈTE 19.45 Les Parchemins de la mer Morte. De Theresia Huni. 20.35 Où chantent les accordeons, la route du village. De Loretta Lemoine. 21.30 Tant que le monde sera. [1/6] Les Maîtres maçons d'Agim. De Suha Arin. 22.00 Terminé. Brest. De Jean-Paul Mudy et Gaspard Lamurrière. 0.05 Zoo : Etat des lieux [3/4]. Zoo en pénit. De Viste Broome. 0.55 Rugby : Cent ans de finales. De Jacques Alain Ruyaud (5 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 0.50). 19.35 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Aux arts et caetera. 22.25 Cherchez l'Idole. Film franco-italien de Michel Boisrond (1992, N.O.O). Paris dernière (50 min).

CANAL 1 17.25 Comte Mordicus. 18.00

Soirée Cajou. 18.05, La Super Finale de rebuts ; 18.15, Dodo, le retour ; 18.20, T'es pas cap ; 18.25, La Leçon de cinéma ; 18.30, Sport ; 18.35, Coup de cœur livre ; 18.40, Le Mordu ; 18.45, La Cuisine. 18.50, Les Missions du Capitain J ; 19.00, Cajou l'invité ; 19.30, Série : Aliana ou le futur imparfait ; 19.50, Au revoir.

CANAL JIMMY 20.00 Série : Le Frelon vert. Mort en silence. 20.30 Série : Route 66. L'Héritière. 21.20 Série : Au cœur du temps. La Cité de la peur. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Seinfeld. La Chinoise. 22.40 Série : Les Incorruptibles de Chicago. Un témoin bien protégé. 23.35 Série : Liquid Television. 0.05 T'es pas une idée ? (60 min).

SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.25). Le Dynamo vivante. 19.55 Série : Cher oncle Bill. L'Heurteur événement. 20.20 Série : Mon amie Fickla. L'Écuyère. 20.45 Série : The Thunderbirds. (et 0.15) L'Attaque des alligators. 21.40 Série : Agence Acatulpo. Lune de miel. 22.30 Série : 200 dollars plus les frais. Outrage à magistrat (55 min).

COM 19.00 L'Invité de marque (et 0.00). 19.30 Zoom zoom (et 0.30). 19.55 Manga-zone (et 22.05). 20.00 Zoom zoom. Guest. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. Ben Gees. 22.15 Private Jack. 22.25 MCM Home Video. 22.30 Cinéma

scope. 22.45 Clips non-stop. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min). MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The State. 0.00 The Top 7 (90 min).

EUROSPORT 19.30 Eurosportnews (et 1.00). 20.00 Tennis. En direct. Coupe du Grand Chelem : huitièmes de finale. 22.00 Boxe. Résumé. Championnat d'Europe. Poids légers : Angel Mena-Oscar Palomino. 23.00 Supercross. Motocross : supercross indoor d'Osaka. 0.00 Equitation. Résumé. Coupe du monde de saut d'obstacles, à Perth (Australie) et Wellington (Nouvelle-Zélande) (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.50 Gendarmes et voleurs. Film italien de Steno (1951, N. v.o.). Avec Totò. 20.30 Angelica. Film français de Jean Choux (1939, N.). Avec Viviane Romance. 22.05 Marie Walewska. Film américain de Clarence Brown (1937, N. v.o.). Avec Greta Garbo. 0.00 Marche ou creve. Film français de Georges Lautner (1959, N., 100 min).

CINÉ CINÉMAS 18.05 Le Bazar de Ciné Cinéma. 18.55 Théâtre. Film français d'Alain Cavalier (1986). Avec Catherine Mouchet. 20.30 Tora ! Tora ! Tora ! Film américain de Richard Fleischer (1970). Avec Martin Balsam. 22.50 Le Gardien du corps. Film français de François Leterrier (1983). Avec Jane Birkin. 0.15 Minnelli On Minnelli (50 min).

## RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Tire la langue. Le Sommet de Colonus (Benin). Actualités de la langue. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (9). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Ici et maintenant. 22.40 Nuits magnétiques. Une maison, des maisons. 2. Habiter bien - habiter mal D5 Du jour au lendemain. Jean-Noël Vuaron (L'Aigle-Même). 0.50Nuit. Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin à Berlin, par l'Orchestre symphonique allemand de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy : L'Orestie, ouverture op. 6, de Taneiev ; Concerto pour piano et orchestre op. 20, de Scriabine ; Reminiscences, poème symphonique, de Wolf. 22.00 Soliste Elisabeth Schwartzkopf, soprano. 22.25 Opéche-notes. 22.30 Musique pluriel. Opus pour flûte et piano, de Gausson, par les Membres de l'Orchestre Court-Circuit enregistré le 23 mars 1995 ; Quodlibet pour six percussionnistes, vingt-huit instruments et orchestre (extraits), de Nupur, par l'Ensemble Modern. L'Orchestre de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne, dir. Kasper de Roo et Emilio Pomarico. 23.07 Ans la nuit. Œuvres de

Tchaïkovski, Bartok, Hersant. 0.00 Jazz vivant. 1.00 Les Nuits de France-Musique Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Hommage à Elisabeth Schwarzkopf. Capriccio, scène finale, de R. Strauss, par le Philharmonia, dir. Wolfgang Sawallisch ; Œuvres de Mozart : Les Noctes de Figaro, extraits, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Bohm ; Les Noctes de Figaro, extrait, par le Philharmonia, dir. Prichard ; La Flûte enchantée, finale, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Beecham ; Italienisches Liedchen, de Wolf ; La Vierge royale, extrait, de Lehar, par le Philharmonia, dir. Adami ; Les Chœurs extraits, de Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Herbert von Karajan ; Lucia di Lammermoor, de Donizetti ; Sweet Bird, de Haendel, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Knps ; Le Chevalier à la rose, extrait, de R. Strauss, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Herbert von Karajan ; Sa Lied, de Schubert. 23.00 Les Soirées. (Suite) Melodies, de Sibelius ; Les Maitres Chanteurs de Nuremberg, extraits, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Herbert von Karajan ; Messe extraits, de Bach, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Herbert von Karajan ; Quatre derniers Lieds, de R. Strauss, par l'Orchestre Philharmonia, dir. Otto Ackermann. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.



par Pierre Georges

Mais encore fallait-il y penser sans céder à la tentation du pire. Car les travaux d'approche pour trouver un nom au stade à naître avaient fait craindre ce pire. Mille

Stade de France. Bien joué ! Un non passé, présent et à venir. Une contraction peut-être par association d'idées du vieux Stade français et du Racing Club de France, deux clubs de la capitale. En tout cas, un concept à la fois jacobin et patriote de l'affaire. Les équipes de France front jouer dans le Stade de France, boucle bouclée. Cela confortera sans doute les contempteurs du sport dans leur dénonciation d'un chauvinisme d'apparence, clairon, remonte en ligne et bérêt de tranchée. C'est leur droit. Les autres, c'est leur droit aussi. Penseront que c'est un joli non, France.

**Les syndicats des fonctionnaires en exigent, quant à eux, le retrait immédiat**

Le gouvernement n'a pas l'air inquiet, le nombre des grévistes dans la fonction publique étant, selon lui, très faible : 2,2 % lundi.

**Rafaële Rivaïs**

**Le mouvement actuel pose « la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre »**

syndicaux - responsables du Syndicat national unifié des impôts (SNUI), de SUD (Solidaires unitaires et démocratiques) aux PTT, des fédérations qui constituent la gauche de la CFDT (transports), membres de la FSU, cégétistes d'obédience anarchiste ou trotskiste, ou encore proches d'Alain Obadia, ancien secrétaire général des cadres de PUGIC-CGT.

**Lire notre éditorial page 16**

## 3615 LEMONDE

100

## 3615 LE MONDI



*Inspirés de motifs art. déco provenant des archives Alfred Dunhill.  
Façonnés en argent massif et laqués. Des boutons de manchettes au double décor,  
faciles à porter et pratiques grâce à leur système à pression.*

*Très recherché depuis 1802*

15, rue de la Paix 75002, Paris. Tél. (1) 4261 5768.

۵۵۱۵۱۵۱۵



# Le Monde

## INITIATIVES

### La retraite s'éloigne



L'allongement de la durée de cotisation pose de sérieux problèmes au secteur privé. Et pas seulement au secteur public

PARMI les nombreuses causes du conflit social actuel, la perspective d'un passage de 37,5 à 40 années de cotisation pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein chez les fonctionnaires a sans aucun doute servi de détonateur. Pour les agents SNCF, plus encore, la seule idée que l'on puisse penser toucher à l'âge de la retraite a suscité des réactions. D'autant que les cheminsots, et d'autres catégories à leur suite, y ont vu - à tort ou à raison, peu importe - une attaque en règle contre leurs régimes spéciaux.

En somme, que la fonction publique ou les personnels d'entreprises publiques puissent être traités à l'identique des salariés du secteur privé est vite apparu inconcevable à des catégories qui ont précisément placé la retraite au premier rang des avantages à préserver. Au vu de leurs revenus d'activité, parfois des contraintes de fonction, il est vrai compensées par une sécurité de l'emploi, la garantie de pensions « inaltérables » dans le temps et parfois très servies participent en effet du contrat qui les lie à l'Etat. Cela fait même partie intégrante d'un choix de vie, d'un compromis.

Cette intense mobilisation tranche avec la relative indifférence qui avait tant surpris quand, en août 1993, le gouvernement Balladur avait amorcé la réforme qui doit progressivement porter à 40 ans, d'ici à 2004, la durée de cotisation nécessaire pour prendre sa retraite à taux plein dans le secteur privé. Avec le recul, même, et par contraste, elle en dit long sur l'état d'apathie qui régnait alors, en période de récession.

A contrario, elle révèle combien de nombreux problèmes, qui se posaient alors comme maintenant, n'ont pas été abordés à l'époque, peut-être par manque de lucidité. Par comparaison, d'ailleurs, le comportement syndical se situe aux antipodes, sans explications satisfaisantes autres que l'incapacité à constater une évolution inéluctable.

Pourtant, et à n'en pas tenir compte, le sort des salariés du privé, quant à l'obstacle apparaissant mieux désormais, dont la prise de conscience commence à peine à se manifester. Pour être d'actualité, tout autant que les angoisses des agents de l'Etat, des situations sont à peine analysées et des conséquences même pas traitées sur le fond. Alors qu'elles mériteraient examen et pourraient servir de jurisprudence dans l'application à d'autres catégories.

Par exemple, à mesurer que l'âge de la retraite s'éloigne de fait, peut-être faudrait-il enfin changer d'attitude à l'égard des dispositifs de cessation anticipée d'activité et, logiquement, abandonner certains discours. Des dirigeants d'entreprise le savent, qui soulignent que l'une des difficultés à venir résidera dans la nécessité de mobiliser à nouveau les 57-62 ans, contraints de rester à leur poste, quand les pratiques deviennent habituelles de départ anticipé de ceux-ci dans l'orbite d'un départ prochain, une fois leurs 50 ans révolus. Or, employeurs et décideurs en tout genre continuent, comme si de rien n'était, avec l'assentiment des syndicats et des intéressés, à privilégier tout ce qui s'apparente de près ou de loin à des préretraites. Tant et si bien que, à une échéance maintenant proche et dans un jeu de balance, s'effectuera le passage brutal des départs à 55 ans au maintien au travail jusqu'à 62 ans, voire peut-être davantage.

Mais peut-être cette crainte n'est-elle, finalement, que théorique, l'allongement de la durée d'activité étant contradictoire avec l'aspiration à la réduction du temps de travail, elle-même confortée par les exigences de la gestion. Dans les faits, on pourrait à la limite aboutir à un montage parfaitement hypocrite qui tenterait de concilier l'inconciliable : puisque les en-

treprises continuent à avoir besoin de départs prématurés pour ajuster leurs effectifs sans heurts, il reviendrait à la collectivité, ou aux individus, d'assurer la transition allongée avec la date officielle de retraite. L'hypothèse ne doit pas être écartée. Déjà, aux Etats-Unis ou au Canada, confrontés aux mêmes paramètres, et ayant à vivre dans un environnement social encore plus angoissant, les salariés âgés ont dû s'adapter. L'âge légal de retraite ayant été relevé, ils doivent soit travailler cinq ans de plus jusqu'aux alentours de 70 ans pour disposer d'un revenu à peu près honorable, soit - ce qui parfois revient au même - accepter de finir leur carrière comme travailleurs temporaires, les entreprises étant très friandes de ces salariés expérimentés de 55 ans et plus qui, mais ce n'est jamais qu'une contradiction supplémentaire, sont aussi ceux qui perdent proportionnellement leur emploi le plus souvent.

Ce qui se passe outre-Atlantique, y compris dans son outillage, montre aussi que la vraie question de la retraite - dans le privé du moins, par rapport à la fonction publique - porte sur le niveau de revenu de la personne sans activité, à son tour déterminé par le type de statut de l'emploi ou des emplois occupés. Quand la durée de cotisation se fait importante (160 trimestres contre 150 auparavant) et, surtout, quand augmente le nombre des années prises en compte pour déterminer le salaire de référence (les dix mil-

leunes années étant remplacées par les vingt-cinq meilleures années), il vaut mieux ne pas avoir connu le chômage, les petits boulots et les creux de carrière.

Or, réussir cet exploit relève aujourd'hui de la gageure et il conviendrait de songer, à cet égard, au sort futur des jeunes en galère quand ils atteindront l'âge de la retraite, peut-être sans les 40 années de cotisation.

Par anticipation, il semblerait qu'une telle situation entraîne une modification du comportement de certains jeunes. Quelques 24-27 ans, parmi les plus diplômés, en viennent à refuser des stages longs en entreprise - stages au demeurant pas toujours d'une légalité totale. Et cela parce que, prévoyants, ils craignent, semble-t-il, que « le compteur à années » de cotisation ne tourne sans eux et, s'ils n'y prennent

■ PENSIONS : DES NUAGES À L'HORIZON  
Quel sera le revenu de remplacement ? L'incertitude prévaut pour les futurs retraités

par Lætitia Van Eeckhout

■ ET SI LA RETRAITE N'AVAIT PLUS D'ÂGE ?  
L'idée d'un départ lié à l'ancienneté et non à la date de naissance émerge de nouveau

par Nathalie Mlekuz

■ DÉMARRER LE « COMPTEUR À ANNÉES »  
Soucieux de leur retraite, les jeunes sont moins tentés par des stages de longue durée. Alors que les entreprises en abusent

par Marie-Claude Betheder

page II

■ COMME UN AIR DE FUITTE EN AVANT  
En dépit de l'allongement de la durée du travail, les entreprises continuent à se séparer des salariés les plus âgés

par Olivier Piot

■ LE GRAND CHAMBARDEMENT ITALIEN  
Durée de cotisation allongée, départ plus tardif, la loi « Dini » modifie de fond en comble le régime de retraite

par Philippe Baverel

■ AMÉRIQUE : LA FIN DE L'ÂGE D'OR  
Aux Etats-Unis et au Canada, la retraite prend des allures de mirage. Certains « baby-boomers » devroient continuer à travailler jusqu'à 70 ans

par Marie-Béatrice Baudet

page III

garde, d'être condamnés à travailler encore à près de 70 ans. Même si tant de prudence peut surprendre, il reste que le critère de l'âge, qu'ils préféreraient peut-être voir réhabilité, se révèle le plus mauvais pour déterminer le moment de la retraite, à moins de servir de garde-fou en étant couplé avec la durée de cotisation. En effet, l'âge seul avantage celui qui commence tardivement sa carrière et qui, n'ayant pas un travail pénible, peut profiter d'une espérance de vie supérieure. A l'inverse, l'âge pénalise celui qui a travaillé jeune et s'est épuisé à de lourdes tâches. Le tout, il est vrai, étant compensé par le fait, par ailleurs préoccupant, que 60 % de ceux qui font valoir leurs droits à la retraite sont déjà inactifs ou préretraités.

Que tant d'interrogations demeurent en suspens encore aujourd'hui, pour la gestion des retraites dans le secteur privé, ou qu'elles soient incluses dans l'actuel mouvement social qui paralyse la France, voilà qui ne cesse d'inquiéter, et est le signe d'une mutation mal préparée et mal maîtrisée. De ce point de vue, la manière employée en Italie pour parvenir à la réforme, pour houleuse qu'elle ait parfois été, aurait pu faire office de référence. Le gouvernement Dini, lui, a su signer un accord avec les syndicats, puis a obtenu la ratification, par référendum, d'une révision des règles autrement plus volontaire que celle d'Alain Juppé.

Alain Lebaube

## Talents,...

Price Waterhouse  
Management Consultants  
recrute dans ses principaux  
domaines d'expertise :

BANQUE & FINANCE,  
ASSURANCE,  
SYSTEMES D'INFORMATION,  
ORGANISATION ET  
SYSTEMES DE GESTION

en rubrique

Audit/Conseil

## Il y a tant et tant de MBA mais un seul Executive MBA de l'ESSEC

Vous êtes un jeune manager déjà expérimenté,  
et vos projets foisonnent au rythme de vos  
ambitions. Pouvez-vous faire l'économie d'une  
formation prestigieuse qui donnera un coup de  
fouet à votre carrière ?

Ce "plus" qui vous fait momentanément  
défaut pour réussir la carrière que vous portez  
en vous, venez le chercher à ESSEC IMD.

L'Executive MBA de l'ESSEC est un programme  
de formation bilingue français-anglais,  
totalement compatible avec l'exercice de vos  
responsabilités professionnelles.

### Prochaine session :

juillet 1996 à décembre 1997 • 95 jours échelonnés le vendredi  
et le samedi • Sélection en cours.

Demandez votre dossier d'information à :

Catherine Bourgeot ou Thierry Godart : (1) 46.92.21.00.

ESSEC IMD - CNIT - 2 Place de la Défense - BP 230 - 92053 PARIS LA DÉFENSE  
Tél. : 33 (1) 46.92.21.00 - Fax : 33 (1) 46.92.21.01



## DOSSIER • La retraite s'éloigne

## Pensions : des nuages à l'horizon

Quel sera le revenu de remplacement ?  
L'incertitude prévaut pour les futurs retraités

La réforme des retraités de 1993 allonge la durée de cotisation pour une retraite à taux plein, sans remettre en cause le droit au départ à la retraite à soixante ans. Cependant, on peut toujours garantir une retraite « pleine et entière ». La vraie question n'en reste pas moins pour tout futur retraité : de quel revenu de remplacement va-t-il bénéficier ?

Selon une étude de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), en 1994, les pensions représentaient environ 70 % du dernier salaire brut. D'ici à 2015, le taux de remplacement, soit le rapport entre la retraite perçue et le dernier salaire d'activité, diminuera pour les hommes d'environ 7 points. Celui des femmes augmentera pour sa part légèrement, de 1 à 3 points, du fait de l'évolution des carrières que celles-ci connaissent aujourd'hui.

Cette étude ne s'intéresse cependant qu'aux personnes prenant leur retraite à soixante ans et ayant connu une carrière régulière durant quarante ans. Aussi, de plus en plus nombreux sont ceux qui, pour d'évidentes raisons financières, seront contraints de reculer leur départ à la retraite. Ne serait-ce que pour arriver au nombre de trimestres nécessaires afin de bénéficier d'une pension à taux plein. Un nombre de trimestres qui, avec la réforme, va d'ici à l'an 2004 être progressivement porté à 160. Or l'entrée dans la vie active, avec l'allongement de la durée des études et les difficultés d'insertion, se fait aujourd'hui de plus en plus tard. Sans compter que les probabilités de connaître ce qu'on appelle des « blancs de carrière » sont de plus en plus importantes dans le privé. Le temps des carrières toutes tracées à l'ancienneté est révolu.

## RÉFÉRENCE

« Le système d'acquisition des droits à la retraite permet d'amortir les irrégularités de carrière », relève toutefois Raoul Briet, directeur de la CNAV. Celui-ci rappelle notamment qu'un chômeur, à condition d'être indemnisé, voit ses droits à la retraite validés. Aussi, suffit-il d'avoir travaillé 200 heures rémunérées au SMIC pour gagner un

trimestre de cotisation. Néanmoins, ces règles ne neutralisent pas le manque à gagner d'un salarié au chômage, ou contraint d'accepter, à un moment donné, de sa carrière un emploi faiblement rémunéré ou à temps partiel. Un manque à gagner qui se répercute inévitablement sur son revenu annuel. Or, dans le calcul de la pen-

sant de leur propre retraite. Le niveau du revenu de remplacement devient néanmoins de plus en plus aléatoire. C'est là sans doute que réside davantage le « privilège » des fonctionnaires, bien plus que dans le fait qu'ils ne cotisent que 37,5 ans et non 40 comme dans le privé. La carrière d'un agent de l'Etat, forcément

## Et si la retraite n'avait plus d'âge ?

L'idée d'un départ lié à l'ancienneté et non à la date de naissance émerge de nouveau

« Après quarante ans de baulot je laisse ma place. »

Lancé par la CFDT, le slogan illustre l'accord signé le 6 septembre dernier par les partenaires sociaux responsables du régime d'assurance chômage. Un accord qui, en autorisant les salariés âgés de cinquante-huit ou cinquante-neuf ans

du mouvement ouvrier. Il s'agit d'une mesure très symbolique et il n'était pas question de ne pas la mettre en place. »

L'ordonnance du 26 mars 1982 avait donc offert à tous les salariés une retraite à taux plein de 50 % dès l'âge de soixante ans, à condition toutefois d'avoir cotisé au moins cent cinquante trimestres,

Force est de constater que l'âge officiel et symbolique de soixante ans est aujourd'hui battu en brèche par deux logiques totalement opposées : la nécessité de remplir les caisses de retraite qui passe impérativement par un allongement de la durée de cotisation, et le besoin de sauvegarder des emplois qui, jusqu'à présent, se résout par la sortie de plus en plus tôt des anciens du marché de l'emploi.

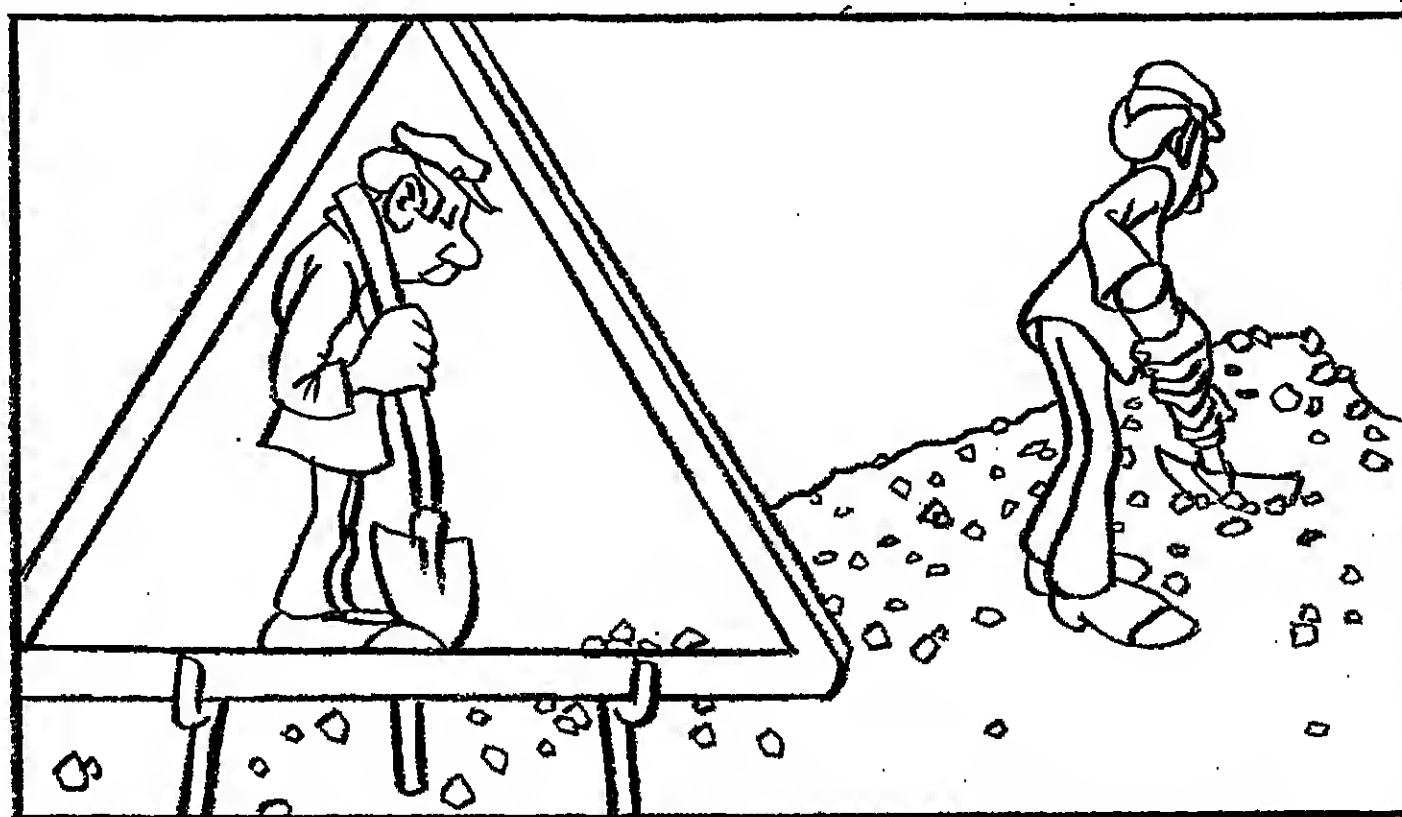
## CONTRADICTION

Ainsi, dans le premier cas, à la suite de la réforme mise en place en 1993 par le gouvernement d'Edouard Balladur, tous les salariés entrés sur le marché de l'emploi après vingt ans ne pourront très bientôt plus prétendre à une pension à taux plein une fois fêtés leurs soixante printemps. Le décret du 28 août 1993 préconise en effet que d'ici à 2004, le nombre de trimestres de cotisation passe de 150 à 160 à raison d'une hausse d'un trimestre par an. L'arrivée à l'âge de la retraite de la génération du baby boom devrait encore augmenter la pression : selon une étude menée par Entreprise et Personnel, intitulée « Épargne et Retraite », entre 2005 et 2010, le nombre de nouveaux retraités devrait passer de 500 000 par an à près de 800 000. De même, le rapport du Commissariat au Plan, « Perspectives à long terme des retraites », publié en octobre 1995, pointe que « dans le cadre du scénario le plus sombre il ne resterait plus à l'horizon 2040 que 1,1 cotisant par retraité contre 2 en l'an 2000 et 3 en 1990 ».

Pourtant, paradoxalement, alors que le nombre de retraités augmente et que l'espérance de vie s'allonge, les réponses actuelles aux problèmes de l'emploi vont, elles, vers un temps de carrière professionnelle de plus en plus réduit. Avec un recours de plus en plus massif aux préretraités : « la majorité des salariés français quittent leur emploi avant l'âge de la retraite, qui est pourtant l'un des plus faibles d'Europe », note Paul Constantin, directeur d'études à Entreprise et Personnel. « L'âge constitue un critère facile à gérer qui satisfait à la fois les entreprises, l'Etat et les syndicats. La mise en retraite anticipée constitue la solution la plus consensuelle pour supprimer des emplois », renchérit Xavier Gaullier.

Face à ces deux tendances divergentes, l'âge officiel de la retraite, bien que quelque peu malmené, permet encore aux salariés licenciés après la cinquantaine de bénéficier de diverses mesures de soutien jusqu'à cette date frontrière entre le monde des actifs et des retraités. Un filet de sécurité qui, dans l'avenir, pourrait toutefois s'estomper de lui-même avec la mise en place d'un système mixte mélangeant retraite par répartition et par capitalisation : « On ne toucherait plus que ce que l'on aurait versé et seule la durée de cotisation importerait. Il n'y aurait plus de référence à l'âge », conclut Bernard Brunhes.

Nathalie Mekuz



sion, n'est pas seulement prise en compte la durée de cotisation. Non moins capital est le salaire de référence. Celui-ci reposera en 2008 sur les 25, et non plus les 10, meilleures années. En limitant la possibilité d'éliminer les mauvaises années, cet allongement de la période de référence pénalise particulièrement ceux qui auront mené une carrière en dents de scie.

Certes les pensions ne déterminent pas à elles seules le niveau de vie des retraités. Les études prospectives existantes montrent que celui-ci se maintiendra à l'avenir, notamment en raison de l'arrivée progressive des femmes dispo-

pleine et régulière, assure une retraite équivalant à 75 % du traitement perçu au cours des six derniers mois d'activité. Les primes, il est vrai, ne sont pas prises en compte dans le calcul de cette pension. Or celles-ci sont souvent non négligeables. Cependant, un fonctionnaire n'a pas de mauvaise surprise au moment où il cesse de travailler. C'est là la rançon d'un statut n'assurant sans doute pas, à qualification égale, une rémunération aussi importante que dans le privé, mais offrant l'avantage d'une sécurité de l'emploi.

Lætitia Van Eeckhout

## Démarrer le « compteur à années »

Soucieux de leur retraite, les jeunes sont moins tentés par des stages de longue durée. Alors que les entreprises en abusent

LES jeunes diplômés se sentent-ils vieux avant l'âge ? Auraient-ils l'esprit occupé du souci de leur retraite, avant même leur premier emploi ? Un certain nombre de responsables du recrutement dans les entreprises se posent désormais la question. Il leur arrive en effet de se voir refuser des offres de stages au motif qu'ils sont trop longs ; et cela y compris lorsqu'il s'agit de stages à l'étranger - très recherchés voilà peu de temps encore.

Professeur à l'Essec, Jean-Marie Peretti traduit ainsi l'état d'esprit de ces jeunes : « Je partirais volontiers passer un an dans tel ou tel pays, mais cela repousse d'autant l'âge où je vais commencer à cotiser pour ma retraite, et du même coup, le moment où je pourrai en bénéficier. Je ne veux pas sacrifier ainsi les vertes années de ma sabantaine. » Il y voit une « frilosité » nouvelle : « Depuis 1993 et la prolongation à quarante ans du temps de cotisation, les jeunes s'attendent à une vie active de plus en plus longue et leurs comportements finissent par en être modifiés. »

Ce souci de voir démarrer le « compteur à années » ne s'exprime qu'à partir de vingt-quatre ou vingt-cinq ans. Plus tôt, on accepte n'importe quel type de statut dans une entreprise, ce que confirme Sophie qui prépare un diplôme de Sup de Co. Son école conseille aux étudiants de prendre un congé en cours d'études pour travailler un an dans une société. Ce qu'elle a fait. Mais, ajoute-t-elle, « ceux qui ont fait ce choix ont tous un an d'avance. Naus nous

sentons plus libres que les autres. » À l'inverse, rares sont les garçons qui suivent ce conseil. « Ils préfèrent effectuer leur service comme coopérants du service national en entreprise (CSNE) car, là, ils seront considérés comme salariés et cotiseront donc pour leur retraite. » Chargée du recrutement des ingénieurs et cadres chez Usinor-Sacilor, Florence Amiel a, elle aussi, observé un changement d'esprit. « Jusqu'en 1992, raconte-t-elle, jamais, au grand jamais, je n'ai entendu prononcer le mot « retraite » au cours d'entretiens de recrutement. Sur des milliers ! Depuis lors, cela m'est arrivé à quelques reprises. » Mais cela reste un sujet que l'on aborde difficilement, constate-t-elle : « Les candidats ne m'en parlent que s'ils ont confiance, s'ils me connaissent. Et le sujet est toujours abordé sur le mode humoristique, comme s'il s'agissait d'une plaisanterie. »

## LUXE

De fait, tout jeune diplômé ne peut s'offrir le luxe de refuser un stage, et cette attitude reste limitée à des titulaires de diplômes très recherchés. On aurait tort, pour autant, de prendre le phénomène à la légère. Il pourrait bien être la face émergée d'un iceberg géant : les entreprises n'abusent-elles pas de la situation de toute-puissance que leur donne la peur du chômage ? Quand, en effet, on commence à regarder ce que sont exactement ces « stages », on découvre une multitude de situations soit illégales, soit plus ou moins abusives.

Ainsi de nombreuses entreprises n'hésitent pas à demander aux étudiants de redoubler leur dernière année ou de s'inscrire pour une année supplémentaire, le but étant d'obtenir la convention de stage qui permettra de faire travailler ces jeunes presque gratuitement. Il arrive également que les stages soient prolongés au-delà de la durée prévue ou que les conventions soient renouvelées bien au-delà des délais légaux.

« De grandes entreprises ayant pignon sur rue gardent des stagiaires un an, voire davantage, souligne Germaine Plaingul, responsable du service d'orientation, documentation et insertion professionnelle de l'université Paris-L. Ainsi une grande campagne aérienne fait tourner des services de formation aux langues de cette façon. »

Sans compter cet autre cas de figure (très répandu lui aussi et presque aussi désastreux pour les retraités à venir) évoqué par Marie-Christine Portu, responsable du service jeunes diplômés à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) de Paris : « Ce matin même, une très grosse entreprise nous a demandé plusieurs diplômés de haut niveau mais âgés de moins de vingt-six ans. Comme il lui est impossible de les prendre comme stagiaires, elle les prend en contrat d'apprentissage. Il y a donc contrat de travail et cotisation pour la retraite. Mais sur la base d'une rémunération qui se situe au mieux au SMIC. » Ah, le joli temps de la retraite !

Marie-Claude Betheder

## Echos

## Transports

Organisés par Regard international, « Les forums d'Éna » aborderont, le 14 décembre, le thème des transports. Les débats porteront sur la récente prise de service par les transporteurs de la nécessité de créer des « lieux de vie » au sein des entreprises de transports publics. Jean Matteoli, président du Conseil économique et social, introduira ce forum organisé en partenariat avec la RATP la SNCF, la revue Urbanisme et l'École d'architecture de Paris-Belleville. Eric Raoult, ministre délégué chargé de la ville et de l'intégration, clôturera le débat.

Contact : Regard international, 8, rue Fallaigren, 75015 Paris. Tél : (1) 45-76-36-17. Télécopie : (1) 45-77-73-61.

## Syndicats

La revue Management et conjoncture sociale (MCS) organise le 13 décembre à Paris une journée consacrée à la CGT au lendemain de son 45<sup>e</sup> congrès ; la CFDT, sa situation interne et son effort de « resyndicalisation » ; Force ouvrière et la « défense des acquis ». Cette journée sera animée par Gérard Adam, professeur au CNAM et à l'Institut d'études politiques, et Hubert Lander, directeur de MCS. Ils seront entourés de spécialistes et d'observateurs du mouvement syndical dont Pierre-Eric Tadier, universitaire, sociologue, et Daniel Labbé, conseil en stratégie sociale.

**Le Monde**  
DES PHILATELISTES

Chaque mois,  
pour tous les passionnés  
de timbres

Les programmes  
du câble

36 15 LEMONDE  
2-13 F la minute

Commandez vos  
disques par Minitel

36 15 LEMONDE  
2-23 F la minute



DOSSIER • La retraite s'éloigne

# Le grand chambardement italien

Durée de cotisation allongée, départ plus tardif, la loi Dini modifie de fond en comble le régime de retraite

L'HEURE de la retraite ne sonnera plus à trente-cinq ans pour les nombreux bénéficiaires des « baby pensions » italiennes, ingénieurs, employés de la fonction publique, s'ils le souhaitent, après quinze ans de cotisation. Un dispositif avantageux pour certains fonctionnaires qui pouvaient, dès lors, entreprendre une autre carrière dans le privé. Très compliqué (il existe plus d'une quarantaine de régimes de retraite différents), le système était au bord du gouffre : globalement, le coût des retraites a atteint, au tournant des années 90, 13 % du produit intérieur brut, contre 9 % en France. En outre, l'Institut national de prévoyance sociale (INPS), qui gère les retraites du secteur privé, affiche un déficit de 70 000 milliards de lires (210 milliards de francs). C'est à l'aune de ces chiffres catastrophiques qu'il faut apprécier l'ampleur de la loi Dini, du nom de l'actuel président du conseil, qui modifie de fond en comble le régime des retraites. Une réforme d'autant plus salutaire que le dossier était devenu un serpent de mer de la politique italienne depuis une bonne dizaine d'années. Dernière tentative de réforme en date : celle de Silvio Berlusconi, éphémère président du conseil, qui avait dû reculer il y a tout juste un an, sous la pression de la rue.

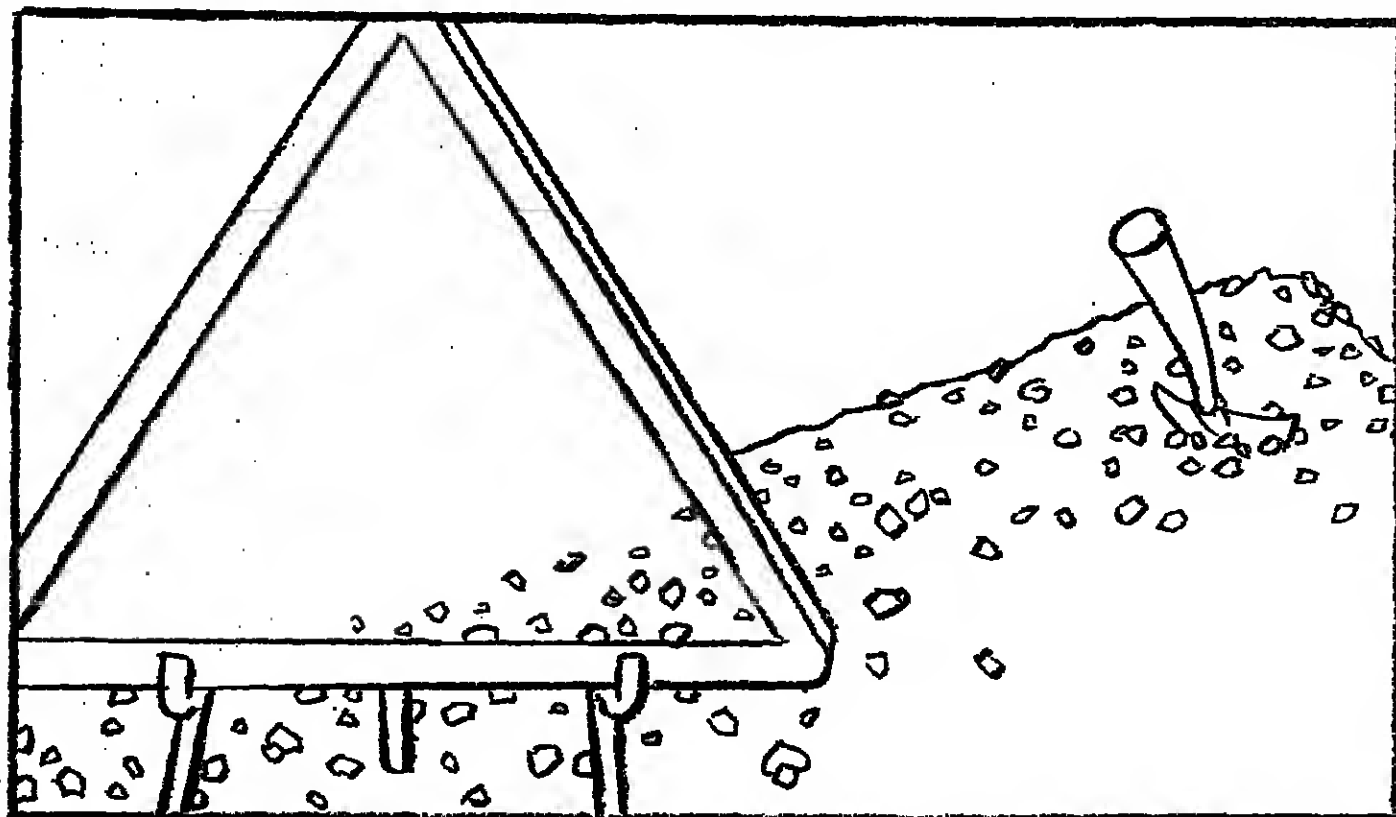
Plus question de tergiverser, l'heure est à l'assainissement des comptes publics. Les Italiens se sont finalement résolus à l'allongement de la durée de cotisation qui passe de 35 à 40 ans pour tous. Approuvée par référendum le 3 juin dernier par près de cinq millions de salariés et de retraités qui ont voté oui à 65 %, la loi sur la réforme du régime de retraite, fruit d'un accord conclu entre syndicats et gouvernement, a été définitivement adoptée par le Parlement le 4 août. Le dispositif prévoit qu'elle commencera à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier prochain, par paliers successifs jusqu'en l'an 2008. D'où l'établissement de trois générations : les pères qui totaliseront plus de dix-huit ans de cotisations à la fin de l'année, les enfants qui n'auront pas atteint ce cap à cette date et les petits-enfants qui arriveront sur le marché du travail à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Point-phare de la réforme Dini, le départ à la retraite sera retardé : alors qu'aujourd'hui ils partent à soixante et cinquante-cinq ans, hommes et femmes partiront respectivement à soixante-cinq et soixante ans en l'an 2000. Surtout, le privilège de la retraite dite « d'ancienneté », qui permettait de partir à tout âge, pourvu

de réaliser plus de 100 000 milliards de lires (environ 300 milliards de francs) d'économies entre 1996 et 2005.

## RATTRAPAGE

Quant aux étudiants, ils n'ont pas, à la différence de leurs homologues français à s'inquiéter outre-mesure de l'allongement



qu'on ait cotisé pendant trente-cinq ans, a vécu. Lorsque le nouveau dispositif sera définitivement entré en application, les salariés devront satisfaire à deux conditions pour faire valoir leurs droits à la retraite : être âgé d'au moins 57 ans et avoir cotisé pendant quarante ans. À l'ancien système qui reposait sur la rétribution (le montant de la retraite était calculé sur la base des dix dernières années de salaire), la réforme Dini substitue un calcul à partir des cotisations effectivement versées pendant toute la durée de la vie professionnelle. Résultat : alors que les Italiens pouvaient légitimement espérer percevoir, au titre de leur retraite, quelque 80 % de leur dernier salaire, ils devront désormais se contenter de 60 à 70 %. In fine, ces efforts devraient permettre

de la durée de cotisation : ils pourront, en effet, continuer à profiter de ce dispositif original, propre au droit des retraites italiens, qui offre aux volontaires la possibilité, au moment d'entrer dans la vie professionnelle, de rattraper les cotisations dues au titre de leurs années d'études. Moyennant une attestation de l'université, celles-ci sont ainsi comptabilisées dans les quarante ans fatidiques. Onéreux parce que correspondant à plusieurs années d'études, le rattrapage des cotisations est en fait souvent effectué par la famille. Preuve qu'au pays de la « *combinazione* » aussi, la cellule familiale peut servir de « caisse de secours » lorsqu'il s'agit d'aider les enfants à voler de leurs propres ailes...

Philippe Baverel

# Comme un air de fuite en avant

En dépit de l'allongement de la durée du travail, les entreprises continuent à se séparer des salariés les plus âgés

Le raisonnement est inap-  
prable : avec l'obligation de  
cotiser progressivement  
jusqu'à 40 ans, au lieu de 37,5 ans,  
pour bénéficier d'une retraite à  
taux plein, les salariés sont  
condamnés à rester plus long-  
temps dans les entreprises. On  
pourrait donc s'attendre que ces  
dernières réfléchissent des mainte-

nées, voilà qu'appliquent la dé-  
marche à la gestion des fins de  
carrière se transforme en atten-  
tisme.

Cette myopie a cependant une  
explication : habitués depuis le  
début des années 80 à se « débar-  
rasser » des salariés les plus âgés  
dans le cadre de réductions d'ef-  
fectifs, les entreprises ont systéma-

cenciés. Chez IBM, par exemple, le  
système permet aujourd'hui des  
départs des 52 ans avec 70 % du sa-  
laire garanti jusqu'à la retraite. Ré-  
sultat : « En abusant largement de  
départs anticipés, la France occupe  
aujourd'hui avec les Pays-Bas la po-  
sition de l'interne rouge dans la  
Communauté européenne en ma-  
tière d'emploi des salariés les plus  
âgés », précise Paul Constantin, di-  
recteur d'études à Entreprise et  
personnel. Moins de 45 % des per-  
sonnes âgées de 55 à 65 ans sont  
des actifs, et une personne sur  
deux qui fait valoir aujourd'hui ses  
droits à la retraite n'est déjà plus  
en activité.

On comprend que, dans ces  
conditions, les entreprises ne  
soient guère pressées de changer  
leurs habitudes. « Elles continuer-  
ont à se passer de leurs salariés  
âgés, déclare un responsable syndi-  
cal, même si cette attitude entre en  
contradiction avec les mesures d'ol-  
longement de la durée du travail.  
Pourquoi changeraient-elles alors  
que, dans la plupart des cas, c'est à  
la collectivité de supporter une  
grande partie de la charge finan-  
cière liée à ces pratiques ? »

Certains responsables envi-  
sagent toutefois des solutions de  
rechange aux plans FNE qui, res-  
triction budgétaire oblige, vont de-  
venir plus difficiles à obtenir.

## PROGRESSIVITÉ

Destinée à faciliter le départ an-  
ticipé des salariés de plus de  
55 ans, la préretraite progressive  
pourrait à l'avenir leur offrir une  
solution. C'est en tout cas ce que  
semblent indiquer les résultats du  
tout récent baromètre de conjonc-  
ture sociale réalisé par l'ANDCP  
(Association nationale des direc-  
teurs et cadres de la fonction per-  
sonnelle) : près de 44 % des 774 DRH  
interrogés déclarent vouloir uti-  
liser à l'avenir, en priorité, cette for-  
mule d'aménagement du temps de  
travail. Un dispositif qui offre en  
outre l'avantage de pouvoir faire  
face à l'allongement de la durée du  
travail.

« Les préretraites progressives  
constituent sans doute un excellent  
outil de gestion des fins de carrière,  
souligne Jacques Bouchaud, pré-  
sident de l'ANOCF, d'autant  
qu'elles s'accompagnent d'une obli-  
gation d'embauche. » Créé en 1993,  
le dispositif permet à des salariés  
de plus de 55 ans de passer à une  
activité à temps partiel, en conser-  
vant près de 80 % de leur ancien  
salaire, le tiers environ étant finan-  
cé par l'Etat. Reste que cette for-  
mule de préretraite devrait s'ac-  
compagner d'une réflexion sur le  
contenu des activités partielles à  
offrir aux bénéficiaires. Et c'est  
bien là que le bât blesse.

La raison ? « Ces dispositifs  
restent encore marginaux face aux  
anciennes pratiques », précise cette  
ancienne DRH d'un grand groupe.  
Selon les chiffres les plus récents,  
fournis par le ministère du travail,  
160 402 personnes étaient alloca-  
taires de préretraite FNE en juillet  
1995, contre seulement 47 482 bé-  
néficiaires de préretraite pro-  
gressive.

Olivier Piot

# Amérique : la fin de l'âge d'or

Aux Etats-Unis et au Canada, la retraite prend des allures de mirage. Certains « baby-boomers » devront continuer à travailler jusqu'à 70 ans

LES « baby-boomers » amé-  
ricains ont fini de rêver. La  
retraite, version image  
d'opéra, florissante avec terrain de  
golf à proximité et belles après-midi  
ensoleillées, s'éloigne de jour en  
jour. Aujourd'hui encore, seulement  
12 % des Américains de soixante-  
cinq ans et plus travaillent ou re-  
cherchent un emploi. Si la majorité  
des autres n'en a plus besoin, c'est  
parce que leur vie professionnelle a  
parfaitement coïncidé avec l'âge  
d'or du système de sécurité sociale,  
fondé en partie sur l'épargne.

Mais l'époque touche à sa fin :  
beaucoup des 76 millions de « baby-  
boomers » qui ont actuellement  
entre trente et quarante-neuf ans  
devront continuer à travailler jus-  
qu'à l'âge de soixante-dix ans, et si  
possible plus longtemps. Les diffi-  
cultés économiques, des vies en  
moyenne plus longues, l'avenir in-  
certain de la sécurité sociale, l'insuf-  
fisance d'épargne, sans oublier bien  
sûr le prix élevé des logements, le  
coût de la santé et de l'enseigne-  
ment supérieur ont modifié les  
règles du jeu. L'hebdomadaire amé-  
ricain News and World Report titrait,  
en juin : « Arrêter de travailler ? Si-  
rement pas, baby-boomers ».

Les Canadiens ne sont visiblement  
pas mieux lotis. Les assureurs esti-  
ment ainsi que, compte tenu de l'al-  
longement de l'espérance de vie et  
du coût des services sociaux et mé-

dicaux, leurs compatriotes devront  
travailler jusqu'à environ soixante-  
neuf ans. Ce que les intéressés ne  
souhaitent absolument pas. Les en-  
treprises et les pouvoirs publics, à  
force d'utiliser la retraite anticipée  
comme gestion douce des réductions  
d'effectifs, ont fini par l'institution-  
naliser. Au Canada, comme le  
précise un article du quotidien na-  
tional The Globe and Mail (9 juin  
1995), 60 % des hommes et 70 % des  
femmes cessent leur activité pro-  
fessionnelle avant soixante-cinq ans,  
âge légal d'ouverture des droits.

## REMPLACEMENTS

Aux Etats-Unis comme au Cana-  
da, il en va des conditions de vie des  
futurs retraités de l'an 2020. Une  
étude de B. Douglas Bernheim, pro-  
fesseur d'économie à l'université de  
Stanford, indique que pour quitter  
son emploi à soixante-cinq ans, sans  
diminution brutale de son train de  
vie, un « baby-boomer » devrait  
épargner trois fois plus qu'il ne le  
fait aujourd'hui ! Travailler cinq an-  
nées supplémentaires jusqu'à  
soixante-dix ans évite bien évidem-  
ment d'avoir à se serrer la ceinture  
pendant ses plus belles années.

Reste néanmoins une difficulté de  
taille. Garder un job, certes, mais le-  
quel ? Les entreprises américaines  
ont, elles aussi, commencé à licen-  
cier par le haut de leur pyramide des  
âges. Au cours de la dernière réces-

sion, les cinquante-cinq ans et plus  
ont perdu leur travail cinq fois plus  
souvent que leurs cadets. La  
Commission fédérale pour l'égalité  
des chances au travail enregistre en-  
viron chaque année, depuis 1990,  
plus de 17 000 plaintes pour discri-  
mination due à l'âge. Autant dire  
que les « vieux » demandeurs d'em-  
ploi partent avec un handicap sé-  
rieux.

Un peu d'espoir se dessine tout de  
même avec les résultats d'une en-  
quête que vient de mener l'Associa-  
tion américaine des personnes re-  
traitées (AARP) auprès de quatre  
cents directeurs des ressources hu-  
maines. Ces derniers se disent inté-  
ressés, dans le cadre du temps par-  
tiel et de l'interim, par les qualités  
développées par les plus de cin-  
quante ans. Ils se montrent plus  
flexibles que les jeunes loups de  
trente ans et surtout davantage ex-  
périmentés, capables donc de don-  
ner un coup de main efficace quand  
la charge de travail l'exige.

Les entreprises de travail tempo-  
raires spécialisées dans les rempla-  
cements de cadres moyens et supé-  
rieurs, et dont le nombre ne cesse  
d'augmenter aux Etats-Unis, n'ont  
pas été longues à comprendre cette  
nouvelle tendance. Les candidats à  
qui elles confient le plus de missions  
ont cinquante-cinq ans et plus...

Marie-Réatrice Baudet

## Echo

### Ressources humaines

■ La deuxième édition du Salon  
« Solutions ressources humaines »,  
Salon des dirigeants d'entreprise et  
des responsables de la fonction  
personnel, se déroulera les 20, 21 et  
22 mars 1996 au CNIT Paris - la  
Défense. Organisé en partenariat  
avec l'Association nationale des  
directeurs et cadres de la fonction  
personnel (ANDCP), la  
manifestation sera complétée par  
un cycle de conférences avec la  
collaboration des commissions  
spécialisées de l'association. Selon  
les organisateurs, plus de  
cent exposants seront réunis autour  
de quatre grands secteurs : conseil,  
formation, informatique appliquée  
à la gestion des ressources  
humaines, protection sociale.  
Contact : Infopromotions, 97, rue  
du Cherche-Midi, 75006 Paris.  
Tél : (0) 44-39-85-00. Télécopie :  
45-44-30-40.

## ETUDIANTS

SALAIRE des JEUNES DIPLOMÉS  
STAGES  
BUREAU des ETUDIANTS  
3615 LE MONDE

Chaque jeudi\*,  
toute l'actualité littéraire  
dans Le Monde  
des livres.

\* daté vendredi

**Le Monde**



## Le travail demain, solitaire ou solidaire ?

par Daniel Croquette

**D**EMAIN, serons-nous travailleurs indépendants ou salariés reliés à l'entreprise par un contrat de travail plus souple ? Quel sera le contrat de travail de l'avenir ? Des écrits ou des travaux récents nous obligent à nous poser la question. Si nous voulons éviter d'élargir la fracture sociale, il est temps d'y apporter collectivement des réponses. L'expérience du CFSI - organisme de formation continue pour cadres, agents de maîtrise et techniciens - m'incite à apporter ma contribution à ce débat. Les cadres que nous accueillons en formation sont pour partie des demandeurs d'emploi. Ces derniers peuvent être plus facilement employables sous certaines conditions. Ces mêmes conditions sont indispensables aux cadres en activité pour rester employables eux aussi. En voici quatre.

Premièrement, il faut que les cadres cultivent des projets. Cette exigence est certaine pour les demandeurs d'emploi. Elle est de

plus en plus vraie pour les autres. Par exemple, il est demandé aux cadres des entreprises de prestation intellectuelle de générer pour l'avenir leur propre chiffre d'affaires. Mais n'en est-il pas de même dans les autres activités, les cadres devant devancer la transformation de leur compétence ? La protection d'un CDI est illusoire. Ne sont gardés que ceux qui permettront à l'entreprise de progresser. Ne pourront changer d'entreprise que ceux qui ont une vision claire de leur avenir.

Deuxièmement, les cadres doivent entretenir et développer un réseau. Beaucoup de cadres sont surchargés de travail et ont le nez dans le guidon. Ils sont très surpris lorsque l'entreprise remet en cause leur emploi. Ils n'ont pas pris le temps de garder une zone d'autonomie dans leurs relations professionnelles qui leur permette un recul dans leur travail et la culture d'un réseau large de connaissances qui leur sera utile un jour ou l'autre. Se couper d'un

réseau est suicidaire car se positionnent pour un poste de nombreux candidats aussi compétents les uns que les autres.

Troisièmement, que les cadres gardent dans la tête une capacité de changer et de saisir les opportunités. La mobilité professionnelle est source d'enrichissement. Elle n'est possible que si les occasions sont détectées et saisies. L'entreprise peut ne voir que son intérêt à court terme et maintenir trop longtemps des cadres compétents à des postes où ils finissent par perdre leur employabilité.

Quatrièmement, qu'ils gardent aussi la conviction qu'ils sont davantage que des hommes ou des femmes au travail afin de renforcer pour les uns, d'entamer pour les autres, des projets et des réseaux extra-professionnels.

Ces quatre conditions sont d'autant plus nécessaires aujourd'hui que les entreprises gèrent de moins en moins la carrière de leurs cadres. Ceux-ci doivent donc avoir un souci constant de se poser la

question : « Que puis-je faire demain ? » et d'examiner les scénarios possibles si un incident de parcours survient, ou même s'il devenait nécessaire qu'ils changent de trajectoire. A l'intérieur de ces scénarios, ils doivent aussi avoir examiné la case chômage toujours possible : les conditions de revenus, la formation complémentaire à acquérir, les projets à mettre en œuvre. Cette case étant explorée, et non réhibitoire, elle donnera aux cadres une autre dynamique et une prise de risques plus grande dans leur vie professionnelle, donc une plus grande probabilité de garder leur emploi. En effet, la crainte du chômage est à la fois un risque pour l'entreprise de chacun et une cause de freinage de l'économie.

Des cadres responsables de leur propre devenir ! Une culture de projets ! Cette logique conduit un certain nombre d'analystes à envisager pour demain une autre nature du contrat de travail. Pour eux, l'heure du salariat aurait son-

né. Nous passerions maintenant à celle du post-salariat où chacun aurait un statut de travailleur indépendant louant ses services comme autrefois. Jean Dubois et Gérard Donnadieu développent cette voie possible dans leur dernier ouvrage *Réguler le social dans l'entreprise*. Pour ma part, j'y vois le risque suivant : tous, cadres ou non, d'avoir pas la même énergie pour remplir les quatre conditions ci-dessus. Nous ne l'avons pas de la même manière aux différents moments de notre existence. Une telle thèse conduirait inévitablement à accentuer la société à deux vitesses qui laisserait un nombre important de ses membres au bord de la route. Tout en ne niant pas une évolution en cours, il s'agit donc collectivement de trouver d'autres voies. Le rapport, intitulé « Le travail dans vingt ans », de la commission du Plan, présidée par Jean Boissonnat, émet une proposition intéressante, celle du contrat d'activité. Il s'agit de donner à chacun une garantie collective qui lui

permette d'alterner des temps de plein emploi, des moments de formation, des périodes momentanées de retrait partiel ou total de l'emploi. Le contrat ne serait pas rompu pour autant et prévoirait un revenu lié à chaque période. Ce serait à la fois une incitation pour que chacun gère sa mobilité et une garantie contre les risques d'une telle démarche. L'idée est bonne. Elle requiert un approfondissement pour la mise en œuvre.

Demain ne sera pas comme hier. Le contrat de travail actuel n'est pas une garantie suffisante et ne se trouve pas complètement en phase avec la réalité du travail et de la société. Il me paraît essentiel d'explorer toutes les voies qui permettront d'atténuer la fracture entre actifs et chômeurs qui mine la société.

**Daniel Croquette** est directeur au CFSI (Centre d'études supérieures industrielles) Paris-Ile-de-France

### COMMUNICATION

## Les voies de la consigne

« Dis-moi par quel mode on te communique les instructions dans ton travail, je te dirai exactement qui tu es... »

**P**AR quel mode de communication les instructions et les consignes de travail sont-elles transmises aux salariés ? De vive voix ? Par téléphone ? Par écrit ? Par ordinateur ? Moins anodine qu'il y paraît, la question a été posée en 1987 et 1993 à un échantillon représentatif de la population active ayant un emploi - sauf dans les secteurs de l'énergie et du bâtiment - de 21 000 personnes (enquêtes « Technique et organisation du travail auprès des travailleurs occupés » organisées par la Dares/Ministère du travail). Publiées dans la *Lettre du Centre d'études de l'emploi* (numéro 39, octobre 1995), « Les communications de travail : comment et par quel ? », par Frédéric Moatty, les conclusions tirées des réponses montrent une progression significative des modes de communication à distance.

En 1993, neuf salariés sur dix affirment recevoir des consignes de vive voix. S'il reste le mode de communication à la fois le plus naturel et le plus accessible, l'échange linguistique n'est jamais neutre puisque, comme l'ont montré les travaux de Pierre Bourdieu, interviennent d'autres référents sociaux (registre de vocabulaire, tenue vestimentaire...). Si la transmission des instructions de vive voix régresse très légèrement (de 93 à 90 %) entre 1987 et 1993, les modes de communication à dis-

tance sont en progression, au premier rang desquels l'écrit, qui passe de 47 à 55 %.

Outre qu'il permet de conserver une trace fiable, le texte, impersonnel mais plus formel, contribue à « mettre au clair » les consignes. Il présuppose aussi un niveau scolaire minimum pour lire et décoder le message. Apprécié pour son interactivité, le recours au téléphone augmente également (de 38 à 43 %). Conséquence du développement de l'utilisation de l'informatique comme moyen de coordonner l'activité des agents, un salarié sur dix (contre 4 % il y a huit ans) reçoit des instructions par machine interposée (écran d'ordinateur généralement). Quant aux messages en eux-mêmes, leur contenu semble laisser une certaine marge d'initiative, voire d'autonomie, aux destinataires puisque 82 % des salariés estiment que « leurs supérieurs hiérarchiques indiquent plutôt l'objectif du travail » et qu'ils « choisissent eux-mêmes la façon d'y arriver ».

Le choix des modes de communication, souvent complémentaires (une consigne donnée de vive voix peut être confirmée ensuite par écrit), dépend de plusieurs critères, à commencer par le niveau socio-professionnel des agents. Le nombre de subordonnés recevant des instructions par écrit apparaît étroitement lié au niveau d'études puisqu'il passe de

30 % pour les non-diplômés à 71 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur. En fait, plus on s'élève dans la hiérarchie plus la proportion de salariés recevant des instructions à distance, c'est-à-dire par le biais d'un support (papier, téléphone ou informatique), augmente.

#### GROUPES

A l'aune de cet indicateur, reflet de la différence de rapport à la langue entre les classes sociales, trois groupes se distinguent. Les ouvriers non qualifiés reçoivent essentiellement leurs consignes de vive voix : leur rapport à l'écrit est faible. Les professionnels intermédiaires et les employés reçoivent leurs instructions par des canaux plus variés (téléphone, ordinateur...). qui rétablissent une distance, géographique mais aussi sociale, entre le donneur d'ordres et l'exécutant.

Enfin, les cadres et diplômés de l'enseignement supérieur recourent à la palette de vecteurs de communication la plus sophistiquée et la moins routinière. S'ils font massivement appel aux modes de transmission modernes (fax...), ils cherchent aussi parallèlement à rétablir, autant que possible, les contacts personnels de proximité.

Le choix d'un moyen de communication est aussi fonction de la taille de l'entreprise et du domaine d'activité : les canaux de transmission ne sont évidemment pas les mêmes dans une PME et dans une multinationale.

En règle générale, les grandes entreprises, les administrations et les établissements publics recourent plus systématiquement aux consignes écrites, de même que certains secteurs d'activité comme la chimie, l'électronique, l'électronique ou l'aéronautique. Les grandes sociétés ont aussi tendance à généraliser les instructions standardisées qu'elles disséminent dans leurs filiales à travers leur réseau informatique.

Plus inattendu, le choix d'un type de communication varie enfin selon le sexe. D'après l'enquête publiée par la *Lettre du Centre d'études de l'emploi*, il apparaît en effet que « les hommes ont des communications de travail plus distanciées que les femmes » : est-ce à dire que lorsqu'elles « portent la culotte » ces dames préfèrent transmettre les ordres en situation de face-à-face ?

Philippe Baverel

### LECTURES

## Cinquante ans de « Sécu »

**L'ŒUVRE COLLECTIVE : CINQUANTE ANS DE SÉCURITÉ SOCIALE - ESPACE SOCIAL EUROPÉEN, Observatoire européen de la protection sociale, 224 p., 180 F.**

**L**e cinquantenaire de la Sécurité sociale valait d'être salué. C'est ce que fait ce volume, abondamment illustré, à travers une description chronologique des événements qui ont concerné le système français de protection sociale, en les insérant dans leur contexte économique, social et politique. En cela, il constitue un

document de référence, utile à la compréhension des interrogations et des controverses actuelles. Il montre notamment que les débats sur le fonctionnement et sur l'avenir de la Sécurité sociale, comme sur la maîtrise des dépenses de santé, ne datent pas d'aujourd'hui.

À travers les vicissitudes des politiques et des conjonctures, le grand dessein de départ : « débarrasser les travailleurs de la hantise du lendemain », selon l'expression de Pierre Laroque, qui construisit notre système de Sécurité sociale à la Libération, est toujours présent, mais il est mis à rude

épreuve en raison des problèmes d'équilibre financier des régimes sociaux. En outre, comme le souligne Dalmer D. Hoskins, secrétaire général de l'association internationale de la sécurité sociale, « ce qui fait défaut en cet anniversaire, c'est la capacité de démontrer que la sécurité sociale apporte actuellement une contribution positive au fonctionnement des économies modernes ». En conséquence, « il est maintenant nécessaire de reformuler, de revivifier et de redéfinir les fondements intellectuels et conceptuels qui la sous-tendent ».

Daniel Urbain

#### DES IDÉES DE « BOULOT »

■ « À l'heure où l'emploi se fait plus rare, les activités de service peuvent représenter une solution transitoire, voire déboucher sur un moyen de gagner sa vie ». À partir de ce constat, Martine Ternois présente des idées de « boulots », surtout centrées sur les besoins des particuliers, de l'entretien des piscines à l'organisation de fêtes privées en passant par la vidange des moteurs. Les caractéristiques de ces activités et les compétences qu'elles impliquent sont décrites succinctement. L'auteur donne des indications sur le ciblage de la clientèle potentielle et sur les formalités à accomplir.

200 petits boulots pour tous, de Martine Ternois. Marabout (248 p., 37 F).

#### SECRÉTAIRIAT EFFICACE

■ Comment gérer une documentation, filtrer les appels téléphoniques, réaliser des transparents, tout en gérant au mieux son temps ?

Ce guide méthodologique pour secrétaire efficace apporte toutes les réponses nécessaires. De plus, il met en garde contre « le perfectionnisme et la trop grande gentillesse » des aspirantes « perles ». En introduction, Yves Cannac, qui préside le groupe Cegos, souligne l'évolution de la fonction vers le métier d'assistante, le travail de frappe diminuant.

Secrétaire « pro », de Geneviève Bercovici et Christine Harache, Les Éditions d'organisation, 160 p., 99 F.

#### LE CLIMAT SOCIAL ILLUSTRÉ

■ Après avoir égratigné les mœurs du management, de la communication et de la vente, quatre dessinateurs de presse et Jissey (journaliste d'entreprise) s'attaquent au climat social dans l'entreprise. Leur recueil de « seotoces illustrées » peut détendre le PDG stressé mais aussi ses collaborateurs, en leur faisant prendre un peu de distance.

Exemples de maximes illustrées : « Convoquer, c'est mettre dans ses discours ce qui manque à ses certitudes. » « Autrefois, le code était le dernier souci. Aujourd'hui, c'est le premier remords. »

Entreprise... Le climat pourrait bien s'améliorer, de Gabs et Jissey, Éditions Eyrolles (72 p., 78 F)

## ITINÉRAIRES POUR L'EMPLOI

- LE MAGAZINE -

Marie-Claude BETBEDER

reçoit cette semaine

Franklin CLAUDE

membre du réseau « Raid Emploi »

Une émission diffusée par 375 radios locales



Cahiers Initiatives : pour les jeunes diplômés qui deviendront des cadres qui deviendront des dirigeants qui embaucheront des jeunes diplômés.

Le Monde

07/12/95



27/12/1995

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 6 DÉCEMBRE 1995 / V

# ORGANISATION ET GESTION DES ENTREPRISES

## GESTION - FINANCE

Groupe Industriel Français (CA : 5 Mds environ), également implanté à l'étranger, recherche son

### Directeur de Comptabilité

Paris Rémunération attractive  
Rattaché au Directeur Financier du groupe et à la tête d'une équipe de 15 personnes, vous êtes responsable de la comptabilité de la société-mère et avez un rôle d'encadrement, de conseil et de contrôle des comptabilités des filiales.

Garant du respect du droit comptable et fiscal, vous supervisez les comptabilités générale et analytique et coordonnez la consolidation du groupe.

Vous déterminez également les résultats de l'entreprise (consolidé et par type d'activité), gérez la trésorerie courante, développez les systèmes d'information.

Agé de 40/45 ans, de formation supérieure et Expert-Comptable diplômé, vous justifiez d'une expérience opérationnelle d'au moins 10 ans dans une société industrielle de taille significative.

Votre anglais est opérationnel.

Adresser CV + Photo + N° de tél + tél. actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance et Comptabilité, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 code MPage (conviction 3/4/95) sous réf. SR12712



Michael Page Finance & Comptabilité  
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

HAUTE SAVOIE



Concepteur et fabricant de machines spéciales haut de gamme, destinées à l'industrie, notamment automobile, nous réalisons 80 % de notre chiffre d'affaires sur les marchés d'exportation et comptons, après 10 ans d'existence, au rang des 3 leaders mondiaux dans notre métier.

Afin d'assurer la poursuite de notre développement, nous renforçons nos structures et recherchons notre

### Directeur financier

Sous l'autorité du Président-Directeur Général, vous participez à l'élaboration des stratégies et politiques financières de l'entreprise et assumez la responsabilité de leur mise en œuvre, afin d'assurer une réelle maîtrise de la croissance et un contrôle efficace de nos filiales.

A 30/35 ans environ, vous disposez bien sûr d'une formation supérieure en finance/gestion, complétée par un MBA. Vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction, acquise dans une PMI fortement exportatrice ou la filiale étrangère d'un groupe industriel français.

Parfaitement bilingue anglais, vous évoluez avec aisance en milieu international. Vos compétences techniques et vos aptitudes relationnelles ne font aucun doute. Votre potentiel est à la hauteur de nos ambitions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + curriculum vitae) sous réf. 12-32052 à notre Conseil ONOMA, Tour du Crédit Lyonnais, 69431 Lyon Cedex 03.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Jouissent d'une excellente réputation et dotés d'un site moderne, notre établissement PSPH se caractérise par un engagement global d'innovation de performances et de qualité, en matière de soins et de services médicalisés, tout autant qu'un mode de management approprié.

### DIRECTEUR ADJOINT DE CLINIQUE H/F

Ville Universitaire de l'Ouest

Vous assurez en priorité la direction opérationnelle des services administratifs, comptables, financiers et économiques de l'établissement. L'une de vos premières missions étant la mise en place d'une gestion par unité de responsabilité. Vous seconde le directeur dans l'optimisation du fonctionnement global de l'établissement, à travers ses équipes et ses moyens.

Pour ce poste évolutif, à 33/38 ans environ, de formation Bac + 4/5 Droit/Gestion/Finance ou ENSP, vous êtes, après 5 ans d'expérience de la gestion hospitalière, impérativement familier du contrôle de gestion et de la gestion médicalisée, des procédures budgétaires, du développement du S.I.H. Vous visez aujourd'hui des responsabilités plus larges. Votre projet professionnel et votre potentiel vous conduisent vers des fonctions plus généralistes de direction.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 50.2889/LA1, sur lettre et enveloppe, ou par fax : 44.01.01.51.

Mercuri Urval

### DIRECTEUR GENERAL ADJOINT ADMINISTRATIF ET FINANCIER OCEAN INDIEN

Véritable Numéro 2, vous supervisez fonctionnellement les équipes financières et comptables des filiales opérationnelles de la région. Votre mission est d'assurer un meilleur contrôle des différentes sociétés selon les normes du groupe.

A ce titre, vos principales responsabilités sont : le contrôle du processus budgétaire, la centralisation du reporting et la présentation au siège, le suivi des clôtures semestrielles et annuelles, la gestion de la trésorerie et des relations avec les banques, la supervision des questions fiscales et juridiques ainsi que le renforcement du contrôle interne.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce et les responsabilités que vous avez assurées au sein d'une direction financière vous permettent de maîtriser tous les aspects techniques et humains de ce poste.

L'expérience de l'expatriation sera pour vous un atout.

Rémunération attrayante.

Merci d'adresser votre CV et une lettre manuscrite sous réf. 3093.

FAIRWAY Horizon Financier  
40 rue La Pérouse 75116 Paris.

FAIRWAY  
H O R I Z O N

Leica

Notre Groupe  
multinational d'origine suisse  
travaille dans le domaine  
de l'instrumentation  
scientifique, recherche  
pour la filiale française son

### FINANCIAL CONTROLLER ET PROCESS SUPPORT MANAGER

BILINGUE ANGLAIS

Rattaché au Directeur Général, vous managez la finance, la comptabilité, les Ressources Humaines, la logistique (Vente et Distribution), le développement de nos procédures et systèmes d'information. Stratège et opérationnel, vous participez au business plan et encadrez 15 personnes.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP...), à 40 ans environ, vous désirez valoriser une solide expérience acquise au sein d'une multinationale, de préférence en milieu instrumentation scientifique. Vous maîtrisez le reporting anglo-saxon, l'informatique et si possible l'ALLEMAND. Ce poste de haut niveau a une vocation internationale (déplacements en Europe).

Notre Groupe mondialement reconnu à la pointe de la Technologie, saura vous offrir un véritable développement et des conditions de vie très motivantes.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex, sous la référence 46.3316/LA1, portée sur lettre et enveloppe ou par fax : 4.08.22.26.

Mercuri Urval

Executive Service



# ,...& Expertises.



La force du réseau de PRICE WATERHOUSE COOPERS & LYBRAND. Il permet le développement de vos entreprises, met en œuvre les meilleures solutions, nous rejoignant, vous aurez l'opportunité de travailler sur plusieurs continents.

## BANQUE & FINANCI

Après une formation grande école de commerce, vous avez acquis une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans, au sein d'une banque ou au sein d'une fonction publique de banque française ou étrangère. Vous possédez un réel savoir-faire dans les domaines de l'organisation, du contrôle, de la gestion, des opérations de Banque Commerciale et/ou de Banque de Marché (dette/produits dérivés...). Vous intervenez sur des projets d'organisation, de définition et de mise en œuvre de systèmes d'information et de gestion des grandes banques françaises et internationales.

### MARKETING DES SERVICES

#### Consultant Junior

▼ Notre cabinet de Conseil de Direction implanté à Neuilly (92) est spécialisé en Marketing des Services et en Management.

▼ Nos clients sont des entreprises publiques et des sociétés de services de tailles et secteurs variés. Notre cabinet leur fournit des prestations de conseil de Direction et d'accompagnement à forte valeur ajoutée. Nous vous demandons, après formation à nos méthodes, de participer à la réalisation de nos missions en étroite collaboration avec l'un de nos Directeurs Associés.

▼ De formation supérieure : ESC, DESS Marketing, ..., vous avez impérativement acquis une solide première expérience de 2/3 ans en marketing au sein d'une entreprise de services et souhaitez vous investir dans une structure qui sait encourager la réussite de ses collaborateurs.

▼ Merci d'envoyer CV et prétentions à notre Conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris, en précisant la référence 12563 sur la lettre et sur l'enveloppe.

#### Philippe SERGENT rejoint le Cabinet H à Issy-les-Moulineaux en t

Il était depuis 1990 chez ARNAUD DE MENDY, recherche et de sélection de cadres dirigeants en biotechnologies et la santé.

Le Cabinet HENRI PHILIPPE, créé en 1980, Professionnel de Qualification des Conseils et prestations dans le Conseil en Ressources Humaines (compétences) et poursuit ainsi son développement des services.

CHP

Cabinet Henri PHILIPPE - 2 bis, rue

## CARRIÈRES INTERNATION

Coopers  
& Lybrand  
Consultants

Important groupe d'audit et de conseil international, nous poursuivons notre développement en Europe de l'Est et CEI

### Développez le conseil dans les pays de l'Est

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, en tant que manager, vous participerez aux missions de stratégie et de restructuration industrielle que nous menons pour le compte des actionnaires ou dirigeants.

A 35 ans environ (Bac +4, +5), vos responsabilités au sein d'une direction générale et/ou d'une société de conseil vous ont permis d'acquérir une expérience dans la gestion d'entreprise ou la réorganisation et/ou difficile.

Connaissant bien les pays de l'Est où vous avez travaillé, vous souhaitez participer à un nouveau challenge et mettre à profit votre savoir-faire et votre autonomie.

Anglais indispensable, le russe serait un plus. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/70/A à COOPERS & LYBRAND Consultants Recrutement.

32 rue Guersant  
75017 PARIS  
Fax: (16.1) 45 72 82 81

Groupe de dimension internationale, recherche pour l'un de ses sites implanté en Europe du Nord, son

### SAFETY MANAGER

De formation supérieure, Ingénieur ou équivalent, parfaitement bilingue anglais-français et fort d'une expérience significative de 10 ans environ en matière de sécurité en milieu pétrolier, para-pétrolier ou industriel, vous aspirez à de nouvelles responsabilités.

Nous vous offrons l'opportunité de valoriser vos compétences et vos acquis, en participant avec la Direction Sécurité du siège à la conception et à la gestion d'une politique exigeante de sécurité.

Faites-nous part de votre motivation, en adressant votre lettre de candidature, CV et prétentions s/réf. VDM7413 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex qui fera suivre ou tapez 3615 EUROMES code VDM7413 (1,01F/min) Fax 49 10 95 72.

### HUMAN RESOURCES DIRE EUROPE (position based in the United Kingd

Our client, a subsidiary of a US based Fortune 100 corporation, with activities in Western Europe, Central & Eastern Europe (including Russia) and the Middle East, is seeking to recruit their Human Resources Director, Europe. The position's responsibilities include the following on a strategic basis: Strategic recruiting, organisational planning and development, wage and salary planning proposals, executive compensation administration, country-based benefit plans and strategies, employee communications, strategic employee development, as well as HR liaison with US based Corporate, Group and Division organisations. Furthermore, the candidate will facilitate effective management across Europe for all organisations. Reporting to the President, the incumbent will have primary internal business relationships with the

Vice Presidents, Country Managers. Successful candidate will have a minimum qualification of 10 years of Human Resources experience, including international operational fluency. A mature, ability to interface with leaders and comfort in business environment. Strong analytical capacity. For this position, the candidate must have career objectives, reference 5134AR. Vitae in English, two copies of diplomas. Consulting Group L - 1118 LUXEMBOURG

PA Consulting  
Group  
Creating Business Advantage

10/10/15/10







## GESTION - FINANCE

### ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche

### Chargés d'études comptables SPÉCIALISÉS EN BACK-OFFICE TITRES

Au sein de notre direction du dépositaire, en phase de fort développement commercial, vous viendrez renforcer l'équipe études et procédures comptables. Vous participerez à l'analyse de la réglementation afin d'en évaluer les conséquences sur les traitements opérationnels, notamment en matière juridique et fiscale. Vous serez en charge de l'élaboration des procédures comptables liées à la mise en place des systèmes d'information. Vous possédez une formation supérieure en gestion/finance et/ou comptabilité. Fort d'une expérience de 3/5 ans acquise dans le secteur bancaire ou financier, plus particulièrement dans le domaine des titres, vous possédez de solides connaissances en droit et fiscalité des valeurs mobilières. L'anglais courant est demandé.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous réf. SM7375 à  
EUROMESSAGES - BP 80 - 92105  
BOULOGNE cedex qui transmettra.

La division européenne d'un groupe américain coté au NASDAQ, leader mondial dans son domaine (produits para-médicaux), recherche son

### Responsable du Reporting Européen

Région Centre 300/350 KF  
Rattaché au Directeur Financier Europe, vous établissez les reportings mensuels, trimestriels et annuel des états financiers consolidés de la division européenne du groupe au chiffre d'affaires de 700 MF dans six pays européens. Travaillant avec une équipe internationale, vous préparez les réunions du Comité Exécutif européen et réalisez des études ponctuelles sur des thèmes variés (audit d'acquisition, analyse financière, planning fiscal européen etc.).

Agé de 30/35 ans, vous êtes de formation supérieure (Ecole de Commerce et/ou Université de Gestion) complétée par un cursus comptable de type DECF. Vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience en cabinet d'audit et maîtrisez les principes comptables anglo-saxons ainsi que le droit fiscal européen. La connaissance des opérations de fusion/acquisition est également appréciée.

*Vous êtes bilingue anglais.*  
Ce poste comporte des déplacements fréquents en Europe et est amené à connaître une évolution rapide du fait de la croissance externe de la société.

Adresser CV + Photo + N° de tél + rém. actuelle à Sylvain Rougeau, Michael Page Finance et Comptabilité, par Fax au 47 57 39 18 ou au 3 bld Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex, ou taper votre CV sur 3617 MPage (Carte 3, RFP Min) sous réf. SR12856



**Michael Page Finance & Comptabilité**  
Le spécialiste du recrutement Financier et Comptable

### UN SIMPLE GESTE ET VOTRE CARRIÈRE PREND UN SENS

P.M.E., CA 20 MILLIONS DE FRANCS  
FILIALE D'OTIS, NUMÉRO 1 MONDIAL  
DE L'ASCENSEUR

recherche pour son Siège  
basé à NICE (06), un

### Chef Comptable

Le candidat retenu aura en charge :  
• la tenue des comptes (bilan, compte de résultat, déclarations fiscales et sociales...)  
• la facturation clients et le recouvrement,  
• le reporting et la comptabilité analytique,  
• la mise en place du contrôle interne.

Il encadrera une équipe et sera rattaché au P.-D. G.

Autonomie requise.

Une première expérience comptable en entreprise est indispensable.

Formation Ecole de Commerce ; DECF souhaité.

La réussite dans ce poste ouvrira de réelles perspectives dans le Groupe.

Les candidatures sont à adresser sous la référence CC/NICE à : OTIS - Service Recrutement - 4, place Victor Hugo - 92400 COURBEVOIE, qui les traitera avec la plus grande confidentialité.

**OTIS**

### Responsables Gestion

GMF Vie est une société d'Assurances spécialisée dans la vente de produits de placements.

Vous avez 28-35 ans, une formation Bac + 4 et impérativement une expérience d'au moins 3 ans du management d'équipes de gestion dans le secteur banque - assurance - finances.

Vous animez une équipe d'une dizaine de collaborateurs chargée de gérer les contrats d'épargne et de retraite.

Vous organisez et optimisez l'activité de votre groupe dans le respect des objectifs de délai et de productivité.

Vous êtes garant de la qualité de service et de la satisfaction de nos clients.

Le sens relationnel, l'organisation et la rigueur sont nécessaires à la réussite de vos missions.

Statut cadre.

Lieu de travail : Ermont (95)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :



GMF Vie - O. R. H.  
10714, av. Louis Armand  
95120 ERMONT

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT  
GROUPE INTERNATIONAL  
LEADER SUR SON MARCHÉ  
recherche un

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, vous animez une petite équipe et avez pour mission de :  
• faire appliquer les orientations de la politique financière du groupe,  
• superviser la comptabilité générale, analytique et budgétaire, française et anglaise et le reporting au groupe,  
• garantir le respect des procédures administratives et financières, participer aux projets de développement et aux décisions stratégiques de l'entreprise,  
• assurer les relations internationales et la communication avec les autres directions.

Pour mener à bien cette mission opérationnelle, une expérience réussie de la comptabilité et du contrôle financier en milieu anglo-saxon est nécessaire.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Nous souhaitons nous appuyer sur un candidat organisé, rigoureux, disposant d'un bon esprit d'analyse et de synthèse, faisant preuve d'ouverture et d'une bonne souplesse d'adaptation.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. SS8050 à EUROMESSAGES BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex. Fax : 49.10.95.72.

### Organisateur-Chef de Projet 3/5 ans d'expérience

**LA POSTE**

La Poste distribue des produits financiers à une clientèle particulière, à travers un réseau de 17 000 points de vente. Dans le cadre de son schéma directeur et de la refonte de son système d'information commercial, La Poste recherche un organisateur-chef de projet.

Vous aurez un rôle privilégié dans la mise en œuvre et la coordination de ce projet stratégique : vous assure-

rez, sur les projets qui vous seront confiés, l'interface entre les utilisateurs et la maîtrise d'œuvre et valerez l'avancement des travaux.

Votre responsabilité sera large : depuis la garantie de la cohérence du projet avec les orientations stratégiques fixées, jusqu'au montage des actions de communication et de formation auprès du réseau.

Votre expérience de conduite de systèmes d'information commerciale, acquise dans la banque/assurance vous a forgé une culture projet, complétée par des connaissances du marché des produits.

Autonomie, rigueur, tenace, nous donnerons une pleine dimension à votre professionnalisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), sous réf. NOLM 1/1 à notre conseil  
EUROGROUP  
PARTICIPATIONS,  
17, rue Louis-  
Rouquier, 92300  
Levallois-Perret.



### L'Entreprise mode d'emplois.

Cahiers Initiatives.  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



## JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

**Seita**

### Juriste Droit de la Propriété Industrielle

**Entreprise leader**  
avec 15,6 milliards  
de francs de chiffre  
d'affaires et 5 200

personnes, la SEITA

renforce aujourd'hui

sa Direction

Juridique et

recherche un(e)

Rattaché(e) au Directeur Juridique au sein d'une équipe de juristes, vous aurez principalement pour mission d'assurer le suivi et la gestion du portefeuille marques de la Société (dépot, renouvellement, recherche d'antériorité, ...).

Vous assurerez la protection et la défense des marques en France et à l'étranger et suivrez la politique de marques auprès des correspondants internationaux. Dans le cadre de vos responsabilités, vous serez également amené à rédiger des contrats de licence de marques, de cession de marques, ...

Agé(e) de 25/27 ans, diplômé(e) d'un DEA, DESS ou du CEPI, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 3 ans en droit de la propriété industrielle acquise en cabinet ou au sein d'une entreprise gérant directement son portefeuille marques.

Dynamique, pragmatique et rigoureux(se), vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et relationnelles dans un groupe international performant.

La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél + tél. actuelle à Thierry Montécaigne, Michael Page Tax & Legal, 3 bd Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur le 36.17 MPAGE (candidature gratuite) sous réf. : TM12644

**Michael Page Tax & Legal**

Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

FILIALE D'UN GROUPE FINANCIER DE  
TOUT PREMIER PLAN, SPÉCIALISTE DE LA  
GESTION D'ACTIFS POUR LE COMPTE  
D'INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS  
ET D'ENTREPRISES RECHERCHE

### Juriste confirmé Spécialisé en Droit Financier

Directement rattaché au Directeur des Affaires Juridiques et Fiscales, votre activité sera dédiée au secteur bancaire et institutionnel pour lequel vous serez chargé :

- de l'élaboration de produits innovants destinés à ce type de clientèle,
- du suivi de la réglementation y afférant.

Pour contribuer de manière efficace à l'aboutissement des négociations auxquelles vous serez associé, votre expérience et votre goût du conseil exercés dans un environnement financier (5 ans au moins) seront indispensables.

Ce poste, basé sur Paris, s'adresse à un professionnel de 30/35 ans, de niveau Bac + 5, Droit des Affaires (DESSCF apprécié).

Une bonne maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique est également attendue.

Votre dossier de candidature sera examiné par Anila ZIGNANI à

**CDC GESTION**  
GROUPE CRÉDIT DES DÉPÔTS

7, place des 5 Martyrs du Lycée Buffon, 75007 Paris Cedex 15.

**CEAC**

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ACCUMULATEURS

Filiale du groupe américain EXIDE, le groupe CEAC est leader en Europe de la batterie au plomb et réalise un CA de 4,2 Mds de FF

### Juriste d'Affaires

Rattaché au Directeur Juridique, vous intervenez en droit des affaires (droit des sociétés, assurances, ...) en assurant en droit le suivi des dossiers qui vous sont confiés.

Vous suivez les contentieux, prenez en charge la rédaction des contrats et conseillez les opérationnels en matière de droit communautaire et droit de la concurrence.

Agé de 26/28 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, DICE, ...), vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 4 ans en entreprise ou en cabinet international. Votre expérience opérationnelle, votre sens aigu du conseil ainsi que vos aptitudes personnelles vous permettront d'évoluer dans ce Groupe performant.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est exigée et la pratique d'une deuxième langue (allemand ou espagnol) est un atout supplémentaire.

Adressez lettre man. + CV + photo + n° de tél + tél. actuelle à Christophe Duchasteller, Michael Page Tax & Legal, par Fax au 47 57 39 94 ou au 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur 36.17 MPAGE (candidature gratuite) sous réf. : CD12799

**MP**

**Michael Page Tax & Legal**  
Le spécialiste du recrutement Juridique et Fiscal

Important  
organisme  
prestataire  
de services  
(PARIS 9<sup>ème</sup>)  
- secteur social  
Assurances Maladie -  
crée le poste de

### Juriste Droit des Affaires

Votre mission :

Vous assistez la Direction Générale pour l'ensemble des affaires juridiques de l'entreprise, à l'exception des questions relatives au droit du travail.

Vous assurez le montage juridique d'opérations spécifiques, en coopération avec la Direction Administrative et Financière.

Vous apportez conseil et assistance aux services opérationnels dans la rédaction et la mise au point des actes et contrats.

Votre profil :

Vous possédez une expérience de Juriste d'entreprise significative occupée de préférence dans des entreprises à caractère social. Une bonne connaissance du droit de la protection sociale serait appréciée.

Rigueur, professionnalisme, sens des contacts et du dialogue sont des qualités majeures à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. CS1478 à EUROMESSAGES, BP 80, 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

Important groupe industriel anglo-saxon de la  
mécanique générale recherche pour l'une  
de ses usines françaises (plus de 1000 personnes)  
située en Champagne-Ardenne son

### DIRECTEUR des RESSOURCES HUMAINES

En liaison avec le DRH Europe et dans un cadre de grande autonomie et d'initiative, vous assistez le Directeur d'usine dans l'élaboration et la mise en place de la politique sociale, de la gestion et du développement des ressources humaines (formation, recrutement...). Il s'agit aussi d'introduire et de fixer un nouveau type de relations avec les partenaires sociaux afin que s'établisse un véritable dialogue propice à la bonne marche de l'entreprise.

Pour cela, nous recherchons une personne d'environ 10 ans d'expérience ayant la sérénité mais aussi la personnalité et le charisme propre à ce type de fonction. De formation supérieure (Droit, IEP ou équivalent), anglais très convenable, vous avez déjà occupé ce type de fonction dans un groupe industriel comparable.

Si ce challenge vous motive et si votre profil correspond sensiblement à ce descriptif, adressez votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV) sous référence PKM à MF PARTNERS - 54 rue du Faubourg Saint Honoré - qui vous garantira toute confidentialité.

**MF  
PARTNERS**

PARIS - LILLE - BARCELONE - LYON - REIMS

Pour faire face à son fort développement  
en Europe et en France  
Important Cabinet International d'Avocats  
recherche un

### AVOCAT

bilingue anglais

spécialisé en droit commercial et des affaires avec une expérience du droit immobilier et 2-3 ans d'exercice en cabinet anglo-saxon. Une bonne connaissance de l'allemand serait vivement appréciée.

Poste basé à Paris offrant une réelle opportunité d'évolution de carrière à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre curriculum vitae avec lettre de motivation à :

**FRERE CHOLMELEY**

sous référence Bdl, 42 avenue du Président Wilson, 75116 Paris.

**TRANSDEV**

Deuxième Groupe français de transport collectif de voyageurs (transport public, urbain, départemental, régional), nous gérons 3,7 milliards de CA et employons 10500 personnes. Nous recherchons pour la région Bourgogne des

### Responsables Ressources Humaines

Rattaché à la Direction Générale, membre du comité de direction, vous en serez le représentant auprès des partenaires sociaux. Dans ce cadre, vous assurerez la préparation des négociations sociales et agirez en conseil auprès des Chefs de Centres. Véritable patron de votre activité, vous établirez vos budgets, superviserez la paie, les dossiers administratifs et vous définirez les besoins en formation et en recrutement...

De formation BAC + 4, vous justifiez d'au moins 5 ans d'expérience dans la gestion et l'animation de personnel de production. La connaissance de la Convention Collective des Transports Routiers serait un plus.

Pour réussir dans ce poste, vous serez rigoureux, organisé, créatif, fin négociateur et diplomate.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre + CV, photo) à notre Conseil, sous référence 352/C : Management Services, 51, avenue Boucicaut - BP 538 71322 Chalon-sur-Saône Cedex. Fax : (03) 85 48 81 27.

### De la gestion des compétences... à la conduite du changement

BERTIN et Cie prépare  
l'an 2001 !

Dans un contexte  
d'évolution des marchés  
et de changements  
culturels dans  
l'entreprise, BERTIN,

société de services  
et de développements  
technologiques, souhaite  
dynamiser et optimiser  
la gestion de ses  
ressources humaines :

470 salariés dont  
260 ingénieurs et cadres  
dans pratiquement tous  
les domaines des sciences  
de l'ingénieur, qui sont  
la force de frappe de son  
offre multidisciplinaire.

Le candidat retenu (h ou f), à 35 ans environ, de formation supérieure troisième cycle en ressources humaines, possède une double expérience en cabinet de conseil et en entreprise de haute technologie, dans un poste opérationnel de la DRH. Il aura une triple mission :

- \* clarifier les trajectoires des emplois de demain en relation avec la stratégie nouvelle de l'entreprise, mettre en place le référentiel des compétences et faire vivre ces processus;
- \* concevoir, proposer et assurer le suivi des plans de formation à 3 ans pour optimiser le développement personnel et professionnel des salariés et contribuer à accroître la productivité générale;
- \* fédérer les actions ressources humaines des centres de profit, assurer la cohérence des politiques, favoriser la mobilité interne dans le cadre des projets multidisciplinaires.

Avec une petite équipe et en faisant preuve de créativité, il devra animer et conduire des projets transversaux dans l'entreprise, piloter des activités importantes de sous-traitance externe : bilans de compétences, réalisation des plans de formations techniques et de management, recrutements...  
Merci d'adresser lettre, CV, photo et domaines de compétences à la DRH de la société BERTIN et Cie, sous la réf. NG19 : 59 rue Pierre Curie, Z.I. des Gâtines, BP 3, F78373 Plaisir Cedex.

**BERTIN**



## MARKETING - COMMUNICATION FONCTION COMMERCIALE

### LA COMMUNICATION AVEC UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE UNE BELLE MISSION POUR 2 JEUNES TALENTS.

La communication a toujours une dimension stratégique. Elle est encore plus forte quand la nature de l'entreprise se situe dans un environnement sensible. Pour accroître son efficacité, ce groupe industriel - plus de 12 Mds de francs de CA - a décidé de renforcer ses moyens. Il crée deux postes d'Adjointes auprès de la Responsable des Relations Extérieures en charge des deux plus importantes branches du groupe.

28/32 ans, une excellente formation (IEP, CELSA, CFJ,...), 4 ou 6 ans dans une direction de la communication performante au sein d'une entreprise industrielle ou d'une fédération professionnelle, un très bon contact, vous savez réaliser par vous-même. Votre efficacité est reconnue dans les opérations de lobbying, les actions de relations publiques, la rédaction des argumentaires...

Vos qualités de rigueur, d'organisation et de souplesse seront indispensables dans la mise en œuvre des opérations, la gestion des contacts, la rédaction des textes et communiqués, les relations avec les agences et les prestataires de service, le suivi de toute la logistique...

Vous êtes prêt(e) à vous investir dans une tâche difficile mais qui vous ouvrira de belles opportunités ? Alors écrivez, sous référence 890 360 LM, Cabinet SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Poste basé à 50 km de l'Ouest de Paris.

**SIRCA**  
ANTICIPER LA RÉUSSITE

### DIRECTEUR REGIONAL DES VENTES EUROPE

MERIDIEN, dans le cadre de son développement, recherche, pour sa région Europe (hors Grande-Bretagne), un Directeur Régional des Ventes basé à Paris rattaché au Directeur Marketing / Ventes de la marque :

- il dirige et coordonne les forces de ventes des hôtels MERIDIEN de l'ensemble de la région,
- il met en place la politique Marketing / Ventes MERIDIEN.

Le candidat ayant une solide formation supérieure aux techniques de ventes (type Ecole Supérieure de Commerce) aura acquis une expérience de plusieurs années dans le domaine des ventes hôtelières ou dans le cadre d'une structure touristique internationale. La rémunération motivante sera calculée afin d'attirer un candidat de valeur.

Adresser vos candidatures :

MERIDIEN SA Direction des Ressources Humaines - BP 566 - 75726 PARIS Cedex 15

### INSTITUT DE SONDAGES ET D'ETUDES DE MARCHÉ

RECHERCHE :

**DIRECTEUR DES RECHERCHES**  
CHARGÉ DES RECHERCHES DE MARCHÉ

Domaines d'intervention :

Etudes Transports, Marketing de la Grande Consommation, Omnibus.

Profil recherché :

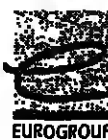
- 2 ans d'expérience minimum dans un Institut d'études de marché
- Esprit de rigueur et d'organisation, faisant preuve d'initiatives et de sens des responsabilités
- Ouvert aux nouvelles technologies (CATI, CAPI, Informatique)
- Sens de la gestion et du suivi des coûts
- Qualité de reporting

Merci d'envoyer CV avec photo + lettre manuscrite + prétentions (sous réf. n°8947) à :  
Le Monde Publicité - 133, avenue des Champs Elysées - 75409 Paris Cedex 08

### Responsable du Marketing Direct

**DOTÉS D'UN PUISSANT RÉSEAU NATIONAL,  
NOUS COMMERCIALISONS DES PRODUITS  
FINANCIERS AUPRÈS D'UNE CLIENTÈLE  
DE PARTICULIERS.**

Merci  
d'adresser  
votre dossier  
de candidature  
(CV, lettre  
manuscrite),  
sous référence  
NGLM/211  
à notre Conseil :  
EUROGROUP  
PARTICIPATIONS,  
17, rue  
Louis-Rouquier,  
92300 Levallois-  
Perret.



Chez nous, le marketing direct est un moyen privilégié pour optimiser notre présence auprès de nos clients. Nous y consacrons un budget très important et bénéficions d'une expérience reconnue dans ce domaine.

A 35 ans au minimum, votre double expérience en agence et chez l'annonceur, à des niveaux de responsabilité élevés, vous permettront de gérer efficacement et avec rigueur de nombreuses opérations sur des délais très courts.

Nous vous confierons une équipe de 2 personnes, que vous formerez et animeriez. Avec elle, vous gèrerez de A à Z les opérations MD, élaborerez et suivrez le budget et les plannings, assurerez les briefs agences, contrôlerez la création et la chaîne technique et piloterez les opérations sur fichier.

A des interlocuteurs internes exigeants, vous apporterez un réel savoir-faire, des réponses créatives et cohérentes avec notre stratégie de communication. Votre capacité de travail, votre créativité et votre sens de l'organisation seront des atouts pour ce poste évolutif.

### Adjoint au directeur de la communication

L'équipe communication  
de cette importante  
entreprise internationale  
de distribution spécialisée  
se renforce et cherche  
à rencontrer un homme  
de communication.

Culturelle acquise lors d'une expérience personnelle ou professionnelle à l'étranger, représente également un atout important dans le cadre de notre développement international. Votre excellente culture générale, votre curiosité, votre ouverture d'esprit sont le reflet de votre éclectisme culturel (histoire, littérature, sciences sociales) et de votre implication dans la société (voyages, journalisme, politique...). C'est le produit de cet ensemble indissociable que nous voulons intégrer à notre équipe. La simplicité, la forte capacité de travail et l'humour font partie de notre culture et nous y tenons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature  
à Media System, sous la réf. 30025, 6 Impasse des Deux Cousins,  
73049 Paris Cedex 17, qui transmettra.



Société d'Édition professionnelle de  
1er plan, spécialisée en fiscalité,  
droit social et droit des affaires,  
nous créons dans le cadre de notre  
développement un nouveau poste :

### Concepteur-Rédacteur, devenez Chef de Produit Diffusion VPC

- Au sein de notre Direction Commerciale et Marketing, vous aurez en charge la responsabilité de la diffusion d'une ligne de produits par correspondance : revues périodiques...
- Responsable de plans d'actions incluant les mailings et certaines documentations commerciales et publicitaires, vous :
  - Analysez les besoins de notre clientèle à partir de l'exploitation statistique de notre base de données.
  - Sélectionnez les fichiers adéquats et rédigez les messages en relation avec nos partenaires extérieurs (inquisiteurs, imprimeurs, routeurs) dans le cadre d'un planning défini.
  - Analysez et commentez les résultats de vos campagnes à la direction.
  - Gérez votre budget.
  - Proposez toute forme d'action visant à optimiser nos ventes.
- La trentaine, de formation commerciale Bac + 5, votre expérience de 4/5 ans acquise dans la presse, l'édition ou en agence, vous permet de bien maîtriser les techniques de marketing direct dans une optique professionnelle.

Cette fonction polyvalente est idéale pour exprimer et affirmer votre triple compétence : marketing, conception, rédaction.

Merci d'adresser CV, lettre de motivations et prétentions, sous référence TL/120, à UN des TROIS Ressources Humaines 101, rue Saint-Hippolyte - 75009 Paris. Fax : (1) 42 82 08 22.

Conseil en dynamique Humaine

### INTER EXPANSION S.A.

Importante société de gestion d'épargne salariale recherche

### CONSULTANT D'ENTREPRISE H-F

De formation supérieure, vous êtes spécialiste de la démarche commerciale en épargne salariale. Dynamique, vous êtes immédiatement opérationnel.

Vous serez directement rattaché au Directeur du Développement.

Ce poste, basé à la Défense, nécessite de fréquents déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé et photo à INTER EXPANSION S.A. Direction des Relations Humaines - 50 route de la Reine - BP 85 92105 Boulogne Billancourt cedex.



Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-77-34

FAX : 44-43-77-32

Handwritten signature and stamp at the bottom of the page.



# LE MONDE DES CADRES

## PROGENIA S.A.

recherche

### Consultants Banque et Finance

Société de conseil, filiale de SEMA Group, PROGENIA S.A. est spécialisée dans le domaine des marchés de capitaux.

Notre équipe, constituée d'une vingtaine d'experts des systèmes d'information et des marchés financiers, réalise pour ses clients (banques, institutions financières, institutionnels) des missions de conseil, d'organisation, d'audit et de mise en œuvre de systèmes d'information.

Nous recherchons :

#### Consultants confirmés

Grâce à plusieurs années d'expérience dans le conseil et une bonne connaissance des marchés de capitaux, vous êtes en mesure de prendre à votre charge ou d'encadrer des missions complexes.

Vos qualités relationnelles et votre sens commercial vous permettent en outre de développer un portefeuille de clients.

#### Consultants juniors

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis, au sein d'une banque, d'un établissement financier ou d'une société de conseil, une première expérience des systèmes d'information des marchés de capitaux en front-office, back-office ou middle-office.

Une personnalité affirmée, ainsi qu'une bonne aptitude à communiquer, vous permettront de mettre en œuvre vos compétences et d'intégrer une équipe exigeante et performante.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, cv et niveau de rémunération) à :

PROGENIA S.A.  
36, rue de Laborde 75008 PARIS

**FBO**  
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

Nous sommes le plus important cabinet de conseil en organisation et systèmes d'information uniquement dédié aux établissements financiers (12 MF de CA et 16 consultants). Pour poursuivre le fort développement de nos activités, nous recherchons des professionnels ou des consultants ayant une expérience réussie dans le monde de la Banque et une connaissance concrète des opérations de banque commerciale ou de marché, de la comptabilité et des systèmes d'information.

## CONSULTANTS

### 1 SENIOR (réf. 11/1) 1 JUNIOR (réf. 11/2)

X, Centrale, Télécom, HEC, ESSEC, ESCP

Vous participerez à des missions variées dans le monde bancaire :

- Stratégie administrative et informatique,
- Schémas directeurs,
- Reengineering de processus,
- Définitions de système,
- Études de marché ou de positionnement,
- Installations de progiciels,
- Définitions de schémas et procédures comptables...

Nous vous permettrons d'affirmer rapidement vos capacités techniques, managériales et commerciales. Vous ferez partie d'une équipe pluridisciplinaire et spécialisée, gage de succès dans le métier du Conseil.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions en précisant la référence du poste à Karin ROUET, FBO CONSULTANTS, 15 rue de la Banque, 75002 PARIS.

FBO Consultants, l'alternative en matière de conseil

Le Groupe

## Flammarion

RECHERCHE SON

**DIRECTEUR  
ARTISTIQUE  
H/F**

Au sein des Editions Flammarion, responsable de la conception et de la réalisation des couvertures et du matériel promotionnel, rattaché au directeur de la production, vous animerez une équipe de maquettistes et aurez notamment pour missions de :

- définir les principes généraux de présentation des couvertures en relation avec l'éditeur,
- proposer les illustrations et les avant-projets,
- piloter la réalisation de la maquette définitive.

De formation supérieure, vous possédez une expérience professionnelle d'au moins 5 ans (Édition, Presse, Publicité...), une parfaite maîtrise de la PAO, le goût du travail en équipe, un excellent sens des relations et une très bonne culture générale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. ART à : Librairie E. FLAMMARION - Direction des Ressources Humaines - 26, rue Racine 75278 PARIS CEDEX 06.

## Consultant(e) Expérimenté(e)

Cabinet de recrutement jouissant d'une excellente réputation, nous sommes appréciés pour notre professionnalisme. Nous procédons par annonces et par approche directe.

Une grande partie de notre activité s'exerce sur la région parisienne auprès de sociétés industrielles, commerciales et de service. Nous recherchons un consultant en recrutement expérimenté pour scouder notre Directeur avec la possibilité de prendre à court terme une participation au capital.

Le consultant que nous recherchons doit avoir un fort sens relationnel et commercial et doit être capable de générer et de conduire ses missions avec une grande autonomie, au sein d'une structure sympathique et conviviale.

Merci d'adresser votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo, sous référence CST/LM, à Jean FREIBERG - société ARPE 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

**arpe**  
EN RECRUTEMENT

## CHARGE(E) DE RECHERCHES

Recrutement  
de cadres et dirigeants

Neuilly - Leader mondial du conseil en management et en technologie, PA Consulting Group (2000 personnes, 20 pays, 50 bureaux) a bâti et développé sa renommée en France sur le conseil en recrutement, l'évaluation et le management du changement. Nous souhaitons intégrer aujourd'hui une(e) chargé(e) de recherches pour notre activité de conseil en recrutement de cadres et dirigeants. Travaillant en étroite collaboration avec les consultants, il/elle sera directement impliqué(e) dans la conduite des missions, depuis l'élaboration du profil du poste à pourvoir jusqu'à l'identification des candidats potentiels et les interviews téléphoniques. Ce poste de jeune cadre s'adresse à un(e) diplômé(e) de l'enseignement supérieur (minimum bac + 2) ayant déjà exercé des responsabilités similaires et possédant de réelles qualités d'autonomie, de rigueur, de contact ainsi qu'une grande aisance au téléphone. Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée. Ecrire à Jean-Pierre ROUGIER en précisant la référence R/CRM - PA Consulting Group - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.70.

Pour Organisme de Développement Economique, nous recherchons un

### JEUNE CHARGE DE MISSION

De niveau minimum BAC + 4 (Sup de Co, Sciences Eco, AES, ...). Anglais apprécié, ayant acquis au cours des 3 années précédentes une bonne culture d'entreprise.

Homme de terrain en contact constant avec les patrons de l'industrie et les élus, vous êtes aussi un homme de dossier pour assurer le suivi administratif, ce qui exige des qualités rédactionnelles et organisationnelles. Très relationnel, parfaitement autonome, votre personnalité affirmée, mais diplomate fait de vous un excellent négociateur ayant le sens de la confidentialité. Véhicule personnel indispensable.

Poste à pourvoir en région Centre à partir du 1er Janvier 1996.

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature (sous réf. CM 1195) lettre de motivation manuscrite, CV, photo et prétentions. Confidentialité absolue et réponse assurées.

**AGENCE PSY-FORM**  
Mme MASSE-DIOT, 9 Rue des Frères Lumière, 45800 ZI SAINT JEAN DE BRAYE

## Jeune acheteur

### Débutant ou première expérience



PARC  
DES  
EXPOSITIONS  
DE PARIS

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée) à notre conseil Catherine COLO, LOGIC SYSTEMS, BP 48, 94160 Saint-Mandé. Fax : (1) 48. 08. 20. 50

Rattaché au responsable des achats, il prend en charge les achats de prestations de service, pour environ 100 contrats (120 MF). La fonction est organisée en centre d'achats pour les directions opérationnelles : il recherche les fournisseurs, rédige les dossiers d'appel d'offres et les contrats. Il met en place le référencement des fournisseurs et assure le suivi administratif et financier d'un important projet de construction. Avec une formation de base technique ou commerciale et une formation complémentaire achats (DESMA, MAI...), il est organisé et rigoureux mais souple, il a l'esprit de service et le sens du travail en équipe. Le développement de sa carrière pourra accompagner celui du service et de l'entreprise. Poste basé à Paris 15°.



## LE MONDE DES CADRES

Directrice d'un département d'études  
ayant mis au point une approche  
internationale pour mieux appréhender  
les consommateurs recherche :

**son assistant.e**

H/F

VOUS ÊTES PARFAITEMENT BILINGUE,  
IDÉALEMENT DE LANGUE MATERNELLE ANGLAISE/AMÉRICAINE.  
VOTRE FORMATION VOUS A DONNÉ LE GOÛT  
ET LA CAPACITÉ DE RÉDIGER PARFAITEMENT EN ANGLAIS.  
VOUS AVEZ ENVIE D'APPRENDRE UN MÉTIER PASSIONNANT.  
VOUS VOUS INTÉRESSEZ  
À LA DÉCOUVERTE DU CONSOMMATEUR.  
VOUS PRATIQUEZ LE MACINTOSH (CLARISWORKS, POWERPOINT).  
VENEZ NOUS REJOINDRE !  
MERCI D'ADRESSER VOTRE CANDIDATURE,  
SOUS RÉFÉRENCE 19711, À MEDIA SYSTEM,  
6 IMPASSE DES DEUX COUSINS, 75849 PARIS CEDEX 17,  
QUI TRANSMETTRA.

### CONSULTANT(E) SENIOR EN RECRUTEMENT

**ABAX Sélection**  
créé il y a 13 ans, est l'un des leaders en France  
dans le domaine du Conseil en Recrutement  
Informatique.

Pour confirmer notre évolution et la fiabilité  
reconnue par nos différents clients, nous proposons  
une opportunité à un Consultant Senior.

Vous possédez une expérience acquise soit en Cabinet de  
Recrutement soit en tant qu'Ingénieur Commercial en Entreprise  
informatique.

D'un excellent relationnel « clients », consultant consciencieux,  
l'étendue de vos relations avec le monde informatique vous donne un  
potentiel de clientèle bien établi.

Autonome et responsable de l'ensemble des processus de recrutement,  
du développement et de la gestion de vos clients, vous bénéficierez  
de nos méthodes, de nos différents outils et de notre notoriété.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre  
manuscrite) sous la référence **ABA**, il sera traité en toute  
confidentialité.

**ABAX SÉLECTION**  
"Conseil en Recrutement Informatique"  
8, rue Lafayette - 75009 PARIS.  
Fax : (1) 48.24.15.32

**ABAX**  
sélection

### Région Sud

Importante société : 1200 personnes, CA 670 MF

Recherche son

### Responsable des Achats

Le (a) candidat (e) agé (e) de 30 à 40 ans,  
diplômé (e) d'une école supérieure de commerce  
ou équivalent devra :

- Justifier d'au moins cinq années d'expérience  
réussie, dans un poste de responsabilité au  
sein d'un service achats
- être rompu (e) à la négociation en milieu  
industriel
- maîtriser la rédaction des documents  
commerciaux (contrats, litiges ...)
- posséder de réels talents d'organisateur (trice)
- avoir des connaissances pratiques dans la  
gestion des achats informatisés

Cet emploi basé à **TOULOUSE** convient à une personne  
rigoureuse, dynamique, disponible, ayant le sens des  
contacts humains

Ecrire avec lettre de motivations, CV et prétentions sous  
Réf : 4270

Le Monde Publicité - 133 Av. des Champs Élysées  
75409 PARIS CEDEX 08

Pour collectivité Locale nous recherchons dans le cadre des « Contrats de Pays » un

### CHARGE DE MISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

De formation minimum Bac + 4 type AES, Sc. Eco, vous bénéficiez d'une expérience de  
2 à 5 ans en gestion des collectivités locales ou aménagement du territoire.  
Rattaché à la Direction du Développement, vous participerez à la mise en place des contrats  
de pays. Vous serez particulièrement chargé du suivi administratif de la coordination et de  
l'animation du système.

Outre vos qualités de gestion et d'organisation, vous êtes un homme de dialogue,  
ouvert et diplomate, capable d'orienter et de convaincre dans un esprit de concertation.  
Ce poste est à pourvoir en Région Centre à partir du 1er janvier 1996.

Merci de nous adresser votre dossier complet de candidature (sous réf. CAT 1195) : lettre de  
motivation manuscrite, CV, photo et prétentions. Confidentialité absolue et réponse assurée.

**AGENCE PSY-FORM**

Mme MASSE-DIOT, 9 Rue des Frères Lumière, 45800 ZI SAINT JEAN DE BRAYE

### Directeur d'une école d'ingénieurs

Vous gèrerez et continuerez à développer par la mise en place de nouveaux services un centre de profit à vocation  
de formation et de recherche-développement.

De formation Grande École d'Ingénieur complétée si possible par un DEA ou Doctorat, vous avez à votre actif au  
moins dix ans d'expérience industrielle dont une bonne partie dans des fonctions de production et de management.  
Vous justifiez si possible d'une expérience réussie de plusieurs années dans le management ou la direction des  
études d'établissements de formation (Enseignement Supérieur). Vous avez acquis une bonne pratique du pilotage  
des dossiers et des circuits de décision avec les entreprises et les Administrations. Vous parlez l'anglais.

Une réussite complète dans ce poste exige un manager de premier plan, particulièrement diplomate, pragmatique  
et tenace.

**EC**  
Conseil

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser ou de faxer au 42.66.00.02, avant le  
29 décembre, votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous référence  
51133 M à l'EC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint Honoré 75006 Paris.

FRANÇOIS CORNEVIN

### OUTPLACEMENT PARIS

Groupe Courtaud est le leader français du conseil en ressources humaines (plus de 200 consultants).  
Ordis, sa structure spécialisée dans le secteur de l'informatique et des télécoms recherche un

### Consultant son challenge : accompagner le changement

Vous savez écouter et conseiller les entreprises, donc développer l'activité de votre portefeuille.  
Votre connaissance des métiers de l'informatique et de leur évolution vous permet de « coacher »  
les cadres en réorientation de carrière.

Votre profil : 35/40 ans, formation supérieure, anglais courant.

Si ce poste vous intéresse, merci de transmettre votre dossier de candidature  
à ORDIS CARRIÈRE, 26 rue de Berri, 75408 Paris Cedex 08.



**Ordis**  
carrière

GRUPPE COURTAUD

VILLE DE  
**MULHOUSE**

recherche  
pour son Orchestre Symphonique

### UN DIRECTEUR MUSICAL,

**Chef et responsable de la  
programmation musicale de l'Orchestre**

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre  
de motivation) à :

Monsieur le Maire - Service des Ressources Humaines  
2 rue Pierre Curie - 68062 MULHOUSE Cedex avant le 31 Décembre 1995.

Pour tout renseignement, contacter Claude SAUVE au 89.32.58.64

Deux Initiatives par semaine,  
c'est bien le minimum  
que l'on puisse faire  
pour l'emploi.

Cahier Initiatives  
Lundi et mardi.

**Le Monde**

27/12/95 15:50